



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

HARVARD LAW LIBRARY



3 2044 059 608 455



# HARVARD LAW LIBRARY

---

FROM THE LIBRARY

OF

HEINRICH LAMMASCH

---

Received May 25, 1922.







25

LE  
**CODE PÉNAL**  
**LUXEMBOURGEOIS**

\* c  
accompagné  
**DE LA TRADUCTION ALLEMANDE OFFICIELLE,**  
annoté

de la référence aux articles du Code de 1810  
et à ceux du Code révisé,

et suivi

d'une Table alphabétique des matières du Code,  
d'un Tableau de la correspondance des articles du Code de 1810  
avec les articles du Code Luxembourgeois,  
et d'une Table chronologique et alphabétique  
des dispositions répressives spéciales en vigueur  
qui forment complément au nouveau Code.

---

**ÉDITION PUBLÉE**  
par **P. RUPPERT,**  
Secrétaire général du Gouvernement  
et Greffier de la Chambre des Députés.

---

**LUXEMBOURG.**  
**IMPRIMERIE DE LA COUR V. BUCK.**  
**1879.**

*H. Lummus*

MAY 25 1922

# CONCORDANCE

DES

## ARTICLES DU CODE PÉNAL DE 1810

AVEC LES

## ARTICLES DU CODE PÉNAL RÉVISÉ.

*Note.* — Les chiffres supprimés sont ceux des articles du Code de 1810 qui n'ont pas de dispositions correspondantes dans le Code pénal révisé. — Le législateur français, dans la révision du Code, s'est préoccupé de conserver exactement les numéros des articles de l'ancien Code; cette table sert donc pour le Code pénal français.

CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.
Art.	Articles.	Art.	Articles.	Art.	Articles.
1	1.	19	12.	42	33.
2	51, 52.	20	12.	43	
3	53.	21	13, 14, 15	44	35.
4	2 § 1.	22	7.	45	35, 338.
5	5.	24	7.	46	35.
6	7.	25	11 § 2.	47	35, 36.
7		26	9.	48	35.
8		27	11 § 1.	49	
9		28	19, 51, 32	50	35, 37.
10	44.	29	20, 21,	51	45.
11	7, 42, 43.	30	22, 23.	54	49.
12	8.	31	24.	55	39, 50.
15	8, 395.	32	7.	56	54.
14	10.	34	19.	57	56 § 1.
15	14, 15.	36	18.	58	56 § 2.
16	14, 15.	40	25, 26.	59	66 69 § 1
17	7.	41	27.	60	66, 67.

CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.
Art.	Articles.	Art.	Articles.	Art.	Articles.
61	68.	108	156.	142	184.
63	506.	109	157.	143	185.
64	71.	110		144	192.
65	78.	111	158.	145	194.
66	72.	112	159.	146	195.
67	73, 75.	113	140.	147	196.
68	75.	114	147, 151,	148	197.
69	74.		152.	150	196.
75	113.	115	147.	151	197.
76	114.	116	153.	153	198.
77	115.	118	154.	154	199, 210.
78	117.	119	155, 156.	155	202.
79	116.	120	157.	156	200.
80	118.	121	158.	157	201.
85	121.	122	159.	158	202.
84	125.	123	235.	159	203.
85		124	254.	160	204.
86	101, 106.	125	235.	161	205, 207.
87	102 à 104,	126	256.	162	206.
	107 à 109	127	257.	163	215.
88	105.	128	258.	164	214.
89	110.	150	259.	169	240.
90	111.	152	160, 161,	170	
91	124, 125.		168.	171	
92	126.	155	162, 165,	172	244.
93	127.		168.	173	240, 241,
95	122.	154	164 à 168		244.
96	128 à 130	155	170.	174	245, 244.
97	151.	158	192.	175	245.
98	152.	159	173, 176,	177	246, 247.
99	153.		179.	178	248.
100	154.	140	180, 185.	179	252.
101	155.	141	182, 185.	180	255.

TABLEAU DE CONCORDANCE.

III

CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.
Art.	Articles.	Art.	Articles.	Art.	Articles.
181	249, 251.	224	276.	267	523.
182	249, 251.	225	278.	268	524.
184	148.	228	280.	269	563-0°
185	258.	230	270, 281.	270	547, 563-0°
186	257.	231	259.	271	563-0°
187	149.	232	332.	276	342.
188	254.	233	334, 335.	277	343, 344.
189	255.	234	333, 335.	279	345.
190	260.	237	336.	282	346.
191	256.	238	337.	283	299.
192	263.	239	339, 341.	284	500.
195	264.	240	285.	287	383.
194	261.	241	286.	289	384.
196	262.	243	287.	295	393.
197	262.	248	288.	296	394.
198	266.	249	289.	299	395.
199	267.	250	290.	300	396.
200	267.	251	291.	301	397.
201	268.	252	485 § 5.	302	394 à 397.
202	268.	253	242.	304	393, 475, 532.
203	268.	254	241.	305	327.
204	268.	255	287.	306	328.
205	268.	256	526.	307	327, 531.
206	269.	257	227.	308	399.
209	269.	258	228.	311	398.
210	272.	259	142.	312	410.
211	271.	260	143.	314	316 à 318.
212	273.	261	144, 145.	315	409.
213	273.	262	145.		
218	274.	263	146.		
221	274.	264	322.		
222	275.	265			
225	275.	266			

CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.
Art.	Articles.	Art.	Articles.	Art.	Articles.
517	348 à 351, 353.	349	358.	584	467.
518	454, 455, 457.	350	359.	586	463, 464.
519	419.	351	360.	588	463.
520	420.	352	354.	589	546.
521	411.	353	355.	590	479, 480.
522	412.	354	368.	591	481.
523	413.	355	369.	592	481.
524	415.	356	370.	593	484.
526	414.	357	371.	594	484.
527	70.	358	313.	595	484, 485.
528	416.	359	340.	596	486.
529	417.	360	433.	597	487.
530	383.	361	215, 216.	598	488.
531	373, 375.	362	218, 219.	599	470.
532	372, 375, 375.	363	220.	400	463, 465, 466.
533	377.	364	224.	401	489.
534	379, 381.	365	225.	402	496.
535	382.	366	226.	403	493.
536	390.	367	443.	406	491.
537	387.	368	443, 447, 451.	408	495.
538	388.	369	451.	409	302, 303, 305.
539	389, 390.	370	417 § 2.	410	306, 307.
540	391.	371	444, 447.	411	314.
541	434 à 438.	372	447 § 3.	412	310.
542	365 à 367.	373	445.	414	309.
543	361.	375	448, 561-	415	311.
546	362.	376	7°	416	498, 499.
547	366.	377	452.	418	
548		378	458.	419	
		379	461.	420	
		380	462.	423	
		382	468.		



TABLEAU DE CONCORDANCE.

V

CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.	CODE de 1810.	CODE pénal révisé.
Art.	Articles.	Art.	Articles.	Art.	Articles.
425	101.	464	7, 42, 43.	474 6°	561-3°.
427		465	28, 29.	7°	556-2°, 3°
430	292.	466	38.	8°	552-5°.
431		468	49.		557-4°.
432	295.	470	42 § 2, 43.	9°	556-6°.
433	294 à 298.	471	551 à 553,	10°	556-7°.
434	510 à 513,		561.	11°	556-4°.
	516.	471, 1°	551-1°	12°	556-5°.
435	520.	2°	553-1°	476	500, 557-
437	521, 522.	3°	551-2°, 3°.		1°, -2°, -4°
438	289 à 291.	4°	551-4°, 5°.	477	505, 557-
439	527.	5°	551-6°, 7°.		3°.
440	529.	6°	552-1°.	478	558.
443	553.	7°	552-2°.	479	559, 561,
444	555.	8°	552-3°.		563.
445		9°	552-4°.	1°	559-1°.
446	557.	10°	553-2°.	2°	-2°.
447		11°	561-7°.	3°	-3°.
448		12°	562-5°.	4°	-4°.
449	555.	13°	552-6°.	5°	561-4°.
450	543.	14°	552-7°.	6°	561-8°.
451	556.	472	553-1°.	7°	563-1°.
452	558, 559.	475	553-1°-2°	8°	561-1°.
453	540, 542.	474	454.	480	559-5°.
454	541, 542.	475	500, 555 à		561-4°.
456	545.		557, 561.	481	561-4°.
457	550.	474, 1°	456-8°.		563-1°.
458	519.	2°	555.	482	562, 564.
459	519.	3°	557-1°.	483	565.
460	520.	4°	556-1°.	484	6.
461	521.		557-2°.		
463	79, 85.	5°	557-3°.		



# CODE PÉNAL

en vigueur dans le

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

à partir du

**15 OCTOBRE 1879.**

---

## Strafgesetzbuch

für das

**Grossherzogthum Luxemburg**

in Wirksamkeit

**vom 15. October 1879 ab.**

**NOTE SUR LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET LES DISCUSSIONS  
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.**

**Session de 1876-1876 :**

Examen préparatoire — avis sur la proposition d'adopter le Code pénal belge, sous réserve de modifications : tribunal de Luxembourg, *a* 1 ; tribunal de Diekirch, *a* 3 ; cour supérieure de justice, *a* 4. — Observations de M. le prof. Nypels, *a* 5. — Projet de modifications présenté par M. le dir. gén. Vannernus, *a* 28 ; — avis des corps judiciaires : tribunal de Luxembourg, *a* 52 ; tribunal de Diekirch, *a* 53 ; cour supérieure, *a* 63 ; — avis du Conseil d'État, *a* 68.

Projet de révision déposé par M. le dir. gén. Funck, séance du 7 déc. 1875, p. 169 : rapport au Prince-Lieutenant, *a* 94 ; projet de loi, *a* 107 ; arrêté r. g.-d., *a* 235 ; — projet de loi sur les circonstances atténuantes et rapport, *a* 236 et 239.

**Session de 1876-1877 :**

Rapport de la Commission spéciale (liv. I), séance du 26 juin 1877, p. 957, *a* 575.

**Session de 1877-1878 :**

Observations du parquet général, *a* 165.

Dépôt du 2<sup>e</sup> rapport de la Commission spéciale (livre II), séance du 30 avril 1878, p. 701.

**Session de 1878-1879 :**

Texte du 2<sup>e</sup> rapport de la Commission spéciale (livre II), *a* 58.

Observations de M. le prof. Nypels, *a* 460 ; — id. de M. le substitut Limelette, *a* 469.

Résumé des amendements proposés en commun par la Commission spéciale et par M. le dir. gén. Eyschen, séance du 18 mars 1879, p. 595, *a* 680.

Discussion gén., séance du 19 mars, p. 597-603.

**Discussion des articles :**

séance du 19 mars, art. 1—7, p. 604—634;

” 20 ” ” 7 p. 635—658;

” 25 ” ” 8—30, p. 660—691;

” 26 ” ” 30—99, p. 692—722;

” 27 ” ” 100—192, p. 725—731;

” 1<sup>er</sup> avril, ” 193—314, p. 770—780;

” 2 ” ” 315—460, p. 784—792;

” 3 ” ” 461—568, p. 818—837.

Renvoi au Conseil d'État afin d'avis sur les articles amendés, séance du 3 avril, p. 837.

Projet de loi sur les circonstances atténuantes — rapport de la Commission, discussion et vote des articles, séance du 3 avril, p. 837.

Avis du Conseil d'État sur les articles amendés et conclusions définitives de la Commission spéciale, séance du 1<sup>er</sup> mai 1879, p. 1054.

Second vote des articles amendés, séance du 1<sup>er</sup> mai, p. 1069—1104.

Vote sur l'ensemble et adoption, dispense du second vote, ib. p. 1104.

Vote définitif de la loi sur les circonstances atténuantes, ib. p. 1104.

---

*Les articles du Code pénal de 1810 et les autres dispositions législatives abrogées sont placés entre parenthèses après les numéros des articles correspondants ; — les références aux articles du Code et autres sont placées à la suite du texte, avec les abréviations suivantes : P. nouveau Code pénal ; I. cr. Code d'instruction criminelle ; C. Code civil ; Pr. Code de procédure civile ; L. loi ; s. suivants. — Les modifications au texte du Code pénal belge de 1867, qui a servi de modèle au présent Code, sont imprimées en caractères italiques ; la série des numéros du Code belge est restée la même, quelques articles non reproduits de ce dernier code étant figurés par des points sous les numéros afférents.*

---

# **Loi du 18 juin 1879, portant révision du Code pénal.**

---

## **LIVRE PREMIER.**

### **Des infractions et de la répression en général.**

#### **CHAPITRE PREMIER.**

##### **Des infractions.**

**Art. 1<sup>er</sup>** (Code de 1810, art. 1<sup>er</sup>). L'infraction que les lois punissent d'une peine criminelle est un crime. — P. 7 s., 38.

L'infraction que les lois punissent d'une peine correctionnelle est un délit. — P. 7, 25 s., 38.

L'infraction que les lois punissent d'une peine de police est une contravention. — P. 7, 28 s., 38.

**Art. 2** (4). Nulle infraction ne peut être punie de peines qui n'étaient pas portées par la loi avant que l'infraction fût commise. — C. 2.

Si la peine établie au temps du jugement diffère de celle qui était portée au temps de l'infraction, la peine la moins forte sera appliquée. — P. 63. — D. 23 juillet 1810, art. 6.

**Art. 3.** L'infraction commise sur le territoire du Grand-Duché, par des Luxembourgeois ou par des étrangers, est punie conformément aux dispositions des lois luxembourgeoises. — C. 5.

**Art. 4.** L'infraction commise hors du territoire du Grand-Duché, par des Luxembourgeois ou par des étrangers, n'est punie, dans le Grand-Duché, que dans les cas déterminés par la loi. — L. 15 mars 1870 et 18 janvier 1879.

## **Gesetz vom 18. Juni 1879, wodurch das Strafgesetzbuch abgeändert wird.**

### **ERSTES BUCH.**

#### **Von den Zuwiderhandlungen und den Strafen im Allgemeinen.**

##### **ERSTES KAPITEL.**

##### **Von den Zuwiderhandlungen.**

**Art. 1.** Eine gesetzlich mit einer Verbrechensstrafe belegte Zuwiderhandlung ist ein Verbrechen.

Eine gesetzlich mit einer Zuchtpolizeistrafe belegte Zuwiderhandlung ist ein Vergehen.

Eine gesetzlich mit einer Polizeistrafe belegte Zuwiderhandlung ist eine Uebertretung.

**Art. 2.** Keine Zuwiderhandlung kann mit einer Strafe belegt werden, welche vor Begehung derselben gesetzlich nicht bestimmt war.

Wenn die zur Zeit der Aburtheilung bestehende Strafbestimmung von derjenigen abweicht, welche zur Zeit der Begehung der Zuwiderhandlung galt, so ist die mildere Strafe anzuwenden.

**Art. 3.** Jede im Gebiete des Grossherzogthums, von Luxemburgern oder von Ausländern begangene Zuwiderhandlung wird nach den Bestimmungen der luxemburgischen Gesetze bestraft.

**Art. 4.** Eine ausserhalb des Gebietes des Grossherzogthums, von Luxemburgern oder von Ausländern begangene Zuwiderhandlung wird innerhalb des Grossherzogthums nur in den gesetzlich bestimmten Fällen bestraft.

**Art. 5 (5).** Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux infractions punies par les lois et règlements militaires. — P. 57.

**Art. 6 (484).** Les cours et les tribunaux continueront d'appliquer les lois et règlements particuliers dans toutes les matières non réglées par le présent Code. — I. cr. 645.

## CHAPITRE II.

### Des peines.

#### SECTION I<sup>re</sup>.

##### Des diverses espèces de peines.

**Art. 7 (6, 7, 8, 9, 11, 17, 22, 24, 32, 464).** Les peines applicables aux infractions sont :

##### En matière criminelle :

1<sup>o</sup> La mort ; — P. 8 s., 18, 19, 20, 31, 73, 76, 77, 89, 90.

2<sup>o</sup> Les travaux forcés ; — P. 12 s., 19, 21 s., 30, 31, 73, 76.

3<sup>o</sup> La détention ; — P. 16, 17, 18, 19, 21 s., 30, 32, 73, 76.

4<sup>o</sup> La reclusion ; — P. 15 s., 19, 21 s., 30, 32, 73, 76.

5<sup>o</sup> *La destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics.* — P. 19.

##### En matière correctionnelle et de police :

L'emprisonnement. — P. 25 s., 28, 30, 74, 76.

##### En matière criminelle et correctionnelle :

1<sup>o</sup> L'interdiction de certains droits politiques et civils ; — P. 31 s., 73, 76.

2<sup>o</sup> Le renvoi sous la surveillance spéciale de la police. — P. 35 s., 73, 76.

##### En matière criminelle, correctionnelle et de police :

1<sup>o</sup> L'amende ; — P. 38 s., 74, 76.

2<sup>o</sup> La confiscation spéciale. — P. 42, 45.

#### SECTION II.

##### Des peines criminelles.

**Art. 8 (12, 15).** Tout condamné à mort aura la tête tranchée.



**Art. 5.** Die Bestimmungen des gegenwärtigen Strafgesetzbuches finden auf die durch die militärischen Gesetze und Reglemente mit Strafe belegten Handlungen keine Anwendung.

**Art. 6.** Bezüglich aller Materien, über welche das gegenwärtige Strafgesetzbuch keine Bestimmungen enthält, haben die Gerichte die besonderen Gesetze und Reglemente auch fernerhin anzuwenden.

## **ZWEITES KAPITEL.**

Von den Strafen.

### **ABSCHNITT I.**

Von den verschiedenen Strafarten.

**Art. 7.** Die auf Zuwiderhandlungen anwendbaren Strafen sind folgende :

Verbrechensstrafen :

1. Todesstrafe ;
2. Zwangsarbeit ;
3. Detention ;
4. Zuchthaus ;
5. Entziehung von Titeln, Graden, Aemtern, Anstellungen und öffentlichen Vertrauensposten.

Zuchtpolizei- und Polizeistrafe :

Gefängniß.

Verbrechens- und Zuchtpolizeistrafen :

1. Aberkennung gewisser öffentlicher und bürgerlicher Rechte ;
2. Stellung unter die besondere Aufsicht der Polizei.

Verbrechens-, Zuchtpolizei- und Polizeistrafen :

1. Geldstrafe ;
2. Einziehung.

### **ABSCHNITT II.**

Von den Verbrechensstrafen.

**Art. 8.** Jeder zum Tode Verurtheilte wird enthauptet.

**Art. 13** (21 § 2). La durée de la reclusion est de cinq ans à dix ans. — P. 14, 15, 19 s., 30, 32, 34, 62, 266, 295, 318 § 2.

**Art. 14** (15, 16, 21 § 1). Les condamnés à la reclusion et aux travaux forcés subiront leur peine dans la maison de force à Luxembourg. — P. 18, 19, 21 s., 31, 32.

*Les hommes condamnés aux travaux forcés traineront un boulet.*

**Art. 15** (15, 16, 21 § 1). Chaque condamné sera employé au travail qui lui sera imposé.

Une portion du produit de ce travail forme un fonds de réserve qui lui sera remis à sa sortie ou à des époques déterminées après sa sortie.

Cette portion ne peut excéder les quatre dixièmes pour les condamnés à la reclusion, et les trois dixièmes pour les condamnés aux travaux forcés. Le surplus appartient à l'État.

Le Gouvernement peut disposer de la moitié de ce fonds de réserve, au profit du condamné, pendant qu'il subit sa peine, ou au profit de la famille de celui-ci, lorsqu'elle se trouve dans le besoin. — P. 26 § 2, 27, 29 § 2.

**Art. 16.** La détention est à perpétuité ou à temps.

La détention à temps est ordinaire ou extraordinaire.

La détention ordinaire est prononcée pour un terme de cinq ans à dix ans ou de dix ans à quinze ans. — P. 17, 21 s., 30, 55, 62, 81, 266.

La détention extraordinaire est prononcée pour quinze ans au moins et vingt ans au plus. — P. 17, 19, 21 s., 30, 55, 62, 81, 266.

**Art. 17.** Les condamnés à la détention seront renfermés dans un quartier séparé, dans les prisons de Luxembourg.

**Art. 18** (36). L'arrêt portant condamnation à la peine de mort, à la peine des travaux forcés ou de la détention à perpétuité, sera imprimé par extrait et affiché

Die Verurtheilung zu zeitiger Zwangsarbeit ist für einen Zeitraum von zehn bis fünfzehn oder von fünfzehn bis zwanzig Jahren auszusprechen.

**Art. 13.** Die Dauer der Zuchthausstrafe beträgt fünf bis zehn Jahre.

**Art. 14.** Die zu Zuchthausstrafe und Zwangsarbeit Verurtheilten verbüssen ihre Strafe in dem Zwangsarbeits-hause zu Luxemburg.

Die zu Zwangsarbeit verurtheilten Manuspersonen schleppen die Kugel.

**Art. 15.** Jeder Verurtheilte ist zu den ihm aufzugehenden Arbeiten zu verwenden.

Ein Theil des Ertrages dieser Arbeit bildet einen Reservefonds, welcher ihm bei seiner Entlassung oder zu bestimmten Zeiten nach seiner Entlassung auszuhändigen ist.

Für Zuchthaussträflinge darf dieser Theil nicht vier Zehntel, und für Zwangsarbeitssträflinge nicht drei Zehntel übersteigen. Der Ueberschuss gehört dem Staate.

Die Regierung kann über die Hälfte dieses Reservefonds verfügen, entweder zu Gunsten des Verurtheilten, während er seine Strafe verbüsst, oder zu Gunsten seiner in Noth gerathenen Familie.

**Art. 16.** Die Detention ist eine lebenslängliche oder zeitige.

Die zeitige Detention ist eine ordentliche oder ausserordentliche.

Die ordentliche Detention wird für einen Zeitraum von fünf bis zehn, oder von zehn bis fünfzehn Jahren erkannt.

Die ausserordentliche Detention wird für einen Zeitraum von wenigstens fünfzehn und von höchstens zwanzig Jahren erkannt.

**Art. 17.** Die zur Strafe der Detention Verurtheilten verbüssen dieselbe in einer besonderen Abtheilung der Gefängnisse zu Luxemburg.

**Art. 18.** Erkenntnisse, welche Todesstrafe, Zwangsarbeitsstrafe oder lebenslängliche Detention aussprechen, sind in auszugsweisem Abdruck in den Ge-

dans la commune où le crime aura été commis et dans celle où l'arrêt aura été rendu. L'arrêt portant condamnation à la peine de mort sera, en outre, affiché dans la commune où se fera l'exécution. — P. 9, 457, 502, 560-1<sup>o</sup>. — I. cr. 472. — Pr. 1036.

**Art. 19** (28, 54). Tous arrêts de condamnation à la peine de mort, des travaux forcés, de la détention perpétuelle ou extraordinaire et de la reclusion prononceront, contre les condamnés, la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils sont revêtus.

La cour d'assises pourra prononcer cette destitution contre les condamnés à la détention ordinaire. — P. 31 s., 158, 245, 244. — C. 445, 445, 509.

**Art. 20** (29, 30). Toute condamnation à la peine de mort emporte l'interdiction légale du condamné. — P. 22 s.

**Art. 21** (29, 30). Seront en état d'interdiction légale, pendant la durée de leur peine :

1<sup>o</sup> Les condamnés contradictoirement aux travaux forcés, à la reclusion, à la détention perpétuelle ou extraordinaire ;

2<sup>o</sup> Les condamnés contradictoirement à la détention ordinaire, soit dans le cas de récidive, soit dans le cas de concours de plusieurs crimes. — P. 22 s., 55 § 1, 62.

**Art. 22** (29, 30). L'interdiction légale enlève au condamné la capacité d'administrer ses biens et d'en disposer, si ce n'est par testament.

Elle est encourue du jour où la condamnation est devenue irrévocable. — P. 34.

**Art. 23** (29, 30). Il sera nommé, au condamné en état d'interdiction légale, *un tuteur et un subrogé tuteur* pour gérer ses biens ; cette nomination et cette gestion sont soumises aux dispositions du Code civil relatives à la tutelle des interdits. — C. 505 s.

**Art. 24** (31). Pendant la durée de l'interdiction légale, il ne pourra être remis au condamné aucune somme, provision ou portion de ses revenus.

meinden anzuschlagen, in welchen das Verbrechen begangen und das Erkenntniss erlassen worden ist. Todesurtheile sind ausserdem in der Gemeinde anzuschlagen, in welcher die Hinrichtung stattfinden soll.

**Art. 19.** In allen Erkenntnissen, welche Todesstrafe, Zwangsarbeitsstrafe, lebenslängliche oder ausserordentliche Detention und Zuchthausstrafe verhängen, ist gegen die Verurtheilten die Entziehung der von ihnen bekleideten Titel, Grade, Aemter, Anstellungen und öffentlichen Vertrauensposten auszusprechen.

Der Assisenhof kann diese Entziehung auch gegen die zu ordentlicher Detention Verurtheilten aussprechen.

**Art. 20.** Die Verurtheilung zur Todesstrafe hat für den Verurtheilten die gesetzliche Interdiction zur Folge.

**Art. 21.** Im Zustande der gesetzlichen Interdiction befinden sich während der Dauer ihrer Strafe :

1. Diejenigen, welche contradictorisch zu Zwangsarbeit, zu Zuchthaus und zu lebenslänglicher oder ausserordentlicher Detention verurtheilt sind ;

2. Diejenigen, welche bei Rückfall oder bei Zusammentreffen mehrerer Verbrechen contradictorisch zu ordentlicher Detention verurtheilt sind.

**Art. 22.** Die gesetzliche Interdiction benimmt dem Verurtheilten die Fähigkeit, sein Vermögen zu verwalten und über dasselbe zu verfügen, ausser durch Testament.

Sie tritt mit der Rechtskraft des Urtheils ein.

**Art. 23.** Dem Verurtheilten, welcher sich im Zustande der gesetzlichen Interdiction befindet, ist ein Vormund und ein Nebenvormund zur Verwaltung seines Vermögens zu bestellen. Diese Bestellung und diese Verwaltung unterliegen den Bestimmungen des bürgerlichen Gesetzbuches über die Vormundschaft der Interdicirten.

**Art. 24.** Während der Dauer der gesetzlichen Interdiction darf dem Verurtheilten kein Geld, kein Vorrath irgend einer Art, kein Theil seiner Einkünfte verabfolgt werden.

## SECTION III.

## De l'emprisonnement correctionnel.

**Art. 23** (40). La durée de l'emprisonnement correctionnel est de huit jours au moins et de cinq années au plus, *sauf les cas où la loi détermine d'autres limites.* — P. 7, 30, 56, 57, 59, 60, 75, 76, 85, 266, 455.

La durée d'un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures.

La durée d'un mois d'emprisonnement est de trente jours.

**Art. 26** (40). Les condamnés à l'emprisonnement correctionnel subiront leur peine dans des maisons de correction. — P. 14.

Ils y seront employés à l'un des travaux établis ou autorisés dans la maison, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le Gouvernement, dans des cas exceptionnels. — P. 15 § 1, 29 § 2.

**Art. 27** (41). Une portion du produit du travail du condamné à l'emprisonnement correctionnel sera appliquée, partie à lui procurer quelques adoucissements, s'il le mérite, partie à former un fonds de réserve destiné à lui être remis à sa sortie ou à des époques déterminées après sa sortie. Cette portion ne peut excéder les cinq dixièmes. Le surplus appartient à l'État.

Le Gouvernement pourra disposer de la moitié du fonds de réserve en faveur de la famille du condamné, lorsqu'elle se trouve dans le besoin. — P. 15.

## SECTION IV.

## De l'emprisonnement de police.

**Art. 28** (465). L'emprisonnement pour contravention ne peut être moindre d'un jour ni excéder sept jours, *sauf les cas où la loi détermine d'autres limites.* — P. 25 § 2, 30, 562 § 2, 564.

**Art. 29** (465). Les condamnés à l'emprisonnement pour contravention subiront leur peine dans les prisons déterminées par le Gouvernement.

Ils ne seront astreints à aucun travail. — P. 14, 26.

## ABSCHNITT III.

Von der zuchtpolizeilichen Gefängnisstrafe.

**Art. 25.** Die Dauer der zuchtpolizeilichen Gefängnisstrafe beträgt mindestens acht Tage und höchstens fünf Jahre, abgesehen von den Fällen, in welchen das Gesetz andere Grenzen festsetzt.

Die Dauer von einem Tage Gefängnisstrafe beträgt vierundzwanzig Stunden.

Die Dauer von einem Monate Gefängnisstrafe beträgt dreissig Tage.

**Art. 26.** Die zu zuchtpolizeilicher Gefängnisstrafe Verurtheilten verbüssen dieselbe in Besserungshäusern.

Sie werden dort zu den daselbst eingeführten oder zugelassenen Arbeiten verwendet, es sei denn, dass sie, in Ausnahmefällen, durch die Regierung von denselben befreit würden.

**Art. 27.** Ein Theil des Ertrages der von dem zu zuchtpolizeilicher Gefängnisstrafe Verurtheilten wird theils dazu verwendet, um ihm einige Erleichterungen zu verschaffen, wenn er dies verdient, theils um einen ihm bei seiner Entlassung oder zu bestimmten Zeiten nach seiner Entlassung zu verabfolgenden Reservefonds zu bilden. Dieser Theil darf fünf Zehntel nicht übersteigen. Der Ueberschuss gehört dem Staate.

Die Regierung ist befugt, über die Hälfte des Reservefonds zu Gunsten der in Noth gerathenen Familie des Verurtheilten zu verfügen.

## ABSCHNITT IV.

Von der polizeilichen Gefängnisstrafe.

**Art. 28.** Die Gefängnisstrafe für Uebertretungen darf nicht weniger als einen Tag und soll nicht länger dauern als sieben Tage, abgesehen von den Fällen, in welchen das Gesetz andere Grenzen festsetzt.

**Art. 29.** Die wegen Uebertretungen zu Gefängnisstrafe Verurtheilten verbüssen ihre Strafe in den Gefängnissen, welche die Regierung dazu bestimmt.

Sie dürfen zu keinerlei Arbeit gezwungen werden.

Disposition commune aux sections II, III et IV.

**Art. 30.** Toute détention subie avant que la condamnation soit devenue irrévocable, par suite de l'infraction qui donne lieu à cette condamnation, sera imputée sur la durée des peines emportant privation de la liberté.

#### SECTION V.

Des peines communes aux crimes et aux délits.

**Art. 31 (28).** Tous arrêts de condamnation à la peine de mort ou aux travaux forcés prononceront, contre les condamnés, l'interdiction à perpétuité du droit :

1° De remplir des fonctions, emplois ou offices publics ;

2° De vote, d'élection, d'éligibilité ;

3° De porter aucune décoration, aucun titre de noblesse ;

4° D'être expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;

5° De faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur, subrogé tuteur ou curateur, si ce n'est de leurs enfants et sur l'avis conforme du conseil de famille ; comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire ;

6° De port d'armes et de servir dans la force armée ;

7° *De tenir école ou d'enseigner, ou d'être employé dans un établissement d'instruction à titre de professeur, maître ou surveillant.* — P. 7, 52 s., 75, 84 § 2, 85 § 4, 378, 386.

**Art. 32 (28).** La cour d'assises pourra interdire, en tout ou en partie, à perpétuité ou pour dix ans à vingt ans, l'exercice des droits énumérés en l'article précédent, aux condamnés à la reclusion ou à la détention. — P. 75, 378, 382.



Gemeinsame Bestimmung zu Abschnitt II, III u. IV.

**Art. 30.** Jede Haft, welche der Verurtheilte in Folge der der Verurtheilung zu Grunde liegenden Zuwiderhandlung vor Rechtskraft des Urtheils erlitten hat, ist auf die Dauer der erkannten Freiheitsstrafen in Anrechnung zu bringen.

#### ABSCHNITT V.

Von den bei Verbrechen und Vergehen gleichnüssig anwendbaren Strafen.

**Art. 31.** In allen Erkenntnissen, durch welche Todesstrafe oder Zwangsarbeit verhängt wird, ist gegen die Verurtheilten die Aberkennung auf Lebenszeit folgender Rechte auszusprechen :

1. des Rechtes, Aemter, Anstellungen und öffentliche Vertrauensposten bekleiden zu dürfen ;

2. des Stimmrechtes, des Wahlrechtes und der Wählbarkeit ;

3. des Rechtes, irgend welche Ehrenzeichen und irgend welche Adelstitel zu tragen ;

4. des Rechtes, als Sachverständiger, als Instruments- oder Identitätszeuge bei der Aufnahme von Urkunden zu dienen, und anders, als zum Zwecke einfacher Auskunftsertheilung, vor Gericht Aussagen zu machen ;

5. des Rechtes, Mitglied eines Familienraths zu sein, zum Vormund, Nebenvormund oder Curator berufen zu werden, es sei denn für ihre Kinder und mit Zustimmung des Familienrathes ; ebenso des Rechtes, den Dienst als gerichtlicher Beistand oder als vorläufiger Vermögensverwalter zu verrichten ;

6. des Rechtes, Waffen zu tragen und in der bewaffneten Macht zu dienen ;

7. des Rechtes, Schule zu halten oder als Lehrer zu wirken, oder in einer Unterrichtsanstalt als Professor, Lehrmeister oder Aufseher angestellt zu werden.

**Art. 32.** Der Assisenhof kann den zu Zuchthaus oder zu Detention Verurtheilten die Ausübung der in dem vorhergehenden Artikel aufgezählten Rechte ganz oder theilweise, auf Lebenszeit oder für zehn bis zwanzig Jahre untersagen.

**Art. 33** (42, 43). Les cours et tribunaux pourront, dans les cas prévus par la loi, interdire en tout ou en partie, aux condamnés correctionnels, l'exercice des droits énumérés en l'art. 31, pour un terme de cinq ans à dix ans. — P. 75, 84 § 2, 111 § 2, 141, 147, 158, 248 à 252, 258, 298 § 2, 305 § 2, 312, 325, 331, 368, 378 § 1, 382 § 1, 496, 505, 515.

**Art. 34.** La durée de l'interdiction, fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation, courra du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine.

L'interdiction produira, en outre, ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

**Art. 35** (44 à 50). Le renvoi sous la surveillance spéciale de la police donne au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine.

Avant sa mise en liberté, le condamné déclarera le lieu où il veut fixer sa résidence ; il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage.

Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le fonctionnaire désigné dans la feuille de route ; il ne pourra changer de résidence sans en avoir informé, trois jours à l'avance, le même fonctionnaire, qui lui remettra la feuille de route primitive visée pour se rendre à sa nouvelle résidence. — P. 7, 36, 37, 338.

**Art. 36** (47). Les condamnés à une peine criminelle pourront être placés, par l'arrêt de condamnation, sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et vingt ans au plus.

S'ils sont condamnés de nouveau à une peine criminelle, ils pourront être placés pendant toute leur vie sous cette surveillance. — P. 75, 88.

**Art. 37** (50). Les condamnés à l'emprisonnement correctionnel ne seront placés sous la surveillance

**Art. 33.** In den vom Gesetze vorgesehenen Fällen können die Gerichte zu Zuchtpolizeistrafen Verurtheilten die Ausübung der im Art. 31 aufgezählten Rechte für einen Zeitraum von fünf bis zehn Jahren ganz oder theilweise untersagen.

**Art. 34.** Die in dem Strafurtheil festgesetzte Dauer des Verlustes jener Rechte läuft von dem Tage, an welchem der Verurtheilte seine Strafe verbüsst hat oder diese verjährt ist.

Ueberdies tritt der Verlust jener Rechte schon von dem Tage ein, an welchem das contradictorische oder Contumacial-Urtheil rechtskräftig geworden ist.

**Art. 35.** Die Stellung unter die besondere Aufsicht der Polizei gibt der Regierung das Recht, gewisse Orte zu bezeichnen, an welchen dem Verurtheilten der Aufenthalt nach Verbüssung seiner Strafe untersagt ist.

Der Verurtheilte hat, bevor er in Freiheit gesetzt wird, den Ort anzugeben, an welchen er seinen Aufenthalt nehmen will; er erhält einen Zwangspass, in welchem der von ihm inne zu haltende Reiseweg und die Dauer seines Verbleibens an jedem zu berührenden Orte vorgeschrieben sind.

Er hat sich innerhalb vierundzwanzig Stunden nach seiner Ankunft vor dem in dem Zwangspass bezeichneten Beamten zu stellen; er kann seinen Aufenthaltsort nicht ändern, ohne drei Tage vorher denselben Beamten davon in Kenntniss gesetzt zu haben, welcher ihm den ursprünglichen, zu dem Behufe seiner Reise nach dem neuen Aufenthaltsorte visirten Zwangspass zustellen wird.

**Art. 36.** Die zu einer Verbrechensstrafe Verurtheilten können durch das Straferkenntniss für wenigstens fünf und höchstens zwanzig Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

Wenn sie von Neuem zu einer Verbrechensstrafe verurtheilt werden, können sie lebenslänglich unter diese Aufsicht gestellt werden.

**Art. 37.** Die zu zuchtpolizeilicher Gefängnisstrafe Verurtheilten sind nur in den vom Gesetz bezeichneten

spéciale de la police que dans les cas déterminés par la loi. — P. 56 § 5, 75, 84 § 3, 85 § 4, 111 § 2, 315 § 2, 465, 491, 495, 496, 505 § 2, 515, 544.

### SECTION VI.

Des peines communes aux trois espèces d'infraction.

**Art. 38** (466). L'amende pour contravention est d'un franc au moins et de vingt-cinq francs au plus, *sauf les cas où la loi en dispose autrement.*

L'amende pour crime ou délit est de vingt-six francs au moins.

Les amendes seront perçues au profit de l'État. — P. 7, 39 s., 49.

**Art. 39** (55). L'amende est prononcée individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction. — P. 40, 49.

**Art. 40.** A défaut de paiement de l'amende, *les condamnés seront contraints par corps, conformément à la loi sur la matière.* — L. 18 janv. 1867 et 16 février 1877.

**Art. 41.** .....

**Art. 42** (11, 464, 470). La confiscation spéciale s'applique :

1° Aux choses formant l'objet de l'infraction et à celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre, quand la propriété en appartient au condamné ;

2° Aux choses qui ont été produites par l'infraction.

**Art. 43** (11, 464, 470). La confiscation spéciale sera toujours prononcée pour crime ou délit. — P. 64, 253, 302, 303 § 4, 305 § 3, 318, 457 § 1, 503 § 1.

Elle ne sera prononcée pour contravention que dans les cas déterminés par la loi. — P. 64, 552-2°, 555-1°, 557-5°, 561-3°-4°-6°, 565-1°.

### CHAPITRE III.

Des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes, délits ou contraventions.

**Art. 44** (10). La condamnation aux peines établies

Fällen unter die besondere Aufsicht der Polizei zu stellen.

### ABSCHNITT VI.

Von den bei allen drei Arten von Zuwiderhandlungen gleichmässig anwendbaren Strafen.

**Art. 38.** Die Geldstrafe für Uebertretungen beträgt mindestens einen und höchstens fünfundzwanzig Franken, vorbehaltlich der Fälle, in welchen das Gesetz anders bestimmt.

Die Geldstrafe für Verbrechen oder Vergehen beträgt mindestens sechsundzwanzig Franken.

Die Geldstrafen werden für die Staatskasse verein-  
nahmt.

**Art. 39.** Wegen einer und derselben Zuwiderhandlung ist gegen jeden einzelnen Angeschuldigten persönlich auf Geldstrafe zu erkennen.

**Art. 40.** Wenn die zu einer Geldstrafe Verurtheilten dieselbe nicht zahlen, so sind sie in Gemässheit der einschlagenden Gesetze in Körperhaft zu nehmen.

**Art. 41.** .....

**Art. 42.** Der Einziehung unterliegen :

1. die Sachen, welche den Gegenstand der strafbaren Handlung gebildet und diejenigen, welche zu deren Ausführung gedient haben oder zu dienen bestimmt waren, vorausgesetzt, dass sie Eigenthum des Verurtheilten sind ;

2. die Sachen, welche durch die Zuwiderhandlung hervorgebracht sind.

**Art. 43.** Bei Verbrechen und Vergehen ist stets auf Einziehung zu erkennen.

Bei Uebertretungen ist nur in den gesetzlich bestimmten Fällen auf dieselbe zu erkennen.

### DRITTES KAPITEL.

Von den anderen Verurtheilungen, welche wegen Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen ausgesprochen werden können.

**Art. 44.** Die Verurtheilung zu den gesetzlich be-

par la loi sera toujours prononcée, sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties. — P. 45, 48 s. — L. cr. 1 à 4.

**Art. 45** (51). Lorsque la loi n'a point réglé les dommages-intérêts, la cour ou le tribunal en déterminera le montant, sans pouvoir toutefois en prononcer l'application à une œuvre quelconque, même du consentement de la partie lésée. — P. 44, 48 s.

**Art. 46.** .....

**Art. 47.** .....

**Art. 48** (L. 18 janvier 1867, art. 8). La contrainte par corps ne sera *ni prononcée, ni exercée*, ni maintenue contre les condamnés qui auront atteint leur soixante-dixième année. — P. 44, 45, 49, 50. — L. 16 février 1877.

**Art. 49** (54, 468). Lorsque les biens du condamné seront insuffisants pour couvrir les condamnations à l'amende, aux restitutions et aux dommages-intérêts, les deux dernières condamnations auront la préférence. — P. 44, 45, 48, 50. — L. 20 mars 1877, art. 1<sup>er</sup>-114.

**Art. 50** (55). Tous les individus condamnés pour une même infraction sont tenus solidairement des restitutions et des dommages-intérêts. — P. 44 s., 66 s.

Ils sont tenus solidairement des frais, lorsqu'ils ont été condamnés par le même jugement ou arrêt.

Néanmoins, le juge peut exempter tous ou quelques-uns des condamnés de la solidarité, en indiquant les motifs de cette dispense, et en déterminant la proportion des frais à supporter individuellement par chacun d'eux.

Les individus condamnés par des jugements ou arrêts distincts ne sont tenus solidairement des frais qu'à raison des actes de poursuite qui leur ont été communs.

#### CHAPITRE IV.

De la tentative de crime ou de délit.

**Art. 51** (2). Il y a tentative punissable, lorsque la résolution de commettre un crime ou un délit a été

stimmten Strafen ist stets vorbehaltlich der den Parteien etwa gebührenden Erstattung und Entschädigung auszusprechen.

**Art. 45.** Wenn im Gesetz über die Entschädigungsfrage nichts bestimmt ist, so haben die Gerichte die Höhe der Entschädigung festzusetzen, ohne jedoch, selbst bei Einverständniss des Verletzten, deren Verwendung zu irgend einem Zwecke bestimmen zu können.

**Art. 46.**.....

**Art. 47.**.....

**Art. 48.** Gegen Verurtheilte, welche das siebenzigste Lebensjahr erreicht haben, ist auf Körperhaft weder zu erkennen, noch ist deren Vollstreckung gegen solche Verurtheilte zu beginnen oder fortzusetzen.

**Art. 49.** Im Falle, dass das Vermögen des Verurtheilten zur Deckung erkannter Geldstrafen, Erstattungen und Entschädigungen nicht hinreicht, haben die zwei letzteren den Vorzug.

**Art. 50.** Alle Personen, welche wegen einer und derselben Zuwiderhandlung verurtheilt sind, haften solidarisch für Erstattungen und Entschädigungen.

Sie haften solidarisch für die Kosten, falls sie durch ein und dasselbe Urtheil oder Erkenntniss verurtheilt worden sind.

Der Richter kann indessen alle oder einzelne der Verurtheilten von der solidarischen Haftung ausnehmen, muss jedoch die Gründe dieser Entlastung aussprechen und den Kostenantheil festsetzen, welchen jeder Einzelne zu tragen hat.

Personen, welche durch verschiedene Urtheile oder Erkenntnisse verurtheilt werden, haften solidarisch nur für die Kosten der Verfolgungsakten, welche ihnen gemeinsam gewesen sind.

#### VIERTES KAPITEL.

Von dem Versuch des Verbrechens oder Vergehens.

**Art. 51.** Ein strafbarer Versuch liegt vor, wenn der Entschluss, ein Verbrechen oder Vergehen zu verüben,

manifestée par des actes extérieurs qui forment un commencement d'exécution de ce crime ou de ce délit, et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur. — P. 105, 106, 110, 112, 115 § 7, 124 § 2, 125 § 2, 348 § 2, 353, 374, 476.

**Art. 50 (2).** La tentative de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle du crime même. — P. 103, 115 § 6, 255, 348 § 2, 353, 380 § 2.

*Est considérée comme immédiatement inférieure :*

- a) A la peine de mort, celle des travaux forcés perpétuels ;
- b) A la peine des travaux forcés perpétuels, celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans ;
- c) A la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, les travaux forcés de dix ans à quinze ans ;
- d) A la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans, celle de la reclusion ;
- e) A la peine de la reclusion, celle d'un emprisonnement de trois mois au moins ;
- f) A la peine de la détention perpétuelle, celle de la détention extraordinaire de quinze ans à vingt ans ;
- g) A la détention de quinze ans à vingt ans, celle de dix ans à quinze ans ;
- h) A la détention de dix ans à quinze ans, celle de cinq ans à dix ans ;
- i) A la peine de la détention de cinq ans à dix ans, celle d'un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous de deux mois.

**Art. 53 (3).** La loi détermine dans quels cas et de quelles peines sont punies les tentatives de délits. — P. 162 § 3, 166 § 2, 168, 169, 171, 176, 177, 184 § 4, 185 § 2, 187 § 2, 188 § 2, 252 § 2, 268 § 2, 284 § 2, 286 § 2, 287 § 2, 336, 357, 405, 441, 466, 470 § 3, 497, 507 § 3, 514.

#### CHAPITRE V.

De la récidive.

**Art. 54 (56).** Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la



durch äussere Handlungen bethätigt worden ist, welche einen Anfang der Ausführung dieses Verbrechens oder Vergehens enthalten, und welche lediglich durch vom Willen des Thäters unabhängige Umstände aufgehoben worden sind oder ihre Wirkung verfehlt haben.

**Art. 52.** Der Versuch eines Verbrechens ist mit der Strafe zu belegen, welche unmittelbar geringer ist, als diejenige, mit welcher das Verbrechen selbst bedroht ist.

Als unmittelbar geringere Strafe ist zu betrachten :

a) gegenüber der Todesstrafe : lebenslängliche Zwangsarbeit ;

b) gegenüber der lebenslänglichen Zwangsarbeit : Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren ;

c) gegenüber der Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren : Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren ;

d) gegenüber der Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren : Zuchthausstrafe ;

e) gegenüber der Zuchthausstrafe : Gefängniss von mindestens drei Monaten ;

f) gegenüber der lebenslänglichen Detention : ausserordentliche Detention von fünfzehn bis zwanzig Jahren ;

g) gegenüber der Detention von fünfzehn bis zwanzig Jahren : Detention von zehn bis fünfzehn Jahren ;

h) gegenüber der Detention von zehn bis fünfzehn Jahren : Detention von fünf bis zehn Jahren ;

i) gegenüber der Detention von fünf bis zehn Jahren : Gefängniss von nicht weniger als zwei Monaten.

**Art. 53.** In welchen Fällen und mit welchen Strafen der Versuch eines Vergehens zu bestrafen ist, bestimmt das Gesetz.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Vom Rückfall.

**Art. 54.** Wer, nachdem er zu einer Verbrechensstrafe verurtheilt worden ist, ein Verbrechen begeht,

reclusion, pourra être condamné aux travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Si le crime emporte les travaux forcés de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine, si le crime emporte les travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 7, 8 s., 12, 13, 36 § 2, 38 s., 56, 554, 558, 562, 564, 565.

**Art. 55.** Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime puni de la détention de cinq ans à dix ans, pourra être condamné à la détention de dix ans à quinze ans. — P. 7, 16.

Si le crime est puni de la détention de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la détention extraordinaire.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de détention, si le crime emporte la détention extraordinaire. — P. 7, 16, 56 § 2.

**Art. 56** (57, 58) Quiconque, après une condamnation à une peine criminelle, aura commis un délit, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre le délit.

La même peine pourra être prononcée en cas de condamnation antérieure à un emprisonnement d'un an au moins, si le condamné a commis le nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine.

Dans ces deux cas, le condamné pourra être placé, par le jugement ou l'arrêt, sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 7, 435, 443, 544.

**Art. 57.** Les règles établies pour la récidive seront appliquées, conformément aux articles précédents, en cas de condamnation antérieure prononcée par un tribunal militaire, pour un fait qualifié crime ou délit par

welches mit Zuchthaus bedroht ist, kann zu Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren verurtheilt werden.

Wenn das Verbrechen mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bedroht ist, so kann der Schuldige zu Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren verurtheilt werden.

Er ist zu mindestens siebzehn Jahren dieser Straftart zu verurtheilen, wenn das Verbrechen mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bedroht ist.

**Art. 55.** Wer, nachdem er zu einer Verbrechensstrafe verurtheilt worden ist, ein Verbrechen begeht, welches mit Detention von fünf bis zehn Jahren bedroht ist, kann zu Detention von zehn bis fünfzehn Jahren verurtheilt werden.

Wenn das Verbrechen mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren bedroht ist, so kann der Schuldige zu ausserordentlicher Detention verurtheilt werden.

Er ist zu mindestens siebzehn Jahren Detention zu verurtheilen, wenn das Verbrechen mit ausserordentlicher Detention bedroht ist.

**Art. 56.** Wer, nachdem er zu einer Verbrechensstrafe verurtheilt worden ist, ein Vergehen begeht, kann zu einer Strafe verurtheilt werden, welche dem Doppelten des Höchstbetrages der Strafe gleich kommt, mit welcher das Gesetz das Vergehen bedroht.

Auf dieselbe Strafe kann in dem Falle erkannt werden, dass eine frühere Verurtheilung zu Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahre vorliegt, wenn der Verurtheilte das neue Vergehen begangen hat, bevor fünf Jahre verflossen sind, seitdem er seine Strafe verbüsst hat oder dieselbe verjährt ist.

In diesen beiden Fällen kann der Verurtheilte durch das Urtheil oder das Erkenntniss für mindestens fünf und höchstens zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 57.** Die für den Rückfall aufgestellten Grundsätze sind in Gemässheit der vorbergehenden Artikel auch in dem Falle anzuwenden, wo die frühere Verurtheilung durch ein Militärgericht erfolgt war und zwar wegen einer Handlung, welche die allgemeinen Straf-

les lois pénales ordinaires, et à une peine portée par ces mêmes lois.

Si, pour ce fait, une peine portée par les lois militaires a été prononcée, les cours et tribunaux, dans l'appréciation de la récidive, n'auront égard qu'au minimum de la peine que le fait puni par le premier jugement pouvait entraîner d'après les lois pénales ordinaires.

#### CHAPITRE VI.

Du concours de plusieurs infractions.

**Art. 38** (l. cr., 365). Tout individu convaincu de plusieurs contraventions encourra la peine de chacune d'elles.

**Art. 39.** En cas de concours d'un ou de plusieurs délits avec une ou plusieurs contraventions, *les peines de police seront cumulativement prononcées ; la peine correctionnelle la plus forte sera seule prononcée et pourra même être élevée au double du maximum, sans toutefois pouvoir excéder la somme des peines prévues pour les différentes infractions.* — P. 537.

**Art. 40** (l. cr. 365 § 2). En cas de concours de plusieurs délits, *la peine la plus forte sera seule prononcée. Cette peine pourra même être élevée au double du maximum, sans toutefois pouvoir excéder la somme des peines prévues pour les différents délits.* — P. 537.

**Art. 41** (l. cr. 365 § 2). Lorsqu'un crime concourt, soit avec un ou plusieurs délits, soit avec une ou plusieurs contraventions, la peine du crime sera seule prononcée.

**Art. 42** (l. cr. 365 § 2). En cas de concours de plusieurs crimes, la peine la plus forte sera seule prononcée. Cette peine, *si elle consiste dans les travaux forcés à temps, la détention à temps ou la reclusion, pourra même être élevée de cinq ans au-dessus du maximum.* — P. 12 § 2, 15, 16 §§ 2, 3 et 4, 21-2°, 63.

gesetze als Verbrechen oder als Vergehen bezeichnen und wo die Verurtheilung zu einer durch diese Gesetze angedrohten Strafe erfolgt war.

Wenn in diesem Falle auf eine Strafe erkannt worden war, welche die Militärgesetze androhen, so haben die Gerichte bei Beurtheilung des Rückfalles nur den Mindestbetrag der Strafe zu berücksichtigen, welchen die durch das erste Urtheil bestrafte Handlung nach den allgemeinen Strafgesetzen zur Folge haben konnte.

#### SECHSTES KAPITEL.

Von dem Zusammentreffen mehrerer Zuwiderhandlungen.

**Art. 58.** Wer mehrerer Uebertretungen überführt wird, hat die Strafe für jede derselben verwirkt.

**Art. 59.** Beim Zusammentreffen eines oder mehrerer Vergehen mit einer oder mehreren Uebertretungen ist auf die Gesamtheit der Polizeistrafen zu erkennen. Es ist aber ausschliesslich auf die schwerste Zuchtpolizeistrafe zu erkennen; dieselbe kann sogar bis auf den doppelten Höchstbetrag bemessen werden, darf jedoch den Gesamtbetrag der für die einzelnen Zuwiderhandlungen vorgesehenen Strafen nicht übersteigen.

**Art. 60.** Beim Zusammentreffen mehrerer Vergehen ist lediglich auf die schwerste Strafe zu erkennen. Diese Strafe kann selbst bis auf den doppelten Höchstbetrag bemessen werden, darf jedoch den Gesamtbetrag der für die einzelnen Vergehen vorgesehenen Strafen nicht übersteigen.

**Art. 61.** Beim Zusammentreffen eines Verbrechens mit einem oder mehreren Vergehen oder mit einer oder mehreren Uebertretungen ist lediglich auf die für das Verbrechen angedrohte Strafe zu erkennen.

**Art. 62.** Beim Zusammentreffen mehrerer Verbrechen ist lediglich auf die schwerste Strafe zu erkennen. Wenn diese Strafe in zeitiger Zwangsarbeit, in zeitiger Detention oder in Zuchthaus besteht, so kann sie bis auf fünf Jahre über den Höchstbetrag bemessen werden.

**Art. 63.** La peine la plus forte est celle dont la durée est la plus longue. Si les peines sont de même durée, les travaux forcés et la reclusion sont considérés comme des peines plus fortes que la détention. — P. 62.

**Art. 64.** Les peines de confiscation spéciale à raison de plusieurs crimes, délits ou contraventions, seront toujours cumulées. — P. 42, 43.

**Art. 65.** Lorsque le même fait constitue plusieurs infractions, la peine la plus forte sera seule prononcée. — P. 63, 154, 256, 349, 352, 576 § 1, 517, 518, 522, 548.

#### CHAPITRE VII.

De la participation de plusieurs personnes au même crime  
ou délit.

**Art. 66** (59, 60). Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit :

Ceux qui l'auront exécuté ou qui auront coopéré directement à son exécution ;

Ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, le crime ou le délit n'eût pu être commis ;

Ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront directement provoqué à ce crime ou à ce délit ;

Ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués, auront provoqué directement à le commettre, sans préjudice des *deux dernières dispositions de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 20 juillet 1869.* — P. 130, 168, 171, 176, 268 § 2, 325, 335, 336, 337, 431, 490.

**Art. 67** (60). Seront punis comme complices d'un crime ou d'un délit :

**Art. 63.** Die schwerste Strafe ist diejenige, deren Dauer die längste ist. Wenn die Strafen von gleicher Dauer sind, so sind Zwangsarbeit und Zuchthaus als schwerere Strafen anzusehen, als die Detention.

**Art. 64.** Auf die wegen mehrerer Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen verwirkten Strafen der Einziehung ist stets gesondert zu erkennen.

**Art. 65.** Wenn eine und dieselbe Handlung mehrere Zuwiderhandlungen begründet, so ist lediglich auf die schwerste Strafe zu erkennen.

#### **SIEBENTES KAPITEL.**

Von der Theilnahme mehrerer Personen an demselben Verbrechen oder Vergehen.

**Art. 66.** Als Thäter eines Verbrechens oder Vergehens werden bestraft :

Diejenigen, welche dasselbe ausgeführt oder welche unmittelbar zu seiner Ausführung mitgewirkt haben ;

Diejenigen, welche durch irgend eine Handlung derartig zur Ausführung Beihülfe geleistet haben, dass ohne ihre Beihülfe das Verbrechen oder Vergehen nicht hätte begangen werden können ;

Diejenigen, welche durch Geschenke, Versprechen, Drohungen, Missbrauch des Ansehens oder der Gewalt, durch schuld bare Ränke oder Künste zu diesem Verbrechen oder Vergehen unmittelbar angestiftet haben ;

Diejenigen welche, sei es durch Reden, die sie in Versammlungen oder an öffentlichen Orten gehalten haben, sei es durch angeheftete Anschläge, sei es durch gedruckte oder nicht gedruckte Schriften, die verkauft oder vertheilt worden sind, zur Begehung des Verbrechens oder Vergehens unmittelbar angestiftet haben, unbeschadet der beiden letzten Bestimmungen des ersten Artikels des Gesetzes vom 20. Juli 1869.

**Art. 67.** Als Gehülfen bei einem Verbrechen oder Vergehen werden bestraft :

Diejenigen, welche zu seiner Begehung Anweisung gegeben haben ;

Ceux qui auront donné des instructions pour le commettre ;

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi au crime ou au délit, sachant qu'ils devaient y servir ;

Ceux qui, hors le cas prévu par le § 3 de l'art. 66, auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé. — P. 153, 168, 176, 324, 335, 336, 337, 388.

**Art. 68** (61). Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur auront fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices. — P. 155, 324, 359.

**Art. 69** (59). Les complices d'un crime seront punis de la peine immédiatement inférieure à celle qu'ils encourraient s'ils étaient auteurs de ce crime, *d'après la gradation prévue par l'art. 52 du présent Code*. — P. 336, 337, 325 § 2, 529 § 2, 550 § 3.

La peine prononcée contre les complices d'un délit n'excédera pas les deux tiers de celle qui leur serait appliquée s'ils étaient auteurs de ce délit. — P. 274 § 2, 290 § 2, 336, 337, 388, 451, 452.

#### CHAPITRE VIII.

Des causes de justification et d'excuse.

**Art. 70** (527). Il n'y a pas d'infraction, lorsque le fait était ordonné par la loi et commandé par l'autorité légitime. — P. 152, 260.

**Art. 71** (64). Il n'y a pas d'infraction, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. — P. 416, 417. — L. 24 juillet 1845, art. 10.



Diejenigen, welche Waffen, Werkzeuge oder irgend andere Mittel, die zur Begehung des Verbrechens oder Vergehens gedient, gewährt haben, wissend, dass sie dazu dienen sollten ;

Diejenigen welche, abgesehen von dem in Absatz 3 des Art. 66 vorgesehenen Falle, wissentlich dem Thäter oder den Thätern des Verbrechens oder des Vergehens bei den Handlungen Beistand oder Beihülfe geleistet haben, welche das Verbrechen oder Vergehen vorbereitet oder erleichtert haben, oder bei denjenigen, durch welche es vollendet worden ist.

**Art. 68.** Wer das verbrecherische Betragen von Missethättern kennt, welche Räubereien oder Gewaltthätigkeiten gegen die Sicherheit des Staates, den öffentlichen Frieden, gegen Personen oder Eigenthum üben und denselben gewohnheitsmässig Wohnung, Zuflucht oder Versammlungsort gewährt, wird als deren Gehülfe bestraft.

**Art. 69.** Die Gehülfen bei einem Verbrechen werden mit der Strafe bestraft, welche unmittelbar geringer ist, als diejenige, welche sie verwirkt hätten, wenn sie Thäter dieses Verbrechens wären, gemäss der in Art. 52 des gegenwärtigen Strafgesetzbuches vorgesehenen Stufenfolge.

Die gegen die Gehülfen bei einem Vergehen auszusprechende Strafe darf nicht zwei Dritttheile derjenigen übersteigen, welche sie verwirkt hätten, wenn sie Thäter des Vergehens wären.

#### ACHTES KAPITEL.

Von den Gründen der Strafbefreiung und Entschuldigung.

**Art. 70.** Eine Handlung, welche durch das Gesetz geboten und durch die gesetzmässige Behörde befohlen war, ist nicht strafbar.

**Art. 71.** Eine Zuwiderhandlung ist nicht vorhanden, wenn der Angeklagte oder der Beschuldigte zur Zeit der That sich im Zustande des Wahnsinnes befand oder wenn er durch eine Gewalt, der er keinen Widerstand leisten konnte, gezwungen worden ist.

**Art. 72 (66).** L'accusé ou le prévenu, âgé de moins de seize ans accomplis au moment du fait, sera acquitté s'il est décidé qu'il a agi sans discernement. — P. 76, 225. — L. 18 juin 1879, art. 5.

Il pourra être mis à la disposition du Gouvernement, pour un temps qui ne dépassera pas l'époque où il aura accompli sa vingt et unième année.

Dans ce cas, il sera placé *dans la maison de correction* ou dans un établissement spécial de réforme ou de charité. Le Gouvernement pourra le renvoyer à ses parents, si, dans la suite, il présente des garanties suffisantes de moralité, *ainsi qu'autoriser sa mise en apprentissage, conformément aux dispositions de l'arrêté royal grand-ducal du 14 mai 1855.*

**Art. 73 (67).** S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la détention perpétuelle, il sera condamné à un emprisonnement de dix ans à vingt ans ;

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps ou de la détention extraordinaire, il sera condamné à un emprisonnement de cinq ans à dix ans ;

S'il a encouru la peine de la reclusion ou de la détention ordinaire, il sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans.

**Art. 74 (69).** Lorsque l'individu âgé de moins de seize ans accomplis aura commis, avec discernement, un délit, la peine ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu seize ans.

**Art. 75 (67 § 4, 68).** En aucun cas, l'accusé ou le prévenu âgé de moins de seize ans accomplis ne pourra être placé sous la surveillance spéciale de la police, ni condamné à l'interdiction des droits énumérés à l'art. 31.

**Art. 30.** Ein Angeklagter oder Beschuldigter, welcher zur Zeit der That das sechszehnte Lebensjahr nicht vollendet hatte, ist freizusprechen, wenn festgestellt ist, dass er ohne Unterscheidungsvermögen gehandelt hat.

Er kann der Regierung zur Verfügung gestellt werden und zwar für einen Zeitraum, welcher die Zeit nicht überdauern darf, zu welcher er sein einundzwanzigstes Lebensjahr vollendet haben wird.

In diesem Falle ist er in dem Besserungshause oder in einer besonderen Besserungs- oder Wohlthätigkeits-Anstalt unterzubringen. Die Regierung kann ihn seinen Eltern zuweisen, wenn er in der Folge genügende Sicherheit für einen sittlichen Lebenswandel bietet, sowie auch, nach Massgabe der Bestimmungen des Königl.-Grossh. Beschlusses vom 14. Mai 1855, gestatten, dass er in Lehre genommen werde.

**Art. 31.** Wenn festgestellt ist, dass er mit Unterscheidungsvermögen gehandelt hat, so ist er in folgender Weise zu bestrafen :

Wenn er die Todesstrafe, lebenslängliche Zwangsarbeit oder lebenslängliche Detention verwirkt hat, so ist er zu Gefängniss von zehn bis zwanzig Jahren zu verurtheilen ;

Wenn er zeitige Zwangsarbeit oder ausserordentliche Detention verwirkt hat, so ist er zu Gefängniss von fünf bis zehn Jahren zu verurtheilen ;

Wenn er Zuchthaus oder ordentliche Detention verwirkt hat, so ist er zu Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren zu verurtheilen.

**Art. 32.** Hat der weniger als volle sechzehn Jahre alte Angeschuldigte mit Unterscheidungsvermögen ein Vergehen begangen, so kann er höchstens zu dem halben Betrage derjenigen Strafe verurtheilt werden, zu welcher er verurtheilt worden, wenn er sechzehn Jahre alt gewesen wäre.

**Art. 33.** Ein Angeklagter oder Beschuldigter, welcher weniger als volle sechzehn Jahre alt ist, kann niemals unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt, noch kann gegen ihn die Aberkennung der im Art. 31 aufgezählten Rechte ausgesprochen werden.

**Art. 76.** Lorsqu'un sourd-muet, âgé de plus de seize ans accomplis, aura commis un crime ou un délit, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté.

*Il pourra être mis à la disposition du Gouvernement pour un temps qui ne dépassera pas cinq ans.*

*Dans ce cas, il sera placé dans la maison de correction ou dans un établissement spécial de réforme ou de charité, pour y être détenu et instruit.*

*Le Gouvernement pourra le renvoyer à ses parents, si, dans la suite, il présente des garanties suffisantes de moralité, ainsi qu'autoriser sa mise en apprentissage, conformément aux dispositions de l'arrêté royal grand-ducal du 14 mai 1855.*

S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées conformément aux art. 73, 74 et 75 du présent Code.

**Art. 77.** La peine de mort ne sera prononcée contre aucun individu âgé de moins de dix-huit ans accomplis au moment du crime.

Elle sera remplacée par la peine des travaux forcés à perpétuité.

**Art. 78** (65). Nul crime ou délit ne peut être excusé, si ce n'est dans les cas déterminés par la loi. — P. 75 à 76, 154, 156, 152, 153, 192, 260, 275, 300, 304, 326, 355 § 2, 341, 366 § 2, 411 à 414, 451, 462, 492, 504, 509 § 2. — l. cr. 339. — L. 18 juin 1879, art. 2.

#### CHAPITRE IX.

Des circonstances atténuantes.

**Art. 79** (463 ; L. 9 déc. 1862). S'il existe des circonstances atténuantes, les peines criminelles sont réduites ou modifiées, conformément aux dispositions qui suivent.

**Art. 80.** La peine de mort sera remplacée par les travaux forcés à perpétuité ou les travaux forcés de quinze ans à vingt ans.

La peine des travaux forcés à perpétuité, par les

**Art. 76.** Ein mehr als sechzehn Jahre alter Taubstummer, welcher ein Verbrechen oder ein Vergehen begangen hat, ist freizusprechen, wenn festgestellt ist, dass er ohne Unterscheidungsvermögen gehandelt hat.

Er kann der Regierung für einen Zeitraum, welcher fünf Jahre nicht übersteigen darf, zur Verfügung gestellt werden.

In diesem Falle ist er in dem Besserungshause oder in einer besonderen Besserungs- oder Wohlthätigkeitsanstalt unterzubringen, um dort verwahrt und unterrichtet zu werden.

Die Regierung kann ihn seinen Eltern zuweisen, wenn er in der Folge genügende Sicherheit für einen sittlichen Lebenswandel bietet, sowie auch, nach Massgabe der Bestimmungen des Kgl.-Grossh. Beschlusses vom 14. Mai 1855 gestatten, dass er in Lehre genommen werde.

Wenn festgestellt wird, dass er mit Unterscheidungsvermögen gehandelt hat, so ist in Gemässheit der Art. 73, 74 und 75 des gegenwärtigen Strafgesetzbuches auf Strafe zu erkennen.

**Art. 77.** Auf Todesstrafe kann gegen Niemand erkannt werden, welcher im Augenblicke des Verbrechens noch nicht volle achtzehn Jahre alt war.

An ihre Stelle tritt lebenslängliche Zwangsarbeit.

**Art. 78.** Kein Verbrechen oder Vergehen kann entschuldigt werden, ausser in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen.

#### NEUNTES KAPITEL.

Von den mildernden Umständen.

**Art. 79.** Beim Vorhandensein mildernder Umstände werden die Verbrechenstrafen in Gemässheit der nachfolgenden Bestimmungen ermässigt oder abgeändert.

**Art. 80.** An die Stelle der Todesstrafe tritt lebenslängliche Zwangsarbeit oder Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren.

An die Stelle der lebenslänglichen Zwangsarbeit tritt

travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou de dix ans à quinze ans.

La peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, par les travaux forcés de dix ans à quinze ans ou la reclusion.

La peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans, par la reclusion ou même par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de trois ans.

La peine de la reclusion, par un emprisonnement de trois mois au moins.

**Art. 81.** La peine de la détention perpétuelle sera remplacée par la détention extraordinaire ou par la détention de dix ans à quinze ans.

La peine de la détention extraordinaire, par la détention de dix ans à quinze ans, ou de cinq ans à dix ans.

La peine de la détention de dix ans à quinze ans, par la détention de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux ans.

La détention de cinq ans à dix ans, par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux mois.

**Art. 82.** Dans le cas où la loi élève le minimum d'une peine criminelle, la cour appliquera le minimum ordinaire de cette peine, ou même la peine immédiatement inférieure, conformément aux articles précédents. — P. 54 § 3, 55 § 3, 257, 266, 295, 377, 381, 410, 550 § 2.

**Art. 83.** L'amende en matière criminelle pourra être réduite, sans qu'elle puisse être en aucun cas inférieure à vingt-six francs. — L. 18 juin 1879, art. 3.

**Art. 84.** Les coupables dont la peine criminelle aura été commuée en un emprisonnement pourront être condamnés à une amende de vingt-six francs à mille francs.

Ils pourront être condamnés à l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés à l'art. 31 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Ils pourront, en outre, être placés, par l'arrêt,

**Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig, oder von zehn bis fünfzehn Jahren.**

An die Stelle der Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren tritt Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren, oder Zuchthaus.

An die Stelle der Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren tritt Zuchthaus oder auch Gefängniss nicht unter drei Jahren.

An die Stelle der Zuchthausstrafe tritt Gefängniss von mindestens drei Monaten.

**Art. 81.** An die Stelle der lebenslänglichen Detention tritt ausserordentliche Detention oder Detention von zehn bis fünfzehn Jahren.

An die Stelle der ausserordentlichen Detention tritt Detention von zehn bis fünfzehn, oder von fünf bis zehn Jahren.

An die Stelle der Detention von zehn bis fünfzehn Jahren tritt Detention von fünf bis zehn Jahren oder Gefängniss von mindestens zwei Jahren.

An die Stelle der Detention von fünf bis zehn Jahren tritt Gefängniss von mindestens zwei Monaten.

**Art. 82.** Wo das Gesetz das Mindestmass einer Verbrechenstrafe erhöht, hat das Gericht das ordentliche Mindestmass dieser Strafe oder selbst die unmittelbar geringere Strafe in Gemässheit der vorhergehenden Artikel anzuwenden.

**Art. 83.** Die Geldstrafe für Verbrechen kann ermässigt werden, darf jedoch niemals weniger als sechsundzwanzig Franken betragen.

**Art. 84.** Wer eines Verbrechens schuldig erklärt und dessen Verbrechenstrafe in Gefängniss verwandelt worden ist, kann zu einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken verurtheilt werden.

Es kann gegen ihn die Aberkennung sämmtlicher oder einzelner der im Art. 31 des gegenwärtigen Strafgesetzbuches erwähnten Rechte für einen Zeitraum von wenigstens fünf und höchstens zehn Jahren ausgesprochen werden.

Es kann ausserdem für dieselbe Zeitdauer seine Stel-

sous la surveillance spéciale de la police, durant le même nombre d'années.

**Art. 85** (463; L. 9 déc. 1862; L. 10 janv. 1863, art. 2 § 2). S'il existe des circonstances atténuantes, les peines d'emprisonnement et d'amende pourront respectivement être réduites au-dessous de huit jours et au-dessous de vingt-six francs, sans qu'elles puissent être inférieures aux peines de police.

Les juges pourront aussi appliquer séparément l'une ou l'autre de ces peines.

Si l'emprisonnement est porté seul, les juges pourront y substituer une amende qui n'excédera pas cinq cents francs.

Si l'interdiction des droits énumérés en l'art. 31 et la surveillance de la police sont ordonnées ou autorisées, les juges pourront prononcer ces peines pour un terme d'un an à cinq ans, ou les remettre entièrement.

#### CHAPITRE X.

De l'extinction des peines.

**Art. 86.** Les peines prononcées par des arrêts ou jugements devenus irrévocables s'éteignent par la mort du condamné.

*Toutefois, l'État pourra, après ces arrêts ou jugements, exiger des héritiers ou ayants-cause du condamné, les amendes purement fiscales.*

**Art. 87** (I. cr. 619 à 654). Les incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations cessent par la remise que le Roi Grand-Duc peut en faire, en vertu du droit de grâce. — P. 19, 20, 31 s., 35 s. — Const. art. 53. — L. 2 juillet 1870, art. 586 s.

**Art. 88.** Tout condamné à mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, qui obtiendra commutation ou remise de sa peine, sera, s'il n'en est autrement disposé par l'arrêté royal grand-ducal de grâce, de plein droit sous la surveillance spéciale de la police pour un terme de vingt ans. — P. 36.



lung unter die besondere Aufsicht der Polizei durch das Erkenntniss verfügt werden.

**Art. 95.** Beim Vorhandensein mildernder Umstände können die Gefängnisstrafe und die Geldstrafe niedriger bemessen werden, als acht Tage, beziehungsweise als sechsundzwanzig Franken, ohne dass sie jedoch unter das Mass der Polizeistrafen herunter gehen dürfen.

Der Richter kann auch gesondert auf die eine oder auf die andere dieser Strafen erkennen.

Wenn ausschliesslich Gefängnisstrafe angedroht ist, so kann der Richter an deren Stelle auf eine den Betrag von fünfhundert Franken nicht übersteigende Geldstrafe erkennen.

Wenn die Aberkennung der im Art. 31 aufgezählten Rechte und Polizeiaufsicht angedroht oder zulässig sind, so kann der Richter diese Strafen entweder für einen Zeitraum von einem Jahre bis zu fünf Jahren verhängen, oder sie auch gänzlich erlassen.

#### ZEHNTES KAPITEL.

Von dem Erlöschen der Strafen.

**Art. 96.** Die durch rechtskräftig gewordene Erkenntnisse oder Urtheile ausgesprochenen Strafen erlöschen durch den Tod des Verurtheilten.

Indessen kann der Staat, nach dem Erlasse dieser Erkenntnisse oder Urtheile, von den Erben oder Rechtsnachfolgern des Verurtheilten die ausschliesslich fiskalischen Geldstrafen heitreiben.

**Art. 97.** Die durch richterliches Erkenntniss ausgesprochenen oder durch das Gesetz mit gewissen Verurtheilungen verbundenen Unfähigkeiten nehmen ein Ende, wenn der König-Grossherzog, kraft seines Begnadigungsrechtes, dieselben aufhebt.

**Art. 98.** Wer zum Tode, zu lebenslänglicher Zwangsarbeit oder Detention verurtheilt ist, und dessen Strafe im Wege der Gnade abgeändert oder erlassen wird, steht, abgesehen von anderweitiger Bestimmung in dem königlich-Grossherzoglichen Gnadenerlass, kraft des Gesetzes für die Dauer von zwanzig Jahren unter der besonderen Aufsicht der Polizei.

**Art. 88.** Seront en état d'interdiction légale, pendant la durée de leur peine, les condamnés dont la peine aura été commuée en une autre peine emportant cette interdiction aux termes de l'art. 21.

**Art. 89.** L'interdiction légale cessera lorsque le condamné aura obtenu remise de sa peine ou la commutation de celle-ci en une autre peine qui n'emporte point cette interdiction.

**Art. 91** (l. cr. 635). Les peines criminelles se prescriront par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugements qui les prononcent. — P. 34, 95, 98, 99.

**Art. 92** (l. cr. 636). Les peines correctionnelles se prescriront par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort, ou à compter du jour où le jugement rendu en première instance ne pourra plus être attaqué par la voie de l'appel.

Si la peine prononcée dépasse trois années, la prescription sera de dix ans. — P. 34, 95.

**Art. 93** (l. cr. 639). Les peines de police se prescriront par deux années révolues, à compter des époques fixées à l'article précédent.

**Art. 94.** Les peines de la mise sous la surveillance spéciale de la police, de l'amende et de la confiscation spéciale se prescriront dans les délais fixés par les articles précédents, selon qu'elles seront prononcées pour crimes, délits ou contraventions. — P. 36, 37, 38, 45, 91, 92, 93, 97, 98.

**Art. 95.** Si le condamné qui subissait sa peine est parvenu à s'évader, la prescription commence à courir du jour de l'évasion.

Toutefois, dans ce cas, on imputera, sur la durée de la prescription, le temps pendant lequel le condamné a subi sa peine au delà de cinq ans, si c'est une peine criminelle temporaire, ou au delà de deux ans, si c'est une peine correctionnelle.

**Art. 89.** Im Zustande der gesetzlichen Interdiction befindet sich für die Dauer seiner Strafe, Derjenige, dessen Strafe in eine andere verwandelt worden ist, welche letztere diese Interdiction nach den Bestimmungen des Art. 21 zur Folge hat.

**Art. 90.** Die gesetzliche Interdiction nimmt ein Ende, wenn der Verurtheilte begnadigt oder wenn seine Strafe in eine andere verwandelt wird, welche letztere die Interdiction nicht zur Folge hat.

**Art. 91.** Die Verbrechenstraßen verjähren durch den Ablauf von zwanzig Jahren vom Tage der Erkenntnisse oder Urtheile, welche sie verhängen.

**Art. 92.** Die Zuchtpolizeistraßen verjähren durch den Ablauf von fünf Jahren vom Tage des in letzter Instanz ergangenen Erkenntnisses oder Urtheils oder von dem Tage, an welchem das in erster Instanz ergangene Urtheil nicht mehr durch Berufung angefochten werden konnte.

Wenn auf eine Strafe von mehr als drei Jahren erkannt ist, so beträgt die Verjährungsfrist zehn Jahre.

**Art. 93.** Die Polizeistraßen verjähren durch den Ablauf zweier Jahre von den im vorhergehenden Artikel angegebenen Terminen ab.

**Art. 94.** Die Stellung unter die besondere Aufsicht der Polizei, die Geldstraßen und die Einziehung verjähren, je nachdem diese Straßen für Verbrechen, Vergehen oder Uebertretungen ausgesprochen sind, in den durch die vorhergehenden Artikel festgesetzten Fristen.

**Art. 95.** Wenn ein Verurtheilter während der Verbüßung seiner Strafe entweicht, so läuft die Verjährung der Strafe vom Tage des Entweichens.

In diesem Fall ist jedoch auf die Dauer der Verjährungsfrist die Zeit anzurechnen, während welcher der Verurtheilte seine Strafe bereits über fünf Jahre hinaus verbüßt hat, wenn es sich um eine zeitige Verbrechenstraße handelt; wenn es sich um eine Zuchtpolizeistraße handelt, so ist diejenige Zeit anzurechnen, während welcher der Verurtheilte seine Strafe bereits über zwei Jahre hinaus verbüßt hat.

**Art. 96.** La prescription de la peine sera interrompue par l'arrestation du condamné.

**Art. 97** (l. cr. 635). En cas de prescription de la peine principale, le renvoi sous la surveillance spéciale de la police produira ses effets à compter du jour de la prescription accomplie. — P. 91, 92, 94.

**Art. 98.** Tout condamné à mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, qui a prescrit sa peine, sera de plein droit sous la surveillance spéciale de la police pendant un terme de vingt ans. — P. 35, 36, 88.

**Art. 99** (l. cr. 642). Les condamnations civiles, prononcées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, se prescriront d'après les règles du droit civil, à compter du jour où elles seront devenues irrévocables. — P. 91, 92, 93. — C. 2262.

Toutefois, ces condamnations se prescriront à compter de la date de l'arrêt, si elles ont été prononcées par contumace. — l. cr. 465 s.

Disposition générale.

**Art. 100.** *Les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la détention à temps, à la reclusion ou à l'emprisonnement de plus d'une année, qui auront subi les trois quarts de leur peine, pourront être libérés provisoirement.*

*Cette faveur peut être révoquée pour inconduite et pour inexécution des conditions attachées à la libération. En cas de révocation, le condamné subira le restant de sa peine.*

*La libération et la révocation sont ordonnées par le Gouvernement.*

*En cas de nécessité, le bourgmestre de la résidence du condamné libéré peut faire procéder à son arrestation provisoire et, à son défaut, le procureur d'État, sauf à en référer au Gouvernement. Si la révocation est prononcée, elle remonte au jour de l'arrestation.*

*A défaut de révocation avant l'expiration du terme de la peine, le condamné est libéré définitivement.*

**Art. 96.** Die Verhaftung des Verurtheilten unterbricht die Verjährung seiner Strafe.

**Art. 97.** Wenn die Hauptstrafe verjährt ist, so tritt die Stellung unter Polizeiaufsicht mit dem Tage der Vollendung der Verjährung ein.

**Art. 98.** Wer zum Tode, zu lebenslänglicher Zwangsarbeit oder Detention verurtheilt ist, tritt, wenn seine Strafe verjährt ist, kraft des Gesetzes für einen Zeitraum von zwanzig Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei.

**Art. 99.** Die durch Erkenntnisse oder Urtheile in Verbrechens-, Zuchtpolizei- oder Polizeisachen ausgesprochenen privatrechtlichen Verurtheilungen verjähren vom Tage ihrer Rechtskraft nach den Bestimmungen des bürgerlichen Rechtes.

Wenn jedoch diese Entscheidungen *in contumaciam* ergangen sind, so verjähren sie vom Tage des Erkenntnisses.

Allgemeine Bestimmung.

**Art. 100.** Wer zu zeitiger Zwangsarbeit oder zu zeitiger Detention, zu Zuchthaus oder zu Gefängniß von über einem Jahre verurtheilt ist, kann nach Verbüßung von drei Viertheilen seiner Strafe vorläufig in Freiheit gesetzt werden.

Diese Vergünstigung kann wegen schlechten Betragens oder Nichtbefolgung der an die Haftentlassung geknüpften Bedingungen entzogen werden. In diesem Falle hat der Verurtheilte den Rest seiner Strafe nach zu verbüßen.

Die Haftentlassung und deren Zurücknahme werden durch die Regierung verfügt.

Stellt es sich als nothwendig heraus, so kann der Bürgermeister des Aufenthaltsortes des in Freiheit gesetzten Verurtheilten und in dessen Ermangelung der Staatsanwalt die vorläufige Verhaftung desselben veranlassen, muss jedoch der Regierung Bericht erstatten. Wenn die Zurücknahme verfügt ist, so ist sie vom Tage der Verhaftung zu berechnen.

Wenn die vorläufige Entlassung vor Ablauf der Dauer der Strafe nicht zurückgenommen worden ist, so befindet sich der Verurtheilte entgültig in Freiheit.

## LIVRE II.

## Des infractions et de leur répression en particulier.

TITRE 1<sup>er</sup>.

## Des crimes et des délits contre la sûreté de l'État.

## CHAPITRE PREMIER.

Des attentats et des complots contre le Roi Grand-Duc, contre la famille royale grand-ducale et contre la forme du Gouvernement.

**Art. 101** (86). L'attentat contre la vie ou contre la personne du Roi Grand-Duc sera puni de mort. — P. 8 s., 18, 19, 31, 77, 105.

S'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à la liberté du Roi Grand-Duc et s'il ne lui a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie, l'attentat contre sa personne sera puni des travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31, 106, 112, 131, 132, 133.

**Art. 102** (87). L'attentat contre la vie de l'héritier présomptif de la Couronne sera puni de mort. — P. 8 s., 18, 19, 31, 77, 105.

L'attentat contre sa personne sera puni des travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31.

S'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à sa liberté et s'il ne lui a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie, l'attentat contre sa personne sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31, 107, 112, 131, 132, 133.

**Art. 103** (87). L'attentat contre la vie de la Reine Grande-Duchesse, des parents et alliés du Roi Grand-Duc en ligne directe, ou de ses frères, ou contre la vie du Régent, sera toujours puni comme le fait consommé.

L'attentat contre leur personne sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans; il sera puni de la reclusion, s'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à leur liberté et s'il ne leur a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie. — P. 12 s., 19, 31, 105, 108, 112, 131, 132, 133.

## ZWEITES BUCH.

### Von den Zuwiderhandlungen und deren Bestrafung im Besonderen.

#### TITEL I.

#### Von den Verbrechen und Vorgehen gegen die Sicherheit des Staates.

##### ERSTES KAPITEL.

Von den Attentaten und Complotten gegen den König-Grossherzog, gegen die Königlich-Grossherzogliche Familie und gegen die Regierungsform.

**Art. 101.** Das Attentat gegen das Leben oder gegen die Person des König-Grossherzogs wird mit dem Tode bestraft.

Wenn das Attentat keine Freiheitsbeschränkung des König-Grossherzogs zur Folge gehabt hat und wenn es demselben weder Blutverlust, noch Verwundung, noch Krankheit verursacht hat, so wird das Attentat gegen seine Person mit lebenslänglicher Zwangsarbeit bestraft.

**Art. 102.** Das Attentat gegen das Leben des voraussichtlichen Thronfolgers wird mit dem Tode bestraft.

Das Attentat gegen seine Person wird mit lebenslänglicher Zwangsarbeit bestraft.

Das Attentat gegen seine Person wird mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bestraft, wenn es weder Freiheitsbeschränkung, noch Blutverlust, Verwundung oder Krankheit derselben zur Folge gehabt hat.

**Art. 103.** Das Attentat gegen das Leben der Königin-Grossherzogin, gegen das Leben der mit dem König-Grossherzog in grader Linie Verwandten oder Verschwägerten, oder gegen das Leben seiner Brüder, oder das des Regenten, wird in allen Fällen bestraft wie die vollendete That.

Das Attentat gegen die Person der Vorgenannten wird mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft; es wird mit Zuchthaus bestraft, wenn es weder Freiheitsbeschränkung, noch Blutverlust, Verwundung oder Krankheit derselben zur Folge gehabt hat.

**Art. 104** (87). L'attentat dont le but sera, soit de détruire, soit de changer la forme du Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, soit de faire prendre les armes aux citoyens ou aux habitants contre l'autorité du Roi Grand-Duc, ou la Chambre des députés, sera puni de la détention perpétuelle. — P. 16 à 19, 109, 131, 152, 155.

**Art. 105** (88). L'attentat existe dès qu'il y a tentative punissable. — P. 51, 574.

**Art. 106** (86). Le complot contre la vie ou contre la personne du Roi Grand-Duc sera puni de quinze ans à vingt ans de travaux forcés, s'il a été suivi d'un acte commis pour en préparer l'exécution, et de dix ans à quinze ans de la même peine, dans le cas contraire. — P. 12, 14 s., 19, 51, 101, 110, 156.

**Art. 107** (87). Le complot contre la vie ou contre la personne de l'héritier présomptif de la Couronne sera puni de dix ans à quinze ans de travaux forcés, s'il a été suivi d'un acte commis pour en préparer l'exécution, et de la reclusion, dans le cas contraire. — P. 12 s., 19, 51, 52, 102, 110, 156.

**Art. 108** (87). Le complot contre la vie ou contre la personne, soit des membres de la famille royale énumérés en l'art. 105, soit du Régent, sera puni de la reclusion. — P. 15 s., 19, 52, 105, 110, 156.

**Art. 109** (87). Le complot formé pour arriver à l'une des fins mentionnées à l'art. 104, sera puni de dix ans à quinze ans de détention, si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution, et de cinq ans à dix ans de la même peine, dans le cas contraire. — P. 16, 17, 19, 52, 156.

**Art. 110** (89). Il y a complot dès que la résolution d'agir a été arrêtée entre plusieurs personnes. — P. 51, 105, 112, 574.

**Art. 111** (90). La proposition faite et non agréée de former un complot contre la vie ou contre la personne du Roi Grand-Duc, de l'héritier présomptif de la Couronne, des membres de la famille royale



**Art. 104.** Das Attentat, welches zum Zwecke hat, die Regierungsform oder die Thronfolgeordnung aufzuheben oder zu ändern, oder die Bürger oder Bewohner des Landes zu veranlassen, die Waffen gegen die Machtbefugnisse des König-Grossherzogs oder die Abgeordnetenkammer zu ergreifen, wird mit lebenslänglicher Detention bestraft.

**Art. 105.** Das Attentat besteht, sobald ein strafbarer Versuch vorliegt.

**Art. 106.** Das Complot gegen das Leben oder gegen die Person des König-Grossherzogs wird mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bestraft, wenn es die Begehung einer Handlung zur Folge gehabt hat, welche dessen Ausführung vorzubereiten bezweckte; andernfalls mit zehn bis fünfzehn Jahren derselben Strafe.

**Art. 107.** Das Complot gegen das Leben oder gegen die Person des voraussichtlichen Thronfolgers wird mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft, wenn es die Begehung einer Handlung zur Folge gehabt, welche dessen Ausführung vorzubereiten bezweckte; andernfalls mit Zuchthaus.

**Art. 108.** Das Complot gegen das Leben oder gegen die Person der im Art. 105 aufgezählten Mitglieder der königlichen Familie, oder des Regenten, wird mit Zuchthaus bestraft.

**Art. 109.** Ein Complot, welches zu dem Zwecke gebildet ist, um eines der im Art. 104 erwähnten Ziele zu erreichen, wird mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft, wenn eine Handlung begangen worden ist, welche dessen Ausführung vorbereiten sollte; andernfalls mit fünf bis zehn Jahren derselben Strafe.

**Art. 110.** Ein Complot besteht, sobald der Entschluss zu handeln unter mehreren Personen gefasst worden ist.

**Art. 111.** Wer einem andern den Vorschlag macht, sich mit ihm zu einem Complot gegen das Leben oder gegen die Person des König-Grossherzogs, des voraussichtlichen Thronfolgers, der im Art. 105 aufgezählten Mitglieder der königlichen Familie, oder des Regenten

énumérés en l'art. 103, ou du Régent, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. — P. 25 s., 136.

Le coupable sera placé sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ; il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33. — P. 35 s.

**Art. 112.** Quiconque aura formé seul la résolution de commettre un attentat contre la vie ou contre la personne du Roi Grand-Duc, de l'héritier présomptif de la Couronne, des membres de la famille royale énumérés en l'art. 103, ou du Régent, sera puni de la reclusion, lorsqu'il aura commis un acte pour en préparer l'exécution. — P. 13 s., 19, 32, 51, 105, 110.

## CHAPITRE II.

Des crimes et des délits contre la sûreté extérieure  
de l'État.

**Art. 113 (75).** Tout Luxembourgeois qui aura porté les armes contre le Grand-Duché sera puni de la détention extraordinaire. — P. 16, 17, 19.

**Art. 114 (76).** Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou avec leurs agents pour les engager à *commettre des hostilités* ou entreprendre la guerre contre le Grand-Duché, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de la détention de dix ans à quinze ans. Si des hostilités s'en sont suivies, il sera puni de la détention perpétuelle. — P. 16 à 19, 32.

**Art. 115 (77).** Sera puni de la détention perpétuelle : — P. 16 à 19, 32.

Celui qui aura facilité aux ennemis de l'État l'entrée sur le territoire luxembourgeois ;

Celui qui leur aura livré des villes, places, postes, magasins ou arsenaux, appartenant à l'Etat ;

Celui qui leur aura fourni des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions ; — P. 126.

zu vereinigen, wird, wenn sein Vorschlag nicht angenommen wird, mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren bestraft.

Der Schuldige ist für einen Zeitraum von wenigstens fünf und höchstens zehn Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei zu stellen; es kann ausserdem gegen ihn die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

**Art. 112.** Wer für sich allein den Entschluss gefasst hat, ein Attentat gegen das Leben oder gegen die Person des König-Grossherzogs, des voraussichtlichen Thronfolgers oder der im Art. 103 aufgezählten Mitglieder der königlichen Familie, oder des Regenten zu begeben, ist, wenn er eine Handlung begangen hat, welche die Ausführung desselben vorbereiten sollte, mit Zuchthaus zu bestrafen.

#### ZWEITES KAPITEL.

Von den Verbrechen und Vergehen gegen die äussere Sicherheit des Staates.

**Art. 113.** Ein Luxemburger, welcher die Waffen gegen das Grossherzogthum trägt, ist mit ausserordentlicher Detention zu bestrafen.

**Art. 114.** Wer geheime Anschläge betreibt, oder Verbindungen mit fremden Mächten oder deren Unterhändlern unterhält, um dieselben zu bewegen, gegen das Grossherzogthum Feindseligkeiten zu unternehmen, oder Krieg zu beginnen, oder um ihnen die Mittel dazu zu verschaffen, wird mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft. Er wird mit lebenslänglicher Detention bestraft, wenn Feindseligkeiten erfolgt sind.

**Art. 115.** Mit lebenslänglicher Detention wird bestraft: Wer den Feinden des Staates den Eintritt auf das luxemburgische Gebiet erleichtert;

Wer ihnen Städte, Plätze, Posten, Magazine oder Arsenale, welche dem Staate gehören, ausliefert;

Wer ihnen durch Soldaten, Mannschaften, Geld, Lebensmittel, Waffen oder Schiessbedarf, Unterstützung gewährt;

Celui qui aura secondé le progrès de leurs armes sur le territoire du Grand-Duché ou contre les forces luxembourgeoises, en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers l'Etat et le Roi Grand-Duc.

Dans les cas ci-dessus, la tentative punissable sera assimilée au crime même. — P. 51, 52, 117, 255.

Le complot ayant pour but l'un de ces crimes sera puni de la détention de dix ans à quinze ans, s'il a été suivi d'un acte commis pour en préparer l'exécution, et de la détention de cinq ans à dix ans, dans le cas contraire. — P. 16, 17, 19, 32, 110, 116, 156.

**Art. 116** (79). Les peines exprimées à l'article précédent seront les mêmes, soit que les crimes prévus par cet article aient été commis envers le Grand-Duché, soit qu'ils l'aient été envers les alliés du Grand-Duché agissant contre l'ennemi commun. — P. 156.

**Art. 117** (78). Quiconque aura entreteu, avec les sujets d'une puissance ennemie, une correspondance qui, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés à l'art. 115, a néanmoins eu pour but et pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou *politique* du Grand-Duché ou de ses alliés, agissant contre l'ennemi commun, sera puni de la détention de cinq ans à dix ans. — P. 16, 17, 19, 32.

**Art. 118** (80). Sera puni de la détention perpétuelle, toute personne qui, chargée ou instruite officiellement ou à raison de son état, du secret d'une négociation ou d'une expédition, l'aura livré méchamment à une puissance ennemie ou à ses agents. — P. 16 à 19, 32.

Elle sera punie de la détention de dix ans à quinze ans, si elle a livré méchamment le secret à toute autre puissance ou à ses agents. — P. 16, 17, 19, 32.

**Art. 119**.....

**Art. 120**.....

Wer den Erfolg ihrer Waffen auf dem Gebiete des Grossherzogthums oder gegen die luxemburgischen Truppen dadurch unterstützt, dass er die Treue der Offiziere, Soldaten oder anderer Bürger gegen den Staat und den König-Grossherzog erschüttert.

In den vorstehenden Fällen wird der strafbare Versuch wie das vollendete Verbrechen behandelt.

Das Complot, welches eines dieser Verbrechen zum Zwecke hat, wird mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft, wenn es die Begehung einer Handlung zur Folge gehat, welche die Ausführung desselben vorbereiten sollte; andernfalls mit Detention von fünf bis zehn Jahren.

**Art. 116.** Die im vorhergehenden Artikel angedrohten Strafen sind gleichmässig anzuwenden, einerlei, ob die in diesem Artikel vorgesehenen Verbrechen gegen das Grossherzogthum, oder ob sie gegen die Verbündeten des Grossherzogthums begangen werden, welche mit demselben gegen einen gemeinsamen Feind handeln.

**Art. 117.** Mit Detention von fünf bis zehn Jahren wird bestraft, wer mit den Unterthanen einer feindlichen Macht einen Verkehr unterhält, welcher, ohne eines der im Art. 115 aufgezählten Verbrechen zum Gegenstand zu haben, nichts desto weniger zum Ziel und zum Ergebniss hat, den Feinden Anweisungen zu ertheilen, welche der militärischen oder politischen Stellung des Grossherzogthums oder seiner gegen einen gemeinsamen Feind handelnden Verbündeten Schaden bringen.

**Art. 118.** Mit lebenslänglicher Detention wird bestraft, wer, nachdem er von Amtswegen oder auf Grund seiner Stellung von dem Geheimniss einer Unterhandlung oder einer Unternehmung unterrichtet worden oder Kenntniss gewonnen hat, dieses Geheimniss böswillig einer feindlichen Macht oder deren Unterhändlern ausliefert.

Er wird mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft, wenn er das Geheimniss irgend einer andern Macht oder deren Unterhändlern böswilliger Weise ausliefert.

**Art. 119.** .....

**Art. 120.** .....

**Art. 121 (83).** Quiconque aura recélé ou fait receler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la détention de dix ans à quinze ans. — P. 16, 17, 19, 32.

**Art. 122 (95).** Lorsque des objets ont été incendiés ou détruits par quelque moyen que ce soit, dans l'intention de favoriser l'ennemi, les peines portées contre ces faits par le chapitre III du titre IX seront remplacées : — P. 510 s., 521 s.

L'emprisonnement, par la reclusion ; — P. 13 s., 19, 32.

La reclusion, par les travaux forcés de dix ans à quinze ans ; — P. 12, 14 s., 19, 31.

Les travaux forcés de dix ans à quinze ans, par les travaux forcés de quinze ans à vingt ans ; — P. 12, 14 s., 19, 31.

Les travaux forcés de quinze ans à vingt ans, par les travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 19, 31.

**Art. 123 (84, 85).** Quiconque, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, aura exposé l'Etat à des hostilités de la part d'une puissance étrangère, sera puni de la détention de cinq ans à dix ans, et, si des hostilités s'en sont suivies, de la détention de dix ans à quinze ans. — P. 16, 17, 19, 32.

### CHAPITRE III.

Des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat.

**Art. 124 (91).** L'attentat dont le but sera d'exciter la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, sera puni de la détention extraordinaire. — P. 16, 17, 19, 32, 105.

Le complot formé dans le même but sera puni de dix ans à quinze ans de détention, si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution ; et de cinq ans à dix ans de la même peine, dans le cas contraire. — P. 16, 17, 19, 32, 110, 136, 235.

**Art. 125 (91).** L'attentat dont le but sera de porter la dévastation, le massacre ou le pillage dans une ou

**Art. 131.** Mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren wird bestraft, wer selbst oder durch Andere auf Kundschaft geschickte feindliche Spione oder Soldaten, die er als solche kennt, verbirgt.

**Art. 132.** Wenn auf irgend eine Weise Gegenstände in der Absicht in Brand gesetzt oder zerstört worden sind, um den Feind zu begünstigen, so treten an die Stelle der für diese Handlungen im Kapitel III des neunten Titels bestimmten Strafen die nachfolgenden :

An die Stelle des Gefängnisses : Zuchthaus ;

An die Stelle des Zuchthauses : Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren ;

An die Stelle der Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren : Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren ;

An die Stelle der Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren : lebenslängliche Zwangsarbeit.

**Art. 133.** Mit Detention von fünf bis zehn Jahren wird bestraft, wer den Staat durch feindselige Handlungen, welche die Regierung nicht gebilligt hat, feindlichen Unternehmungen von Seiten einer fremden Macht aussetzt ; sind Feindseligkeiten erfolgt, so tritt Detention von zehn bis fünfzehn Jahren ein.

### DRITTES KAPITEL.

Von den Verbrechen gegen die innere Sicherheit des Staates.

**Art. 134.** Das Attentat, welches zum Zweck hat, den Bürgerkrieg durch Bewaffnung der Bürger oder Einwohner gegeneinander, oder durch Anstiftung zu dieser Bewaffnung hervorzurufen, wird mit ausserordentlicher Detention bestraft.

Ein zu demselben Zwecke gebildetes Complott wird mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft, falls eine Handlung begangen ist, um die Ausführung desselben vorzubereiten ; anderufalls mit fünf bis zehn Jahren derselben Strafe.

**Art. 135.** Das Attentat, welches zum Zweck hat, Verwüstung, Metzelei oder Plünderung in einer oder

plusieurs communes, sera puni de quinze ans à vingt ans de travaux forcés. — P. 12, 14 s., 19, 31, 105.

Le complot formé dans le même but sera puni de dix ans à quinze ans de la même peine, si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution ; et de la reclusion, dans le cas contraire. — P. 12 s., 19, 31, 32, 110, 136, 235, 313, 322 s., 525, 529, 530.

**Art. 126 (92).** Seront punis de la détention de cinq ans à dix ans, ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats, ou leur auront fourni ou procuré soit des armes, soit des munitions, sans ordre ni autorisation du Gouvernement. — P. 16, 17, 19, 32, 115 § 4.

**Art. 127 (93).** Seront punis de la détention de cinq ans à dix ans : — P. 16, 17, 19, 32.

Ceux qui, sans droit ni motif légitime, auront pris le commandement d'une troupe, d'un poste ou d'une ville ;

Ceux qui auront retenu, contre l'ordre du Gouvernement, un commandement militaire quelconque ;

Les commandants qui auront tenu leur troupe rassemblée, après que la séparation en aura été ordonnée. — P. 135.

**Art. 128 (96).** Quiconque, soit pour s'emparer des deniers publics, soit pour envahir des domaines, propriétés, villes, postes, magasins ou arsenaux, appartenant à l'Etat, soit pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou un commandement quelconque, sera puni de la détention extraordinaire. — P. 16, 17, 19, 32, 130, 152 à 155, 269 s., 322 s.

**Art. 129 (96).** Si ces bandes ont eu pour but, soit de piller ou de partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit de faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, ceux qui se seront mis à la tête de ces bandes, ou qui



mehreren Gemeinden anzurichten, wird mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bestraft.

Das Complot, welches zu demselben Zweck gebildet ist, wird mit zehn bis fünfzehn Jahren derselben Strafe bestraft, wenn eine Handlung begangen worden, um die Ausführung desselben vorzubereiten; andernfalls mit Zuchthaus.

**Art. 126.** Mit Detention von fünf bis zehn Jahren wird bestraft, wer, ohne Befehl oder Genehmigung der Regierung, selbst oder durch Andere, b waffnete Truppen aushebt, wer selbst oder durch Andere Soldaten in Sold nimmt oder anwirbt, oder denselben Waffen oder Schiessbedarf liefert oder verschafft.

**Art. 127.** Mit Detention von fünf bis zehn Jahren werden bestraft:

Wer ohne Recht oder gesetzmässigen Beweggrund den Befehl einer Truppe, eines militärischen Postens oder einer Stadt übernimmt;

Wer wider den Befehl der Regierung irgend einen militärischen Befehlshaberposten nicht abgibt;

Befehlshaber; welche ihre Truppenabtheilung nicht auseinander gehen lassen, nachdem deren Auflösung befohlen worden ist.

**Art. 128.** Mit ausserordentlicher Detention wird bestraft, wer, in der Absicht, sei es um sich öffentlicher Gelder zu bemächtigen, sei es um Domänen, Eigenthum, Städte, Posten, Magazine oder Arsenele, welche dem Staate gehören, zu überfallen, sei es um die öffentliche Macht, welche gegen die Urheber dieser Verbrechen in Thätigkeit ist, anzugreifen oder ihr Widerstand zu leisten, sich an die Spitze bewaffneter Banden stellt, oder bei denselben eine Anstellung oder einen Befehlshaberposten annimmt.

**Art. 129.** Wenn diese Banden zum Zweck haben, sei es öffentliches oder Staats-Eigenthum, oder dasjenige einer Mehrheit von Bürgern zu plündern oder zu vertheilen, sei es die öffentliche Macht, welche gegen die Urheber dieser Verbrechen in Thätigkeit ist, anzugreifen oder ihr Widerstand zu leisten, so werden Die-

y auront exercé une fonction ou un commandement quelconque, seront punis des travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 130, 134, 269 s., 322 s., 528 s.

**Art. 130 (96).** Les peines respectivement établies dans les deux articles précédents seront applicables à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes. — P. 134, 322 s., 528 s.

**Art. 131 (97).** Dans le cas où l'un des crimes mentionnés aux art. 101, 102, 103 et 104 aura été commis par une bande, les peines portées par ces articles seront appliquées, sans distinction de grades, à tous les individus faisant partie de la bande et qui auront été saisis sur le lieu de la réunion séditieuse.

Sera puni des mêmes peines, quoique non saisi sur le lieu, quiconque aura dirigé la sédition ou exercé dans la bande un emploi ou un commandement quelconque. — P. 132, 134, 325.

**Art. 132 (98).** Hors le cas où la réunion séditieuse aura eu pour objet ou pour résultat l'un des crimes énoncés aux art. 101, 102, 103 et 104, les individus faisant partie des bandes dont il est parlé ci-dessus, sans y exercer aucun commandement ni emploi, et qui auront été saisis sur les lieux, seront punis de la peine immédiatement inférieure à celle qui sera prononcée contre les directeurs ou commandants de ces bandes. — P. 52, 128, 129, 151, 154, 322, 528 s.

**Art. 133 (99).** Ceux qui, connaissant le but ou le caractère des dites bandes, auront fourni à ces bandes ou à leurs divisions, des logements, retraites ou lieux de réunion, seront punis, dans les cas des art. 101, 102, 103 et 129, de la reclusion, et, dans les cas prévus par les art. 104 et 128, de la détention de cinq ans à dix ans. — P. 15 s., 16, 17, 19, 32, 68, 324, 339.

**Art. 134 (100).** Il ne sera prononcé aucune peine, pour le fait de sédition, contre ceux qui, ayant fait

jenigen, welche sich an die Spitze dieser Banden stellen, oder welche bei denselben irgend eine Anstellung oder einen Befehlshaberposten inne haben, mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bestraft.

**Art. 130.** Die verschiedenen Strafen, welche in den zwei vorhergehenden Artikeln angedroht sind, finden auch Anwendung auf Diejenigen, welche die Vereinigung leiten, beziehungsweise welche die Banden selbst oder durch Andere ausheben oder organisiren.

**Art. 131.** In dem Falle, dass eines der in den Art. 101, 102, 103 und 104 erwähnten Verbrechen durch eine Bande begangen wird, finden die in jenen Artikeln angedrohten Strafen ohne Unterschied der Grade auf alle Personen Anwendung, welche Theilnehmer der Bande sind und am Orte der aufrührerischen Vereinigung ergriffen werden.

Wer den Aufruhr leitet oder in der Bande irgend eine Anstellung oder einen Befehlshaberposten bekleidet, wird in gleicher Weise bestraft, auch wenn er nicht am Orte der That ergriffen wird.

**Art. 132.** Abgesehen von dem Falle, in welchem die aufrührerische Vereinigung eines der in den Art. 101, 102, 103 und 104 bezeichneten Verbrechen zum Gegenstand oder zum Ergebniss hat, werden die Personen, welche Theilnehmer der vorbezeichneten Banden sind, ohne bei denselben irgend einen Befehlshaberposten oder eine Anstellung inne zu haben und welche am Ort der That ergriffen werden, mit der Strafe belegt, welche unmittelbar geringer ist als diejenige, welche gegen die Führer oder Befehlshaber dieser Banden zu erkennen ist.

**Art. 133.** Wer diesen Banden, oder Abtheilungen derselben, Wohnung, Zuflucht oder Versammlungsort gewährt, während er ihr Ziel oder ihr Wesen kennt, wird in den Fällen der Art. 101, 102, 103 und 129 mit Zuchthaus, und in den durch die Art. 104 und 128 vorgesehenen Fällen mit Detention von fünf bis zehn Jahren bestraft.

**Art. 134.** Der Strafe des Aufruhrs verfällt nicht, wer, nachdem er Theilnehmer einer solchen Bande

partie de ces bandes sans y exercer aucun commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonction, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils auront été saisis hors des lieux de la réunion séditieuse, sans opposer de résistance et sans armes. — P. 128, 129, 135, 322 s.

Néanmoins, ils seront punis à raison des autres crimes ou délits qu'ils auront personnellement commis. — P. 273, 317, 528 s.

**Art. 135 (101).** Sont compris dans le mot armes, toutes machines, tous instruments, ustensiles ou autres objets tranchants, perçants ou contondants, dont on se sera saisi pour tuer, blesser ou frapper, même si on n'en a pas fait usage. — P. 316 s., 482.

Disposition commune au présent titre.

**Art. 136 (108).** Seront exemptés des peines portées contre les complots réprimés par le présent titre, et contre les infractions prévues par l'art. 111, ceux des coupables qui, avant tout attentat et avant toutes poursuites commencées, auront donné à l'autorité connaissance de ces complots ou de ces infractions, et de leurs auteurs ou complices. — P. 106 à 111, 115, 116, 124, 125, 192, 326.

## TITRE II.

Des crimes et des délits qui portent atteinte aux droits garantis  
par la Constitution.

### CHAPITRE PREMIER.

Des délits relatifs à l'exercice des droits politiques.

**Art. 137 (109, 110).** Ceux qui, par attroupement, violences ou menaces, auront empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits politiques, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 483. — L. 28 mai 1879, art. 157.

gewesen, ohne bei derselben irgend einen Befehlshaberposten inne gehabt oder eine Anstellung und ein Amt bekleidet zu haben, auf die erste Aufforderung der bürgerlichen oder militärischen Behörden sich zurückzieht, oder, wenn er später ausserhalb des Orts der aufrührerischen Vereinigung ergriffen wird, keinen Widerstand leistet und keine Waffen führt.

Er ist jedoch strafbar wegen der von ihm etwa persönlich begangenen sonstigen Verbrechen oder Vergehen.

**Art. 135.** Unter dem Worte « Waffen » sind einbezogen alle Maschinen, alle Instrumente, Werkzeuge oder andere Gegenstände, welche zum Schneiden, Stechen oder Hauen geeignet sind und welche man ergriffen hat, um zu tödten, zu verwunden oder zu schlagen, selbst wenn von ihnen kein Gebrauch gemacht worden ist.

Gemeinsame Bestimmung zu dem gegenwärtigen Titel.

**Art. 136.** Den Strafen, welche im gegenwärtigen Titel auf die Complotte angedroht, und mit welchen die im Art. 111 vorgesehenen Zuwiderhandlungen belegt sind, verfallen diejenigen Schuldigen nicht, welche vor Beginn eines Attentates oder der Verfolgung den Behörden von jenen Complotten oder Zuwiderhandlungen, sowie von deren Urhebern oder Gehülfen Kenntniss geben.

## TITEL II.

Von den Verbrechen und Vergehen, welche Angriffe auf die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte enthalten.

### ERSTES KAPITEL.

Von den Vergehen, welche sich auf die Ausübung der Staatsbürgerrechte beziehen.

**Art. 137.** Wer durch Zusammenrottungen, Gewaltthätigkeiten oder Drohungen einen oder mehrere Bürger an der Ausübung ihrer staatsbürgerlichen Rechte hindert, wird mit Gefängniss von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken bestraft.

**Art. 138 (111).** Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à deux mille francs, tout citoyen qui, chargé dans un scrutin du dépouillement des bulletins contenant des suffrages, sera surpris soustrayant, ajoutant ou falsifiant des bulletins ou lisant frauduleusement d'autres noms que ceux qui sont inscrits sur les bulletins. — P. 25 s., 38 s., 141. — L. 28 mai 1879, art. 144.

**Art. 139 (112).** Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de vingt-six francs à mille francs : — P. 25 s., 38 s.

Celui qui sera surpris soustrayant par ruse ou violence des bulletins aux électeurs, ou substituant frauduleusement un autre bulletin à celui qui lui aurait été montré ou remis ; — P. 483. — L. 28 mai 1879, art. 144.

Celui qui, le jour des élections et dans la salle où l'on vote, sera surpris inscrivant, sur les bulletins des votants non lettrés, des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés ;

Celui qui, à l'appel du nom d'un électeur absent, se présentera pour voter sous le nom de celui-ci. — P. 141. — L. 28 mai 1879, art. 145.

*GH*  
**Art. 140 (113).** Quiconque, dans les élections, aura donné, offert ou promis, soit de l'argent, soit des valeurs ou des avantages quelconques, sous la condition d'obtenir un suffrage ou l'abstention de voter, sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

*Salmon*  
Seront punis des mêmes peines ceux qui auront accepté ces dons, offres ou promesses. — P. 38 s., 246 s. — L. 28 mai 1879, art. 151.

**Art. 141.** Dans les cas énoncés aux art. 138 et 139, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction du droit de vote pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 51-2°, 53. — L. 28 mai 1879, art. 142, 146.

**Art. 138.** Ein Staatsbürger, welcher damit beauftragt ist, bei einer Wahl die Wahlzettel zu eröffnen und die Stimmen zu zählen, wird mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis zweitausend Franken bestraft, wenn er dabei betroffen wird, dass er Wahlzettel bei Seite schafft, beifügt oder fälscht, oder dass er betrügerischer Weise andere Namen vorliest, als diejenigen, welche auf die Wahlzettel niedergeschrieben sind.

**Art. 139.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahr und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken wird bestraft :

Wer dabei betroffen wird, dass er den Wählern durch List oder Gewalt Wahlzettel entwendet, oder betrügerischer Weise einen anderen Stimmzettel demjenigen unterschleibt, welcher ihm vorgezeigt oder eingehändigt worden ist ;

Wer am Tage der Wahl und im Wahllokal dabei betroffen wird, dass er auf die Stimmzettel von schreibensunkundigen Wählern andere Namen einträgt, als diejenigen, welche ihm angegeben worden sind ;

Wer beim Aufruf des Namens eines nicht anwesenden Wählers vortritt, um unter dem Namen desselben seine Stimme abzugeben.

**Art. 140.** Mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer bei den Wahlen, unter der Bedingung, eine Stimme zu erhalten oder die Enthaltung von der Abstimmung zu erlangen, entweder Geld oder Werthe, oder sonst Vortheile irgend einer Art gibt, anbietet oder verspricht.

In gleicher Weise sind Diejenigen zu bestrafen, welche diese Geschenke, Anerbieten oder Versprechen angenommen haben.

**Art. 141.** In den Fällen, welche in den Art. 138 und 139 aufgezählt sind, werden die Schuldigen ausserdem für einen Zeitraum von mindestens fünf und höchstens zehn Jahren des Stimmrechts verlustig erklärt.

## CHAPITRE II.

Des délits relatifs au libre exercice des cultes.

**Art. 142** (260). Toute personne qui, par des violences ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes religieuses, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou de quitter certains travaux, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 58 s., 145, 485. — Const. art. 19, 20.

**Art. 143** (261). Ceux qui, par des troubles ou des désordres, auront empêché, retardé, ou interrompu les exercices d'un culte qui se pratiquent dans un lieu destiné ou servant habituellement au culte ou dans les cérémonies publiques de ce culte, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 142. — Const. art. 19, 20.

**Art. 144** (262). Toute personne qui, par faits, paroles, gestes, menaces, *écrits ou dessins*, aura outragé les objets d'un culte, soit dans les lieux destinés ou servant habituellement à son exercice, soit dans des cérémonies publiques de ce culte, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 275, 276, 485 § 2.

**Art. 145** (262, 265). Sera puni des mêmes peines celui qui, par faits, paroles, gestes, menaces, *écrits ou dessins*, aura outragé le ministre d'un culte, dans l'exercice de son ministère.

S'il l'a frappé, il sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 598, 565-5°.

**Art. 146** (264). Si les coups ont été cause d'effusion de sang, de blessure ou de maladie, le coupable sera



**ZWEITES KAPITEL.**

Vergehen, welche sich auf die freie Religionsausübung beziehen.

**Art. 143.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken wird bestraft, wer durch Gewaltthätigkeiten oder durch Drohungen eine oder mehrere Personen zwingt oder verhindert, einen Cultus auszuüben, der Ausübung dieses Cultus beizuwohnen, gewisse religiöse Feste zu feiern, gewisse Ruhetage inne zu halten, und demgemäss ihre Werkstätten, Läden oder Magazine geöffnet oder geschlossen zu halten und gewisse Arbeiten zu verrichten oder einzustellen.

**Art. 143.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer durch Ruhestörung oder Unordnung die Ausübung eines Cultus, sei es an den zu demselben bestimmten oder gewöhnlich dienenden Orten, sei es bei öffentlichen Feierlichkeiten desselben, verhindert, verzögert oder unterbricht.

**Art. 144.** Mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer durch Handlungen, Worte, Geberden, Drohungen, Schritten oder Zeichnungen die Gegenstände eines Cultus, sei es an den zu demselben bestimmten oder gewöhnlich dienenden Orten, sei es bei öffentlichen Feierlichkeiten desselben, beschimpft.

**Art. 145.** In gleicher Weise wird bestraft, wer einen Religionsdiener bei Ausübung seines Amtes durch Handlungen, Worte, Geberden, Drohungen, Schriften oder Zeichnungen beleidigt.

Wenn er ihn schlägt, so ist er mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken zu bestrafen.

**Art. 146.** Wenn die Schläge Blutverlust, Verwundung oder Krankheit verursacht haben, so ist der Schl-

puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 399 s.

### CHAPITRE III.

Des atteintes portées par des fonctionnaires publics aux droits garantis par la Constitution.

**Art. 147** (114, 115). Tout fonctionnaire ou officier public, tout dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, qui aura illégalement et arbitrairement arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait déténir une ou plusieurs personnes, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

L'emprisonnement sera de six mois à trois ans, si la détention illégale et arbitraire a duré plus de dix jours.

Si elle a duré plus d'un mois, le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Il sera, en outre, puni d'une amende de cinquante francs à mille francs et pourra être condamné à l'interdiction des droits indiqués aux n<sup>os</sup> 1, 2 et 3 de l'art. 51. — P. 25 s., 35, 38 s., 152, 454 s. — I. cr. 479 s., 483 s., 615 s.; — L. 28 germ. VI, art. 85, 167, 168. — Const. art. 12. — L. 20 mars 1877.

**Art. 148** (184). Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique qui, agissant en cette qualité, se sera introduit dans le domicile d'un habitant contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus et sans les formalités prescrites par la loi, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s., 152 s., 459 s. — Const. art. 15.<sup>1)</sup>

1) Les cas d'introduction dans le domicile des habitants sont réglés par les art. 8 et 9 de la loi du 19-22 juillet 1791; la loi du 28 germinal an VI sur la gendarmerie; les art. 16, 32 s., 36 à 42, 46, 49, 50, 52, 59, 87 à 90, et 483 s. du Code d'instr. cr.; les art. 587, 591, 829 et 921 du Code de proc. civ.; l'art. 20

dige mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis tausend Franken zu bestrafen.

### DRITTES KAPITEL.

Von der Verletzung der durch die Verfassung gewährleisteten Rechte von Seiten öffentlicher Beamten.

**Art. 147.** Ein öffentlicher Beamter oder Angestellter, ein Inhaber oder Agent der öffentlichen Gewalt oder Macht, welcher gesetzwidrig und willkürlich eine oder mehrere Personen selbst oder durch Andere in Haft nimmt oder in Haft hält, ist mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren zu bestrafen.

Wenn die gesetzwidrige und willkürliche Haft länger als zehn Tage gedauert hat, so tritt Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren ein.

Wenn die Haft länger als einen Monat gedauert hat, so ist der Schuldige zu Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren zu verurtheilen.

Er ist ausserdem zu Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken zu verurtheilen und es kann gegen ihn die Aberkennung der in den Nummern 1, 2 und 5 des Art. 31 bezeichneten Rechte ausgesprochen werden.

**Art. 148.** Ein Verwaltungs- oder Gerichtsbeamter, ein Beamter der gerichtlichen oder der Verwaltungspolizei, ein Befehlshaber oder Agent der öffentlichen Macht, welcher sich in amtlicher Eigenschaft in eine Wohnung, gegen den Willen des Inhabers, abgesehen von den gesetzlich vorgesehenen Fällen und ohne die gesetzlich vorgeschriebenen Förmlichkeiten begibt, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

de l'arrêté du 21 mars 1815 (poudre à tirer); les art. 181 et 196 s. de la loi du 22 août 1822 sur les accises; l'art. 4 de la loi du 7 juillet 1845 sur la chasse; l'art. 6 de la convention avec la Prusse du 9 février 1849 (délits forestiers, de chasse et de pêche); le paragraphe 126 de la loi douanière du 11 déc.

**Art. 149 (187).** Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, tout fonctionnaire ou agent du Gouvernement, tout employé du service des postes et des télégraphes, qui aura ouvert ou supprimé des lettres confiées à la poste, des dépêches télégraphiques, ou qui en aura facilité l'ouverture ou la suppression. — P. 25 s., 58 s., 152 s., 460. — I. cr. 87 s.

**Art. 150.** Ceux qui, dépositaires des dépêches télégraphiques, en auront révélé l'existence ou le contenu, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître l'existence ou le contenu de ces dépêches, seront condamnés à un emprisonnement de quinze jours à six mois et à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 152 s., 509, 458, 459. — I. cr. 80 s., 92, 157 s., 554.

**Art. 151 (114 § 1).** Tout autre acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis par la Constitution, ordonné ou exécuté par un fonctionnaire ou officier public, par un dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un an. — P. 25 s., 152 s.

**Art. 152 (114, § 2).** Si l'inculpé justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, les peines portées par les articles précédents seront appliquées seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre. — P. 70, 78, 260.

**Art. 153 (116).** Si les fonctionnaires ou officiers publics, prévenus d'avoir ordonné, autorisé ou facilité l'un des actes mentionnés dans les art. 147 à 151, prétendent que leur signature a été surprise, ils seront

---

1869; le règlement du 5 juin 1855 sur les maisons de débauche, pris en exécution de la loi du 15 nov. 1854, art. 4; la loi du 21 déc. 1861 sur les cabarets; les arrêtés pris en vertu de la loi du 3 février 1866 pour assurer l'exécution des règlements de police en cas d'épidémie; le paragraphe 22 de

**Art. 149.** Mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird jeder Beamte oder Agent der Regierung, jeder im Post- oder Telegraphendienst Angestellte bestraft, welcher der Post anvertraute Briefe oder telegraphische Depeschen eröffnet oder unterdrückt, oder deren Eröffnung oder Unterdrückung erleichtert.

**Art. 150.** Mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer, als Bewahrer telegraphischer Depeschen, deren Vorhandensein oder deren Inhalt bekannt gibt, abgesehen von dem Falle gerichtlicher Zeugenaussage oder dem, in welchem das Gesetz die Mittheilung des Vorhandenseins oder des Inhalts der Depeschen vorschreibt.

**Art. 151.** Jeder andere willkürliche Angriff auf die Freiheiten und die von der Verfassung gewährleisteten Rechte, den ein öffentlicher Beamter oder Angestellter, ein Inhaber oder Agent der öffentlichen Macht oder Gewalt befiehlt oder ausführt, wird mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 152.** Wenn der Beschuldigte beweist, dass er auf Befehl seiner Vorgesetzten innerhalb des amtlichen Wirkungskreises derselben und für Gegenstände, bezüglich deren er ihnen amtlichen Gehorsam schuldig war, gehandelt hat, so finden die durch die vorhergehenden Artikel angedrohten Strafen lediglich auf die Vorgesetzten Anwendung, welche den Befehl ertheilt haben.

**Art. 153.** Wenn die öffentlichen Beamten oder Angestellten, welche angeklagt sind, eine der in den Artikeln 147 bis 151 erwähnten Handlungen angeordnet, gestattet oder erleichtert zu haben, behaupten, dass

---

la loi allemande du 31 déc. 1872 sur les brasseries (publié par arrêté r. g.-d. du 4 sept. 1873); l'art. 7 du règlement du 17 juin 1872 sur les établissements insalubres; l'art. 11 de la loi du 6 avril 1872 sur la pêche; l'art. 4 de la loi du 6 déc. 1876 sur le travail des femmes et des enfants.

tenus, en faisant, le cas échéant, cesser l'acte, de dénoncer le coupable ; sinon, ils seront poursuivis personnellement.

**Art. 154** (118). Si l'un des actes arbitraires mentionnés aux art. 147 à 151 a été commis au moyen de la fausse signature d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui, méchamment ou frauduleusement, en auront fait usage, seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 65, 215.

**Art. 155** (119 ; I. cr. 616). Les fonctionnaires ou officiers publics chargés de la police administrative ou judiciaire, qui, en ayant le pouvoir, auront négligé ou refusé de faire cesser une détention illégale portée à leur connaissance, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 25 s., 156. — I. cr. 9.

**Art. 156** (119). Les fonctionnaires ou officiers publics chargés de la police administrative ou judiciaire, qui, n'ayant pas le pouvoir de faire cesser une détention illégale, auront négligé ou refusé de constater celle qui aura été portée à leur connaissance, et de la dénoncer à l'autorité compétente, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s., 155. — I. cr. 9, 29, 605 s., 615.

**Art. 157** (120). Les administrateurs, gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, qui auront reçu un prisonnier sans ordre ou mandat légal ou sans jugement ; — I. cr. 609.

Ceux qui l'auront retenu ou auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la défense du procureur ou du juge ; — I. cr. 618.

Ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police ; — I. cr. 607 s., 618.

Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 58 s.

**Art. 158** (121). Seront punis d'une amende de deux cents francs à deux mille francs, et pourront être

ihre Unterschrift erschlichen gewesen, so sind sie gehalten, indem sie gleichzeitig zutreffenden Falls die Amtshandlung rückgängig machen, den Schuldigen anzugehen ; widrigenfalls werden sie persönlich verfolgt.

**Art. 154.** Wenn eine der in den Artikeln 147 bis 151 erwähnten willkürlichen Handlungen mittels Fälschung der Unterschrift eines öffentlichen Beamten begangen worden ist, so werden die Urheber der Fälschung und Diejenigen, welche böswilliger oder betrügerischer Weise von derselben Gebrauch gemacht haben, mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft.

**Art. 155.** Öffentliche Beamten oder Angestellten, die mit der Verwaltungs- oder gerichtlichen Polizei beauftragt sind und es unterlassen oder verweigern, eine zu ihrer Kenntniss gebrachte gesetzwidrige Haft aufzuheben, wenn dies in ihrer Macht lag, werden mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 156.** Öffentliche Beamten oder Angestellten, die mit der Verwaltungs- oder gerichtlichen Polizei beauftragt sind und es unterlassen oder verweigern, eine zu ihrer Kenntniss gebrachte gesetzwidrige Haft, welche aufzuheben ausserhalb ihrer Macht liegt, festzustellen und sie der zuständigen Behörde anzuzeigen, werden mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten bestraft.

**Art. 157.** Mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken werden bestraft :

Verwalter, Wächter und Schliesser von Verwahrungs-, Arrest- oder Justizarresthäusern, oder Strafgefängnissen, welche einen Gefangenen ohne gesetzmässigen Haftbefehl oder ohne Urtheil aufnehmen ;

Welche einen Gefangenen festhalten oder es verweigern, ihn dem Polizeibeamten oder dessen Bevollmächtigten vorzuführen, ohne diese Weigerung durch einen Befehl des Staatsanwalts oder des Richters zu rechtfertigen ;

Welche es verweigern ihre Bücher den Polizeibeamten vorzulegen.

**Art. 158.** Mit Geldstrafe von zweihundert bis zweitausend Franken wird bestraft, wer als Richter, als Be-

condamnés à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, tous juges, tous officiers du ministère public ou de la police judiciaire qui, sans les autorisations prescrites *par la Constitution*, auront provoqué, donné, signé soit un jugement contre un membre du Gouvernement, ou un député, soit une ordonnance ou un mandat tendant à les poursuivre ou à les faire mettre en accusation, ou qui, sans les mêmes autorisations, auront donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter soit un membre du Gouvernement, soit un député, sauf, quant à ce dernier, le cas de flagrant délit. — P. 55, 58 s. — I. cr. 40, 41, 59. — Const. art. 69, 116.

**Art. 139 (122).** Seront punis de la même peine, les officiers du ministère public, les juges ou les officiers publics qui auront retenu ou fait retenir une personne hors des lieux déterminés par le Gouvernement ou par l'administration publique. — I. cr 603 s.

### TITRE III.

Des crimes et des délits contre la foi publique.

#### CHAPITRE PREMIER.

De la fausse monnaie.

**Art. 140 (132).** Quiconque aura contrefait des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal dans le Grand-Duché sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 192, 214.

**Art. 141 (132).** Sera puni de la reclusion celui qui aura altéré les mêmes monnaies. — P. 13 s., 19, 32, 192, 214, 497.

**Art. 142 (133).** Celui qui aura contrefait des monnaies d'autre métal ayant cours légal dans le Grand-Duché sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans. — P. 25, 192, 214.

Le coupable pourra, en outre, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et placé, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, sous la surveillance spéciale de la police. — P. 55 s.



amter der Staatsanwaltschaft oder der gerichtlichen Polizei, ohne die von der Verfassung vorgeschriebene Genehmigung gegen ein Mitglied der Regierung oder einen Abgeordneten entweder ein Urtheil veranlasst, erlässt oder unterzeichnet, oder einen Befehl oder Auftrag zu deren Verfolgung oder ihrer Versetzung in den Anklagezustand erlässt, veranlasst oder unterzeichnet, oder wer ohne derartige Genehmigung einen Haftbefehl, sei es gegen ein Mitglied der Regierung, sei es gegen einen Abgeordneten, erlässt oder unterzeichnet, vorbehaltlich bei Letzterem des Falles der frischen That.

Es kann gleichzeitig auf Verlust des Rechtes zur Bekleidung von Aemtern, Ausstellungen und sonstigen öffentlichen Funktionen erkannt werden.

**Art. 139.** In gleicher Weise werden Beamten der Staatsanwaltschaft, Richter und öffentliche Angestellten bestraft, welche Jemand anderswo als an den durch die Regierung oder die Verwaltungsbehörden bestimmten Orten selbst oder durch Andere in Haft halten.

### TITEL III.

Von den Verbrechen und Vergoßen gegen das öffentliche Vertrauen.

#### ERSTES KAPITEL.

Von der Falschmünzerei.

**Art. 140.** Mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren wird bestraft, wer im Grossherzogthum gesetzlichen Kurs habende Gold- oder Silbermünze nachmacht.

**Art. 141.** Mit Zuchthaus wird bestraft, wer derartige Münzen verringert.

**Art. 142.** Mit Gefängniss von einem Jahre bis zu drei Jahren wird bestraft, wer im Grossherzogthum gesetzlichen Kurs habende, aus anderem Metall geprägte Münzen nachmacht.

Es kann ausserdem gegen den Schuldigen die durch Art. 53 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und derselbe für einen Zeitraum von wenigstens fünf und höchstens zehn Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

La tentative de contrefaçon sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. — P. 25 s., 51, 55, 192, 214.

**Art. 163 (135).** L'altération des mêmes monnaies sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an. — P. 25 s., 192, 214, 497.

**Art. 164 (154).** Quiconque aura contrefait des monnaies d'or ou d'argent n'ayant pas cours légal dans le Grand-Duché sera puni de la reclusion. — P. 15 s., 19, 32, 192, 214.

**Art. 165 (154).** Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, celui qui aura altéré les mêmes monnaies. — P. 25 s., 192, 214, 497.

Il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 55, et à la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 55 s.

**Art. 166 (154).** La contrefaçon des monnaies d'autre métal n'ayant pas cours légal dans le Grand-Duché sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — P. 25 s., 192, 214.

La tentative de contrefaçon de ces monnaies sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 25 s., 51, 55, 192, 214.

**Art. 167 (154).** L'altération de ces monnaies sera punie d'un emprisonnement de deux mois à six mois. — P. 25 s., 192, 214, 497.

**Art. 168 (132, 133, 154).** Seront punis comme les faussaires ou comme leurs complices, d'après les distinctions établies aux articles précédents, ceux qui, de concert avec eux, auront participé soit à l'émission ou à la tentative d'émission des dites monnaies contrefaites ou altérées, soit à leur introduction sur le territoire luxembourgeois ou à la tentative de cette introduction. — P. 51, 66, 67, 69, 192, 213, 214.

**Art. 169.** Quiconque, sans être coupable de la participation énoncée au précédent article, se sera procuré, avec connaissance, des pièces de monnaies contrefaites ou altérées et les aura mises en circulation, ou tenté de

Der Versuch dieser Falschmünzerei wird mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren bestraft.

**Art. 162.** Die Verringerung dieser Münzen wird mit Gefängniss von drei Monaten bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 164.** Wer Gold- oder Silbermünzen, die im Grossherzogthum keinen gesetzlichen Kurs haben, nachmacht, wird mit Zuchthaus bestraft.

**Art. 165.** Wer diese Münzen verringert, wird mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren bestraft.

Es kann ausserdem gegen ihn die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und kann er für mindestens fünf und höchstens zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 166.** Wer Münzen, welche aus anderem Metalle geprägt sind und im Grossherzogthum keinen gesetzlichen Kurs haben, nachmacht, wird mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu zwei Jahren bestraft.

Der Versuch dieser Falschmünzerei wird mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 167.** Die Verringerung dieser Münzen wird mit Gefängniss von zwei bis sechs Monaten bestraft.

**Art. 168.** Ebenso wie die Falschmünzer oder wie deren Gehülffen sind in Gemässheit der in den vorhergehenden Artikeln aufgestellten Unterschiede Diejenigen zu bestrafen, welche im Einverständniss mit denselben an der Ausgabe oder an dem Versuch der Ausgabe der erwähnten nachgemachten oder verringerten Münzen, oder an deren Einführung in das luxemburgische Gebiet, oder am Versuch dieser Einführung Theil nehmen.

**Art. 169.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu drei Jahren wird bestraft, wer, ohne sich der im vorhergehenden Artikel bezeichneten Theilnahme schuldig zu machen, sich wissentlich nachgemachte oder ver-

les mettre en circulation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans. — P. 25 s., 51, 53, 215, 214.

**Art. 170 (155).** Celui qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaies contrefaites ou altérées, les aura remises en circulation, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende de vingt-six francs à mille francs. — P. 38 s., 213.

**Art. 171.** *Seront punis d'après les distinctions établies aux art. 160, 161, 162, 165, 168 et 169 ci-dessus, ceux qui auront contrefait ou altéré des monnaies d'un État de l'Union douanière, ou auront émis de telles monnaies contrefaites ou altérées, ou participé à l'émission de ces monnaies.* — Cartel monétaire du 21 oct. 1845 (arrêté r. g.-d. du 17 février 1854).

**Art. 172.** .....

## CHAPITRE II.

De la contrefaçon ou falsification des effets publics, des actions, des obligations, coupons d'intérêts, et des billets de banque autorisés par la loi.

**Art. 173 (159 § 2).** Seront punis des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ceux qui auront contrefait ou falsifié des obligations émises par le Trésor public, des coupons d'intérêts afférents à ces obligations, des billets de banque au porteur dont l'émission est autorisée par une loi ou en vertu d'une loi. — P. 12, 14, 19, 31, 192, 214.

**Art. 174.** Seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans, ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des obligations au porteur de la dette publique d'un pays étranger, soit des coupons d'intérêts afférents à ces titres, soit des billets de banque au porteur dont l'émission est autorisée par une loi d'un pays étranger ou par une disposition y ayant force de loi. — P. 12, 14 s., 19, 31, 192, 214.

*Si le pays appartient à l'Union douanière, les coupables seront punis conformément à l'art. 173. —*

ringerte Geldstücke verschafft, und dieselben in Umlauf setzt oder den Versuch hierzu macht.

**Art. 170.** Mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken wird bestraft, wer nachgemachte oder verringerte Geldstücke, welche er für gute empfangen und deren Fehler er demnächst selbst oder durch Andere erkannt hat, wieder in Umlauf setzt.

**Art. 171.** Unter Berücksichtigung der in den Art. 160, 161, 162, 163, 168 und 169 aufgestellten Unterschiede wird bestraft, wer Münzen eines Staates des Zollvereins nachmacht oder verringert, beziehungsweise wer solche nachgemachten oder verringerten Münzen ausgibt, oder an der Ausgabe derselben Theil nimmt.

**Art. 172.** .....

## ZWEITES KAPITEL.

Von der Nachmachung oder Verfälschung öffentlicher Effecten, Actien, Obligationen, Zinsabschnitten und gesetzlich genehmigter Banknoten.

**Art. 173.** Mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren wird bestraft, wer von der Staatskasse ausgegebene Obligationen, zu solchen Obligationen gehörige Zinsscheine, und auf den Inhaber lautende Banknoten, deren Ausgabe durch ein Gesetz oder in Gemässheit eines Gesetzes gestattet ist, nachmacht oder verfälscht.

**Art. 174.** Mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren wird bestraft, wer auf den Inhaber lautende Staatsschuld-Obligationen eines fremden Staates, oder zu solchen Obligationen gehörige Zinsscheine, oder auf den Inhaber lautende Banknoten, deren Ausgabe durch ein Gesetz eines fremden Staates oder eine in demselben gesetzliche Kraft habende Bestimmung gestattet ist, nachmacht oder verfälscht.

Wenn der fremde Staat zum Zollverein gehört, so ist der Schuldige nach Art. 173 zu bestrafen.

Cartel monétaire du 21 octobre 1845 (arrêté r. g.-d. du 17 février 1854).

**Art. 173.** Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des actions, obligations ou autres titres légalement émis par des communes, des administrations ou établissements publics, sous quelque dénomination que ce soit, par des sociétés ou des particuliers, soit des coupons d'intérêts ou de dividendes afférents à ces différents titres, seront punis de dix ans à quinze ans de travaux forcés, si l'émission *originale* a eu lieu dans le Grand-Duché ou dans un État appartenant à l'Union douanière, et de la reclusion, si l'émission a eu lieu à l'étranger, dans un pays n'appartenant pas à la dite Union. — P. 12 s., 19, 31, 32, 192, 214.

**Art. 176** (139 § 2). Seront punis comme les faussaires ou comme leurs complices, d'après les distinctions établies aux articles précédents, ceux qui, de concert avec eux, auront participé soit à l'émission ou à la tentative d'émission de ces actions, obligations, coupons ou billets contrefaits ou falsifiés, soit à leur introduction dans le Grand-Duché, ou à la tentative de cette introduction. — P. 51, 66, 67, 192, 213, 214.

**Art. 177.** Quiconque, sans s'être rendu coupable de la participation énoncée au précédent article, se sera procuré, avec connaissance, ces actions, obligations, coupons, billets contrefaits ou falsifiés, et les aura émis ou tenté de les émettre, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. — P. 25 s., 51, 53, 213, 214.

**Art. 178.** Celui qui, ayant reçu pour bons des actions, obligations, coupons ou billets contrefaits ou falsifiés, les aura remis en circulation après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 58 s., 215.

**Art. 173.** Wer Actien, Obligationen oder andere Urkunden, welche von Gemeinden, von öffentlichen Verwaltungen oder Anstalten, es sei unter welcher Bezeichnung es wolle, von Gesellschaften oder Privatpersonen, in gesetzmässiger Weise ausgegeben worden sind, oder wer zu diesen verschiedenen Urkunden gehörige Zins- oder Gewinnantheilsscheine nachmacht oder verfälscht, wird mit zehn bis fünfzehn Jahren Zwangsarbeit bestraft, wenn die ursprüngliche Ausgabe dieser Urkunden im Grossherzogthum oder in einem zum Zollverein gehörigen Staate erfolgt war; mit Zuchthaus, wenn diese Ausgabe in einem nicht zum Zollverein gehörigen auswärtigen Staat erfolgt war.

**Art. 176.** Ebenso wie die Fälscher oder als deren Gehülffen sind, in Gemässheit der in den vorhergehenden Artikeln aufgestellten Unterschiede Diejenigen zu bestrafen, welche im Einverständniss mit ihnen, sei es an der Ausgabe oder an dem Versuch der Ausgabe dieser nachgemachten oder verfälschten Actien, Obligationen, Abschnitte oder Noten, sei es an deren Einführung oder versuchten Einführung in das Grossherzogthum theilnehmen.

**Art. 177.** Mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren wird bestraft, wer, ohne sich der im vorhergehenden Artikel bezeichneten Theilnahme schuldig zu machen, sich wissentlich derartige nachgemachte oder verfälschte Actien, Obligationen, Abschnitte oder Noten verschafft und dieselben ausgibt oder auszugeben versucht.

**Art. 178.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken oder nur mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer, nachdem er nachgemachte oder verfälschte Actien, Obligationen, Abschnitte oder Noten als echte empfangen hat, dieselben, obwohl er demnächst ihre Unechtheit selbst oder durch Andere festgestellt hat, wieder in Umlauf setzt.

**CHAPITRE III.**

De la contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons, marques, etc.

**Art. 139** (139 § 1). Seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans, ceux qui auront contrefait le sceau de l'État, ou fait usage du sceau contrefait. — P. 12, 14 s., 19, 31, 213, 214.

**Art. 140** (140). Seront punis de la reclusion :

Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des timbres nationaux, soit les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent ;

Ceux qui auront fait usage de ces timbres ou poinçons contrefaits ou falsifiés ;

Ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, coins ou carrés destinés à la fabrication des monnaies ;

Ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons, matrices, clichés, planches ou tous autres objets servant à la fabrication soit de timbres, soit d'actions, obligations, coupons d'intérêts ou de dividendes, soit de billets de banque dont l'émission a été autorisée par une loi ou en vertu d'une loi. — P. 15 s., 19, 32, 192, 213, 214.

**Art. 141**. Seront punis de la même peine ceux qui auront sciemment exposé en vente des papiers ou des matières d'or ou d'argent marqués d'un timbre ou d'un poinçon contrefait ou falsifié. — P. 213, 214.

**Art. 142** (141). Si les marques apposées par le bureau de garantie ont été frauduleusement appliquées sur d'autres objets, ou si ces marques ou l'empreinte d'un timbre ont été contrefaites sans emploi d'un poinçon ou d'un timbre contrefait, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans. — P. 25 s., 214.

**Art. 143** (140). Celui qui, s'étant procuré avec connaissance du papier marqué d'un timbre contrefait ou falsifié, en aura fait usage, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s., 213, 214.

**Art. 144** (142). Sera puni de trois mois à trois ans



**DRITTES KAPITEL.**

Von der Nachmachung oder Verfälschung von Siegeln, Stempeln, Edelmetallstempeln, Marken u. s. w.

**Art. 139.** Mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren wird bestraft, wer das Staatssiegel nachmacht oder von dem nachgemachten Staatssiegel Gebrauch macht.

**Art. 140.** Mit Zuchthaus wird bestraft :

Wer Nationalstempel oder die zum Zeichnen von Gold- oder Silberwaren dienenden Stempelwerkzeuge nachmacht oder verfälscht ;

Wer von solchen nachgemachten oder verfälschten Stempeln oder Stempelwerkzeugen Gebrauch macht ;

Wer zur Münzprägung bestimmte Stempel, Prägestücke oder Münzformen nachmacht oder verfälscht ;

Wer Stempel, Matrizen, Cliche's, Platten oder irgend welche andere Gegenstände nachmacht oder verfälscht, welche zur Anfertigung von Stempeln oder von Actien, Obligationen, Zins- oder Gewinnantheilsscheinen oder von Banknoten dienen, deren Ausgabe durch ein Gesetz oder in Gemässheit eines Gesetzes gestattet ist.

**Art. 141.** Derselben Strafe verfällt, wer wissentlich Papiere oder Gold- oder Silberwaren feil hält, welche mit nachgemachten oder verfälschten Marken oder Stempeln gezeichnet sind.

**Art. 142.** Wenn die von dem Sicherheitsbureau aufgedruckten Marken betrügerischer Weise auf andere Gegenstände angebracht, oder wenn diese Marken oder Stempelabdrücke ohne Anwendung eines nachgemachten Stempels nachgemacht werden, so wird der Schuldige mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu fünf Jahren bestraft.

**Art. 143.** Mit Gefängniss von acht Tagen bis zu sechs Monaten wird bestraft, wer sich wissentlich nachgemachtes oder verfälschtes Stempelpapier verschafft und von demselben Gebrauch macht.

**Art. 144.** Mit Gefängniss von drei Monaten bis zu drei Jahren wird bestraft :

d'emprisonnement et pourra être condamné à l'interdiction conformément à l'art. 33 :

Celui qui aura contrefait *ou altéré* des coupons pour le transport des personnes ou des choses, ou qui aura fait usage du coupon contrefait *ou altéré* ;

Celui qui aura contrefait le sceau, timbre ou marque soit d'une autorité quelconque, soit d'un établissement privé, de banque, d'industrie ou de commerce, soit d'un particulier, ou qui aura fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits.

La tentative de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 25 s., 51, 53, 213, 214.

**Art. 195** (141, 143). Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ayant l'une des destinations exprimées aux art. 179 et 180, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et aux intérêts de l'État, d'une autorité quelconque ou même d'un particulier.

La tentative de ce délit sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à un an. — P. 25 s., 51, 53, 213, 214.

**Art. 196**. Ceux qui auront contrefait ou falsifié les sceaux, timbres, poinçons ou marques ayant l'une des destinations indiquées aux art. 179 et 180 et appartenant à des pays étrangers, ou qui auront fait usage de ces sceaux, timbres, poinçons ou marques contrefaits ou falsifiés, seront punis de la reclusion. — P. 13 s., 19, 52, 213, 214.

**Art. 197**. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres, poinçons ou marques dont il est parlé à l'article précédent, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et aux intérêts de ces pays, d'une autorité quelconque ou même d'un particulier.

Wer Beförderungsscheine für Personen oder Sachen nachmacht oder verfälscht, oder wer von solchen nachgemachten oder verfälschten Scheinen Gebrauch macht;

Wer Siegel, Stempel oder Marken, sei es irgend einer Behörde, sei es einer Privat-, Bank-, Industrie- oder Handels-Anstalt, sei es einer Privatperson, nachmacht, oder wer von solchen nachgemachten Siegeln, Stempeln oder Marken Gebrauch macht.

Es kann auch gegen den Schuldigen die durch Art. 53 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

Der Versuch dieser Vergehen wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 185.** Mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu drei Jahren wird bestraft, wer sich widerrechtlich die richtigen Siegel, Stempel, Edelmetallstempel und Marken, die eine der in den Art. 179 und 180 bezeichneten Bestimmungen haben, verschafft und von denselben einen den Rechten und Interessen des Staates, irgend einer Behörde oder selbst eines Privaten, zuwiderlaufenden Gebrauch macht.

Der Versuch dieses Vergehens wird mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 186.** Mit Zuchthaus wird bestraft, wer auswärtigen Ländern angehörige und zu einer der in den Art. 179 und 180 bezeichneten Bestimmungen dienende Siegel, Stempel, Edelmetallstempel oder Marken nachmacht oder verfälscht, oder wer von solchen nachgemachten oder verfälschten Siegeln, Stempeln, Edelmetallstempeln oder Marken Gebrauch macht.

**Art. 187.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren wird bestraft, wer sich widerrechtlich die richtigen Siegel, Stempel, Edelmetallstempel oder Marken, von denen im vorhergehenden Artikel die Rede ist, verschafft und von denselben in einer den Rechten und Interessen der betreffenden Länder, irgend einer Behörde oder selbst einer Privatperson, zuwiderlaufenden Weise Gebrauch macht.

La tentative de ce délit sera punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s., 51, 55, 213, 214.

**Art. 188.** Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et pourront être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 55, ceux qui auront contrefait des timbres-poste ou autres timbres adhésifs nationaux ou étrangers, ou qui auront exposé en vente ou mis en circulation des timbres contrefaits.

La tentative de contrefaçon sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 25 s., 51, 55, 213, 214.

**Art. 189.** Ceux qui, s'étant procuré des timbres-poste ou autres timbres adhésifs contrefaits, en auront fait usage, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois. — P. 25 s., 213, 214.

**Art. 190.** Seront punis d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs :

Ceux qui auront fait disparaître, soit d'un timbre-poste ou autre timbre adhésif, soit d'un coupon pour le transport des personnes ou des choses, la marque indiquant qu'ils ont déjà servi ;

Ceux qui auront fait usage d'un timbre ou d'un coupon dont on a fait disparaître cette marque. — P. 25 s., 213.

**Art. 191 (425, 427).** Quiconque aura, soit apposé, soit fait *apparaître* par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, *sur des écrits, des compositions musicales, des dessins, des peintures, ou sur toute autre production imprimée ou gravée en entier ou en partie*, le nom d'un fabricant, d'un auteur, d'un artiste, autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle de la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

La même peine sera prononcée contre tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque qui

Der Versuch dieses Vergehens wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten bestraft.

**Art. 188.** Mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu drei Jahren wird bestraft, wer Postmarken oder andere in- oder ausländische aufzuklebende Marken nachmacht, oder wer solche nachgemachte Marken feil bietet oder in Umlauf setzt.

Es kann gleichzeitig gegen den Schuldigen die durch Art. 55 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

Der Versuch der Nachmachung wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 189.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Monat wird bestraft, wer sich nachgemachte Post- oder aufzuklebende Marken verschafft und von ihnen Gebrauch macht.

**Art. 190.** Mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken wird bestraft :

Wer von einer Post- oder andern aufzuklebenden Marke oder von einem Beförderungsschein für Personen oder Sachen die Bezeichnung entfernt, welche anzeigt, dass sie schon gebraucht sind ;

Wer von einer Marke oder einem Beförderungsschein, von welchem diese Bezeichnung entfernt ist, Gebrauch macht.

**Art. 191.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu sechs Monaten wird bestraft, wer durch irgend eine Hinzufügung, Verstümmelung oder sonstige Veränderung, auf Fabrikaten, Schriften, musikalischen Compositionen, Zeichnungen, Gemälden oder auf irgend einer andern, ganz oder theilweise gedruckten oder gravirten Darstellung, den Namen eines anderen Fabrikanten, Verfassers oder Künstlers, als desjenigen, welcher der Verfertiger ist, oder die Handelsfirma einer andern Fabrik als derjenigen, in welcher die Fabrikation erfolgte, anbringt oder hervorbringt.

Auf dieselbe Strafe ist gegen jeden Kaufmann, Commissionär oder Kleinhändler zu erkennen, welcher Gegenstände feil bietet oder in den Verkehr bringt,

aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés. — P. 23 s., 213, 214.

Disposition commune aux trois chapitres précédents.

**Art. 193** (138, 144). Les personnes coupables des infractions mentionnées aux art. 160 à 168, 171 à 176, et au dernier alinéa de l'art. 180, seront exemptes de peines, si, avant toute émission de monnaies contrefaites ou altérées, ou de papiers contrefaits ou falsifiés, et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs à l'autorité. — P. 78, 136, 300, 304, 326.

#### CHAPITRE IV.

Des faux commis en écritures et dans les dépêches télégraphiques.

**Art. 193.** Le faux commis en écritures ou dans des dépêches télégraphiques, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, sera puni conformément aux articles suivants. — I. cr. 448 s.

#### SECTION I<sup>re</sup>.

Des faux en écritures authentiques et publiques, en écritures de commerce ou de banque et en écritures privées.

**Art. 194** (145). Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,

Soit par fausses signatures,

Soit par altération des actes, écritures ou signatures.

Soit par supposition de personnes,

Soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture,

Sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

— P. 12, 14 s., 19, 31, 138, 154, 196, 202 §§ 2 et 3, 211, 214.

**Art. 195** (146). Sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans, tout fonctionnaire ou officier

wissend, dass sie mit untergeschobenen oder veränderten Namen bezeichnet sind.

Gemeinsame Bestimmung zu den drei vorhergehenden Kapiteln.

**Art. 192.** Wer der in den Artikeln 160 bis 168, 171 bis 176 und im letzten Absatz des Artikels 180 erwähnten Zuwiderhandlungen sich schuldig macht, bleibt straffrei, wenn er, bevor die nachgemachten oder verringerten Münzen, oder die nachgemachten oder verfälschten Papiere ausgegeben worden sind, und vor jeder Verfolgung, der Behörde von denselben Kenntniß gibt und die Thäter anzeigt.

#### VIERTES KAPITEL.

Von der Fälschung von Schriftstücken und telegraphischen Depeschen.

**Art. 193.** Die Fälschung von Schriftstücken oder telegraphischen Depeschen, welche in betrügerischer Absicht oder zu dem Zwecke, einen Nachtheil hervorzubringen, begangen wird, ist in Gemässheit der nachfolgenden Artikel zu bestrafen.

#### ABSCHNITT I.

Von der Fälschung authentischer und öffentlicher Urkunden, von Handels- oder Bank- und von Privatschriftstücken.

**Art. 194.** Ein Beamter oder öffentlicher Angestellter wird mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft, wenn er bei Ausübung seines Amtes eine Fälschung begeht,

sei es durch falsche Unterschrift,

sei es durch Veränderung von Akten, Schriftstücken oder Unterschriften,

sei es durch Unterschieben von Personen,

sei es durch Beisätze oder Einschaltungen in öffentliche Register oder andere öffentliche Acte, nachdem dieselben beendet oder abgeschlossen sind.

**Art. 195.** Ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, welcher bei Aufnahme seiner amtlichen Akte deren wesentlichen Inhalt oder Nebenumstände enstellt, indem er entweder andere Vereinbarungen als diejenigen einträgt, welche von den Parteien entworfen oder vorge-

public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura dénaturé la substance ou les circonstances,

Soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties,

Soit en constatant comme vrais des faits qui ne l'étaient pas. — P. 12, 14 s., 19, 31, 158, 154, 202 §§ 2 et 3, 208, 211, 214.

**Art. 196** (147, 150). Seront punies de reclusion les autres personnes qui auront commis un faux en écritures authentiques et publiques, et toutes personnes qui auront commis un faux en écritures de commerce, de banque ou en écritures privées,

Soit par fausses signatures,

Soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures,

Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes,

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater. — P. 13 s., 19, 32, 154, 199 à 201, 214.

**Art. 197** (148, 151). Dans tous les cas exprimés dans la présente section, celui qui aura fait usage de l'acte faux ou de la pièce fautive sera puni comme s'il était l'auteur du faux. — P. 213, 214.

## SECTION II.

Des faux commis dans les passeports, permis de chasse ou de pêche, livrets, feuilles de route et certificats.

**Art. 198** (153). Quiconque aura contrefait ou falsifié un passeport, un *permis de chasse ou de pêche*, ou un livret, ou aura fait usage d'un passe-port, *permis de chasse ou de pêche*, ou livret contrefait ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 25 s., 215, 214.

**Art. 199** (154 § 1). Quiconque aura pris dans un passeport, un *permis de chasse ou de pêche*, ou un livret, un nom supposé, ou aura concouru comme té-



sagt sind, oder indem er Thatsachen, die nicht wahr sind, als wahr bezeichnet, wird mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft.

**Art. 196.** Mit Zuchthaus werden alle Anderen bestraft, welche in authentischen und öffentlichen Schriftstücken, und Diejenigen, welche in Handels-, Bank- oder Privatschriftstücken Fälschungen begehen,

sei dieses nun durch falsche Unterschriften,

sei es durch Nachmachen oder Abänderung von Schriftstücken oder Unterschriften,

sei es durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Verfügungen, Verpflichtungs- oder Entlastungserklärungen, oder durch deren nachträgliche Einfügung in die Akte,

sei es durch Hinzufügung oder Abänderung von Bestimmungen, Erklärungen oder Thatsachen, welche in den betreffenden Akten aufgenommen und festgestellt werden sollten.

**Art. 197.** Bei allen im gegenwärtigen Abschnitt behandelten Fällen wird Derjenige, welcher von dem gefälschten Akt oder dem gefälschten Schriftstück Gebrauch macht, bestraft, als wenn er selbst der Fälscher wäre.

## ABSCHNITT II.

Von den Fälschungen in Pässen, Jagd- oder Fischerei-Erlaubniszscheinen, Arbeitsbüchern, Zwangspässen und Bescheinigungen.

**Art. 198.** Wer einen Pass, einen Jagd- oder Fischerei-Erlaubniszschein, oder ein Arbeitsbuch nachmacht oder verfälscht, oder wer von einem nachgemachten oder verfälschten Pass, Jagd- oder Fischerei-Erlaubniszschein oder Arbeitsbuch Gebrauch macht, wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 199.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten wird bestraft, wer in einem Pass, in einem Jagd- oder Fischerei-Erlaubniszschein oder in einem Arbeitsbuch einen falschen Namen annimmt oder als Zeuge dazu Beistand leistet, dass eine derartige Urkunde auf einen falschen Namen ausgestellt wird.

moins à faire délivrer ces pièces, sous un nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

*La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un passeport, d'un permis de chasse ou de pêche, ou d'un livret, délivré sous un nom autre que le sien. — P. 23 s., 196, 213, 214.*

**Art. 350** (156). Sera puni d'un mois à deux ans d'emprisonnement, quiconque aura fabriqué, contrefait ou falsifié une feuille de route ou aura fait usage d'une feuille de route fabriquée, contrefaite ou falsifiée. — P. 23 s., 196, 213, 214.

**Art. 351** (157). Toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé ou en prenant une fausse qualité, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans. — P. 23 s., 196, 214.

**Art. 352** (158, 158). L'officier public qui aura délivré un passeport, un *permis de chasse ou de pêche*, un livret, une feuille de route à une personne qu'il ne connaissait pas, sans avoir fait attester ses nom et qualité par deux citoyens à lui connus, sera puni d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 38 s.

Si l'officier public était instruit de la supposition de nom ou de qualité, lorsqu'il a délivré ces pièces, il sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, s'il a été mû par dons ou promesses. — P. 23 s., 195, 214, 247.

Dans ces deux derniers cas, il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

**Art. 353** (159). Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an, toute personne qui, pour se rédimier ou affranchir un autre d'un service dû légalement, ou de toute autre obligation imposée par la loi,

Dieselbe Strafe findet auf Denjenigen Anwendung, welcher von einem auf einen anderen Namen als auf den seinigen ausgestellten Pass, Jagd- oder Fischerei-Erlaubnisschein oder von einem solchen Arbeitsbuch Gebrauch macht.

**Art. 300.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren wird bestraft, wer einen Zwangspass fälschlich ausfertigt, nachmacht oder verfälscht, oder wer von einem fälschlich ausgefertigten, nachgemachten oder verfälschten Zwangspass Gebrauch macht.

**Art. 301.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Jahren wird bestraft, wer sich von dem öffentlichen Angestellten einen Zwangspass unter falschem Namen oder unter Beilegung eines falschen Standes aushändigen läßt.

**Art. 302.** Ein öffentlicher Angestellter, welcher einen Pass, einen Jagd- oder Fischerei-Erlaubnisschein, ein Arbeitsbuch oder einen Zwangspass an einen ihm Unbekannten aushändigt, ohne vorher den Namen und den Stand des Letzteren sich durch zwei ihm bekannte Bürger bestätigen zu lassen, wird mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

Wenn der Angestellte bei Aushändigung solcher Urkunden von der fälschlichen Namens- oder Standesbezeichnung Kenntniß hatte, so wird er mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren bestraft.

Er wird mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren bestraft, wenn er sich durch Geschenke oder Versprechungen hat bestimmen lassen.

Es kann ausserdem in den beiden letzten Fällen die durch Art. 35 vorgesehene Aberkennung gegen ihn ausgesprochen werden.

**Art. 303.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre wird bestraft, wer, um sich oder einen Andern von einer gesetzlich vorgeschriebenen Dienstleistung oder irgend einer andern vom Gesetz vorgeschriebenen Verpflichtung loszumachen oder zu befreien, ein Krankheits- oder Gebrechlichkeitszeugniß fälschlich anfertigt, sei es unter dem Namen eines Arztes, Wundarztes oder

aura fabriqué un certificat de maladie ou d'infirmité, soit sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, soit sous un nom quelconque en y ajoutant faussement une de ces qualités. — P. 25 s., 207, 214.

**Art. 204** (160). Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, aura certifié faussement des maladies ou des infirmités propres à dispenser d'un service dû légalement ou de toute autre obligation imposée par la loi, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans.

S'il a été mu par dons ou promesses, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans; il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 55. — P. 25 s., 207, 214.

**Art. 205** (161 § 1). Quiconque aura fabriqué, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat attestant la bonne conduite, l'indigence ou toute autre circonstance propre à appeler la bienveillance de l'autorité publique ou des particuliers sur la personne y désignée, ou à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Si le certificat a été fabriqué sous le nom d'un particulier, le coupable sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s., 207, 214.

**Art. 206** (162). Ceux qui auront fabriqué, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, des certificats de toute nature pouvant compromettre des intérêts publics ou privés, seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 55.

Si le certificat a été fabriqué sous le nom d'un particulier, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an. — P. 25 s., 196, 207, 214.

**Art. 207** (161 § 2). Celui qui aura falsifié un certificat, et celui qui se sera servi d'un certificat falsifié.

sonstigen Gesundheitsbeamten, sei es unter irgend einem andern beliebigen Namen mit fälschlicher Beifügung einer jener Eigenschaften.

**Art. 204.** Ein Arzt, Wundarzt oder sonstiger Gesundheitsbeamter, welcher, um Jemand zu begünstigen, fälschlich Krankheiten oder Gebrechen als vorhanden bescheinigt, welche geeignet sind, Jemand von einer gesetzlich vorgeschriebenen Dienstleistung oder von irgend einer andern vom Gesetz vorgeschriebenen Verpflichtung zu befreien, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Jahren bestraft.

Er wird mit Gefängniß von einem Jahr bis zu fünf Jahren bestraft, wenn er sich durch Geschenke oder Versprechungen hat bestimmen lassen; es kann ausserdem gegen ihn die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

**Art. 205.** Wer unter dem Namen eines öffentlichen Beamten oder Angestellten ein Zeugniß fälschlich anfertigt, in welchem die gute Führung, die Bedürftigkeit oder irgend ein anderer Umstand bescheinigt wird, welcher geeignet ist, die Geneigtheit der Behörden oder Privatpersonen für die darin bezeichnete Persönlichkeit zu erwecken, oder derselben eine Anstellung, Credit oder Unterstützung zu verschaffen, wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

Ist das Zeugniß unter dem Namen einer Privatperson ausgestellt, so ist der Schuldige mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten zu bestrafen.

**Art. 206.** Mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu fünf Jahren wird bestraft, wer unter dem Namen eines öffentlichen Beamten oder Angestellten Bescheinigungen irgend einer Art fälschlich ausstellt, welche öffentliche oder private Interessen zu schädigen geeignet sind. Es kann ausserdem die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung gegen ihn ausgesprochen werden.

Ist die Bescheinigung unter dem Namen einer Privatperson ausgestellt, so ist der Schuldige mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu einem Jahre zu bestrafen.

**Art. 207.** Wer eine Bescheinigung verfälscht, oder wer sich einer unter den in den Art. 203, 204, 205 und

faux ou fabriqué dans les circonstances énumérées aux art. 203, 204, 205 et 206, seront punis des peines portées par ces articles et selon les distinctions qu'ils établissent. — P. 213, 214.

**Art. 208.** Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura délivré un faux certificat, falsifié un certificat, ou fait usage d'un certificat faux ou falsifié, sera puni de la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 195, 213, 214.

**Art. 209.** Ceux qui auront concouru comme témoins à faire délivrer un faux certificat par une autorité publique seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans.

*La même peine sera appliquée à ceux qui auront fait usage du certificat ainsi obtenu.*

Si les témoins se sont laissé corrompre par dons ou promesses, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et ils pourront être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 33. — P. 25 s., 213, 214.

**Art. 210** (154 § 2). Les logeurs et aubergistes qui auront sciemment inscrit sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, ou qui auront falsifié leurs registres de toute autre manière, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois. — P. 25 s., 214, 555.

### SECTION III.

Des faux commis dans les dépêches télégraphiques.

**Art. 211.** Les fonctionnaires, employés et préposés d'un service télégraphique, qui auront commis un faux dans l'exercice de leurs fonctions, en fabriquant ou falsifiant des dépêches télégraphiques, seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. — P. 25 s., 194, 195, 214.

**Art. 212.** Celui qui aura fait usage de la dépêche fausse sera puni comme s'il était l'auteur du faux. — P. 213, 214.

206 aufgezählten Umständen verfälschten, falschen oder fälschlich angefertigten Bescheinigung bedient, wird mit den in den genannten Artikeln angedrohten Strafen und in Gemässheit der daselbst gemachten Unterschiede bestraft.

**Art. 298.** Ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, welcher bei Ausübung seines Dienstes eine gefälschte Bescheinigung ausstellt, eine Bescheinigung verfälscht, oder von einer falschen oder verfälschten Bescheinigung Gebrauch macht, wird mit Zuchthaus bestraft.

**Art. 299.** Wer als Zeuge dazu Beihülfe leistet, dass seitens einer öffentlichen Behörde eine falsche Bescheinigung ausgestellt wird, ist mit Gefängniss von acht Tagen bis zu zwei Jahren zu bestrafen.

Dieselbe Strafe findet Anwendung auf Die, welche von einer in dieser Weise beschafften Bescheinigung Gebrauch machen.

Wenn die Zeugen sich durch Geschenke oder Versprechen haben bestechen lassen, so sind sie mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren zu bestrafen und kann ausserdem die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung gegen sie ausgesprochen werden.

**Art. 300.** Wohnungsgeber und Gastwirth, welche bei ihnen wohnende Personen wissentlich unter falschem oder angenommenem Namen in ihre Register eintragen oder welche ihre Register auf irgend eine andere Art fälschen, werden mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten bestraft.

### ABSCHNITT III.

Von den Fälschungen in telegraphischen Depeschen.

**Art. 311.** Beamte und Angestellte des telegraphischen Dienstes, welche bei Ausübung ihrer Amtshandlungen durch fälschliche Anfertigung oder Verfälschung telegraphischer Depeschen eine Fälschung begehen, werden mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren bestraft.

**Art. 312.** Wer von einer solchen gefälschten Depesche Gebrauch macht, wird bestraft, wie wenn er der Fälscher wäre.

Dispositions communes aux quatre précédents chapitres.

**Art. 313 (163).** L'application des peines portées contre ceux qui auront fait usage des monnaies, effets, coupons, billets, sceaux, timbres, poinçons, marques, dépêches télégraphiques et écrits contrefaits, fabriqués, falsifiés ou altérés, n'aura lieu qu'autant que ces personnes auront fait usage de la chose fausse, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

**Art. 314 (164).** Dans les cas prévus aux quatre chapitres qui précèdent et pour lesquels aucune amende n'est spécialement portée, il sera prononcé une amende de vingt-six francs à deux mille francs. — P. 58 s.

#### CHAPITRE V.

Du faux témoignage et du faux serment.

**Art. 315 (361).** Le faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 217, 224, 225. — I. cr. 330, 331, 443, 446.

**Art. 316 (361).** Si l'accusé a été condamné, soit à une détention de plus de dix ans, soit aux travaux forcés, le faux témoin qui aura déposé contre lui subira la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 217, 224, 225.

Il subira celle des travaux forcés à perpétuité, si l'accusé a été condamné à mort. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31.

**Art. 317.** Les peines portées par les deux articles précédents seront réduites d'un degré, d'après la graduation de l'art. 52, lorsque des personnes appelées en justice pour donner de simples renseignements se sont rendues coupables de fausses déclarations, soit contre l'accusé, soit en sa faveur. — P. 12 s., 19, 25 s., 31, 32, 222, 224, 225. — I. cr. 269.

**Art. 318 (362).** Le coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, soit contre le prévenu, soit



Gemeinsame Bestimmungen zu den vier vorhergehenden Kapiteln.

**Art. 313.** Die Strafen, welche gegen Diejenigen angedroht sind, welche von nachgemachten, fälschlich angefertigten, verfälschten oder verringerten Münzen, Effekten, Abschnitten, Noten, Siegeln, Stempeln, Edelmetallstempeln, Marken, telegraphischen Depeschen und Schriftstücken Gebrauch machen, finden nur dann Anwendung, wenn jene Personen von dem gefälschten Gegenstand in betrügerischer Absicht oder zu dem Zwecke, einen Schaden hervor zu bringen, Gebrauch machen.

**Art. 314.** In denjenigen, durch die vier vorhergehenden Kapitel vorgesehenen Fällen, für welche eine Geldstrafe nicht besonders angedroht ist, ist auf Geldstrafe von sechszwanzig bis zweitausend Franken zu erkennen.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Vom falschen Zeugniß und vom falschen Eide.

**Art. 315.** Das falsche Zeugniß in Verbrechenssachen, einerlei ob gegen den Angeklagten oder zu seinen Gunsten, wird mit Zuchthaus bestraft.

**Art. 316.** Wenn der Angeklagte entweder zu Detention von mehr als zehn Jahren oder zu Zwangsarbeit verurtheilt worden ist, so ist der falsche Zeuge, der gegen ihn ausgesagt hat, zu Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu verurtheilen.

Er ist zu lebenslänglicher Zwangsarbeit zu verurtheilen, wenn der Angeklagte zum Tode verurtheilt worden ist.

**Art. 317.** Die durch die zwei vorhergehenden Artikel angedrohten Strafen sind nach der Stufenfolge des Art. 52 um einen Grad zu ermässigen, wenn Personen, die lediglich zur Ertheilung einfacher Aufklärungen vor Gericht geladen sind, sich der Abgabe falscher Erklärungen, sei es gegen den Angeklagten, sei es zu seinen Gunsten, schuldig machen.

**Art. 318.** Wer sich in Zuchtpolizeisachen des falschen Zeugnisses schuldig macht, sei es gegen den Be-

en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans. — P. 25 s., 222, 224, 225.

**Art. 319 (362).** Le coupable de faux témoignage en matière de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. — P. 25 s., 222, 224, 225.

**Art. 320 (363).** Le faux témoignage en matière civile sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans. — P. 25 s., 222, 224, 225.

**Art. 321.** L'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations, soit en matière criminelle, contre l'accusé ou en sa faveur, soit en matière correctionnelle ou de police, contre le prévenu ou en sa faveur, soit en matière civile, seront punis comme faux témoins, conformément aux art. 215, 216, 218, 219 et 220.

L'expert en matière criminelle qui aurait été entendu sans prestation de serment sera puni conformément à l'art. 217. — P. 222, 224.

**Art. 322.** Dans les cas prévus par les cinq articles précédents, le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

**Art. 323 (365).** Le coupable de subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes sera passible des mêmes peines que le faux témoin, selon les distinctions établies par les art. 215 à 222. — P. 224 § 2, 252.

**Art. 324 (364).** Le coupable de faux témoignage ou de fausse déclaration, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera condamné, de plus, à une amende de cinquante francs à trois mille francs. — P. 38 s., 223, 225.

La même peine sera appliquée au suborneur, sans préjudice des autres peines.

**Art. 325.** Les dispositions précédentes relatives aux fausses déclarations ne sont pas applicables aux enfants âgés de moins de seize ans, ni aux personnes

schuldigten, sei es zu seinen Gunsten, ist mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu fünf Jahren zu bestrafen.

**Art. 319.** Wer sich in Polizeistrafsachen des falschen Zeugnisses schuldig macht, sei es gegen den Angeschuldigten, sei es zu seinen Gunsten, ist mit Gefängniss von drei Monaten bis zu einem Jahre zu bestrafen.

**Art. 320.** Das falsche Zeugniss in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten ist mit Gefängniss von zwei Monaten bis zu drei Jahren zu bestrafen.

**Art. 321.** Dolmetscher und Sachverständige, welche sich der Abgabe falscher Erklärungen schuldig machen, sei es in Verbrechenssachen gegen den Angeklagten oder zu seinen Gunsten, sei es in Zuchtpolizei- oder in Polizeistrafsachen gegen den Beschuldigten oder zu seinen Gunsten, sei es in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, sind in Gemässheit der Art. 215, 216, 218, 219 und 220 wie falsche Zeugen zu bestrafen.

Ein in Verbrechenssachen unbeeidigt vernommener Sachverständiger ist in Gemässheit des Art. 217 zu bestrafen.

**Art. 322.** In den durch die fünf vorhergehenden Artikel erwähnten Fällen kann ausserdem die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung gegen den Schuldigen ausgesprochen werden.

**Art. 323.** Wer sich der Verführung zur Abgabe falschen Zeugnisses, falschen Gutachtens oder falscher Verdolmetschung schuldig macht, verfällt denselben Strafen, wie der falsche Zeuge, gemäss der in den Art. 215 bis 222 aufgestellten Unterschiede.

**Art. 324.** Wer sich der Abgabe falschen Zeugnisses oder falscher Erklärungen schuldig macht und dafür Geld, irgend welche Belohnung oder Versprechen erhalten hat, ist ausserdem zu einer Geldstrafe von fünfzig bis dreitausend Franken zu verurtheilen.

In gleicher Weise ist der Verführer zu bestrafen, vorbehaltlich der übrigen Strafen.

**Art. 325.** Die vorstehenden, auf die Abgabe falscher Erklärungen sich beziehenden Bestimmungen sind nicht

qui sont entendues sans prestation de serment, à raison de la parenté ou de l'alliance qui les unit aux accusés ou aux prévenus, lorsque ces déclarations ont été faites en faveur des accusés ou prévenus. — P. 72, 217. — I. cr. 79, 155, 156, 189, 269, 522.

**Art. 336 (366).** Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à dix mille francs ; il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33. — P. 25 s., 38 s.

#### CHAPITRE VI.

De l'usurpation de fonctions, de titres ou de nom.

**Art. 337 (258).** Quiconque se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. — P. 25 s., 65, 237 s., 261, 262, 457, 440, 441, 495.

**Art. 338 (259).** Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme, une décoration, un ruban ou autres insignes d'un ordre qui ne lui appartient pas, sera punie d'une amende de deux cents francs à mille francs. — P. 38 s.

**Art. 339.** Le Luxembourgeois qui aura publiquement porté la décoration, le ruban ou autres insignes d'un ordre étranger, avant d'en avoir obtenu l'autorisation du Roi Grand-Duc, sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 38 s.

**Art. 340.** Sera puni d'une amende de deux cents francs à mille francs, quiconque se sera publiquement attribué des titres de noblesse qui ne lui appartiennent pas. — P. 38 s. — Const. art. 40.

**Art. 341 (L. 6 fructidor II, art. 1, 2, 5).** Quiconque aura publiquement pris un nom qui ne lui appartient pas sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s., 199, 201, 496.

anwendbar auf Kinder unter sechszehn Jahren und nicht auf Personen, welche wegen ihrer Verwandtschaft oder Verschwägerung mit den Angeklagten oder Beschuldigten unbeeidigt vernommen worden sind, falls diese Erklärungen zu Gunsten der Angeklagten oder Beschuldigten abgegeben worden sind.

**Art. 336.** Wer, nachdem ihm in einer bürgerlichen Rechtsstreitigkeit ein Eid zugesprochen oder zurückgeschoben worden, diesen Eid falsch schwört, ist mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zehntausend Franken zu bestrafen; es kann ausserdem gegen ihn die durch Art. 55 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

#### SECHSTES KAPITEL.

Von der Anmassung von Aemtern, Titeln oder eines Namens.

**Art. 337.** Wer sich in öffentliche Funktionen einmischet, seien sie civile oder militärische, ist mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren zu bestrafen.

**Art. 338.** Wer öffentlich eine Amtstracht, Uniform, Dekoration, ein Ordensband oder andere Ordensabzeichen, welche ihm nicht zustehen, trägt, wird mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken bestraft.

**Art. 339.** Ein Luxemburger, welcher öffentlich die Dekoration, das Band oder andere Abzeichen eines fremden Ordens trägt, bevor er die Genehmigung des König-Grossherzogs dazu erhalten hat, ist mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken zu bestrafen.

**Art. 340.** Mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken ist zu bestrafen, wer sich öffentlich Adelstitel beilegt, die ihm nicht zustehen.

**Art. 341.** Wer sich öffentlich einen Namen beilegt, der ihm nicht zusteht, ist mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken oder nur mit einer dieser Strafen zu bestrafen.

**Art. 330** (L. 6 fruct. II, art. 4, 5; A. 26 janv. 1822, art. 1 § 2). Tout fonctionnaire, tout officier public qui, dans ses actes, attribuera aux personnes y dénommées des noms ou des titres de noblesse qui ne leur appartiennent pas, sera puni, en cas de connivence, d'une amende de deux cents francs à mille francs. — P. 38 s., 230. — D. 6 juillet 1810, art. 38. — O. 3 oct. 1841, art. 25.

#### TITEL IV.

Des crimes et des délits contre l'ordre public, commis par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ou par des ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

#### CHAPITRE PREMIER.

De la coalition des fonctionnaires.

**Art. 333** (123). Lorsque des mesures contraires aux lois ou à des arrêtés royaux grand-ducaux auront été concertées, soit dans une réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, les coupables seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois. — P. 25 s., 254, 257 § 2, 254 à 256.

**Art. 334** (124). Si, par l'un des moyens exprimés à l'article précédent, il a été concerté des mesures contre l'exécution d'une loi ou d'un arrêté royal grand-ducal, la peine sera un emprisonnement de six mois à cinq ans. — P. 25 s., 257 § 2, 254 à 256.

Les coupables pourront, en outre, être condamnés à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 51.

Si le concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui l'auront provoqué seront punis de la détention de dix ans à quinze ans; les autres, de la détention de cinq ans à dix ans. — P. 16, 17, 19.

**Art. 335** (125). Dans les cas où les autorités civiles auraient formé avec les corps militaires ou leurs

**Art. 332.** Ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, welcher in seinen Acten den daselbst benannten Personen Namen oder Adelstitel beilegt, die ihnen nicht zustehen, ist, wenn er im Einverständniss mit Jenen handelte, mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken zu bestrafen.

#### TITEL IV.

Von den Verbrechen und den Vergehen gegen die öffentliche Ordnung, welche von Beamten bei Ausübung ihres Amtes oder von Religionsdienern bei Ausübung ihrer Verrichtungen begangen werden.

##### ERSTES KAPITEL.

Von der gesetzwidrigen Verbindung von Beamten.

**Art. 333.** Wenn Massregeln, welche den Gesetzen oder den Königl.-Grossh. Beschlüssen zuwiderlaufen, vereinbart worden sind, sei dies in einer Versammlung von Personen oder von Körperschaften, welche Inhaber eines Theiles der Staatsgewalt sind, oder sei es durch Abordnung oder Briefwechsel zwischen Jenen, so sind die Schuldigen mit Gefängniss von einem Monat bis zu sechs Monaten zu bestrafen.

**Art. 334.** Wenn durch eines der in dem vorhergehenden Artikel bezeichneten Mittel Massregeln gegen die Ausführung eines Gesetzes oder eines Königl.-Grossh. Beschlusses vereinbart worden sind, so besteht die Strafe in Gefängniss von sechs Monaten bis zu fünf Jahren.

Es kann ausserdem gegen die Schuldigen die Aberkennung der in den drei ersten Nummern des Art. 31 erwähnten Rechte ausgesprochen werden.

Wenn die Vereinbarung zwischen den Civilbehörden und den Militärcorps oder deren Vorgesetzten stattgefunden hat, so sind Diejenigen, welche dieselbe veranlasst haben, mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren zu bestrafen; die Uebrigen mit Detention von fünf bis zehn Jahren.

**Art. 335.** In dem Fall, dass die Civilbehörden mit den Militärcorps oder ihren Vorgesetzten ein Complot

chefs un complot attentatoire à la sûreté de l'Etat, les provocateurs seront punis de la détention extraordinaire ; les autres, de la détention de dix ans à quinze ans. — P. 16, 17, 19, 110, 124 § 2, 125 § 2.

**Art. 236 (126).** Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, les fonctionnaires qui, par suite de concert, auront donné leurs démissions dans le but d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service légal. — P. 25 s., 38 s.

Ils pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics. — P. 33.

## CHAPITRE II.

De l'empiétement des autorités administratives et judiciaires.

**Art. 237 (127).** Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, et pourront être condamnés, pendant cinq ans à dix ans, à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 31 : — P. 25 s., 38 s.

Les juges, les officiers du ministère public et de la police judiciaire qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si ces lois seront exécutées ; — P. 233, 234, 239. — C. 5.

Les juges, les officiers du ministère public et de la police judiciaire, qui auront excédé leur pouvoir en s'immiscant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration. — P. 233, 234, 239. — I. cr. 485 s. — Const. art. 95.

**Art. 238 (128).** Les juges qui, lorsque l'autorité



zum Attentat auf die Sicherheit des Staates bilden, sind Diejenigen, von welchen die Aufforderung ausgegangen ist, mit ausserordentlicher Detention zu bestrafen; die Andern, mit Detention von zehn bis fünfzehn Jahren.

**Art. 236.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken werden die Beamten bestraft, welche in Folge einer Verabredung ihre Entlassung in der Absicht geben, sei es um die Justizpflege, sei es um die Ausführung einer gesetzlich vorgeschriebenen Dienstleistung zu verhindern oder hinauszuschieben.

Es kann ausserdem die Aberkennung des Rechtes, Aemter, Anstellungen oder öffentliche Vertrauensposten zu bekleiden, gegen sie ausgesprochen werden.

#### ZWEITES KAPITEL.

Von den Uebergriffen von Verwaltungs- und Gerichtsbeamten.

**Art. 237.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken werden bestraft und können für die Dauer von fünf bis zehn Jahren zum Verlust der in den drei ersten Nummern des Art. 31 erwähnten Rechte verurtheilt werden :

Richter, Beamte des öffentlichen Ministeriums und der gerichtlichen Polizei, welche sich in die Ausübung der gesetzgebenden Gewalt einmischen, sei es durch Reglemente, welche gesetzgebende Bestimmungen enthalten, sei es durch Aufhalten oder Hinausschieben der Ausführung eines oder mehrerer Gesetze, sei es durch Berathschlagung über die Frage, ob jene Gesetze auszuführen seien ;

Richter, Beamte des öffentlichen Ministeriums und der gerichtlichen Polizei, welche ihre Macht überschreiten, indem sie sich in Angelegenheiten einmischen, welche den Verwaltungsbehörden übertragen sind, sei es durch Erlass von Reglementen über diese Angelegenheiten, sei es durch das Verbot der Ausführung der von der Verwaltung erlassenen Anordnungen.

**Art. 238.** Richter, welche, wenn die Verwaltungs-

administrative est en cause devant eux, auront néanmoins procédé au jugement de l'affaire, malgré le conflit légalement soulevé par cette autorité et avant la décision du *Conseil d'État*, seront punis chacun d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — Const. art. 95 § 2. — L. 16 janvier 1866, art. 29 s.

Les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement seront punis de la même peine. — P. 38 s., 227. — I. cr. 483 s.

**Art. 229 (130).** Les commissaires de district, bourgeois et membres des corps administratifs qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au § 2 de l'art. 237, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés tendant à intimor des ordres ou défenses quelconques à des cours ou tribunaux, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s.

Ils pourront, de plus, être condamnés, pendant cinq ans à dix ans, à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 31.

### CHAPITRE III.

Des détournements et des concussionns commis par des fonctionnaires publics.

**Art. 240 (169, 170, 171, 175 § 1).** Sera puni de la reclusion tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura détourné des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu, des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de sa charge. — P. 13 s., 19, 32, 241, 244, 491.

Si le détournement n'excède pas le cautionnement, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois. — P. 25 s.

**Art. 241 (175 § 1, 255 § 2).** Seront punis de la reclusion tous fonctionnaires ou officiers publics, et

behörde vor ihnen im Prozess befangen ist, nichtsdestoweniger zur Aburtheilung der Sache schreiten, obwohl durch jene Behörde der Conflict in gesetzmässiger Weise erhoben ist, und der Staatsrath noch nicht entschieden hat, sind jeder mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken zu bestrafen.

Die Beamten des öffentlichen Ministeriums, welche für ein solches Urtheil Requisitionen oder Anträge stellen, sind in gleicher Weise zu bestrafen.

**Art. 339.** Distriktscommissare, Bürgermeister und Mitglieder von Verwaltungskörpern, welche sich in die Ausübung der gesetzgebenden Gewalt einmischen, wie dies im § 2 des Art. 237 angegeben ist, oder welche es sich anmassen, Verfügungen zum Zwecke der Ertheilung von Befehlen oder Verboten irgend welcher Art an die Gerichte zu treffen, werden mit Gefängniss von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Ausserdem kann gegen sie, für einen Zeitraum von fünf bis zehn Jahren, die Aberkennung der in den drei ersten Nummern des Art. 31 erwähnten Rechte ausgesprochen werden.

### DRITTES KAPITEL.

Von den Unterschlagungen und den Erpressungen, welche von öffentlichen Beamten begangen werden.

**Art. 340.** Mit Zuchthaus wird jeder Beamte oder öffentliche Angestellte sowie jeder mit einem öffentlichen Dienst Betraute bestraft, welcher öffentliche oder private Gelder, deren Stelle vertretende Effecten, Schriftstücke, Urkunden, Acten oder bewegliche Gegenstände, die sich auf Grund oder aus Anlass seines Amtes in seinen Händen befinden, unterschlägt.

Wenn der Werth der Unterschlagung die Caution nicht übersteigt, so ist der Schuldige mit Gefängniss von einem Monat bis zu sechs Monaten zu bestrafen.

**Art. 341.** Mit Zuchthaus ist jeder Beamte oder öffentliche Angestellte und jeder mit einem öffentlichen Dienst Betraute zu bestrafen, welcher böswilliger oder betrüger-

toutes personnes chargées d'un service public, qui auront méchamment ou frauduleusement détruit ou supprimé des actes ou titres dont ils étaient dépositaires en cette qualité, ou qui leur avaient été communiqués à raison de leur charge. — P. 15 s., 19, 52, 240, 244, 491, 527.

**Art. 242 (254).** Lorsqu'on aura soustrait ou détruit des pièces ou des procédures criminelles, soit d'autres papiers, registres, actes ou effets contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, le dépositaire coupable de négligence sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s., 240, 244.

**Art. 243 (174).** Tous fonctionnaires ou officiers publics, et toutes personnes chargées d'un service public, qui se seront rendus coupables de concussion, en ordonnant de percevoir, en exigeant ou recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers, revenus ou intérêts, pour salaires ou traitements, seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics. — P. 25 s., 55, 244.

La peine sera la reclusion, si la concussion a été commise à l'aide de violences ou de menaces. — P. 15 s., 19, 52, 244, 485.

**Art. 244 (172, 173 § 2, 174 § 2).** Les infractions prévues par le présent chapitre seront punies, en outre, d'une amende de cinquante francs à mille francs. — P. 38 s.

Ces peines seront appliquées aux préposés ou commis des fonctionnaires ou officiers publics, et de toutes personnes chargées d'un service public, d'après les distinctions établies ci-dessus.

Disposition particulière.

**Art. 245 (175).** Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public,

rischer Weise Acten oder Urkunden zerstört oder unterdrückt, welche ihm in seiner Amtseigenschaft anvertraut oder ihm aus Anlass seines Amtes mitgetheilt sind.

**Art. 342.** Wenn Schriftstücke oder Verhandlungen, welche sich auf Strafprozesse beziehen, oder auch andere Papiere, Register, Acten oder Effecten unterschlagen oder vernichtet werden, welche sich in den Archiven, Gerichtsschreibereien oder öffentlichen Hinterlegungsstellen befinden, oder welche einem öffentlichen Verwahrungsbeamten in dieser seiner Amtseigenschaft übergeben worden sind, so wird der Verwahrungsbeamte, wenn er sich einer Nachlässigkeit schuldig gemacht hat, mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten bestraft.

**Art. 343.** Jeder Beamte oder öffentliche Angestellte und jeder mit einem öffentlichen Dienst Betraute wird mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu fünf Jahren bestraft und kann ausserdem zum Verlust des Rechtes, Aemter, Anstellungen oder öffentliche Vertrauensposten zu bekleiden, verurtheilt werden, wenn er sich der Erpressung dadurch schuldig macht, dass er wissentlich nicht geschuldete oder die geschuldeten übersteigende Beträge an Gefällen, Taxen, Steuern, Geldern, Einkünften oder Zinsen, an Lohn oder Gehalt, einzuziehen verordnet, beitreibt oder erhebt.

Die Strafe besteht in Zuchthaus, wenn die Erpressung mittels Gewaltthätigkeiten oder Drohungen begangen wird.

**Art. 344.** Die im gegenwärtigen Kapitel vorgesehenen Zuwiderhandlungen sind ausserdem mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken zu bestrafen.

Diese Strafen sind nach den oben aufgestellten Unterschieden auch auf die Vorgesetzten oder Gehülfen des Beamten oder öffentlichen Angestellten und des mit einem öffentlichen Dienste Betrauten anzuwenden.

**Besondere Bestimmung.**

**Art. 345.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreitausend Franken ist zu bestrafen und kann ausserdem in

qui, soit directement, soit par interposition de personnes ou par actes simulés, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, ou qui, ayant mission d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation d'une affaire, y aura pris un intérêt quelconque, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs, et pourra, en outre, être condamné à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'art. 33. — P. 25 s., 38 s.

La disposition qui précède ne sera pas applicable à celui qui ne pouvait, en raison des circonstances, favoriser par sa position ses intérêts privés, et qui aura agi ouvertement. — C. 1506, 1597.

#### CHAPITRE IV.

De la corruption des fonctionnaires publics.

**Art. 346 (177).** Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura agréé des offres ou promesses, qui aura reçu des dons ou présents pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs, s'il a agréé des offres ou promesses, ou s'il a reçu des dons ou présents, soit pour faire, dans l'exercice de sa fonction ou de son emploi, un acte injuste, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs; il pourra être condamné, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'art. 33. — P. 25 s., 38 s., 204 § 2, 247 s.

Gemässheit des Art. 33 zum Verlust des Rechtes, Aemter, Anstellungen oder öffentliche Vertrauensposten zu bekleiden, verurtheilt werden : ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, sowie jeder mit einem öffentlichen Dienst Betraute, wenn er, sei es direct, sei es durch Vermittelung Anderer oder durch Scheingeschäfte bei den Geschäften, Zuschlagsertheilungen, Unternehmungen oder Staatsarbeiten, welche er zur Zeit des Geschäftes ganz oder theilweise zu verwalten oder zu beaufsichtigen hat, irgend welchen Vorthail nimmt oder annimmt, oder wenn er, amtlich veranlasst, eine Zahlung anzuweisen oder eine Liquidation zu bewirken, hierbei irgend welchen Vorthail nimmt.

Die vorstehende Bestimmung ist auf Denjenigen nicht anwendbar, welcher nach Lage der Umstände seine privaten Interessen durch seine Stellung nicht begünstigen kann und offenkundig verfährt.

#### VIERTES KAPITEL.

Von der Bestechung öffentlicher Beamten.

**Art. 240.** Ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, überhaupt jeder mit einem öffentlichen Dienst Betraute, welcher Anerbieten oder Versprechen annimmt, oder welcher Gaben oder Geschenke nimmt, um eine in sein Amt oder in seinen Dienst fallende Handlung, auch wenn sie rechtmässig, jedoch unentgeltlich zu leisten ist, vorzunehmen, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Er ist mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken zu bestrafen, wenn er Anerbieten oder Versprechen annimmt oder Gaben und Geschenke nimmt, entweder um bei der Ausübung seines Amtes oder seines Dienstes eine unrechtmässige Handlung vorzunehmen oder um sich einer in das Gebiet seiner Verpflichtungen einschlagenden Handlung zu enthalten ; ausserdem kann, in Gemässheit des Art. 33, die Aberkennung des Rechtes, Aemter, Anstellungen oder öffentliche Vertrauensposten zu bekleiden, gegen ihn ausgesprochen werden.

**Art. 247** (177 § 2). Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, aura fait, dans l'exercice de sa charge, un acte injuste, ou se sera abstenu de faire un acte qui entraînait dans l'ordre de ses devoirs, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de cent francs à trois mille francs. Il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33. — P. 25 s., 38 s., 202 § 3, 204 § 2, 246.

**Art. 248** (178). Le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans, à une amende de deux cents francs à cinq mille francs et à l'interdiction, conformément à l'art. 33, s'il a agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour commettre, dans l'exercice de sa charge, un crime ou un délit. — P. 1 §§ 1 et 2, 7, 25 s., 38 s.

**Art. 249** (181, 182). Le juge ou l'arbitre, qui se sont laissé corrompre seront punis, le premier, des travaux forcés de dix ans à quinze ans, le second, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et de l'interdiction, conformément à l'art. 33. — P. 12, 14 s., 19, 25 s., 31, 251.

**Art. 250** . . . . .

**Art. 251** (181, 182). Si le juge ou l'arbitre, qui s'est laissé corrompre, a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, il sera condamné, outre les peines ci-dessus, à une amende de deux cents francs à cinq mille francs. — P. 38 s.

**Art. 252** (179). Ceux qui auront contraint par violences ou menaces, ou corrompu par promesses, offres, dons ou présents, un fonctionnaire, un officier public, une personne chargée d'un service public, ou un arbitre, pour obtenir un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, ou l'abstention d'un acte rentrant dans l'ordre de ses devoirs, seront punis des mêmes



**Art. 237.** Ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, überhaupt jeder mit einem öffentlichen Dienst Betraute ist mit Gefängniß von drei Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis dreitausend Franken zu bestrafen, wenn er auf Grund angenommener Anerbieten oder Versprechungen, oder empfangener Gaben oder Geschenke bei Ausübung seines Amtes eine unrechtmässige Handlung vornimmt oder sich einer in das Gebiet seiner Verpflichtungen einschlagenden Handlung enthält. Es kann ausserdem gegen ihn die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

**Art. 240.** Der Schuldige ist zu Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren, zu Geldstrafe von zweihundert bis fünftausend Franken zu bestrafen, wenn er Anerbieten oder Versprechungen angenommen oder Gaben und Geschenke erhalten hat, um bei Ausübung seines Amtes ein Verbrechen oder ein Vergehen zu begehen. Ausserdem kann gegen ihn die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

**Art. 240.** Ein Richter oder Schiedsrichter, welcher sich bestechen lässt, sind, der Erstere mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren, der Letztere mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit der durch Art. 33 vorgesehenen Aberkennung zu bestrafen.

**Art. 250.** .....

**Art. 251.** Wenn der Richter oder Schiedsrichter, der sich hat bestechen lassen, Geld, irgendwelche Belohnung oder Versprechungen erhalten hat, so ist er, abgesehen von den obigen Strafen, zu Geldstrafe von zweihundert bis fünftausend Franken zu verurtheilen.

**Art. 252.** Wer einen Beamten oder öffentlichen Angestellten, eine mit einem öffentlichen Dienste betraute Person oder einen Schiedsrichter durch Gewaltthätigkeiten oder Drohungen zwingt, oder durch Versprechen, Anerbieten, Gaben oder Geschenke besticht, um von ihm eine Amts- oder Diensthandlung, sei sie auch rechtmässig, aber unentgeltlich, zu erlangen, oder um ihn zur Enthaltung von einer in sein Amt einschlagenden Handlung zu bestimmen, ist ebenso zu bestrafen, wie

peines que le fonctionnaire, officier ou arbitre coupable de s'être laissé corrompre. — P. 253, 485.

Les tentatives de contrainte ou de corruption seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 51.

**Art. 253 (180).** Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur ; elles seront confisquées et mises à la disposition de la commune où le délit aura été commis, avec charge de les remettre aux hospices ou au bureau de bienfaisance, selon les besoins de ces établissements. — P. 42, 43.

#### CHAPITRE V.

##### Des abus d'autorité.

**Art. 254 (188).** Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, de quelque état ou grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou d'un arrêté royal grand-ducal, ou contre la perception d'un impôt légalement établi, ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité. — P. 25 s., 70, 233, 234, 256, 260, 269 s.

Le coupable pourra être condamné, en outre, à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 31.

**Art. 255 (189).** Si cette réquisition ou cet ordre a été suivi d'effet, le coupable sera condamné à la détention de cinq ans à dix ans. — P. 16, 17, 19 § 2, 32, 66, 67.

**Art. 256 (191).** Si les ordres ou réquisitions ont été la cause directe d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles qui sont exprimées aux art. 254 et 255, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agents ou préposés coupables

der Beamte, Angestellte oder Schiedsrichter, welcher schuldig ist, sich haben bestechen zu lassen.

Der Versuch des Zwanges oder der Bestechung ist mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahr und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken zu bestrafen.

**Art. 253.** Dem Bestechenden sind die von ihm gegebenen Gegenstände oder deren Werth keinesfalls herauszugeben; dieselben sind einzuziehen und der Gemeinde, in welcher das Vergehen begangen ist, unter der Verpflichtung zur Verfügung zu stellen, dass sie dieselben den Spitälern oder dem Wohlthätigkeitsbureau, je nach dem Bedürfniss dieser Anstalten, aushändigen.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Von dem Missbrauch der Amtsgewalt.

**Art. 254.** Ein öffentlicher Beamter, Agent oder Angestellter der Regierung, einerlei von welcher Stellung und von welchem Rang, welcher die Thätigkeit oder die Verwendung der öffentlichen Macht selbst oder durch Andere erfordert oder anordnet gegen die Ausführung eines Gesetzes oder eines Königl.-Grossh. Beschlusses oder gegen die Erhebung einer gesetzmässig festgestellten Steuer oder gegen die Ausführung, sei es einer gerichtlichen Ordonnanz oder eines gerichtlichen Befehls, oder sei es irgend eines anderen von der Obrigkeit ausgegangenen Befehls, wird mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren bestraft.

Es kann ausserdem gegen den Schuldigen die Aberkennung der in den drei ersten Nummern des Art. 51 erwähnten Rechte ausgesprochen werden.

**Art. 255.** Der Schuldige ist zu Detention von fünf bis zehn Jahren zu verurtheilen, wenn sein Erfordern oder seine Anordnung von Erfolg gewesen ist.

**Art. 256.** Wenn jene Anordnungen oder jenes Erfordern die unmittelbare Ursache anderer Verbrechen sind, welche schwereren Strafen unterliegen als denjenigen, welche in den Art. 254 und 255 angedroht sind, so sind diese schwereren Strafen auf die Beamten,

d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions. — P. 65.

Néanmoins, la peine de mort sera remplacée, dans ce cas, par celle des travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31.

**Art. 257** (186). Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un administrateur, agent ou préposé du Gouvernement ou de la police, un exécuter des mandats de justice ou des jugements, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le minimum de la peine portée contre ces faits sera élevé conformément à l'art. 266. — P. 398 s., 483 § 1.

**Art. 258** (185). Tout juge, tout administrateur ou membre d'un corps administratif, qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, sera puni d'une amende de deux cents francs à cinq cents francs, et pourra être condamné à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics. — P. 33, 38 s., 237. — C. 4. — Pr. 505-4°, 506, 507. — I. cr. 483 s.

**Art. 259** (254). Tout commandant, tout officier de la force publique, qui, après avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force placée sous ses ordres, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois. — P. 25 s., 260, 356-3°.

Disposition commune aux chapitres précédents.

**Art. 260** (190). Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un dépositaire ou agent de la force publique, aura ordonné ou fait quelque acte contraire à une loi ou à un arrêté royal grand-ducal, s'il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû une obéissance hiérarchique, il sera

Agenten oder Angestellten anzuwenden, welche schuldig sind, diese Anordnungen ertheilt oder dieses Erfordern gestellt zu haben.

Indessen tritt in diesem Falle an die Stelle der Todesstrafe lebenslängliche Zwangsarbeit.

**Art. 237.** Wenn ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, ein Verwalter, Agent oder Angestellter der Regierung oder der Polizei, ein Vollstrecker gerichtlich r Befehle oder Urtheile, ein Ober- oder ein Untercommandirender der öffentlichen Macht, ohne gesetzmässigen Anlass selbst oder durch Andere bei Ausübung oder aus Veranlassung der Ausübung seines Amtes Gewaltthätigkeiten gegen Personen in Anwendung bringt, so ist das Mindestmass der für solche Handlungen bestimmten Strafe in Gemässheit des Art. 266 zu erhöhen.

**Art. 238.** Ein Richter, Verwalter oder Mitglied einer Verwaltungsbehörde, der unter irgend einem Vorwande, auch unter dem des Schweigens oder der Dunkelheit des Gesetzes, es verweigert, den Parteien die ihnen gebührende Gerechtigkeit zu Theil werden zu lassen, ist mit Geldstrafe von zweihundert bis fünfhundert Franken zu bestrafen, und kann gegen ihn die Aberkennung des Rechtes, Aemter, Anstellungen und öffentliche Vertrauensposten zu bekleiden, ausgesprochen werden.

**Art. 239.** Ein Befehlshaber und ein Offizier der öffentlichen Macht, welcher, nachdem er gesetzmässig durch die Civilbehörde aufgefordert ist, es verweigert, die unter seinem Befehl stehende Macht in Thätigkeit treten zu lassen, wird mit Gefängniss von fünfzehn Tagen bis zu drei Monaten bestraft.

Gemeinsame Bestimmung zu den vorhergehenden Kapiteln.

**Art. 260.** Wenn ein Beamter oder öffentlicher Angestellter, ein Inhaber oder Agent der öffentlichen Macht irgend eine, einem Gesetz oder einem Königl.-Grossh. Beschluss zuwiderlaufende Handlung anordnet oder ausführt, so bleibt er strafflos, falls er nachweist, dass er auf Befehl seiner Vorgesetzten in Sachen gehandelt hat, welche dem Amtsbereich Jener angehören und bezüglich deren er ihnen amtlichen Gehorsam schuldet; in diesem

exempt de la peine, qui ne sera, dans ce cas, appliquée qu'aux supérieurs qui auront donné l'ordre. — P. 70, 78, 152.

#### CHAPITRE VI.

De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.

**Art. 261** (196). Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions, sans avoir prêté le serment prescrit par la loi, sera condamné à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 38 s., 227, 228. — L. 8 mai 1872, art. 2. — Const. art. 110.

**Art. 262** (197). Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Sera puni des mêmes peines tout fonctionnaire public, électif ou temporaire, qui aura continué à exercer ses fonctions, après leur cessation légale. — P. 19, 21, 25 s., 31, 38 s., 227, 228. — O. 5 oct. 1841, art. 61. — L. 8 mai 1872, art. 27, 33 et 36.

#### CHAPITRE VII.

De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.

**Art. 263** (192). Les officiers de l'état civil qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs. — P. 25 s., 38 s. — C. 52.

**Art. 264** (193, 194). Sera puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui a négligé d'énoncer dans l'acte de mariage les consentements ou d'y insérer les actes respectueux prescrits par la loi ; — P. 38 s. — C. 76-4<sup>o</sup>-5<sup>o</sup>, 156.

Qui a procédé à la célébration d'un mariage sans s'être assuré de l'existence de ces consentements ou de ces actes respectueux ; — C. 76, 148, 157, 160.

Fall findet die Strafe nur auf die Vorgesetzten Anwendung, welche jenen Befehl erteilt haben.

#### SECHSTES KAPITEL.

Von der Ausübung öffentlicher Amtsthätigkeit, welche in gesetzwidriger Weise zu früh begonnen oder zu lang ausgedehnt ist.

**Art. 261.** Ein öffentlicher Beamter, der in die Ausübung seines Amtes eintritt, ohne den durch das Gesetz vorgeschriebenen Eid geleistet zu haben, ist zu Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken zu verurtheilen.

**Art. 262.** Ein öffentlicher Beamter, welcher, nachdem er in gesetzmässiger Weise abberufen, abgesetzt, vorläufig seines Amtes enthoben oder gesetzlich desselben verlustig geworden ist, und davon amtlich Kenntniss hat, die Ausübung seines Amtes fortsetzt, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

In gleicher Weise wird ein gewählter oder auf Zeit angestellter öffentlicher Beamter bestraft, welcher die Ausübung seines Amtes nach dessen gesetzlichem Erlöschen fortsetzt.

#### SIEBENTES KAPITEL.

Von einigen Vergehen, welche sich auf die Führung der Civilstandsacte beziehen.

**Art. 263.** Civilstandsbeamte, welche ihre Urkunden auf einfache lose Blätter niederschreiben, werden mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken bestraft.

**Art. 264.** Mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird ein Civilstandsbeamter bestraft:

Wenn er es verabsäumt, in einer Heirathsurkunde die vom Gesetz vorgeschriebenen Einwilligungen zu vermerken oder die ehrerbietigen Ersuchsacte anzugeben;

Wenn er eine Eheschliessung vornimmt, ohne sich von dem Bestehen jener Einwilligungen beziehungsweise ehrerbietigen Ersuchsacte vergewissert zu haben;

Qui a reçu un acte de mariage dans le cas de l'art. 228 du Code civil et avant le terme prescrit par cet article ;

Qui a procédé à la célébration d'un mariage sans exiger la preuve que le futur a satisfait aux lois sur la milice nationale.

**Art. 265.** Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui a célébré un mariage contre le gré des personnes dont le consentement est requis. — P. 25 s., 38 s. — C. 76-8°.

Disposition particulière.

**Art. 266** (198). Hors le cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou pour délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui se seront rendus coupables d'autres crimes ou d'autres délits qu'ils étaient chargés de prévenir, de constater, de poursuivre ou de réprimer, seront condamnés aux peines attachées à ces crimes ou à ces délits, dont le minimum sera doublé, s'il s'agit de l'emprisonnement, et élevé de deux ans, s'il s'agit de la reclusion, de la détention et des travaux forcés à temps. — P. 257, 377 § 5, 581 § 5, 410, 542.

**CHAPITRE VIII.**

Des infractions commises par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

**Art. 267** (199, 200). Sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil. — P. 38 s. — Const. art. 21.

En cas de nouvelle infraction de même espèce, il pourra, en outre, être condamné à un emprisonnement de huit jours à trois mois. — P. 25 s.

**Art. 268** (201 à 206). *Les ministres des cultes qui,*



Wenn er einen Heirathsact im Fall des Art. 228 des bürgerlichen Gesetzbuches und vor dem in diesem Artikel vorgeschriebenen Zeitpunkt aufnimmt:

Wenn er eine Eheschliessung vornimmt, ohne den Nachweis zu verlangen, dass der zukünftige Ehegatte den Gesetzen über die nationale Wehrpflicht genügt hat.

**Art. 265.** Mit Gefängniss von drei Monaten bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird ein Civilstandsbeamter bestraft, wenn er eine Eheschliessung gegen den Willen derjenigen Personen vornimmt, deren Einwilligung erforderlich ist.

*Besondere Bestimmung.*

**Art. 266.** Abgesehen von den Fällen, in welchen das Gesetz über die Bestrafung von Verbrechen oder Vergehen, die von Beamten oder öffentlichen Angestellten begangen werden, ausdrückliche Bestimmung trifft, sind diejenigen Beamten oder öffentlichen Angestellten, welche sich anderer Verbrechen oder Vergehen schuldig machen, die sie zu verhindern, festzustellen, zu verfolgen oder zu ahnden verpflichtet waren, zu denjenigen Strafen zu verurtheilen, mit denen jene Verbrechen oder Vergehen bedroht sind; es ist aber das Mindestmass dieser Strafen zu verdoppeln, wenn es sich um Gefängniss handelt, und um zwei Jahre zu erhöhen, wenn es sich um Zuchthaus, um Detention und um zeitliche Zwangsarbeit handelt.

**ACHTES KAPITEL.**

Von den strafbaren Handlungen, welche Religionsdiener bei Ausübung ihrer Verrichtungen begehen.

**Art. 267.** Ein Religionsdiener, welcher vor der bürgerlichen Eheschliessung eine kirchliche Trauung vornimmt, wird mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Im Falle der Wiederholung der nämlichen Zuwiderhandlung kann ausserdem auf Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Monaten erkannt werden.

**Art. 268.** Religionsdiener, welche bei Ausübung ihrer Verrichtungen und in öffentlicher Versammlung

*dans des discours prononcés ou par des écrits lus, dans l'exercice de leur ministère, et en assemblée publique, ou par un écrit contenant des instructions pastorales, en quelque forme que ce soit, auront attaqué directement le Gouvernement, une loi, un arrêté royal grand-ducal ou tout autre acte de l'autorité publique, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.*

*Si l'instruction pastorale, le discours ou l'écrit contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou aux autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui l'aura publiée, prononcé ou lu, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet, et d'un emprisonnement de six mois à trois ans, si elle a donné lieu à la désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte. Le coupable sera, de plus, condamné à une amende de cent francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 66 § 5. — L. 20 juillet 1869.*

#### TITRE V.

**Des crimes et des délits contre l'ordre public, commis par des particuliers.**

#### CHAPITRE PREMIER.

De la rébellion.

**Art. 269 (209).** Est qualifiée rébellion, toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, les dépositaires ou agents de la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'au-

durch den Vortrag einer Rede oder die Vorlesung von Schriftstücken, oder welche durch Pastoral Schreiben, einerlei in welcher Form, die Regierung, ein Gesetz, einen Königl.-Grossh. Beschluss oder irgend eine andere Handlung der Staatsgewalt unmittelbar angreifen, werden mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Wenn das Pastoral Schreiben, die Rede oder das Schriftstück eine unmittelbare Aufforderung zum Ungehorsam gegen die Gesetze oder gegen andere Handlungen der Regierung enthält, oder wenn sie den Zweck haben, einen Theil der Bürger gegen die andern aufzuwiegeln oder zu bewaffnen, so wird der Religionsdiener, welcher das Pastoral Schreiben veröffentlicht, die Rede vorgetragen oder das Schriftstück vorgelesen hat, wenn die Aufforderung ohne Erfolg geblieben ist, mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren bestraft; und mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren, wenn dieselbe zum Ungehorsam Anlass gegeben hat, abgesehen übrigens von dem Ungehorsam, welcher in Aufruhr oder Empörung ausgeartet ist. Der Schuldige ist ausserdem zu Geldstrafe von hundert bis tausend Franken zu verurtheilen.

#### TITEL V.

Von den Verbrechen und den Vorgehen gegen die öffentliche Ordnung,  
welche von Privatpersonen begangen werden.

##### ERSTES KAPITEL.

Von der Rebellion.

**Art. 269.** Als Rebellion gilt jeder Angriff, jeder von Gewaltthätigkeiten oder Drohungen begleitete Widerstand gegen ministerielle Beamten, gegen Feld- oder Waldhüter, gegen Inhaber oder Agenten der öffentlichen Macht, gegen Steuer- und Auflagenerheber, gegen Zusteller von Zwangsbefehlen, gegen Zollbeamte, gegen Sequester, gegen Beamten oder Agenten der Verwaltungs- oder der gerichtlichen Polizei, welche in Thätigkeit sind, um Gesetze, Befehle oder Verordnungen der

torité publique, des mandats de justice ou jugements. — P. 128 s., 254 s., 280, 281, 483.

**Art. 270.** Est aussi qualifiée rébellion, toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces, soit contre les employés ou agents du service télégraphique de l'État et agissant dans l'exercice de leurs fonctions, soit contre les employés et agents attachés à des services télégraphiques privés et agissant pour la transmission des dépêches de l'autorité publique. — P. 485.

**Art. 271 (212).** La rébellion commise par une seule personne, munie d'armes, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ; si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s., 155, 274.

**Art. 272 (210, 211).** Si la rébellion a été commise par plusieurs personnes, et par suite d'un concert préalable, les rebelles, porteurs d'armes, seront condamnés à la reclusion, et les autres à un emprisonnement d'un an à cinq ans. — P. 15 s., 19, 25 s., 52.

Si la rébellion n'a pas été le résultat d'un concert préalable, les coupables armés seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et les autres, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. — P. 25 s., 128 s., 155, 274.

**Art. 273 (215).** En cas de rébellion avec bande ou attroupement, l'art. 134 du présent Code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emploi dans la bande, qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils ont été saisis hors du lieu de la rébellion, sans nouvelle résistance et sans armes. — P. 155.

**Art. 274 (218 § 1, 221 § 2).** Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rébellion, la peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés, en outre, à une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 38 s.

Les chefs de la rébellion et ceux qui l'auront pro-

Staatsgewalt, gerichtliche Befehle oder Urtheile zu vollstrecken.

**Art. 270.** Als Rebellion gilt ferner jeder Angriff, jeder von Gewaltthätigkeiten oder Drohungen begleitete Widerstand, entweder gegen die Angestellten oder Agenten der Staatstelegraphenverwaltung, welche in Ausübung ihres Amtes handeln, oder gegen die im Privattelegraphendienst beschäftigten Angestellten oder Agenten, welche zum Zweck der Beförderung von Depeschen der Staatsgewalt in Thätigkeit sind.

**Art. 271.** Die Rebellion, welche von einer einzelnen bewaffneten Person begangen wird, wird mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren bestraft; ist sie ohne Waffen begangen, so tritt Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten ein.

**Art. 272.** Wenn die Rebellion von mehreren Personen und auf Grund vorhergegangener Verabredungen begangen wird, so sind die Rebellen, welche Waffen tragen, zu Zuchthaus, und die andern zu Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren zu verurtheilen.

Wenn die Rebellion nicht das Ergebniss einer vorhergegangenen Verabredung ist, so werden die bewaffneten Schuldigen mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren und die übrigen mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren bestraft.

**Art. 273.** Im Falle der Rebellion unter Bildung von Banden oder Zusammenrottungen findet der Art. 134 des gegenwärtigen Strafgesetzbuches auf diejenigen Rebellen Anwendung, welche, ohne Anstellung und Amt in der Bande zu haben, sich auf die erste Aufforderung der öffentlichen Gewalt zurückziehen, oder welche später ausserhalb des Ortes der Rebellion ergriffen werden, ohne von neuem Widerstand zu leisten und ohne Waffen zu führen.

**Art. 274.** In allen Fällen, in welchen wegen Rebellion auf Gefängnisstrafe erkannt wird, können die Schuldigen ausserdem zu Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken verurtheilt werden.

Die Rädelsführer der Rebellion, und diejenigen,

voquée pourront, de plus, être condamnés à la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, et à l'interdiction, conformément à l'art. 53. — P. 55 s.

#### CHAPITRE II.

Des outrages et des violences envers les ministres, les membres de la Chambre des députés, les dépositaires de l'autorité ou de la force publique.

**Art. 235** (222, 223). Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, celui qui aura outragé par faits, paroles, gestes, menaces, *écrits ou dessins*, un député dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son mandat, un membre du Gouvernement ou un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. — P. 25 s., 38 s., 276, 277, 278, 282, 443, 444, 447, 448, 483 § 2, 561-7°. — L. 20 juillet 1869, art. 4, 5.

Si l'outrage a eu lieu à la séance de la Chambre ou à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux mois à deux ans, et l'amende de deux cents francs à mille francs. — P. 41, 41. — l. cr. 181, 504 s. — L. 28 mai 1879, art. 141, 142.

Les outrages adressés à un député ne peuvent, sauf le cas de flagrant délit, être poursuivis que sur la plainte de la personne outragée ou sur la dénonciation de la Chambre des députés. — P. 450. — l. cr. 41, 63, 64, 65.

**Art. 236** (224, 225). L'outrage par paroles, faits, gestes, menaces, *écrits ou dessins*, dirigé, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou contre toute autre personne ayant un caractère public, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s., 275, 277, 280. — L. 28 mai 1879, art. 141, 142.

welche sie veranlasst haben, können ferner für einen Zeitraum von mindestens fünf und höchstens zehn Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt, und kann ausserdem gegen dieselben die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

#### ZWEITES KAPITEL.

Von den Beleidigungen und Gewaltthätigkeiten gegen die Minister, die Mitglieder der Abgeordnetenkammer und die Inhaber der öffentlichen Gewalt oder Macht.

**Art. 235.** Mit Gefängniss von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken wird bestraft, wer durch Handlungen, Worte, Geberden, Drohungen, Schriften oder Zeichnungen einen Abgeordneten in der Ausübung oder aus Anlass der Ausübung seines Mandats, oder wer ein Mitglied der Regierung oder einen Verwaltungs- oder Gerichtsbeamten in Ausübung oder aus Anlass der Ausübung seines Amtes beleidigt.

Wenn die Beleidigung in der Sitzung der Kammer oder in einer Gerichtssitzung stattgefunden hat, so tritt Gefängniss von zwei Monaten bis zu zwei Jahren und Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken ein.

Beleidigungen eines Abgeordneten können, abgesehen vom Fall der frischen That, nur auf die Klage des Beleidigten oder auf Antrag der Abgeordnetenkammer verfolgt werden.

**Art. 236.** Eine Beleidigung, welche durch Worte, Handlungen, Geberden, Drohungen, Schriften oder Zeichnungen gegen einen ministeriellen Beamten, einen Inhaber der öffentlichen Gewalt oder Macht, oder gegen irgend eine andere mit einem öffentlichen Charakter bekleidete Person, in Ausübung oder aus Anlass der Ausübung ihres Amtes gerichtet ist, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Monat, und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

**Art. 277.** Les outrages commis envers les corps constitués seront punis de la même manière que les outrages commis envers les membres de ces corps, d'après les distinctions établies aux deux articles précédents. — P. 275, 446, 561-7°.

**Art. 278 (228).** Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, quiconque aura frappé un député dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son mandat, un membre du Gouvernement ou un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. — P. 280, 282, 598, 565-3°.

Si les coups ont été portés à la séance de la Chambre ou à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de deux cents francs à mille francs. — P. 25 s., 58 s. — I. cr. 181, 504 s. — Pr. 82. — L. 28 mai 1879, art. 141, 142.

**Art. 279 (251 à 255).** Si les coups portés ont été la cause d'effusion de sang, de blessures ou de maladie, le coupable sera condamné à un emprisonnement de six mois à cinq ans et à une amende de deux cents francs à quinze cents francs. — P. 25 s., 58 s., 282, 599, 400 s.

**Art. 280 (250).** Quiconque aura frappé, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique ou toute autre personne ayant un caractère public, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs. — P. 25 s., 58 s., 269 s., 278, 598 s., 565-3°.

**Art. 281 (251 à 255).** Si les coups ont été la cause d'effusion de sang, de blessures ou de maladie, la peine sera un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de cent francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 599, 400.

**Art. 282.** Les peines portées par les art. 275, 278 et 279 seront applicables dans le cas où l'on aura outragé



**Art. 277.** Beleidigungen, welche gegen die gesetzlich bestehenden Körperschaften begangen werden, sind, unter Berücksichtigung der in den zwei vorhergehenden Artikeln aufgestellten Unterschiede, in derselben Weise zu bestrafen, wie die Beleidigungen gegen die Mitglieder dieser Körperschaften.

**Art. 278.** Mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer einen Abgeordneten in Ausübung oder aus Anlass der Ausübung seines Mandats, ein Mitglied der Regierung, oder einen Richter in Ausübung oder aus Anlass der Ausübung seiner Dienstpflichten schlägt.

Wenn die Schläge in der Sitzung der Kammer oder in einer öffentlichen Gerichtssitzung zugefügt sind, so ist der Schuldige mit Gefängniß von drei Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken zu bestrafen.

**Art. 279.** Wenn die zugefügten Schläge die Ursache von Blutverlust, von Verwundungen oder von Krankheit sind, so ist der Schuldige zu Gefängniß von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und zu Geldstrafe von zweihundert bis fünfzehnhundert Franken zu verurtheilen.

**Art. 280.** Wer einen ministeriellen Beamten, einen Inhaber der öffentlichen Gewalt oder Macht, oder irgend eine andere mit einem öffentlichen Character bekleidete Person in Ausübung ihres Amtes oder aus Anlass der Ausübung ihres Amtes schlägt, wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahr und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken bestraft.

**Art. 281.** Wenn die Schläge die Ursache von Blutverlust, von Verwundungen oder von Krankheit sind, so besteht die Strafe in Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und in Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken.

**Art. 282.** Die in den Art. 275, 278 und 279 angedrohten Strafen finden auch in dem Fall Anwendung,

ou frappé des témoins à raison de leurs dépositions.  
— P. 398 s., 443, 444, 447, 448, 561-7°, 563-3°.

### CHAPITRE III.

#### Du bris de scellés.

**Art. 283** (249). Lorsque des scellés, apposés par ordre de l'autorité publique, auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, de huit jours à six mois d'emprisonnement. — P. 25 s., 285. — Pr. 907 s.

**Art. 284** (252). Ceux qui auront à dessein brisé des scellés seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et si c'est le gardien lui-même ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans. — P. 25 s.

La tentative de ce délit sera punie, dans le premier cas du présent article, d'un emprisonnement de trois mois à un an, et, dans le second cas, d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — P. 25 s., 51, 53, 286 à 288.

**Art. 285** (250). Si les scellés brisés étaient apposés sur des papiers ou effets d'un individu inculpé, prévenu ou accusé d'un crime emportant la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la détention perpétuelle, ou d'un individu condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de trois mois à un an d'emprisonnement. — P. 25 s. — Pr. 907 s.

**Art. 286** (251). Quiconque aura à dessein brisé des scellés apposés sur des papiers ou effets de la qualité énoncée dans l'article précédent, sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans, et si c'est le gardien lui-même ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans. — P. 25 s.

La tentative de ce délit sera punie, dans le premier cas prévu par le présent article, de six mois à deux ans

dass ein Zeuge in Rücksicht auf seine Aussagen beleidigt oder geschlagen wird.

### DRITTES KAPITEL.

#### Von der Erbrechung der Siegel.

**Art. 392.** Wenn Siegel, die auf Anordnung der öffentlichen Behörde angelegt sind, erbrochen werden, so werden die Hüter, falls es sich um einfache Fahrlässigkeit handelt, mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten bestraft.

**Art. 393.** Wer absichtlich Siegel erbricht, wird mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu zwei Jahren bestraft; ist der Hüter selbst oder der Beamte, welcher die Anlegung der Siegel angeordnet oder vorgenommen hat, der Thäter, so wird er mit Gefängniß von einem Jahr bis zu drei Jahren bestraft.

Der Versuch dieses Vergehens wird im ersten Fall des gegenwärtigen Artikels mit Gefängniß von drei Monaten bis zu einem Jahr bestraft; im zweiten Falle, mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu zwei Jahren.

**Art. 395.** Wenn die erbrochenen Siegel auf die Papiere oder die Sachen einer Person angelegt waren, welche eines mit dem Tode, mit lebenslänglicher Zwangsarbeit oder mit lebenslänglicher Detention bedrohten Verbrechens beschuldigt oder angeklagt, oder welche zu einer dieser Strafen verurtheilt ist, so wird der fahrlässige Hüter mit Gefängniß von drei Monaten bis zu einem Jahr bestraft.

**Art. 396.** Wer absichtlich Siegel erbricht, welche auf Papiere oder Sachen der im vorhergehenden Artikel bezeichneten Art gelegt waren, ist mit Gefängniß von einem Jahre bis zu drei Jahren zu bestrafen. Wenn der Hüter selbst oder der Beamte, der die Anlegung angeordnet oder vorgenommen hat, der Thäter ist, so ist er mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren zu bestrafen.

Der Versuch dieses Vergehens wird im ersten Falle dieses Artikels mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu

d'emprisonnement, et, dans le second cas, d'un an à trois ans de la même peine. — P. 25 s., 51, 53, 287, 288.

**Art. 287** (256). Si le bris des scellés est commis avec violence envers les personnes, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans. — P. 25 s.

La tentative de ce bris de scellés sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans. — P. 25 s., 51, 53, 288, 483 § 1.

**Art. 288**. Dans les cas des art. 284, 286 et 287, le coupable pourra de plus être condamné à une amende de cinquante francs à deux mille francs. — P. 38 s.

#### CHAPITRE IV.

Des entraves apportées à l'exécution des travaux publics.

**Art. 289** (438). Quiconque, par voies de fait, se sera opposé à l'exécution des travaux ordonnés ou autorisés par le pouvoir compétent, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois. — P. 25 s., 291.

**Art. 290** (438). Ceux qui, par attroupement et violences, voies de fait ou menaces, se seront opposés à l'exécution de ces travaux, seront condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans. — P. 25 s., 291, 485.

**Art. 291** (438). Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les coupables pourront, de plus, être condamnés à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 38 s.

#### CHAPITRE V.

Des crimes et des délits des fournisseurs.

**Art. 292** (430, 431). Les personnes chargées de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte de la *force armée*, qui auront volontairement fait manquer le service dont elles sont chargées, seront punies de la reclusion et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs. — P. 13 s., 19, 32, 38 s.

zwei Jahren, und im zweiten Falle mit einem Jahre bis zu drei Jahren derselben Strafe bestraft.

**Art. 287.** Wenn die Erbrechung der Siegel unter Anwendung von Gewaltthätigkeiten gegen Personen begangen wird, so wird der Schuldige mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren bestraft.

Der Versuch dieser Art der Siegelverletzung wird mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren bestraft.

**Art. 288.** In den Fällen der Art. 284, 286 und 287 kann der Schuldige ausserdem zu Geldstrafe von fünfzig bis zweitausend Franken verurtheilt werden.

#### VIERTES KAPITEL.

Von der Verhinderung der Ausführung öffentlicher Arbeiten.

**Art. 289.** Wer sich durch Thätlichkeiten der Ausführung von Arbeiten, welche durch die zuständige Behörde angeordnet oder genehmigt sind, widersetzt, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten bestraft.

**Art. 290.** Zu Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren sind Diejenigen zu verurtheilen, welche sich durch Zusammenrottung und Gewaltthätigkeiten, durch Thätlichkeiten oder Drohungen, der Ausführung dieser Arbeiten widersetzen.

Die Anführer oder Anstifter werden mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren bestraft.

**Art. 291.** In den durch die beiden vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen können die Schuldigen ausserdem zu Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken verurtheilt werden.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Von den Verbrechen und Vergehen der Lieferanten.

**Art. 292.** Wer, mit Lieferungen, Unternehmungen oder Arbeiten für Rechnung der bewaffneten Macht beauftragt, freiwillig die ihm aufgetragene Leistung fehlschlagen läßt, wird mit Zuchthaus und mit Geldstrafe von zweihundert bis dreitausend Franken bestraft.

Les mêmes peines seront appliquées aux agents des fournisseurs, si ces agents ont volontairement fait manquer le service.

**Art. 293** (432). Les fonctionnaires publics ou les agents préposés ou salariés du Gouvernement, qui auront provoqué ou aidé les coupables à faire manquer le service, seront condamnés à la reclusion pour sept ans au moins, et à une amende de trois cents francs à trois mille francs. — P. 13 s., 19, 52, 58 s.

**Art. 294** (433). Lorsque la cessation du service sera le résultat d'une négligence de la part des fournisseurs, de leurs agents, des fonctionnaires publics ou des agents préposés ou salariés du Gouvernement, les coupables seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs à mille francs. — P. 25 s., 58 s., 296.

**Art. 295** (433 § 1). Quoique le service n'ait pas manqué, si les livraisons ou les travaux ont été volontairement retardés, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de deux cents francs à mille francs.

Ils seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, si le retard est le résultat d'une négligence. — P. 25 s., 58 s., 296.

**Art. 296** (433 § 2). Dans les cas prévus par les art. 294 et 295 § 2, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du membre du Gouvernement que la chose concerne.

**Art. 297** (433). S'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre, ou des choses fournies, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à dix mille francs. — P. 25 s., 58 s., 498, 499.

Ils pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

**Art. 298** (433 § 1). Les fonctionnaires publics ou

In gleicher Weise werden die Agenten der Lieferanten bestraft, wenn dieselben freiwillig die Leistung fehlschlagen lassen.

**Art. 293.** Oeffentliche Beamten oder von der Regierung angestellte oder bezahlte Agenten, welche die Schuldigen zum Fehlschlagenlassen der Leistung anstiften oder ihnen dazu behülflich sind, werden mit Zuchthaus nicht unter sieben Jahren und zu Geldstrafe von dreihundert bis dreitausend Franken bestraft.

**Art. 294.** Wenn das Fehlschlagen der Leistung die Folge einer Fahrlässigkeit von Seiten der Lieferanten, ihrer Agenten, öffentlicher Beamten oder vom Staat angestellter oder bezahlter Agenten ist, so werden die Schuldigen mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis tausend Franken bestraft.

**Art. 295.** Wenn die Leistung nicht fehlschlägt, die Lieferungen oder Arbeiten aber gleichwohl freiwillig verzögert werden, so sind die Schuldigen mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken zu bestrafen.

Ist die Verzögerung die Folge einer Fahrlässigkeit, so werden sie mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 296.** In den durch die Art. 294 und 295 § 2 vorgesehenen Fällen kann die Verfolgung nur auf den Antrag des Mitgliedes der Regierung stattfinden, in dessen Geschäftsbereich die Sache fällt.

**Art. 297.** Wenn ein Betrug bezüglich der Natur, der Beschaffenheit oder der Menge der Arbeiten oder Tagewerke oder der gelieferten Gegenstände vorliegt, so sind die Schuldigen mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis zehn-tausend Franken zu bestrafen.

Es kann ausserdem gegen sie die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

**Art. 298.** Oeffentliche Beamten oder von der Re-

les agents préposés ou salariés du Gouvernement, qui auront participé à cette fraude, seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à dix mille francs. — P. 25 s., 38 s., 66, 67, 69.

Ils seront, de plus, condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

#### CHAPITRE VI.

De la publication ou de la distribution d'écrits sans indication du nom et du domicile de l'auteur ou de l'imprimeur.

**Art. 299 (285).** Toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou distribution d'imprimés quelconques, dans lesquels ne se trouvent pas l'indication vraie du nom et du domicile de l'auteur ou de l'imprimeur, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s., 385, 384. — L. 20 juillet 1869, art. 20 § 1, 22.

Toutefois, l'emprisonnement ne pourra être prononcé lorsque l'imprimé, publié sans les indications requises, fait partie d'une publication dont l'origine est connue par son apparition antérieure.

*Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à la publication ou distribution des menues impressions prévues à l'art. 20 al. 2 de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse.*

**Art. 300 (284).** Seront exemptés de la peine portée par l'article précédent :

Ceux qui auront fait connaître l'imprimeur ;

Les crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs, qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit imprimé. — P. 78.

#### CHAPITRE VII.

Des infractions aux lois et règlements sur les loteries, les maisons de jeu et les maisons de prêt sur gage.

**Art. 301.** Sont réputées loteries, toutes opérations



gierung angestellte oder bezahlte Agenten, welche an einem solchen Betrug Theil nehmen, werden mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren und mit Geldstrafe von zwei hundert bis zehntausend Franken bestraft.

Es ist ausserdem gegen sie die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung auszusprechen.

#### SECHSTES KAPITEL.

Von der Veröfentlichung oder der Vertheilung von Schriften ohne Angabe des Namens und des Wohnortes des Verfassers oder des Druckers.

**Art. 300.** Wer wissentlich zur Veröfentlichung oder Vertheilung von Druckschriften irgend welcher Art beiträgt, in welchen die richtige Angabe des Namens und des Wohnortes des Verfassers oder des Druckers fehlt, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken, oder nur mit einer dieser Strafen bestraft.

Indessen kann auf Gefängniß nicht erkannt werden, wenn die ohne die erforderlichen Angaben veröffentlichte Druckschrift einen Theil einer Veröfentlichung bildet, deren Ursprung durch ihr früheres Erscheinen bekannt ist.

Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf die Veröfentlichung oder Vertheilung der kleineren Drucksachen, die im Art. 20 al. 2 des Pressgesetzes vom 20. Juli 1869 bezeichnet sind.

**Art. 300.** Der Strafe des vorhergehenden Artikels verfällt nicht :

Wer den Drucker bekannt gibt ;

Ausrufer, Ankleber, Verkäufer und Vertheiler, wenn sie Denjenigen angeben, von dem sie die Druckschrift erhalten haben.

#### SIEBENTES KAPITEL.

Von den Zuwiderhandlungen gegen die Gesetze und Reglemente über die Lotterien, die Spielhäuser und die Pfandhäuser.

**Art. 301.** Als Lotterien sind alle dem Publicum dar-

offertes au public et destinées à procurer un gain par la voie du sort.

**Art. 303 (410).** Les auteurs, entrepreneurs, administrateurs, préposés ou agents de loteries non autorisées légalement, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs. — P. 25 s., 38 s.

Seront confisqués les objets mobiliers mis en loterie et ceux qui sont employés ou destinés à son service. — P. 42, 43.

Lorsqu'un immeuble a été mis en loterie, la confiscation ne sera pas prononcée; elle sera remplacée par une amende de cent francs à dix mille francs. — P. 38 s.

**Art. 303 (410).** Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement : — P. 25 s., 38 s.

Ceux qui auront placé, colporté ou distribué des billets de loteries non autorisées légalement;

Ceux qui, par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission de leurs billets.

Dans tous les cas, les billets, ainsi que les avis, annonces ou affiches, seront saisis et anéantis. — P. 42, 43.

**Art. 304.** Seront exempts des peines portées par l'article précédent, les crieurs et les afficheurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent les billets ou les écrits ci-dessus mentionnés. — P. 78.

**Art. 305 (410).** Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers, administrateurs, préposés ou agents de cette maison, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à cinq mille francs. — P. 25 s., 38 s., 557-3°.

gebotene Operationen anzusehen, welche den Zweck haben, durch Verloosung Gewinn zu verschaffen.

**Art. 302.** Wer ohne gesetzmässige Genehmigung Lotterien veranstaltet, unternimmt, verwaltet, oder bei denselben als Angestellter oder Agent thätig ist, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreitausend Franken bestraft.

Die zu verloosenden beweglichen Gegenstände und die zum Zweck der Lotterie verwandten oder bestimmten Sachen werden eingezogen.

Eine unbewegliche Sache, welche verloost werden sollte, wird nicht eingezogen; an die Stelle der Einziehung tritt eine Geldstrafe von hundert bis zehntausend Franken.

**Art. 303.** Mit Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Monat und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft:

Wer Loose von nicht gesetzmässig genehmigten Lotterien unterbringt, colportirt oder vertheilt;

Wer durch Bekanntmachungen, Anzeigen, Anschläge oder irgend welches andere Mittel der Veröffentlichung, das Bestehen solcher Lotterien bekannt macht oder die Ausgabe der Loose für dieselben erleichtert.

Die Loose und ebenso die Bekanntmachungen, Anzeigen oder Anschläge sind stets in Beschlag zu nehmen und zu vernichten.

**Art. 304.** Den in dem vorhergehenden Artikel angeordneten Strafen verfallen die Ausrufer und Ankleber nicht, welche die Person bekannt geben, von der sie die oben erwähnten Loose oder Schriftstücke erhalten haben.

**Art. 305.** Wer ein Glückspielhaus hält und dem Publicum, sei es frei, oder sei es auf Einführung durch die Betheiligten und Zugehörigen, zu demselben Zutritt gewährt, die Bankiers, Verwalter, Angestellten oder Agenten eines solchen Hauses werden mit Gefängniss von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von hundert bis fünftausend Franken bestraft.

Les coupables pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

Dans tous les cas, seront confisqués les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu, ainsi que les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux. — P. 42, 43.

**Art. 306 (414).** Ceux qui, sans autorisation légale, auront tenu des maisons de prêt sur gage ou nantissement, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s.

**Art. 307 (414).** Ceux qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domiciles et professions des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s.

**Art. 308.** Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à mille francs : — P. 25 s., 38 s.

Les individus qui auront porté habituellement des effets aux bureaux du mont-de-piété pour autrui et moyennant rétribution ;

Ceux qui auront acheté habituellement des reconnaissances du mont-de-piété ;

Ceux qui auront cédé ou acheté les reconnaissances de ces établissements, constatant des prêts sur marchandises neuves.

#### CHAPITRE VIII.

Des infractions relatives à l'industrie, au commerce et aux entreprises publiques.

**Art. 309 (418).** Celui qui aura méchamment ou frauduleusement communiqué des secrets de la fabrique dans laquelle il a été ou est encore employé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à deux mille francs. — P. 25 s., 38 s.

Es kann ausserdem gegen die Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

Die Baarbeträge und Effecten, welche als zum Spiel aufgelegt vorgefunden werden, und ebenso die Möbel, Werkzeuge, Geräthe und Apparate, welche zum Zweck des Spiels verwandt oder bestimmt sind, sind stets einzuziehen.

**Art. 306.** Wer ohne gesetzmässige Genehmigung ein Pfand- oder Leihhaus hält, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken bestraft.

**Art. 307.** Wer, im Besitz einer solchen Genehmigung, nicht ein den Reglementen entsprechendes Register führt, in welchem der Reihe nach, ohne Zwischenraum und Einschaltungen, die geliehenen Summen oder Gegenstände, Namen, Wohnort und Stand der Darlehensempfänger, Natur, Art und Werth der zu Pfand gegebenen Sachen enthalten sind, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Monat und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

**Art. 308.** Mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken wird bestraft :

Wer gewohnheitsmässig und gegen Bezahlung Gegenstände für Andere zu den Leihhausbüreaux bringt ;

Wer gewohnheitsmässig Leihhaus-Pfandscheine ankauft ;

Wer Pfandscheine von Leihhäusern über Verpfändung neuer Waaren abtritt oder ankauft.

#### ACHTES KAPITEL.

Von den Zuwiderhandlungen, welche sich auf die Gewerbe, den Handel und die öffentlichen Versteigerungen beziehen.

**Art. 309.** Mit Gefängniss von drei Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis zweitausend Franken wird bestraft, wer in höswilliger oder betrügerischer Absicht Geheimnisse einer Fabrik mittheilt, in welcher er beschäftigt war oder noch ist.

**Art. 310 (414 à 416).** Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute proscription quelconque, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler. — P. 25 s., 58 s., 327 s., 448, 485, 561-7°.

Il en sera de même de tous ceux qui, par des rassemblements près des établissements où s'exerce le travail ou près de la demeure de ceux qui le dirigent, auront porté atteinte à la liberté des maîtres ou des ouvriers.

**Art. 311 (419, 420).** Les personnes qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de trois cents francs à dix mille francs. — P. 25 s., 58 s.

**Art. 312.** Tout commandant militaire ou commissaire de district qui aura, dans l'étendue des lieux où il a le droit d'exercer son autorité, pratiqué de pareilles manœuvres ou qui y aura participé, soit ouvertement, soit par des actes simulés ou par interposition de personnes, encourra, indépendamment des peines prononcées par l'article précédent, l'interdiction des droits énoncés aux trois premiers numéros de l'art. 31. — P. 245.

**Art. 313.** Ceux qui, par attroupement et par violences ou menaces, auront troublé l'ordre public dans les marchés ou les halles aux grains, avec le dessein de provoquer le pillage ou seulement de forcer les vendeurs à se dessaisir de leurs denrées à un prix inférieur à celui qui résulterait de la libre concurrence, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

**Art. 310.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer, in der Absicht, das Steigen oder Fallen der Löhne zu erzwingen oder der freien Ausübung der Gewerbe oder der Arbeiten Hinderniß zu bereiten, Gewaltthätigkeiten begeht, Beleidigungen oder Drohungen ausstößt und Geldstrafen, Verbote, Untersagungen oder irgend welche Art von Verruf, sei es gegen die Arbeiter, sei es gegen die Arbeitgeber, verhängt.

In gleicher Weise sind Diejenigen zu strafen, welche der Freiheit der Arbeitgeber oder der Arbeiter durch Zusammenrottungen bei den Anstalten, in welchen die Arbeit stattfindet, oder bei den Wohnungen der Werkleiter Hinderniß bereiten.

**Art. 311.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von dreihundert bis zehntausend Franken wird bestraft, wer durch betrügerische Mittel irgend welcher Art das Steigen oder Fallen der Preise von Lebensmitteln und Waaren oder von öffentlichen Papieren und Effekten bewirkt.

**Art. 312.** Ein militärischer Befehlshaber oder ein Districtscommissar, welcher im Bereich des Bezirks, innerhalb dessen er seine Gewalt auszuüben berechtigt ist, derartige Umtriebe in's Werk setzt oder an ihnen Theil nimmt, sei es offen, oder sei es durch Scheingeschäfte oder durch Vorschieben Anderer, ist, unabhängig von den im vorhergehenden Artikel angedrohten Strafen, mit der Aberkennung der in den drei ersten Nummern des Art. 53 bezeichneten Rechte zu bestrafen.

**Art. 313.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren sind Diejenigen zu bestrafen, welche durch Zusammenrottungen und durch Gewaltthätigkeiten oder Drohungen die öffentliche Ordnung auf den Märkten oder in den Fruchthallen stören, mit der Absicht, Plünderie zu verursachen oder auch nur die Verkäufer zu zwingen, ihre Lebensmittel zu einem geringeren Preise abzugeben, als derjenige ist, welcher bei freier Concurrenz sich ergeben würde.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et placés sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 25 s., 55, 57, 125, 129, 522 s., 485, 528.

**Art. 314 (412).** Les personnes qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par violences ou par menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punies d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de cent francs à trois mille francs. — P. 25 s., 58 s., 485.

#### CHAPITRE IX.

De quelques autres infractions à l'ordre public.

##### SECTION I<sup>re</sup>.

Des infractions aux lois sur les inhumations.

**Art. 315 (558).** Seront punis de huit jours à deux mois d'emprisonnement ou d'une amende de vingt six francs à trois cents francs : — P. 25 s., 58 s.

Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, auront procédé ou fait procéder à une inhumation ; — P. 340. — C. 77, 81. — D. 4 therm. XIII.

Ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, aux lois et aux règlements relatifs aux lieux de sépulture et aux inhumations précipitées. — P. 455. — D. 25 prairial XII ; 18 mai 1806, art. 13 ; 5 janvier 1815, art. 18.

##### SECTION II.

Des infractions aux lois et règlements relatifs aux armes prohibées.

**Art. 316 (314).** Quiconque aura fabriqué, débité, exposé en vente ou distribué des armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration pu-



Die Rädelsführer und Anstifter werden mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren bestraft und sind für mindestens fünf und höchstens zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei zu stellen.

**Art. 314.** Wer bei Versteigerungen von Eigenthum, von Nutzniessungen oder der Vermietung von beweglichen oder unbeweglichen Sachen, von Unternehmungen, Lieferungen, von Betrieben oder irgend welchen Leistungen, die Freiheit des Mehrbietens oder der Submission, vor oder während denselben, durch Gewaltthätigkeiten oder Drohungen, beeinträchtigt oder stört, wird mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von hundert bis dreitausend Franken bestraft.

#### NEUNTES KAPITEL.

Von einigen andern Zuwiderhandlungen gegen die öffentliche Ordnung.

##### ABSCHNITT I.

Von den Zuwiderhandlungen gegen die Gesetze über die Beerdigung.

**Art. 315.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Monaten oder mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken wird bestraft :

Wer ohne vorgängige Genehmigung des betreffenden öffentlichen Beamten selbst oder durch Andere eine Beerdigung vornimmt ;

Wer, sei es auf welche Art es wolle, die auf Begräbnissorte und vorzeitige Beerdigungen bezüglichen Gesetze und Reglemente übertritt.

##### ABSCHNITT II.

Von den Zuwiderhandlungen gegen die Gesetze u. Reglemente, welche sich auf verbotene Waffen beziehen.

**Art. 316.** Wer Waffen, welche durch das Gesetz oder durch Reglemente der öffentlichen Verwaltung verboten sind, anfertigt, vertreibt, feil hält oder ver-

blique, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois. — P. 25 s. — D. 23 mars 1728. — D. 2 nivose XIV.

**Art. 317** (314). Celui qui sera porteur d'une arme prohibée sera puni d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 38 s., 316.

**Art. 318** (314). Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les armes seront confisquées. — P. 42, 43.

### SECTION III.

Des infractions relatives aux épizooties.

**Art. 319** (459). Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladies contagieuses, déterminées par le Gouvernement, qui n'aura pas averti sur-le-champ le bourgmestre de la commune où ils se trouvent, ou qui, même avant que le bourgmestre ait répondu à l'avertissement, ne les aura pas tous renfermés, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s.

**Art. 320** (460). Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres. — P. 25 s., 38 s., 321.

**Art. 321** (461). Si, de la communication mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à trois mille francs. — P. 25 s., 38 s.

### TITRE VI.

Des crimes et des délits contre la sécurité publique.

#### CHAPITRE PREMIER.

De l'association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés.

**Art. 322** (265, 266). Toute association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés est

theilt, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten bestraft.

**Art. 317.** Wer eine verbotene Waffe trägt, wird mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

**Art. 318.** In den durch die zwei vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen sind die Waffen einzuziehen.

### ABSCHNITT III.

Von den Zuwiderhandlungen rücksichtlich der Viehseuchen.

**Art. 319.** Wenn ein Inhaber oder Hüter von Vieh oder Thieren, welche einer von der Regierung bezeichneten ansteckenden Krankheit verdächtig sind, nicht auf der Stelle den Bürgermeister der Gemeinde, in welcher das Vieh sich befindet, hiervon in Kenntniß setzt, oder wenn er, auch bevor der Bürgermeister auf seine Anzeige geantwortet hat, das Vieh nicht einschliesst, so wird er mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

**Art. 320.** Mit Gefängniß von zwei bis sechs Monaten und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer wider das Verbot der Verwaltung sein Vieh oder seine Thiere, welche mit einer ansteckenden Krankheit behaftet sind, mit anderen zusammen sein lässt.

**Art. 321.** Wenn in Folge des im vorhergehenden Artikel erwähnten Zusammenseins unter den andern Thieren eine Ansteckung entsteht, so werden Diejenigen, welche dem Verbot der Verwaltungsbehörde zuwider gehandelt haben, mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis dreitausend Franken bestraft.

### TITEL VI.

Von den Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Sicherheit.

#### ERSTES KAPITEL.

Von der Vereinigung zum Zweck des Angriffs auf Personen od. Eigenthum.

**Art. 322.** Jede Vereinigung zum Zweck des Angriffs auf Personen oder Eigenthum ist ein Verbrechen oder

un crime ou un délit, qui existe par le seul fait de l'organisation de la bande. — P. 110, 124 s., 272, 315, 525, 529 s.

**Art. 323** (267). Si l'association a eu pour but la perpétration de crimes emportant la peine de mort ou les travaux forcés, les provocateurs de cette association, les chefs de cette bande et ceux qui y auront exercé un commandement quelconque, seront punis de la reclusion. — P. 13 s., 19, 32.

Ils seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, si l'association a été formée pour commettre d'autres crimes, et d'un emprisonnement de six mois à trois ans, si l'association a été formée pour commettre des délits. — P. 25 s., 325, 326.

**Art. 324** (268). Tous autres individus faisant partie de l'association, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni à la bande ou à ses divisions des armes, munitions, instruments de crimes, logements, retraite ou lieu de réunion, seront punis :

Dans le premier cas prévu par l'article précédent, d'un emprisonnement de six mois à cinq ans ;

Dans le second cas, d'un emprisonnement de deux mois à trois ans ;

Et dans le troisième, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. — P. 25 s., 68, 155, 156, 325, 326.

**Art. 325**. Les coupables condamnés, en vertu des art. 323 et 324, à la peine d'emprisonnement, pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et placés, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, sous la surveillance spéciale de la police. — P. 55, 57.

**Art. 326**. Seront exemptés des peines prononcées par le présent chapitre, ceux des coupables qui, avant toute tentative de crimes ou délits faisant l'objet de l'association et avant toutes poursuites commencées, auront révélé à l'autorité l'existence de ces bandes et les noms de leurs commandants en chef ou en sous-ordre. — P. 78.

Vergehen, welches durch die alleinige Thatsache der Bildung der Bande begründet ist.

**Art. 323.** Wenn die Vereinigung die Vollbringung von Verbrechen zum Zweck hat, welche mit Todesstrafe oder mit Zwangsarbeit bedroht sind, so werden die Anstifter einer solchen Vereinigung, die Rädelsführer einer solchen Bande und Diejenigen, welche bei derselben irgend welchen Befehlshaberposten bekleiden, mit Zuchthaus bestraft.

Sie werden mit Gefängniss von zwei bis fünf Jahren bestraft, wenn die Vereinigung zu dem Zweck gebildet ist, um andere Verbrechen zu begehen, und mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren, wenn die Vereinigung gebildet ist, um Vergehen auszuführen.

**Art. 324.** Alle anderen Theilnehmer der Vereinigung und wer sonst der Bande oder deren Abtheilungen wissentlich und freiwillig Waffen, Schiessbedarf, Verbrechenwerkzeuge, Wohnung, Zuflucht oder Vereinigungsort gewährt, werden bestraft :

In dem ersten durch den vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fall, mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu fünf Jahren ;

Im zweiten Fall, mit Gefängniss von zwei Monaten bis zu drei Jahren ;

Im dritten Fall, mit Gefängniss von einem Monat bis zu zwei Jahren.

**Art. 325.** Gegen die auf Grund der Art. 323 und 324 zu Gefängniszstrafe Verurtheilten kann ferner die durch Art. 55 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und können dieselben für wenigstens fünf und höchstens zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 326.** Den im gegenwärtigen Kapitel angedrohten Strafen verfallen diejenigen Schuldigen nicht, welche vor irgend einem Versuch der den Zweck der Vereinigung bildenden Verbrechen oder Vergehen und vor dem Beginn irgend welcher Verfolgungen, der Behörde das Bestehen dieser Banden und die Namen ihrer Ober- oder Unterbefehlshaber angeben.

Ils pourront néanmoins être mis, pendant cinq ans au plus, sous la surveillance spéciale de la police.  
— P. 35, 37.

#### CHAPITRE II.

Des menaces d'attentat et des offres ou propositions de commettre certains crimes.

**Art. 337** (305, 306, 308). Quiconque, par écrit anonyme ou signé, aura menacé, avec ordre ou sous condition, d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, sera condamné à un emprisonnement de six mois à cinq ans et à une amende de cent francs à cinq cents francs.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de cinquante francs à trois cents francs.

Dans les cas prévus par cet article, le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et mis sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.<sup>1)</sup>  
— P. 25 s., 35, 37, 38 s., 329, 483.

**Art. 338** (307). Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s., 345, 483.

**Art. 339**. La menace par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort ou des travaux forcés, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs. — P. 25 s., 38 s., 327, 345, 483.

---

1) L'art. 331 du Code belge est devenu le § 3 de l'art. 327 ci-dessus, et le nouvel art. 331 ci-dessus est copié de la loi belge du 7 juillet 1875.

Sie können gleichwohl für höchstens fünf Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

## ZWEITES KAPITEL.

Von der Bedrohung mit Angriffen und von den Anerbielen und Vorschlägen zur Begehung gewisser Verbrechen.

**Art. 337.** Wer schriftlich — einerlei ob anonym oder mit Namensunterschrift — unter Aufforderungen oder unter Stellung von Bedingungen mit Attentaten gegen Personen oder Eigenthum droht, welche mit Todesstrafe oder mit Zwangsarbeit zu strafen sind, ist zu Gefängniß von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und zu Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken zu verurtheilen.

Wenn die Drohung ohne eine Aufforderung und ohne Stellung von Bedingungen erfolgt, so tritt Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken ein.

In den durch diesen Artikel vorgesehenen Fällen kann ausserdem gegen den Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen und derselbe für mindestens fünf und höchstens zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 338.** Wenn die von einer Aufforderung oder von der Stellung einer Bedingung begleitete Drohung mündlich erfolgt, so ist der Schuldige mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken zu bestrafen.

**Art. 339.** Die Bedrohung mit einem Attentate gegen Personen oder Eigenthum, welches mit dem Tode oder mit Zwangsarbeit zu strafen wäre, wird, wenn sie durch Geberden oder Sinnbilder gemacht wird, mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken bestraft.

**Art. 330.** La menace, faite par écrit anonyme ou signé, avec ordre ou sous condition, d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la reclusion, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera un emprisonnement de quinze jours à six mois et une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 58 s., 545, 485.

**Art. 331<sup>1)</sup>** (308). Quiconque aura offert ou proposé directement de commettre un crime punissable de la peine de mort ou de celle des travaux forcés, ou de participer à un tel crime ; quiconque aura accepté semblable offre ou proposition, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 53, et mis sous la surveillance de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Toutefois, ne sera point punie l'offre ou la proposition simplement verbale, quand elle n'est pas accompagnée de dons ou promesses ou subordonnée à des dons ou promesses, ni l'acceptation de semblable offre ou proposition. — P. 25 s., 55, 57, 58 s., 66 § 4.

### CHAPITRE III.

De l'évasion des détenus.

**Art. 332** (257). *Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les administrateurs, commandants et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, les gardiens,*

1) L'art. 331 du Code belge est devenu le § 3 de l'art. 327 ci-dessus, et le nouvel art. 331 ci-dessus est copié de la loi belge du 7 juillet 1875.



**Art. 330.** Die Bedrohung mit einem Attentate gegen Personen oder Eigenthum, welches mit Zuchthaus zu strafen wäre, wird, wenn sie schriftlich — einerlei ob anonym oder mit Namensunterschrift — und unter Aufforderungen oder unter Stellung von Bedingungen erfolgt, mit Gefängniß von drei Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken bestraft.

Erfolgt die Bedrohung ohne eine Aufforderung oder ohne Stellung einer Bedingung, so tritt Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken ein.

**Art. 331.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer geradezu ein Anerbieten oder einen Vorschlag zur Begehung eines mit dem Tode oder mit Zwangsarbeit bedrohten Verbrechens oder zur Theilnahme an einem solchen Verbrechen macht; ebenso der, welcher ein derartiges Anerbieten oder einen derartigen Vorschlag annimmt.

Gegen den Schuldigen kann ausserdem die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und derselbe für mindestens fünf und höchstens zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

Indessen sind einfache mündliche Anerbieten und Aufforderungen nur dann strafbar, wenn sie von Geschenken und Versprechungen begleitet oder von Geschenken und Versprechungen abhängig gemacht sind; ebenso die Annahme von derartigen Anerbieten und Aufforderungen.

### DRITTES KAPITEL.

Von dem Entweichen Verhafteter.

**Art. 332.** Im Fall der Entweichung eines Verhafteten werden die Gerichtsvollzieher, die Ober- oder Unterbefehlshaber der Gendarmerie oder der als Begleitmannschaft dienenden oder die Wachen stellenden bewaffneten Macht, die Verwalter, Befehlshaber und Thürhüter von Verwahrungs-, Arrest-, Gerichts- oder Strafgefängnissen, die Wächter, Schliesser und alle sonstigen zur

*geôliers et tous autres préposés à la conduite, au transport et à la garde des détenus, seront punis ainsi qu'il suit.*

**Art. 333<sup>2)</sup>** (239, 240). Si l'évadé était poursuivi ou condamné du chef d'un crime, s'il était arrêté en vertu de la loi sur les extraditions, ou s'il était prisonnier de guerre, ces préposés subiront un emprisonnement de quinze jours à un an, en cas de négligence, et un emprisonnement d'un an à cinq ans, en cas de connivence. — P. 25 s., 336, 337, 339.

**Art. 334<sup>2)</sup>** (238). Dans tous les autres cas, quelle que soit la cause pour laquelle l'évadé était détenu, ces préposés seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — P. 25 s., 336, 337.

**Art. 335** (238, 239, 240 § 2). Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis, au cas de l'art. 333, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et, au cas de l'art. 334, d'un emprisonnement de quinze jours à un an. — P. 25 s.

Sont exceptés de la présente disposition les ascendants ou descendants, époux et épouses même divorcés, frères ou sœurs des détenus évadés, ou leurs alliés aux mêmes degrés. — P. 78, 341, 462, 492, 504.

**Art. 336** (241). Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, menaces ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer seront :

Dans les circonstances énoncées à l'art. 333, la reclusion contre les préposés, et un emprisonnement de six mois à trois ans contre les autres personnes ;

Dans les circonstances énoncées à l'art. 334, un emprisonnement de deux ans à cinq ans contre les préposés, et de trois mois à deux ans contre les autres personnes. — P. 13 s., 19, 25 s., 32, 337, 485, 484.

2) Intervernion des art. 333 et 334 du Code belge.

Begleitung, Beförderung und Bewachung der Verhafteten angestellten Personen bestraft, wie folgt.

**Art. 333.** Wenn der Entwichene wegen eines Verbrechens in Untersuchung oder verurtheilt, wenn er auf Grund des Auslieferungsgesetzes in Haft genommen oder wenn er Kriegsgefangener war, so sind jene Beamten im Fall der Fahrlässigkeit mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahre und im Fall des Einverständnisses mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren zu bestrafen.

**Art. 334.** In allen übrigen Fällen, einerlei aus welcher Ursache der Entwichene sich in Haft befand, sind jene Beamten, im Fall der Fahrlässigkeit mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten, und im Fall des Einverständnisses mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu zwei Jahren zu bestrafen.

**Art. 335.** Wer, ohne mit der Bewachung oder der Begleitung des Verhafteten beauftragt zu sein, dessen Entweichen veranlasst oder erleichtert, wird im Fall des Art. 333 mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren, und im Fall des Art. 334 mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahre bestraft.

Unter diese Strafbestimmung fallen nicht die Verwandten in aufsteigender oder in absteigender Linie, der Ehemann und die Ehefrau — auch die geschiedenen — und die Geschwister des Entwichenen, sowie die in gleichem Grade mit denselben Verschwägerten.

**Art. 336.** Wenn das Entweichen unter Gewaltthatigkeiten, Drohungen oder Ausbrechen aus dem Gefängniß stattgefunden hat, oder versucht worden ist, so werden Diejenigen, welche das Entweichen durch Hergabe von diensamen Werkzeugen begünstigt haben, in folgender Weise bestraft :

In den Fällen des Art. 333 : die Beamten mit Zucht-haus, und die sonstigen Personen mit Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren ;

In den Fällen des Art. 334 : die Beamten mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren, und die sonstigen Personen mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren.

**Art. 337** (243). Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, menaces ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée par transmission d'armes seront :

Dans les circonstances énoncées à l'art. 333, les travaux forcés de dix ans à quinze ans contre les préposés, la reclusion contre les autres personnes ;

Dans les circonstances énoncées à l'art. 334, la reclusion contre les préposés, et un emprisonnement de deux ans à cinq ans contre les autres personnes. — P. 12 s., 19, 25 s., 31, 32, 155, 356, 485, 484.

#### CHAPITRE IV.

De la rupture de ban et de quelques recèlements.

**Art. 338** (45). Le condamné placé sous la surveillance spéciale de la police, qui contreviendra aux dispositions prescrites par l'art. 35 du présent Code, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an. — P. 25 s., 35 à 37.

**Art. 339** (248). Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient être poursuivies ou condamnées du chef d'un crime, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 68, 135, 324, 340, 341, 505, 506.

**Art. 340** (359 ; L. 18 déc. 1855, art. 5). Quiconque aura recélé ou fait receler, caché ou fait cacher le cadavre d'une personne homicide ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à six cents francs. — P. 25 s., 38 s., 315, 341.

*Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, et d'une amende de cinquante francs à six cents francs, quiconque aura recélé ou fait receler, caché ou fait cacher, détruit ou fait détruire le cadavre d'un enfant nouveau-né.*

*Toutefois, s'il est prouvé que l'enfant était mort-né, la peine sera un emprisonnement de huit jours à trois*

**Art. 337.** Wenn das Entweichen unter Gewaltthätigkeiten, Drohungen oder Ausbrechen aus dem Gefängniß stattgefunden hat oder versucht worden ist, so werden Diejenigen, welche das Entweichen durch Hergabe von Waffen begünstigt haben, in folgender Weise bestraft:

In den Fällen des Art. 333: die Beamten mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren, und die sonstigen Personen mit Zuchthaus;

In den Fällen des Art. 334: die Beamten mit Zuchthaus, und die sonstigen Personen mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren.

#### VIERTES KAPITEL.

Vom Bannbruch und von einigen Arten der Verbergung.

**Art. 339.** Ein zu Stellung unter die besondere Aufsicht der Polizei Verurtheilter, welcher den im Art. 55 des gegenwärtigen Strafgesetzbuches enthaltenen Vorschriften zuwiderhandelt, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre bestraft.

**Art. 339.** Wer Personen, von denen er weiss, dass sie wegen eines Verbrechens verfolgt oder verurtheilt sind, selbst oder durch Andere verborgen hält, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 340.** Wer selbst oder durch Andere den Leichnam eines Getödteten oder eines an den Folgen von Schlägen oder Verwundungen Verstorbenen verbirgt oder versteckt, wird mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis sechshundert Franken bestraft.

Wer selbst oder durch Andere den Leichnam eines neugeborenen Kindes verbirgt, versteckt oder vernichtet, wird mit Gefängniß von drei Monaten bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis sechshundert Franken bestraft.

Wenn indess nachgewiesen wird, dass das Kind todt geboren war, so tritt Gefängniß von acht Tagen bis zu

*mois et une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s., 313, 341.*

**Art. 341** (248 § 2). Sont exceptés de la disposition de l'art. 339 et de celle de l'art. 340 § 1, les ascendants ou descendants, époux ou épouses même divorcés, frères ou sœurs, et alliés aux mêmes degrés des criminels recélés, des auteurs ou complices de l'homicide, des coups ou des blessures. — P. 68, 78, 355 § 2, 462, 492, 504.

#### CHAPITRE V.

Des délits contre la sécurité publique commis par des vagabonds ou des mendiants.

**Art. 342** (276). Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois : — P. 25 s.

Tout vagabond et tout individu qui, pour mendier, seront entrés, sans la permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, soit dans une habitation, soit dans ses dépendances ; — P. 479 à 481.

Tous ceux qui, en mendiant, feindront des plaies ou des infirmités ;

Tous ceux qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soit le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfants, l'aveugle ou l'invalides et leur conducteur. — P. 565-6.

**Art. 343** (277). Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque, sera puni de huit jours à deux mois d'emprisonnement. — P. 25 s.

**Art. 344** (277). Seront punis de trois mois à un an d'emprisonnement : — P. 25 s.

Les vagabonds ou mendiants qui seront trouvés porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route ;

Ceux qui seront trouvés porteurs d'armes ; — P. 135.

Ceux qui seront trouvés munis de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres crimes ou délits, soit à leur procurer les moyens de pénétrer dans les maisons. — P. 487.

drei Monaten und Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken ein.

**Art. 341.** Unter die Bestimmungen des Art. 339 und des § 1 des Art. 340 fallen nicht : die Verwandten in aufsteigender oder in absteigender Linie, der Ehemann und die Ehefrau — auch die geschiedenen — die Geschwister, sowie die in gleichem Grade Verschwägerten der verborgen gehaltenen Verbrecher, der Urheber und Gehülfen der Tödtung, beziehungsweise der Schläge und der Verwundungen.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Von den Vergehen gegen die öffentliche Sicherheit, welche von Landstreichern oder Bettlern begangen werden.

**Art. 342.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Monat werden bestraft :

Landstreicher und sonstige Personen, welche zum Zweck des Bettelns ohne Erlaubniß des Eigenthümers oder seiner Hausgenossen in eine Wohnung oder deren Zubehörungen eintreten ;

Wer Wunden und Gebrechen beim Betteln heuchelt ;

Wer mit Andern vereint bettelt, ausgenommen Mann und Frau, Vater oder Mutter mit ihren kleinen Kindern, und ein Blinder oder Gebrechlicher mit seinem Führer.

**Art. 343.** Ein Bettler oder Landstreicher, welcher in irgend einer Verkleidung ergriffen wird, ist mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Monaten zu bestrafen.

**Art. 344.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu einem Jahre werden bestraft :

Landstreicher oder Bettler, welche im Besitz falscher Bescheinigungen, falscher Pässe oder falscher Zwangspässe befunden werden ;

Welche bewaffnet betroffen werden ;

Welche mit Feilen, Dietrichen oder anderen Werkzeugen versehen betroffen werden, die zur Begehung von Diebstählen oder anderer Verbrechen oder Vergehen oder zur Beschaffung von Mitteln zum Eindringen in die Häuser geeignet sind.

**Art. 345** (279). Tout individu qui, en mendiant, aura menacé d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 528, 529, 485.

Il sera condamné à un emprisonnement de six mois à trois ans, s'il a exercé des violences contre les personnes. — P. 25 s., 485.

**Art. 346** (282). Les vagabonds et mendiants pourront être condamnés à rester, après l'expiration des peines prononcées d'après les articles précédents, sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 55, 57.

*S'ils sont condamnés à l'emprisonnement, ils pourront être mis à la disposition du Gouvernement pour le terme que le tribunal fixera, mais qui ne pourra excéder une année, à prendre cours à l'expiration de leur peine.*

*Le Gouvernement pourra les faire reconduire à la frontière, s'ils sont étrangers.* — P. 565-6°. — L. 4 juillet 1845.

**Art. 347** (270). Les vagabonds sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession. — P. 565-6°.

## TITRE VII.

Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique.

### CHAPITRE PREMIER.

De l'avortement.

**Art. 348** (517 § 1). Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura, à dessein, fait avorter une femme qui n'y a point consenti, sera puni de la reclusion. — P. 15 s., 19, 52.

Si les moyens employés ont manqué leur effet, l'art. 52 sera appliqué. — P. 555.

**Art. 349** (517 § 1). Lorsque l'avortement a été causé par des violences exercées volontairement, mais sans



**Art. 345.** Wer beim Betteln sich einer Bedrohung mit einem Angriff gegen Personen oder Eigenthum schuldig macht, wird mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

Derselbe ist mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren zu bestrafen, wenn er Gewaltthätigkeiten gegen Personen begeht.

**Art. 346.** Gegen Landstreicher und Bettler kann erkannt werden, dass sie nach Ablauf der in Gemässheit der vorhergehenden Artikel verhängten Strafen für die Dauer von mindestens fünf und höchstens zehn Jahren unter der besonderen Aufsicht der Polizei zu verbleiben haben.

Sind sie zu Gefängniss verurtheilt, so können sie für einen vom Gericht festzusetzenden Zeitraum, welcher jedoch ein Jahr nicht übersteigen darf, und welcher vom Ablauf der Strafe beginnt, der Regierung zur Verfügung überwiesen werden.

Sind sie Ausländer, so kann die Regierung sie an die Grenze zurückbringen lassen.

**Art. 347.** Landstreicher sind Solche, welche keinen bestimmten Wohnsitz und keine Mittel zum Unterhalt haben und welche gewohnheitsmässig weder ein Handwerk noch ein Gewerbe ausüben.

## TITEL VII.

Von den Verbrechen und Vergehen gegen die Familienordnung und gegen  
die öffentliche Sittlichkeit

### ERSTES KAPITEL.

Von der Abtreibung der Leibesfrucht.

**Art. 348.** Wer einer Frauensperson, ohne deren Einwilligung, absichtlich durch Nahrungsmittel, Arzneien, Tränke, Gewaltthätigkeiten oder irgend welche andere Mittel die Leibesfrucht abtreibt, wird mit Zuchthaus bestraft.

Wenn die angewandten Mittel ihre Wirkung verfehlt haben, so findet der Art. 52 Anwendung.

**Art. 349.** Wenn die Abtreibung der Leibesfrucht das Ergebniss von Gewaltthätigkeiten ist, welche freiwillig,

intention de le produire, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs. — P. 25 s., 58 s., 485.

Si les violences ont été commises avec préméditation ou avec connaissance de l'état de la femme, l'emprisonnement sera de six mois à trois ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 485.

**Art. 350** (317 § 1). Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments ou par tout autre moyen, aura fait avorter une femme qui y a consenti, sera condamné à un emprisonnement de deux ans à cinq ans et à une amende de cent francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 555, 402.

**Art. 351** (317 § 2). La femme qui, volontairement, se sera fait avorter sera punie d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s.

**Art. 352**. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la reclusion, si la femme a consenti à l'avortement, et aux travaux forcés de dix ans à quinze ans, si elle n'y a point consenti. — P. 12 s., 19, 51, 52, 555, 404, 419.

**Art. 353** (317 § 3). Dans les cas prévus par les art. 348, 350 et 352, si le coupable est médecin, chirurgien, accoucheur, sage-femme, officier de santé ou pharmacien, les peines respectivement portées par ces articles seront remplacées par la reclusion, les travaux forcés de dix ans à quinze ans ou de quinze ans à vingt ans, selon qu'il s'agit de l'emprisonnement, de la reclusion ou des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12 s., 19, 51, 52.

*Cependant, dans le cas de l'art. 350, la tentative d'avortement, quel qu'en soit l'auteur, ne sera pas punissable. — P. 51.*

aber nicht in der Absicht der Abtreibung zugefügt werden, so ist der Schuldige mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechs- und zwanzig bis dreihundert Franken zu bestrafen.

Sind die Gewaltthätigkeiten mit Vorbedacht oder unter Kenntniß des Zustandes der Frauensperson begangen, so tritt Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken ein.

**Art. 350.** Wer einer Frauensperson, mit deren Einwilligung, durch Nahrungsmittel, Tränke, Arzneien oder irgend welche andere Mittel die Leibesfrucht abtreibt, wird mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 351.** Eine Frauensperson, welche sich freiwillig die Leibesfrucht abtreibt, wird mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 352.** Verursachen die Mittel, welche zu dem Zwecke angewandt sind, um einer Frauensperson die Leibesfrucht abzutreiben, den Tod der Frauensperson, so ist Derjenige, welcher ihr diese Mittel zu jenem Zwecke beigebracht oder angegeben hat, zu Zuchthaus zu verurtheilen, falls die Frauensperson in die Abtreibung eingewilligt hat; hat sie nicht eingewilligt, so tritt Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren ein.

**Art. 353.** Wenn der Schuldige in den durch die Art. 348, 350 und 352 vorgesehenen Fällen Arzt, Wundarzt, Geburtshelfer, Hebamme, Gesundheitsbeamter oder Apotheker ist, so treten an die Stelle der in jenen Artikeln entsprechend angedrohten Strafen, Zuchthaus, Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren oder von fünfzehn bis zwanzig Jahren, je nachdem es sich dort um Gefängniß, um Zuchthaus oder um Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren handelt.

Indessen ist der Versuch der Abtreibung im Fall des Art. 350 nicht strafbar, gleichgültig, wer der Thäter ist.

## CHAPITRE II.

De l'exposition et du délaissement d'enfants.

**Art. 354** (352). Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ceux qui auront exposé ou fait exposer, et ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, en un lieu non solitaire, un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis. — P. 25 s., 38 s., 358, 363.

**Art. 355** (353). Les délits prévus par le précédent article seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, s'ils ont été commis par les père et mère légitimes ou naturels, ou par des personnes à qui l'enfant était confié. — P. 25 s., 38 s., 359.

**Art. 356.** Si, par suite du délaissement, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis :

Dans le cas prévu par l'art. 354, d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ;

Dans le cas de l'art. 355, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs. — P. 25 s., 38 s., 360.

**Art. 357.** Si le délaissement a causé la mort de l'enfant, la peine sera :

Dans le cas de l'art. 354, un emprisonnement d'un an à trois ans et une amende de cinquante francs à trois cents francs ;

Dans le cas exprimé à l'art. 355, un emprisonnement de deux ans à cinq ans et une amende de cinquante francs à trois cents francs. — P. 25 s., 38 s., 360.

**Art. 358** (349). Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, ceux qui auront délaissé ou fait délaissé dans un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis. — P. 25 s., 38 s., 354, 363.

**ZWEITES KAPITEL.**

Von der Aussetzung und dem Verlassen von Kindern.

**Art. 354.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken wird bestraft, wer ein Kind unter vollen sieben Jahren selbst oder durch Andere aussetzt oder an einem nicht einsamen Ort hülflos verlässt.

**Art. 355.** Die im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Vergehen werden mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft, wenn sie von dem rechtmässigen oder natürlichen Vater, oder von der rechtmässigen oder natürlichen Mutter, oder von Personen begangen werden, welchen das Kind anvertraut ist.

**Art. 356.** Wenn das Kind in Folge des Verlassens verstümmelt oder verkrüppelt bleibt, so werden die Schuldigen wie folgt bestraft :

In dem durch den Art. 354 vorgesehenen Falle mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken ;

Im Falle des Art. 355 : mit Gefängniss von einem Jahre bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken.

**Art. 357.** Tritt der Tod des Kindes in Folge des Verlassens desselben ein, so finden folgende Strafen Anwendung :

Im Falle des Art. 354 : Gefängniss von einem Jahre bis zu drei Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken ;

In dem im Art. 355 bezeichneten Falle : Gefängniss von zwei bis fünf Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken.

**Art. 358.** Mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken wird bestraft, wer selbst oder durch Andere ein Kind unter vollen sieben Jahren an einem einsamen Orte hülflos verlässt.

**Art. 350** (350). L'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et l'amende de cent francs à cinq cents francs, si les coupables du délaissement sont les père et mère légitimes ou naturels ou des personnes à qui l'enfant était confié. — P. 25 s., 38 s., 355.

**Art. 360** (351). Si, par suite du délaissement prévu par les deux articles précédents, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis de la reclusion. — P. 15 s., 19, 32.

Si le délaissement a causé la mort, ils seront condamnés aux travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12 s., 19, 31, 356, 357.

### CHAPITRE III.

Des crimes et délits tendant à empêcher ou à détruire la preuve de l'état civil de l'enfant.

**Art. 361** (346). Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration prescrite par les art. 55, 56 et 57 du Code civil, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s.

**Art. 362** (347). Sera punie des peines portées à l'article précédent, toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura pas remis, dans les trois jours, à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 58 du Code civil.

La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant l'autorité communale du lieu où l'enfant a été trouvé.

**Art. 363** (345 § 1). Seront punis de la reclusion, les coupables de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée. — P. 13 s., 19, 32. — C. 326, 327.

La même peine sera appliquée à ceux qui auront donné

**Art. 359.** Ist der Schuldige der rechtmässige oder natürliche Vater, oder die rechtmässige oder natürliche Mutter, oder Jemand, dem das Kind anvertraut war, so tritt Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren und Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken ein.

**Art. 360.** Wenn das Kind in Folge des in den zwei vorhergehenden Artikeln behandelten Verlassens verstümmelt oder verkrüppelt bleibt, so sind die Schuldigen mit Zuchthaus zu bestrafen.

Tritt der Tod in Folge des Verlassens ein, so sind sie zu Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu verurtheilen.

### DRITTES KAPITEL.

Von den Verbrechen und Vergehen, welche zum Zweck haben, den Beweis des Civilstandes eines Kindes zu verhindern oder unmöglich zu machen.

**Art. 361.** Wer einer Niederkunft beigewohnt hat und es versäumt, die durch die Art. 55, 56 und 57 des bürgerlichen Gesetzbuches vorgeschriebene Anmeldung zu machen, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken, oder mit einer dieser Strafen bestraft.

**Art. 362.** Wer ein neugeborenes Kind findet und dasselbe nicht der Vorschrift des Art. 58 des bürgerlichen Gesetzbuches gemäss binnen drei Tagen dem Civilstandsbeamten übergibt, verfällt den im vorhergehenden Artikel angedrohten Strafen.

Die gegenwärtige Bestimmung findet auf Denjenigen keine Anwendung, welcher die Sorge für das Kind zu übernehmen gewillt ist und die diesbezügliche Erklärung bei der Gemeindebehörde des Ortes, an welchem das Kind gefunden worden, abgibt.

**Art. 363.** Wer ein Kind heiselteschafft, oder ein Kind mit einem andern vertauscht, oder einer Frauensperson, die nicht geboren hat, ein Kind unterschiebt, ist mit Zuchthaus zu bestrafen.

Derselben Strafe verfällt, wer den Auftrag zur Be-

la mission de commettre les faits mentionnés au paragraphe précédent, si cette mission a reçu son exécution. — P. 354, 355, 364 à 367. — C. 527.

**Art. 364** (545 § 1). Quiconque aura enlevé ou fait enlever un enfant âgé de moins de sept ans accomplis sera puni de la reclusion, quand même l'enfant aurait suivi volontairement le ravisseur. — P. 43 s., 49, 52, 363, 370.

**Art. 365** (545 § 1). Quiconque aura recélé ou fait receler un enfant au-dessous de cet âge sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 354, 355, 363, 367.

**Art. 366** (548). Ceux qui auront porté ou fait porter à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur était confié, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs. — P. 25 s., 38 s., 354, 355, 363, 367.

Toutefois, aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu. — P. 78.

#### Disposition particulière.

**Art. 367** (545 § 2). Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cent francs, ceux qui, étant chargés d'un enfant au-dessous de sept ans accomplis, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer. — P. 25 s., 38 s., 354, 358, 363 à 366.

### CHAPITRE IV.

#### De l'enlèvement des mineurs.

**Art. 368** (554). Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cent francs, celui qui, par violence, ruse ou menace, aura enlevé ou fait enlever des mineurs. — P. 25 s., 38 s., 364, 369 s., 485. — C. 388.



gehung der im vorhergehenden Absatz erwähnten Handlungen erteilt, falls der Auftrag ausgeführt wird.

**Art. 364.** Wer ein Kind von noch nicht vollen sieben Jahren selbst oder durch Andere entführt, wird mit Zuchthaus bestraft, auch wenn das Kind dem Entführer freiwillig gefolgt ist.

**Art. 365.** Wer ein Kind unter dem genannten Alter selbst oder durch Andere verborgen hält, wird mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 366.** Wer selbst oder durch Andere ein ihm anvertrautes Kind von noch nicht vollen sieben Jahren in ein Findelhaus bringt, wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken bestraft.

Es ist indessen nicht auf Strafe gegen ihn zu erkennen, falls er nicht verpflichtet war oder sich nicht verbindlich gemacht hatte, unentgeltlich für Nahrung und Unterhalt des Kindes zu sorgen und wenn Niemand dafür sorgt.

#### Besondere Bestimmung.

**Art. 367.** Wer mit der Sorge für ein noch nicht volle sieben Jahre altes Kind betraut ist und dasselbe denjenigen Personen nicht herausgibt, welche ein Recht haben, es zu verlangen, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken bestraft.

#### VIERTES KAPITEL.

##### Von der Entführung Minderjähriger.

**Art. 368.** Wer selbst oder durch Andere, mittels Gewalt, List oder Drohung, Minderjährige entführt, wird mit Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Le coupable pourra être condamné, en outre, à l'interdiction, conformément à l'art. 33.

**Art. 369 (355).** Si la personne ainsi enlevée est une fille au-dessous de l'âge de seize ans accomplis, la peine sera la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 370, 371.

**Art. 370 (356).** Celui qui aura enlevé ou fait enlever une fille au-dessous de l'âge de seize ans accomplis, non émancipée, qui aura consenti à son enlèvement ou qui aura suivi volontairement le ravisseur, sera puni, s'il est majeur, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, et pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33. — C. 340.

Il sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, s'il est mineur. — P. 25 s., 38 s., 371.

**Art. 371 (357).** Le ravisseur qui aura épousé la fille qu'il a enlevée ou fait enlever, et ceux qui auront participé à l'enlèvement, ne pourront être poursuivis qu'après que la nullité du mariage aura été définitivement prononcée.

#### CHAPITRE V.

De l'attentat à la pudeur et du viol.

**Art. 372 (352 ; L. 25 nov. 1854, art. 4).** Tout attentat à la pudeur commis sans violence ni menaces, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans accomplis, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. — P. 25 s.

La peine sera la reclusion, si l'enfant était âgé de moins de onze ans accomplis. — P. 15, 19, 32, 377, 378, 385.

**Art. 373 (351, 352 ; L. 25 nov. 1854, art. 3, 4).** L'attentat à la pudeur, commis avec violence ou menaces, sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe, *ou bien commis sur des personnes hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer de la résistance*, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans. — P. 25 s.

Es kann ausserdem gegen den Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

**Art. 369.** Ist die so entführte Person ein Mädchen von noch nicht vollen sechszehn Jahren, so tritt Zuchthaus ein.

**Art. 370.** Wer selbst oder durch Andere ein nicht emancipirtes und noch nicht volle sechszehn Jahre altes Mädchen entführt, welches in die Entführung einwilligte oder dem Entführer freiwillig folgte, wird, falls er grossjährig ist, mit Gefängniss von zwei bis fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft. Es kann ausserdem gegen ihn die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

Ist er minderjährig, so ist er mit Gefängniss von drei Monaten bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken zu bestrafen.

**Art. 371.** Gegen Denjenigen, welcher das Mädchen, das er selbst oder durch Andere entführt hat, geheirathet hat, und gegen die Theilnehmer dieser Entführung kann erst dann eine Strafverfolgung eingeleitet werden, wenn rechtskräftig auf die Nichtigkeit der Ehe erkannt ist.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Von den Angriffen auf die Schamhaftigkeit und von der Nothzucht.

**Art. 372.** Jeder Angriff auf die Schamhaftigkeit, welcher ohne Gewaltthätigkeit und ohne Drohungen an der Person oder mit Hülfe der Person eines Kindes von dem einen oder dem andern Geschlecht im Alter von noch nicht vollen vierzehn Jahren begangen wird, ist mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren zu bestrafen.

Ist das Kind noch nicht volle elf Jahre alt, so tritt Zuchthausstrafe ein.

**Art. 373.** Ein Angriff auf die Schamhaftigkeit, welcher unter Anwendung von Gewalt oder Drohungen an Personen von dem einen oder dem anderen Geschlecht, oder auch an Personen begangen wird, welche nicht im Stande sind, ihre Zustimmung frei zu geben oder Widerstand zu leisten, wird mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu fünf Jahren bestraft.

Si l'attentat a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quatorze ans accomplis, le coupable subira la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 377, 378, 483.

**Art. 374.** L'attentat existe dès qu'il y a commencement d'exécution. — P. 51, 105.

**Art. 375** (331, 332 ; L. 25 nov. 1854, art. 3). Sera puni de la reclusion quiconque aura commis le crime de viol, soit à l'aide de violences ou de menaces graves, soit par ruse ou *artifice*, soit en abusant d'une personne *hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer de la résistance*. — P. 13 s., 19, 32.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quatorze ans accomplis, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12 s., 19, 31, 377, 378, 483.

**Art. 376.** Si le viol a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 377, 378.

*Le meurtre commis pour faciliter le viol ou pour en assurer l'impunité, sera puni de mort.* — P. 8, 18 s., 31, 77.

**Art. 377.** (333 ; L. 25 nov. 1854, art. 6). Le minimum des peines portées par les articles précédents sera élevé conformément à l'art. 266 :

Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle ou à l'aide de laquelle l'attentat a été commis ;

S'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;

S'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou les serviteurs des personnes ci-dessus désignées ;

Si l'attentat a été commis, soit par des fonctionnaires publics ou des ministres d'un culte qui ont abusé de leur position pour le commettre, soit par des médecins, chirurgiens, accoucheurs ou officiers de santé, envers des personnes confiées à leurs soins ;

Wenn der Angriff an der Person eines Kindes im Alter von noch nicht vollen vierzehn Jahren begangen wird, so ist der Schuldige mit Zuchthaus zu bestrafen.

**Art. 374.** Der Angriff gilt als vollendet, sobald ein Anfang der Ausführung vorliegt.

**Art. 375.** Mit Zuchthaus wird bestraft, wer das Verbrechen der Nothzucht begeht, sei es vermittels Gewaltthätigkeiten oder schwerer Drohungen, sei es durch List oder Künste, sei es durch Missbrauch einer Person, welche nicht im Stande ist, ihre Zustimmung frei zu geben oder Widerstand zu leisten.

Ist das Verbrechen an der Person eines Kindes im Alter von noch nicht vollen vierzehn Jahren begangen, so ist der Schuldige mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu bestrafen.

**Art. 376.** Hat die Nothzucht den Tod der Person zur Folge, an welcher sie begangen wurde, so ist der Schuldige mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren zu bestrafen.

Der Todtschlag, welcher zur Erleichterung der Nothzucht oder zur Sicherung der Strafflosigkeit derselben begangen wird, wird mit dem Tode bestraft.

**Art. 377.** Das Mindestmass der in den vorhergehenden Artikeln angedrohten Strafen ist in Gemässheit des Art. 266 zu erhöhen:

Wenn der Schuldige mit derjenigen Person, an welcher oder mit Hülfe welcher der Angriff erfolgte, in aufsteigender Linie verwandt ist;

Wenn er zu den Personen gehört, welche über jene eine Gewalt haben;

Wenn er Lehrer oder Diensthote derselben oder Diener der vorstehend bezeichneten Personen ist;

Wenn der Angriff begangen wird, sei es von öffentlichen Beamten oder von Religionsdienern, welche zu seiner Begehung ihre Stellung missbrauchen, sei es von Aerzten, Wundärzten, Geburtshelfern oder Gesundheitsbeamten und zwar an Personen, welche ihrer Obsorge anvertraut sind;

Endlich, wenn dem Schuldigen, wer er auch sei, in

Enfin, si, dans les cas des art. 375, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes.

**Art. 378.** Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront condamnés à l'interdiction des droits énoncés aux n<sup>os</sup> 1, 3, 4, 5 et 7 de l'art. 31. — P. 33.

Si l'attentat a été commis par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et sur les biens de l'enfant par le Code civil, livre 1<sup>er</sup>, titre IX, « de la puissance paternelle ». — P. 382.

#### CHAPITRE VI.

De la prostitution ou corruption de la jeunesse.

**Art. 379** (354 § 1; L. 25 nov. 1854, art. 5). Qui-conque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, si les mineurs sont âgés de plus de quatorze ans accomplis, et de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, si les mineurs n'ont pas atteint cet âge. — P. 25 s., 381, 382.

**Art. 380.** Le fait énoncé à l'article précédent sera puni de la reclusion, s'il a été commis envers un enfant qui n'avait pas accompli sa onzième année. — P. 13 s., 19, 32, 381, 382.

La tentative de ce crime ne sera pas punissable. — P. 51, 52.

**Art. 381** (354 § 2; L. 25 nov. 1854, art. 6). Le minimum des peines portées par les articles précédents sera élevé conformément à l'art. 266 :

Si les coupables sont les ascendants de la personne prostituée ou corrompue ;

S'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;

S'ils sont ses instituteurs, ses serviteurs à gages ou serviteurs des personnes ci-dessus désignées ;

den Fällen der Art. 373, 375 und 376 bei Ausführung des Verbrechens oder Vergehens durch eine oder mehrere Personen Beistand geleistet worden ist.

**Art. 378.** In den durch das gegenwärtige Kapitel vorgesehenen Fällen ist gegen die Schuldigen die Ab-erkennung der in den Nummern 1, 3, 4, 5 und 7 des Art. 31 aufgezählten Rechte auszusprechen.

Wird der Angriff von dem Vater oder der Mutter begangen, so sind dem Schuldigen ausserdem die ihm durch das bürgerliche Gesetzbuch, Buch I, Titel IX « über die väterliche Gewalt », an der Person und dem Vermögen des Kindes zugestandenen Rechte und Vortheile abzuerkennen.

#### SECHSTES KAPITEL.

Von der Entehrung und Entsittlichung der Jugend.

**Art. 379.** Wer die Sittlichkeit dadurch verletzt, dass er, um die Leidenschaften Anderer zu befriedigen, gewohnheitsmässig die Ausschweifungen oder die Entsittlichung von Minderjährigen des einen oder des andern Geschlechtes anregt, erleichtert oder begünstigt, wird mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren bestraft, falls die Minderjährigen älter als volle vierzehn Jahre sind, und mit Gefängniss von zwei bis fünf Jahren, falls die Minderjährigen noch nicht so alt sind.

**Art. 380.** Wird die im vorhergehenden Artikel bezeichnete Handlung an einem Kinde von noch nicht vollen elf Jahren begangen, so tritt Zuchthausstrafe ein.

Der Versuch dieses Verbrechens ist nicht strafbar.

**Art. 381.** Das Mindestmass der in den vorhergehenden Artikeln angedrohten Strafen ist in Gemässheit des Art. 266 zu erhöhen :

Wenn der Schuldige mit der entehrten oder entsittlichten Person in aufsteigender Linie verwandt ist ;

Wenn er zu den Personen gehört, welche über dieselbe eine Gewalt haben ;

Wenn er Lehrer oder Dienstbote derselben oder Diener der vorstehend bezeichneten Personen ist ;

S'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte.

**Art. 382** (355). Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront, en outre, condamnés à une amende de cinquante francs à mille francs et à l'interdiction des droits spécifiés aux nos 1, 3, 4, 5 et 7 de l'art. 31. — P. 25 s., 35, 38 s.

Si l'attentat a été commis par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre 1<sup>er</sup>, titre IX, « de la puissance paternelle ». — P. 378.

Les coupables pourront, de plus, être placés sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 55, 57.

#### CHAPITRE VII.

Des outrages publics aux bonnes mœurs.

**Art. 383** (287). Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des chansons, pamphlets ou autres écrits imprimés ou non, des figures ou des images contraires aux bonnes mœurs, sera condamné à un emprisonnement de huit jours à six mois et à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 386. — Voy. L. 20 juillet 1869, art. 1<sup>er</sup>.

**Art. 384** (289). Dans le cas prévu par l'article précédent, l'auteur de l'écrit, de la figure ou de l'image, celui qui les aura imprimés ou reproduits par un procédé artistique quelconque, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 386.

**Art. 385** (350 ; L. 25 nov. 1854, art. 2). Quiconque aura publiquement outragé les mœurs par des actions qui blessent la pudeur, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 372 s., 386.

*Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents*



Wenn er öffentlicher Beamter oder Religionsdiener ist.

**Art. 383.** In den im gegenwärtigen Kapitel vorgesehenen Fällen ist der Schuldige ausserdem zu Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken zu verurtheilen, und gegen denselben die Aberkennung der unter den Nr. 1, 3, 4, 5 und 7 des Art. 31 aufgeführten Rechte auszusprechen.

Wird der Angriff von dem Vater oder der Mutter begangen, so sind dem Schuldigen ausserdem die ihm durch das bürgerliche Gesetzbuch, Buch I, Titel IX « über die väterliche Gewalt », an der Person und dem Vermögen des Kindes zugestandenen Rechte und Vortheile abzuerkennen.

Der Schuldige kann ferner für die Dauer von mindestens fünf und höchstens zehn Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

#### **SIXIÈME CHAPITRE.**

Von der öffentlichen Verletzung der guten Sitten.

**Art. 383.** Wer den guten Sitten zuwiderlaufende Lieder, Flugschriften oder andere gedruckte oder nicht gedruckte Schriften, Figuren oder Bilder ausstellt, verkauft oder vertheilt, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 384.** In dem durch den vorhergehenden Artikel vorgesehenen Falle wird der Urheber der Schrift, der Figur oder des Bildes und Derjenige, welcher dieselben gedruckt oder durch irgend ein künstliches Verfahren wieder hervorgebracht hat, mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken bestraft.

**Art. 385.** Wer öffentlich die Sitten durch Handlungen verletzt, welche der Schamhaftigkeit zuwider sind, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihun-

*francs, quiconque aura contrevenu aux arrêtés du Gouvernement sur les maisons de débauche et sur les personnes qui se livrent à la prostitution. — P. 25 s., 58 s., 586. — R. 5 juin 1855.*

**Art. 366.** Dans les cas prévus au présent chapitre, les coupables pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction des droits indiqués aux n<sup>os</sup> 1, 3, 4, 5 et 7 de l'art. 31. — P. 55.

#### CHAPITRE VIII.

De l'adultère et de la bigamie.

**Art. 367 (557).** La femme convaincue d'adultère sera condamnée à un emprisonnement de trois mois à deux ans. — P. 25 s., 589 § 1.

Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme. — P. 589 § 2.

**Art. 368 (558).** La peine portée par l'article précédent sera appliquée au complice de la femme adultère.

Les seules preuves qui pourront être admises contre ce complice seront, outre le flagrant délit, celles qui résulteront de lettres ou autres pièces écrites par lui. — I. cr. 41, 87.

**Art. 369 (559).** Le mari convaincu d'avoir entretenu une concubine dans la maison conjugale sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an. — P. 25 s., 587 § 1.

La femme pourra arrêter l'effet de cette condamnation, en demandant l'élargissement de son mari. — P. 587 § 2.

**Art. 390 (556, 559).** La poursuite ou la condamnation pour adultère ne pourra avoir lieu que sur la plainte de l'époux qui se prétendra offensé.

**Art. 391 (340 § 1).** Quiconque, étant engagé dans les liens du mariage, en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la reclusion. — P. 15 s., 19, 52.

dert Franken wird bestraft, wer den Beschlüssen der Regierung über die öffentlichen Häuser und die Personen, welche sich der Unzucht hingeben, zuwider handelt.

**Art. 386.** In den durch das gegenwärtige Kapitel vorgesehenen Fällen kann ausserdem gegen die Schuldigen die Aberkennung der unter den Nr. 1, 3, 4, 5 und 7 des Art. 51 aufgeführten Rechte ausgesprochen werden.

#### ACHTES KAPITEL.

Vom Ehebruch und der Doppelehe.

**Art. 387.** Eine des Ehebruchs überführte Ehefrau wird mit Gefängniss von drei Monaten bis zu einem Jahre bestraft.

Der Ehemann kann die Vollstreckung dieser Strafe verhindern, wenn er dazu einwilligt, seine Frau wieder zu sich nehmen zu wollen.

**Art. 388.** Die im vorhergehenden Artikel angedrohte Strafe findet auch Anwendung auf den Mitschuldigen der Ehebrecherin.

Die einzigen gegen den Mitschuldigen zulässigen Beweismittel sind, ausser der Ertappung auf frischer That, diejenigen, welche sich aus Briefen oder aus anderen von ihm herrührenden Schriftstücken ergeben.

**Art. 389.** Ein Ehemann, welcher überführt wird, dass er eine Zuhälterin in dem ehelichen Hause unterhalten hat, ist mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre zu bestrafen.

Die Ehefrau kann die Vollstreckung dieser Strafe verhindern, indem sie die Freilassung ihres Mannes begehrt.

**Art. 390.** Die Verfolgung oder Verurtheilung wegen Ehebruchs kann nur auf Antrag des Ehegatten stattfinden, welcher sich als verletzt bezeichnet.

**Art. 391.** Wer, nachdem er eine Ehe eingegangen ist, eine andere Ehe vor Auflösung der ersten schliesst, ist mit Zuchthaus zu bestrafen.

## TITRE VIII.

## Des crimes et des délits contre les personnes.

## CHAPITRE PREMIER.

De l'homicide et des lésions corporelles volontaires.

**Art. 302.** Sont qualifiés volontaires, l'homicide commis et les lésions causées avec le dessein d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition, et lors même que l'auteur se serait trompé dans la personne de celui qui a été victime de l'attentat. — P. 418.

SECTION I<sup>re</sup>.

Du meurtre et de ses diverses espèces.

**Art. 303** (295, 304 § 2). L'homicide commis avec intention de donner la mort est qualifié meurtre. Il sera puni des travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31, 376, 392, 401, 411 s., 418 s., 475, 552.

**Art. 304** (296, 302). Le meurtre commis avec préméditation est qualifié assassinat. Il sera puni de mort. — P. 8 s., 18, 19, 31, 77.

**Art. 305** (13, 299, 302). Est qualifié parricide et sera puni de mort, le meurtre des père, mère ou autres ascendants légitimes, ainsi que le meurtre des père ou mère naturels. — P. 8 s., 18, 19, 31, 77, 393, 415.

**Art. 306** (300, 302 ; L. 18 déc. 1855, art. 5). Est qualifié infanticide, le meurtre commis sur un enfant au moment de sa naissance ou immédiatement après.

L'infanticide sera puni, suivant les circonstances, comme meurtre ou comme assassinat. — P. 393, 394.

Toutefois, la mère qui aura commis ce crime sur son enfant illégitime sera punie des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Si elle a commis ce crime avec préméditation, elle

## TITEL VIII.

Von den Verbrechen und den Vergehen gegen Personen.

## ERSTES KAPITEL.

Von der Tödtung eines Menschen und von den freiwilligen Körperverletzungen.

**Art. 302.** Als freiwillig gilt diejenige Tödtung und gelten diejenigen Körperverletzungen, welche in der Absicht begangen werden, um einen Angriff entweder auf eine bestimmte Person oder auf Jemand, den man finden oder begegnen würde, zu unternehmen, auch wenn diese Absicht von irgend einem Umstand oder von irgend einer Bedingung abhängig ist, und auch dann, wenn der Thäter sich in der Person Desjenigen, welcher Gegenstand seines Angriffs ist, irrt.

## ABSCHNITT I.

Vom Todtschlag und dessen verschiedenen Arten.

**Art. 303.** Die Tödtung, welche mit der Absicht zu tödten begangen wird, gilt als Todtschlag. Derselbe wird mit lebenslänglicher Zwangsarbeit bestraft.

**Art. 304.** Der Todtschlag, welcher mit Vorbedacht begangen wird, gilt als Mord. Derselbe wird mit dem Tode bestraft.

**Art. 305.** Der Todtschlag, welcher an dem rechtmässigen Vater, an der rechtmässigen Mutter oder an anderen rechtmässigen Verwandten in aufsteigender Linie begangen wird, und ebenso derjenige, welcher an dem natürlichen Vater oder an der natürlichen Mutter begangen wird, gilt als Vaternord und wird mit dem Tode bestraft.

**Art. 306.** Der Todtschlag, welcher an einem Kinde im Augenblicke seiner Geburt oder unmittelbar nach derselben begangen wird, gilt als Kindesmord.

Der Kindesmord wird, je nach den Umständen, als Todtschlag oder als Mord bestraft.

Wenn indess eine Mutter dieses Verbrechen an ihrem unehelichen Kinde begeht, so ist die Strafe Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren.

Hat dieselbe dieses Verbrechen mit Vorbedacht aus-

sera punie des travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 12, 14 s., 19, 31.

**Art. 307** (301, 302). Est qualifié empoisonnement le meurtre commis par le moyen de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées. Il sera puni de mort. — P. 8 s., 18, 19, 31, 77, 332, 402 s.

## SECTION II.

De l'homicide volontaire non qualifié meurtre et des lésions corporelles volontaires.

**Art. 308** (311). Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs, ou d'une de ces peines seulement.

En cas de préméditation, le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an et à une amende de cinquante francs à deux cents francs. — P. 25 s., 58 s., 145 § 2, 257, 278, 280, 282, 392, 410, 411 s., 418 s., 427, 563-3°.

**Art. 309** (309, 310). Si les coups ou les blessures ont causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à deux cents francs.

Le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, s'il a agi avec préméditation. — P. 25 s., 38 s., 146, 257, 279, 281, 402, 409, 410, 428.

**Art. 400**. Les peines seront un emprisonnement de deux ans à cinq ans et une amende de deux cents francs à cinq cents francs, s'il est résulté des coups ou des blessures, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. — P. 25 s., 38 s., 146, 257, 279, 281, 403, 409, 410, 429, 438, 475, 531.

La peine sera celle de la reclusion, s'il y a eu préméditation. — P. 13 s., 19, 32.

geführt, so ist sie mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren zu bestrafen.

**Art. 397.** Der Todtschlag, welcher vermittels Stoffen begangen wird, die geeignet sind, den Tod mehr oder weniger schnell herbeizuführen, gilt als Giftmord, einerlei auf welche Weise jene Stoffe angewandt oder beigebracht werden. Der Giftmord wird mit dem Tode bestraft.

#### ABSCHNITT II.

Von der freiwilligen Tödtung, welche nicht als Todtschlag gilt, und von den freiwilligen Körperverletzungen.

**Art. 398.** Wer freiwillig einem Anderen Verwundungen beibringt oder Schläge zufügt, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Im Falle des Vorbedachtes ist der Schuldige zu Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre und zu Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Franken zu verurtheilen.

**Art. 399.** Sind die Schläge oder Verwundungen die Ursache einer Krankheit oder einer Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit, so ist der Schuldige mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Franken zu bestrafen.

Hat der Thäter mit Vorbedacht gehandelt, so ist er zu Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und zu Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken zu verurtheilen.

**Art. 400.** Falls eine unheilbar erscheinende Krankheit oder eine bleibende Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit oder der Verlust jeden Gebrauchs eines Organes oder eine schwere Verstümmelung die Folge der Schläge oder der Verwundungen sind, so besteht die Strafe in Gefängniß von zwei bis fünf Jahren und in Geldstrafe von zweihundert bis fünfhundert Franken.

Liegt Vorbedacht vor, so besteht die Strafe in Zuchthaus.

**Art. 401** (L. 25 nov. 1854). Lorsque les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni de la reclusion. — P. 15 s., 19, 32, 392, 393, 404, 410, 419, 430, 438 § 3.

Il sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans, s'il a commis ces actes de violence avec préméditation. — P. 12, 14 s., 19, 31.

**Art. 402.** Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, quiconque aura causé à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant volontairement, mais sans intention de tuer, des substances qui peuvent donner la mort, ou des substances qui, sans être de nature à donner la mort, peuvent cependant altérer gravement la santé. — P. 25 s., 38 s., 350, 392, 397, 399, 410, 421 s., 454 s.

**Art. 403.** La peine sera la reclusion, lorsque ces substances auront causé, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe. — P. 13 s., 19, 32, 400, 410.

**Art. 404.** Si les substances administrées volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 352, 392, 404, 405, 410.

**Art. 405.** La tentative d'administrer à autrui, sans intention de donner la mort, des substances de la nature de celles mentionnées à l'art. 402, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs. — P. 25 s., 38 s., 51, 53, 410.

**Art. 406** (L. 17 déc. 1859, art. 16 § 1). Sera puni de la reclusion celui qui aura volontairement entravé la circulation d'un convoi sur un chemin de fer, en y déposant des objets quelconques, en dérangeant les rails ou leurs supports, en enlevant les chevilles ou clavettes,



**Art. 401.** Wenn die zwar freiwillig, aber ohne die Absicht zu tödten, zugefügten Schläge oder beigebrachten Verwundungen den Tod gleichwohl zur Folge haben, so ist der Schuldige mit Zuchthaus zu bestrafen.

Derselbe ist mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu bestrafen, falls er diese Gewaltthätigkeiten mit Vorbedacht begangen hat.

**Art. 402.** Mit Gefängniss von drei Monaten bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer einem Anderen eine Krankheit oder eine Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit dadurch verursacht, dass er demselben freiwillig, aber ohne die Absicht zu tödten, Stoffe beibringt, welche entweder den Tod herbeiführen können, oder welche, ohne geeignet zu sein, den Tod herbeizuführen, doch die Gesundheit schwer zu schädigen im Stande sind.

**Art. 403.** Falls diese Stoffe eine unheilbar erscheinende Krankheit oder eine bleibende Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit oder den Verlust jeden Gebrauchs eines Organes zur Folge haben, so tritt Zuchthausstrafe ein.

**Art. 404.** Wenn die zwar freiwillig, aber ohne die Absicht zu tödten, beigebrachten Stoffe den Tod gleichwohl zur Folge haben, so ist der Schuldige mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren zu bestrafen.

**Art. 405.** Der ohne die Absicht zu tödten unternommene Versuch, einem Andern Stoffe der Art beizubringen, wie solche im Art. 402 erwähnt sind, wird mit Gefängniss von einem Monat bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken bestraft.

**Art. 406.** Mit Zuchthaus wird bestraft, wer freiwillig die Beförderung eines Zuges auf einer Eisenbahn dadurch verhindert, dass er auf die Bahn irgend welche Gegenstände hinlegt, oder dass er die Schienen oder ihre Träger verrückt, oder dass er die Befestigungsnägel oder Vorsteckholzen beseitigt, oder dass er irgend ein anderes Mittel anwendet, welches

ou en employant tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails. — P. 15 s., 19, 32, 422.

**Art. 407** (L. 17 déc. 1859, art. 16 § 2). Si le fait a causé des blessures de la nature de celles prévues par l'art. 399, le coupable sera condamné aux travaux forcés de dix ans à quinze ans. Il sera condamné aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si les blessures sont de la nature de celles qui sont prévues par l'art. 400. — P. 12, 14 s., 19, 31, 422.

**Art. 408** (L. 17 déc. 1859, art. 16, § 2). Si le fait a causé la mort d'une personne, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31, 422.

**Art. 409** (515<sup>1</sup>). Les personnes condamnées, en vertu des art. 399, 400 et 402, à la peine d'emprisonnement, pourront, de plus, être placées sous la surveillance de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — P. 35, 37.

**Art. 410** (512). Dans les cas mentionnés aux art. 398 à 405, si le coupable a commis le crime ou le délit envers ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou envers ses ascendants légitimes, le minimum des peines portées par ces articles sera élevé conformément à l'art. 266.

### SECTION III.

Du meurtre, des blessures et des coups excusables.

**Art. 411** (321). Le *meurtre*, les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été immédiatement provoqués par des violences graves envers les personnes. — P. 78, 395, 398 s., 414 à 416, 485.

**Art. 412** (322). Les crimes et les délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées d'une maison ou d'un appartement habités ou de leurs dépendances, à moins qu'il soit établi que l'agent n'a pas pu croire

geeignet ist, den Zug aufzuhalten oder ihn aus den Schienen zu bringen.

**Art. 407.** Wenn eine solche Handlung die Ursache von Verwundungen ist, wie sie im Art. 399 vorgesehen sind, so ist der Schuldige zu Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu verurtheilen. Sind die Verwundungen von der Art, wie sie im Art. 400 vorgesehen sind, so ist er zu Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren zu verurtheilen.

**Art. 408.** Wenn eine solche Handlung den Tod einer Person zur Folge hat, so ist der Schuldige zu lebenslänglicher Zwangsarbeit zu verurtheilen.

**Art. 409.** Die auf Grund der Art. 399, 400 und 402 zu Gefängnisstrafe Verurtheilten können ausserdem für mindestens fünf und höchstens zehn Jahre unter Polizeiaufsicht gestellt werden.

**Art. 410.** Wenn in den Fällen der Art. 398 bis 405 der Schuldige das Verbrechen oder das Vergehen gegen seine rechtmässigen, natürlichen oder Adoptiveltern oder gegen seine rechtmässigen Verwandten in aufsteigender Linie begangen hat, so ist das Mindestmass der in jenen Artikeln angedrohten Strafen in Gemässheit des Art. 266 zu erhöhen.

### ABSCHNITT III.

Von dem entschuldbaren Todtschlag und den entschuldbaren Verwundungen und Schlägen.

**Art. 411.** Der Todtschlag, die Verwundungen und Schläge sind entschuldbar, wenn sie durch schwere Gewaltthätigkeiten gegen Jemand unmittelbar hervorgerufen werden.

**Art. 412.** Die im vorhergehenden Artikel erwähnten Verbrechen und Vergehen sind gleichfalls entschuldbar, falls sie bei Tage begangen werden zur Abwehr des Einsteigens oder des Einbruchs in die Umschliessungen, Mauern oder Eingänge eines bewohnten Hauses oder einer bewohnten Wohnung oder deren Zubehörungen, es sei denn, dass festgestellt wird, dass der Thäter nicht an einen Angriff auf Personen glauben konnte, weder

à un attentat contre les personnes, soit comme but direct de celui qui tente l'escalade ou l'effraction, soit comme conséquence de la résistance que rencontreraient les desseins de celui-ci. — P. 78, 414, 415, 417, 479 à 481, 484, 486.

**Art. 413** (524 § 2). Le *meurtre*, les blessures et les coups sont excusables, lorsque le crime ou le délit est commis par l'un des époux sur l'autre époux et son complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère. — P. 414. — I. cr. 41.

**Art. 414** (526). Lorsque le fait d'excuse sera prouvé :

S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans et à une amende de cent francs à cinq cents francs ;

S'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans et à une amende de cinquante francs à deux cents francs ;

S'il s'agit d'un délit, la peine sera réduite à un emprisonnement de huit jours à trois mois et à une amende de vingt-six francs à cent francs. — P. 25 s., 38 s.

**Art. 415** (525). Les excuses énumérées dans la présente section ne sont pas admissibles, si le coupable a commis le crime ou le délit envers ses père, mère ou autres ascendants légitimes, ou envers ses père ou mère naturels. — P. 395, 410.

#### SECTION IV.

De l'homicide, des blessures et des coups justifiés.

**Art. 416** (328). Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. — P. 71, 411, 417.

als das unmittelbare Ziel desjenigen, welcher das Einsteigen oder den Einbruch versuchte, noch als die Folge des Widerstandes, auf welchen seine Absichten stossen würden.

**Art. 413.** Der Todtschlag, die Verwundungen und die Schläge sind entschuldbar, falls diese Verbrechen oder Vergehen von einem Ehegatten an dem anderen und an dessen Mitschuldigen in dem Augenblicke begangen werden, in welchem er diese auf frischer That des Ehebruchs betrifft.

**Art. 414.** Im Fall des Beweises des Entschuldigungsgrundes wird die Strafe, falls es sich um ein mit dem Tode oder mit lebenslänglicher Zwangsarbeit bedrohtes Verbrechen handelt, auf Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren und auf Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken ermässigt.

Handelt es sich um irgend ein anderes Verbrechen, so ist die Strafe auf Gefängniß von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und auf Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Franken zu ermässigen.

Handelt es sich um ein Vergehen, so ist die Strafe auf Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und auf Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken zu ermässigen.

**Art. 415.** Die im gegenwärtigen Abschnitt aufgezählten Entschuldigungsgründe sind nicht zulässig, wenn der Schuldige das Verbrechen oder das Vergehen gegen seinen rechtmässigen Vater, seine rechtmässige Mutter, gegen andere rechtmässige Verwandte in aufsteigender Linie oder gegen seinen natürlichen Vater oder seine natürliche Mutter begangen hat.

#### ABSCHNITT IV.

Von der strafflosen Tödtung und den strafflosen Verwundungen und Schlägen.

**Art. 416.** Ein Verbrechen oder ein Vergehen liegt nicht vor, wenn die Tödtung, die Verwundungen und die Schläge durch die unmittelbare Nothwendigkeit der rechtmässigen Vertheidigung des Thäters oder eines Anderen geboten sind.

**Art. 417 (329).** Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de la défense, les deux cas suivants :

Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, si les coups ont été portés en repoussant, pendant la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées d'une maison ou d'un appartement habités ou de leurs dépendances, à moins qu'il soit établi que l'agent n'a pas pu croire à un attentat contre les personnes, soit comme but direct de celui qui tente l'escalade ou l'effraction, soit comme conséquence de la résistance que rencontreraient les desseins de celui-ci ; — P. 71, 412, 478 à 481, 484, 486.

Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vol ou de pillage, exécutés avec violence envers les personnes. — P. 485.

## CHAPITRE II.

De l'homicide et des lésions corporelles involontaires.

**Art. 418.** Est coupable d'homicide ou de lésions involontaires, celui qui a causé le mal par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui. — P. 392.

**Art. 419 (319 ; L. 18 déc. 1855, art. 4).** Quiconque aura involontairement causé la mort d'une personne sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à mille francs — P. 25 s., 38 s., 352, 393, 401.

*Si cette personne est un enfant nouveau-né, l'emprisonnement pourra être porté à cinq ans.* — P. 25 s., 38 s.

**Art. 420 (320).** S'il n'est résulté du défaut de prévoyance ou de précaution que des coups ou des blessures, le coupable sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s., 398 s.

**Art. 421.** Sera puni d'un emprisonnement de huit

**Art. 417.** Die unmittelbare Nothwendigkeit der rechtmässigen Vertheidigung umfasst folgende zwei Fälle :

Wenn die Tödtung verübt, die Verwundungen beigebracht und die Schläge zugefügt werden zur Nachtzeit und zur Abwehr des Einsteigens oder des Einbruchs in die Umschliessungen, Mauern oder Eingänge eines bewohnten Hauses oder einer bewohnten Wohnung, oder deren Zubehörungen, es sei denn dass festgestellt wird, dass der Thäter nicht an einen Angriff gegen Personen glauben konnte, weder als das unmittelbare Ziel desjenigen, welcher das Einsteigen oder den Einbruch versuchte, noch als die Folge des Widerstandes, auf welchen seine Absichten stossen würden ;

Wenn die Handlung bei der Vertheidigung gegen Diebe oder Räuber, welche mit Gewaltthätigkeiten gegen Personen handeln, erfolgt.

#### **ZWEITES KAPITEL.**

Von der unfreiwilligen Tödtung und den unfreiwilligen Körperverletzungen.

**Art. 418.** Der unfreiwilligen Tödtung oder Körperverletzung macht sich Derjenige schuldig, welcher eine Tödtung oder eine Körperverletzung durch Mangel an Vorsicht oder Ueberlegung, jedoch ohne die Absicht, die Person eines Anderen thätlich anzugreifen, verursacht.

**Art. 419.** Wer unfreiwillig den Tod eines Anderen herbeiführt, wird mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken bestraft.

Ist der Getödtete ein neugeborenes Kind, so kann die Strafe auf fünf Jahre erhöht werden.

**Art. 420.** Sind lediglich Schläge oder Verwundungen die Folge des Mangels an Vorsicht und Ueberlegung, so ist der Schuldige mit Gefängniss von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken oder mit einer dieser Strafen zu bestrafen.

**Art. 421.** Wer unfreiwillig bei einem Anderen eine

jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura involontairement causé à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant des substances qui sont de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé. — P. 25 s., 38 s., 402 s.

**Art. 432** (L. 17 déc. 1859, art. 19). Lorsqu'un convoi de chemin de fer aura éprouvé un accident de nature à mettre en péril les personnes qui s'y trouvaient, celui qui en aura été involontairement la cause sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

S'il est résulté de l'accident des lésions corporelles, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs.

Si l'accident a causé la mort d'une personne, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans et l'amende de cent francs à six cents francs. — P. 25 s., 38 s., 406 s.

### CHAPITRE III.

#### Du duel.

**Art. 433.** La provocation en duel et l'acceptation de cette provocation seront punies d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de cent francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 433.

**Art. 434.** Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront décrié publiquement ou injurié une personne pour avoir refusé un duel. — P. 433, 448, 561-7°.

**Art. 435.** Celui qui, par une injure quelconque, aura donné lieu à la provocation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 431, 433, 443 s., 561-7°.

**Art. 436.** Celui qui, dans un duel, aura fait usage de ses armes contre son adversaire, sans qu'il soit



Krankheit oder eine Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit dadurch hervorruft, dass er ihm Stoffe beibringt, welche den Tod herbeizuführen oder die Gesundheit schwer zu schädigen geeignet sind, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

**Art. 422.** Wer unfreiwillig die Ursache davon ist, dass ein Eisenbahnzug einen Unfall erleidet, welcher die in dem Zuge befindlichen Personen in Gefahr zu bringen geeignet ist, wird mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Hat der Unfall Körperverletzungen zur Folge, so ist der Schuldige mit Gefängniß von einem Monat bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken zu bestrafen.

Hat der Unfall den Tod eines Menschen zur Folge, so tritt Gefängniß von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und Geldstrafe von hundert bis sechshundert Franken ein.

### DRITTES KAPITEL.

#### Vom Zweikampf.

**Art. 423.** Die Herausforderung zum Zweikampf und die Annahme einer solchen Herausforderung werden mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 424.** Denselben Strafen verfällt, wer Jemand öffentlich in Verruf erklärt oder injurirt, weil er einen Zweikampf abgelehnt hat.

**Art. 425.** Wer durch eine Injurie irgend welcher Art Anlass zu der Herausforderung gegeben hat, ist mit Gefängniß von einem Monat bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von hundert bis tausend Franken zu bestrafen.

**Art. 426.** Wer in einem Zweikampf gegen seinen Gegner von den Waffen Gebrauch macht, ohne dass das

résulté du combat ni homicide ni blessure, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de deux cents francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 433.

Celui qui n'aura pas fait usage de ses armes sera puni conformément à l'art. 423.

*Le combattant qui a été blessé, sera passible des peines prononcées par le § 1<sup>er</sup> ou le § 2 du présent article, selon qu'il aura fait usage ou n'aura pas fait usage de ses armes contre son adversaire.*

**Art. 437.** Celui qui, dans un duel, aura blessé son adversaire, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de trois cents francs à quinze cents francs. — P. 25 s., 38 s., 398, 433.

**Art. 438.** Si les blessures ont causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs. — P. 25 s., 38 s., 399, 433.

**Art. 439.** L'emprisonnement sera de six mois à trois ans et l'amende de mille francs à trois mille francs, si les blessures résultant du duel ont causé, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. — P. 25 s., 38 s., 400, 433.

**Art. 440.** Celui qui, dans un duel, aura donné la mort à son adversaire, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de deux mille francs à dix mille francs. — P. 25 s., 38 s., 393, 401, 433.

**Art. 441.** Ceux qui, d'une manière quelconque, auront excité au duel, seront punis des mêmes peines que les auteurs. — P. 66 §§ 4 et 5, 425, 433.

Dans le cas où le duel n'aurait pas eu lieu, ils encourront un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de cent francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s.

Ergebniss des Kampfes eine Tödtung oder eine Verwundung ist, wird mit Gefängniss von einem Monat bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken bestraft.

Wer von den Waffen keinen Gebrauch macht, wird in Gemässheit des Art. 423 bestraft.

Derjenige von den Kämpfenden, welcher verwundet wird, verfällt entweder den im ersten oder den im zweiten Absatz des gegenwärtigen Artikels angedrohten Strafen, je nachdem er gegen den Anderen von den Waffen Gebrauch gemacht hat oder nicht.

**Art. 427.** Wer in einem Zweikampf seinen Gegner verwundet, wird mit Gefängniss von zwei Monaten bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von dreihundert bis fünfzehnhundert Franken bestraft.

**Art. 428.** Haben die Verwundungen eine Krankheit oder eine Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit zur Folge, so ist der Schuldige mit Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfhundert bis zweitausend Franken zu bestrafen.

**Art. 429.** Wenn die in dem Zweikampf beigebrachten Verwundungen entweder eine für unheilbar zu haltende Krankheit oder eine dauernde Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit oder den Verlust jeden Gebrauchs eines Organes oder eine schwere Verstümmelung zur Folge haben, so tritt Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren und Geldstrafe von tausend bis dreitausend Franken ein.

**Art. 430.** Wer in einem Zweikampf seinen Gegner tödtet, wird mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von zweitausend bis zehntausend Franken bestraft.

**Art. 431.** Wer auf irgend welche Weise einen Anderen zum Zweikampf anreizt, wird ebenso wie die Thäter selbst bestraft.

Findet der Zweikampf nicht statt, so ist er mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von hundert bis tausend Franken zu bestrafen.

**Art. 427.** Dans les cas prévus par les art. 427, 428, 429 et 430, les témoins seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent francs à mille francs, *ou de l'une de ces peines seulement.* — P. 25 s., 38 s.

**Art. 428.** Les coupables condamnés en vertu des art. 425 et suivants seront, en cas de nouveaux délits de même nature commis dans le délai fixé par l'art. 56, condamnés au maximum des peines portées par ces articles, et ces peines pourront être élevées au double.

#### CHAPITRE IV.

Des attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers.

**Art. 431 (341 à 343).** Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi permet ou ordonne l'arrestation ou la détention des particuliers, auront arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait détenir une personne quelconque. — P. 25 s., 38 s., 70, 147, 155. — l. cr. 34, 40, 106, 615 s. — Voy. la note sub art. 147.

**Art. 432 (341 à 343).** L'emprisonnement sera de six mois à trois ans et l'amende de cinquante francs à trois cents francs, si la détention illégale et arbitraire a duré plus de dix jours. — P. 25 s., 38 s., 147, 155, 434.

**Art. 433 (341 à 343).** Si la détention illégale et arbitraire a duré plus d'un mois, le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans et à une amende de cent francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 147, 155, 434.

**Art. 434 (341 à 343).** La peine de la reclusion sera prononcée, si l'arrestation a été exécutée, soit sur un faux ordre de l'autorité publique, soit avec le costume ou sous le nom d'un de ses agents, ou si la personne arrêtée ou détenue a été menacée de mort. — P. 15 s., 19, 32, 227, 228, 327 s.

**Art. 422.** In den durch die Art. 427, 428, 429 und 450 vorgesehenen Fällen werden die Zeugen mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von hundert bis tausend Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

**Art. 433.** Wer auf Grund des Art. 425 und der folgenden verurtheilt ist und innerhalb des durch den Art. 56 festgesetzten Zeitraumes ein neues Vergehen derselben Art begeht, ist zu dem Höchstbetrage der in jenen Artikeln angedrohten Strafen zu verurtheilen und können jene Strafen auf das Doppelte erhöht werden.

#### VIERTES KAPITEL.

Von den durch Privatpersonen begangenen Attentaten auf die persönliche Freiheit und auf die Unverletzlichkeit der Wohnung.

**Art. 434.** Wer ohne den Befehl der gesetzlich bestehenden Behörden und abgesehen von den Fällen, in welchen das Gesetz die Festnahme und Festhaltung von Privatpersonen erlaubt oder befiehlt, selbst oder durch Andere irgend Jemand in Haft nimmt oder in Haft hält, wird mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

**Art. 435.** Wenn die rechtswidrige und willkürliche Festhaltung länger als zehn Tage gedauert hat, so tritt Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken ein.

**Art. 436.** Wenn die rechtswidrige und willkürliche Festhaltung länger als einen Monat gedauert hat, so ist der Schuldige zu Gefängniß von einem Jahre bis zu fünf Jahren und zu Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken zu verurtheilen.

**Art. 437.** Auf Zuchthausstrafe ist zu erkennen, wenn die Festnahme entweder auf Grund eines gefälschten Befehles der Behörde oder in der Amtstracht oder unter dem Namen eines ihrer Agenten erfolgt, oder wenn der Festgenommene oder Festgehaltene mit dem Tode bedroht wird.

**Art. 438 (341 à 343).** Lorsque la personne arrêtée ou détenue aura été soumise à des tortures corporelles, le coupable sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

La peine sera celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, s'il est résulté des tortures soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. — P. 12, 14 s., 19, 31, 400.

Si les tortures ont causé la mort, le coupable sera condamné aux travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 31, 401.

**Art. 439.** Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, celui qui, sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet d'entrer dans le domicile des particuliers contre leur volonté, se sera introduit dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui, ou leurs dépendances, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs. — P. 25 s., 58 s., 70, 148, 442, 479 s., 483, 484, 486, 487. — l. cr. 34, 40, 106.

**Art. 440.** L'emprisonnement sera de six mois à cinq ans et l'amende de cent francs à cinq cents francs, si le fait a été commis, soit sur un faux ordre de l'autorité publique, soit avec le costume, soit sous le nom d'un de ses agents, soit avec la réunion des trois circonstances suivantes : — P. 25 s., 58 s., 227, 228.

Si le fait a été exécuté la nuit ; — P. 478.

S'il a été exécuté par deux ou plusieurs personnes ;

Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes. — P. 135.

Les coupables pourront, en outre, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et placés,

**Art. 438.** Wenn der Festgenommene oder Festgehaltene körperlichen Martern ausgesetzt wird, so ist der Schuldige zu Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu verurtheilen.

Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren tritt ein, wenn die Martern entweder eine für unheilbar zu haltende Krankheit oder eine dauernde Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit oder den Verlust jeden Gebrauchs eines Organes oder eine schwere Verstümmelung zur Folge haben.

Tritt der Tod in Folge der Martern ein, so ist auf lebenslängliche Zwangsarbeit zu erkennen.

**Art. 439.** Wer ohne den Befehl der Behörde und abgesehen von den Fällen, in welchen das Gesetz gestattet, in die Wohnung von Privatpersonen gegen deren Willen einzudringen, in ein Haus, eine Wohnung, ein Zimmer oder ein Unterkommen, welche von einem Andern bewohnt sind, oder in deren Zubehörungen eindringt, und zwar einerlei, ob mit Hülfe von Drohungen oder Gewaltthätigkeiten gegen Personen, oder ob vermittels Einbrechens, Einsteigens oder falscher Schlüssel, wird mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken bestraft.

**Art. 440.** Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken treten ein, wenn die Handlung entweder auf Grund eines gefälschten Befehls der Behörde oder in der Amtstracht oder unter dem Namen eines ihrer Agenten oder unter Zusammentreffen der drei nachfolgenden Umstände begangen wird :

Wenn die Handlung zur Nachtzeit begangen wird ;

Wenn sie durch zwei oder mehrere Personen begangen wird ;

Wenn die Schuldigen oder einer von ihnen bewaffnet sind.

Es kann ausserdem gegen die Schuldigen die durch Art. 35 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen und können dieselben für mindestens fünf und höchstens

pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, sous la surveillance spéciale de la police. — P. 35, 57.

**Art. 441.** La tentative du délit prévu par l'article précédent sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs. — P. 25 s., 58 s., 51, 53.

**Art. 442.** Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, celui qui se sera introduit, sans le consentement du propriétaire ou du locataire, dans les lieux désignés à l'art. 439, et y aura été trouvé la nuit. — P. 25 s., 58 s., 148, 459, 478.

#### CHAPITRE V.

Des atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes.

**Art. 443** (367, 568). Celui qui, dans les cas ci-après indiqués, a méchamment imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur de cette personne ou à l'exposer au mépris public, est coupable de calomnie *si, dans les cas où la loi admet la preuve légale du fait, cette preuve n'est pas rapportée. Il est coupable de diffamation, si la loi n'admet pas cette preuve.* — P. 275, 276, 447 à 449, 452, 561-7°. — Voy. L. 20 juillet 1869, art. 4, 5, 6.

**Art. 444** (371). Le coupable sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, lorsque les imputations auront été faites :

Soit dans des réunions ou lieux publics ;

Soit en présence de plusieurs individus, dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter ;

Soit dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ;

Soit par des écrits imprimés ou non, des images ou



zehn Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 441.** Der Versuch des im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Vergehens wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken bestraft.

**Art. 442.** Mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken wird bestraft, wer sich ohne Genehmigung des Eigenthümers oder Miethers in die im Art. 439 bezeichneten Räume begibt und dort zur Nachtzeit betroffen wird.

#### FÜNFTES KAPITEL.

Von den Angriffen auf die Ehre und das Ansehen Anderer.

**Art. 443.** Wer in den unten bezeichneten Fällen böswilliger Weise Jemanden einer bestimmten Handlung bezichtigt, welche geeignet ist, die Ehre Jenes anzugreifen oder ihn der öffentlichen Verachtung auszusetzen, macht sich der Verläumdung dann schuldig, wenn in den Fällen, in welchen das Gesetz den gesetzmässigen Beweis jener Handlung zulässt, dieser Beweis nicht erbracht wird. Er macht sich der Diffamation schuldig, wenn das Gesetz jenen Beweis nicht zulässt.

**Art. 444.** Der Schuldige ist mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken zu bestrafen, wenn die Bezichtigungen stattgefunden haben :

Entweder in öffentlichen Versammlungen oder an öffentlichen Orten ;

Oder, in Gegenwart mehrerer Personen, an einem nicht öffentlichen Orte, welcher jedoch einer gewissen Anzahl von Personen offen steht, die das Recht haben, sich dort zu versammeln oder ihn zu besuchen ;

Oder an irgend welchem Orte in Gegenwart der beleidigten Person und vor Zeugen ;

Oder durch gedruckte oder nicht gedruckte Schriften, Bilder oder Sinnbilder, welche angeklebt, vertheilt oder

des emblèmes affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public ;

Soit enfin par des écrits, *des images ou des emblèmes* non rendus publics, mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes. — P. 25 s., 58 s., 446, 448, 451.

**Art. 445** (373). Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de cinquante francs à mille francs : — P. 25 s., 58 s.

Celui qui aura fait par écrit à l'autorité une dénonciation calomnieuse *ou diffamatoire* ; — l. cr. 11, 29 à 31, 48 s., 63 s., 558 § 4, 559.

Celui qui aura adressé par écrit à une personne des imputations calomnieuses *ou diffamatoires* contre le subordonné de cette personne.

**Art. 446**. La calomnie et la diffamation envers tout corps constitué seront punies de la même manière que la calomnie ou la diffamation dirigée contre les individus. — P. 277, 443, 444, 561-7°. — Loi 20 juillet 1869, art. 6.

**Art. 447** (568, 570 à 572). Le prévenu d'un délit de calomnie pour imputations dirigées à raison des faits relatifs à leurs fonctions, soit contre les dépositaires ou agents de l'autorité ou contre toute personne ayant un caractère public, soit contre tout corps constitué, sera admis à faire, par toutes les voies ordinaires, la preuve des faits imputés, sauf la preuve contraire par les mêmes voies. — L. 20 juillet 1869, art. 7.

S'il s'agit d'un fait qui rentre dans la vie privée, l'auteur de l'imputation ne pourra faire valoir, pour sa défense, aucune autre preuve que celle qui résulte d'un jugement ou de tout autre acte authentique. — P. 443, 451.

Si le fait imputé est l'objet d'une poursuite répressive ou d'une dénonciation sur laquelle il n'a pas été statué, l'action en calomnie sera suspendue jusqu'au jugement définitif, ou jusqu'à la décision définitive de l'autorité compétente. — P. 443, 449. — l. cr. 11, 29 à 31, 48 s., 63 s.

verkauft, zum Verkauf gestellt oder dem Aublick des Publikums ausgesetzt worden sind ;

Oder endlich durch nicht veröffentlichte Schriften, Bilder oder Sinnbilder, welche jedoch mehreren Personen zugeschickt oder mitgetheilt worden sind.

**Art. 445.** Mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken wird bestraft :

Wer an die Behörde schriftlich eine verläumderische oder diffamatorische Anzeige richtet ;

Wer an Jemand schriftlich verläumderische oder diffamatorische Bezeichnungen gegen einen Untergebenen Jenes richtet.

**Art. 446.** Die Verläumdung und die Diffamation gegen eine gesetzlich bestehende Körperschaft sind ebenso zu bestrafen, wie Verläumdungen und Diffamationen, welche gegen einzelne Personen gerichtet sind.

**Art. 447.** Demjenigen, welcher des Vergehens der Verläumdung auf Grund von Bezeichnungen angeschuldigt ist, welche er gegen Inhaber und Agenten der Staatsgewalt oder gegen irgend eine andere mit einem öffentlichen Charakter bekleidete Person oder gegen irgend eine gesetzlich bestehende Körperschaft, auf Grund von Handlungen gerichtet hat, die sich auf die Funktionen Jener beziehen, ist es verstatet, den Beweis der von ihm behaupteten Thatsachen durch alle ordentlichen Beweismittel zu erbringen, vorbehaltlich des Gegenbeweises durch dieselben Beweismittel.

Wenn es sich um eine Handlung handelt, welche das Privatleben betrifft, so kann der Urheber der Bezeichnung zu seiner Vertheidigung sich keiner anderen Beweismittel bedienen, als derjenigen, welche sich aus einem Urtheil oder aus irgend einem anderen authentischen Akt ergeben.

Wenn die Handlung, deren Bezeichnung vorliegt, Gegenstand einer Strafverfolgung oder einer Anzeige ist, über welche noch nicht entschieden ist, so ist die Verläumdungsklage bis zum Endurtheil oder bis zur Entscheidung der zuständigen Behörde hinauszuschieben.

**Art. 448** (375, 376). Quiconque aura injurié une personne ou un corps constitué, soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'art. 444, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 58 s., 445, 561-1<sup>re</sup>-7<sup>o</sup>, 565-5<sup>o</sup>. — Loi 20 juillet 1869, art. 4, 5, 6.

*Les délits contre les corps constitués seront poursuivis d'office.* — Loi 20 juillet 1869, art. 10.

**Art. 449.** Lorsqu'il existe au moment du délit une preuve légale des faits imputés, s'il est établi que le prévenu a fait l'imputation sans aucun motif d'intérêt public ou privé et dans l'unique but de nuire, il sera puni, comme coupable de divulgation méchante, d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de vingt-six francs à quatre cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 58 s., 447 § 2.

**Art. 450.** Les délits prévus par le présent chapitre, commis envers des particuliers, à l'exception de la dénonciation calomnieuse, ne pourront être poursuivis que sur la plainte de la personne qui se prétendra offensée. — P. 275 § 5, 296, 371, 590, 509 § 2. — 1. cr. 11, 48 s., 63 s. — L. 20 juillet 1869, art. 11.

Si la personne est décédée sans avoir porté plainte ou sans y avoir renoncé, ou si la calomnie ou la diffamation a été dirigée contre une personne après son décès, la poursuite ne pourra avoir lieu que sur la plainte de son conjoint, de ses descendants ou héritiers légaux jusqu'au troisième degré inclusivement.

**Art. 451** (368, 369). Nul ne pourra alléguer comme cause de justification ou d'excuse, que les écrits, imprimés, images ou emblèmes qui font l'objet de la poursuite ne sont que la reproduction de publications faites dans le Grand-Duché ou en pays étrangers. — P. 78, 444 §§ 5 et 6, 447 § 2. — L. 20 juillet 1869, art. 18.

**Art. 448.** Wer Jemanden oder eine gesetzlich bestehende Körperschaft injuriert, sei es durch Handlungen, sei es durch Schriften, Bilder oder Sinnbilder, und unter einer der Voraussetzungen, welche im Art. 444 bezeichnet sind, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die Vergehen gegen gesetzlich bestehende Körperschaften sind von Amtswegen zu verfolgen.

**Art. 449.** Wenn im Augenblick des Vergehens ein gesetzmässiger Beweis der den Gegenstand der Bezeichnung bildenden Handlungen vorliegt, so ist der Angeeschuldigte, wenn festgestellt wird, dass er die Bezeichnung ohne irgend einen dem öffentlichen oder privaten Interesse entnommenen Beweggrund und zu dem einzigen Zweck aufgestellt hat, um zu schaden, als böswilliger Verbreitung schuldig mit Gefängniss von acht Tagen bis zu zwei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis vierhundert Franken oder mit einer dieser Strafen zu bestrafen.

**Art. 450.** Die im gegenwärtigen Kapitel vorgesehenen Vergehen können, wenn sie gegen Privatpersonen begangen sind, mit Ausnahme der verläumderischen Anzeige, nur auf Antrag Desjenigen verfolgt werden, welcher sich verletzt glaubt.

Wenn derselbe verstorben ist, ohne den Antrag gestellt oder ohne auf denselben verzichtet zu haben, oder wenn die Verläumdung oder die Diffamation gegen einen Verstorbenen gerichtet ist, so kann die Strafverfolgung nur auf Antrag des Ehegatten des Verletzten, seiner Verwandten in absteigender Linie oder seiner gesetzlichen Erben bis zum dritten Grad einschliesslich stattfinden.

**Art. 451.** Als Rechtfertigungs- oder Entschuldigungsgrund kann Niemand anführen, dass die Schriften, Druckschriften, Bilder oder Sinnbilder, welche Gegenstand der Strafverfolgung sind, lediglich Wiederhervorbringungen von Veröffentlichungen seien, welche im Grossherzogthum oder im Ausland erfolgt sind.

**Art. 452 (377).** Ne donneront lieu à aucune poursuite répressive, les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux, lorsque ces discours ou ces écrits sont relatifs à la cause ou aux parties.

Néanmoins, les juges pourront, soit d'office, soit sur la demande de l'une des parties, prononcer la suppression des écrits calomnieux, injurieux ou diffamatoires.

Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels, ou même ordonner des poursuites disciplinaires.

Les imputations ou les injures étrangères à la cause ou aux parties pourront donner lieu soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties ou des tiers. — Pr. 1036. — D. 14 déc. 1810, art. 37 à 39. — Const. art. 68.

Disposition particulière.

**Art. 453 (360).** Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, quiconque se sera rendu coupable de *profanation de cadavre* ou de violation de tombeau ou de sépulture. — P. 25 s., 38 s., 315 § 3, 526.

#### CHAPITRE VI.

De quelques autres délits contre les personnes.

**Art. 454 (318).** Celui qui aura mêlé ou fait mêler, soit à des comestibles ou des boissons, soit à des substances ou denrées alimentaires quelconques, destinés à être vendus ou débités, des matières qui sont de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à deux mille francs. — P. 25 s., 38 s., 402 s., 421, 500, 557.

**Art. 455 (318).** Sera puni des peines portées à l'article précédent :

Celui qui vendra, débitera ou exposera en vente des comestibles, boissons, substances ou denrées alimen-

**Art. 452.** Vor den Gerichten gehaltene Reden oder daselbst vorgebrachte Schriften können niemals Anlass zu einer Strafverfolgung sein, sofern diese Reden oder diese Schriften sich auf den Gegenstand der Gerichtsverhandlung oder auf die Parteien beziehen.

Indess können die Richter sowohl von Amtswegen als auf Antrag einer der Parteien die Unterdrückung von verläumerischen, injuriösen oder diffamatorischen Schriften anordnen.

Die Richter können in diesem Falle auch den Advokaten und ministeriellen Beamten Vorhaltungen machen und selbst disciplinarische Abndung anordnen.

Bezichtigungen oder Injurien, welche dem Gegenstand der Verhandlung oder den Parteien fremd sind, können Anlass sowohl zur öffentlichen Klage als zur Civilklage der Parteien oder Dritter sein.

#### Besondere Bestimmung.

**Art. 453.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken wird bestraft, wer sich der Leichenschändung oder der Verletzung von Grabstätten oder Begräbnissplätzen schuldig macht.

#### SECHSTES KAPITEL.

Von einigen anderen Vergehen gegen Personen.

**Art. 454.** Mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von zweihundert bis zweitausend Franken wird bestraft, wer selbst oder durch Andere Esswaaren oder Getränken, Nahrungsmitteln- oder Lebensmitteln, welche zum Verkauf oder Vertrieb bestimmt sind, Stoffe beimgengt, welche geeignet sind, den Tod herbeizuführen oder die Gesundheit schwer zu schädigen.

**Art. 455.** Den im vorhergehenden Artikel angedrohten Strafen verfällt :

Wer Esswaaren oder Getränke, Nahrungsmittel oder Lebensmittel irgend welcher Art verkauft, vertreibt oder

taires quelconques, sachant qu'ils contiennent des matières de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé ;

Celui qui aura vendu ou procuré ces matières, sachant qu'elles devaient servir à falsifier des substances ou denrées alimentaires. — P. 456, 457, 500, 561-2°-5°.

**Art. 456.** Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de cent francs à mille francs, celui qui aura dans son magasin, sa boutique ou en tout autre lieu, des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires, destinés à être vendus ou débités, sachant qu'ils contiennent des matières de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé. — P. 25 s., 58 s., 455, 457, 501, 561-2°-5°.

**Art. 457** (318). Les comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires mélangés seront saisis, confisqués et mis hors d'usage. — P. 42, 45.

La patente ou le *permis de colportage* du coupable lui seront retirés ; il ne pourra en obtenir d'autre pendant la durée de son emprisonnement.

Il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 55.

Le tribunal ordonnera que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré en entier ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera ; le tout aux frais du condamné. — P. 502.

**Art. 458** (378) Les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 58 s., 118, 150, 509. — l. cr. 50, 80, s., 92, 157 s., 189, 554 s.

**Art. 459.** Seront punis des mêmes peines les employés ou agents du mont-de-piété, qui auront révélé



feilhält, wissend, dass sie Stoffe enthalten, welche geeignet sind, den Tod herbeizuführen oder die Gesundheit schwer zu schädigen ;

Wer solche Stoffe verkauft oder verschafft, wissend dass sie dazu dienen sollen, Nahrungsmittel oder Lebensmittel zu verfälschen.

**Art. 436.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis tausend Franken wird bestraft, wer in seiner Niederlage, seinem Laden oder an irgend einem anderen Ort Esswaaren oder Getränke, Nahrungsmittel oder Lebensmittel, die zum Verkauf oder Vertrieb bestimmt sind, hält, wissend, dass sie Stoffe enthalten, welche geeignet sind, den Tod herbeizuführen oder die Gesundheit schwer zu schädigen.

**Art. 437.** Die vermengten Esswaaren, Getränke, Nahrungsmittel oder Lebensmittel sind in Beschlag zu nehmen, einzuziehen und unbrauchbar zu machen.

Das Patent des Schuldigen oder dessen Hausirschein werden zurückgezogen ; derselbe kann für die Dauer seiner Haft keine neuen erhalten.

Es kann ausserdem gegen denselben die durch Art. 55 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden.

Das Gericht hat anzuordnen, dass das Urtheil an von ihm zu bezeichnenden Orten anzuschlagen und in von ihm zu benennende Zeitungen ganz oder auszugsweise einzurücken sei, alles auf Kosten des Verurtheilten.

**Art. 438.** Aerzte, Wundärzte, Gesundheitsbeamte, Apotheker, Hebammen und alle anderen Personen, welchen auf Grund ihres Standes oder ihres Gewerbes Geheimnisse anvertraut werden und die, abgesehen von dem Fall, dass sie zum Zweck der Zeugenaussage vor Gericht geladen werden und von dem, dass das Gesetz sie verpflichtet, diese Geheimnisse bekannt zu geben, dieselben offenbaren, werden mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von hundert bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 439.** In gleicher Weise werden die Beamten und Agenten des Leihhauses bestraft, welche Jemand ande-

à d'autres qu'aux officiers de police ou à l'autorité judiciaire le nom des personnes qui ont déposé ou fait déposer des objets à l'établissement. — P. 118, 150, 509.

**Art. 400.** Quiconque sera convaincu d'avoir supprimé une lettre confiée à la poste, ou de l'avoir ouverte pour en violer le secret, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines *seulement*. — P. 25 s., 38 s., 149.

### TITRE IX.

#### Crimes et délits contre les propriétés.

##### CHAPITRE PREMIER.

##### Des vols et des extorsions.

**Art. 401** (379). Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol. — P. 505, 508, 552-4°, 557-6°, 560-2°. — C. 2279, 2280.

**Art. 402** (380). Ne donneront lieu qu'à des réparations civiles, les vols commis par des époux au préjudice de leurs conjoints ; par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé ; par des descendants au préjudice de leurs ascendants ; par des ascendants au préjudice de leurs descendants, ou par des alliés aux mêmes degrés. — P. 78. — C. 2279, 2280.

Toute autre personne qui aura participé à ces vols ou recélé tout ou partie des objets volés sera punie comme si la disposition qui précède n'existait pas. — P. 66 s., 505, 506.

##### SECTION 1<sup>re</sup>.

##### Des vols commis sans violences ni menaces.

**Art. 403** (401 § 1, 586-4°, 588). Les vols non spécifiés dans le présent chapitre seront punis d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s.,

rem als dem Polizeibeamten oder der Gerichtsbehörde die Namen von Personen entdecken, welche selbst oder durch Andere Gegenstände im Leihhause niedergelegt haben.

**Art. 460.** Wer überführt wird, dass er einen der Post anvertrauten Brief unterdrückt oder dass er einen solchen Brief erbrochen hat, um dessen Geheimniss zu verletzen, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Monat und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken, oder mit einer dieser Strafen bestraft.

### TITEL IX.

Verbrechen und Vergehen gegen das Eigenthum.

#### ERSTES KAPITEL.

Vom Diebstahl und von der Erpressung.

**Art. 461.** Wer eine Sache, die ihm nicht gehört, in betrügerischer Weise entwendet, ist des Diebstahls schuldig.

**Art. 462.** Folgende Fälle des Diebstahls begründen lediglich Civilansprüche :

Der Diebstahl, welcher von einem Ehegatten zum Nachtheil des anderen begangen wird ; ferner derjenige, welcher von einem Wittwer oder von einer Wittwe an Gegenständen begangen wird, die dem verstorbenen Ehegatten gehört haben ; ferner derjenige, welcher von Jemand zum Nachtheil eines Verwandten in aufsteigender Linie begangen wird, und endlich derjenige, welcher von Jemand zum Nachtheil eines Verwandten in absteigender Linie oder welcher von Personen, die in dem gleichen Grade mit einander verschwägert sind, gegen einander begangen wird.

Jeder Andere, welcher Mitthäter eines derartigen Diebstahls ist, oder welcher das gestohlene Gut ganz oder theilweise hehlt, ist zu bestrafen, als ob die vorstehende Bestimmung nicht vorhanden wäre.

#### ABSCHNITT I.

Vom Diebstahl, welcher ohne Gewaltthätigkeiten noch Drohungen begangen wird.

**Art. 463.** Die im gegenwärtigen Kapitel nicht besonders behandelten Fälle des Diebstahls werden mit Gefängniss von einem Monat bis zu fünf Jahren und mit

44, 463, 466, 552-4°, 557-6°, 560-2°. — I. cr. 366 §§ 2, 3.

**Art. 464** (386-3°). L'emprisonnement sera de trois mois au moins, si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient soit dans la maison du maître, soit dans celle où il l'accompagnait, ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti, dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître, ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé. — P. 25 s., 44, 463, 466. — I. cr. 366 §§ 2, 3.

**Art. 465** (401 §§ 2, 3). Dans les cas des articles précédents, les coupables pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 35, et placés sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — P. 35, 37.

**Art. 466** (401 § 1). Les tentatives des vols mentionnés aux articles précédents seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs.

*La disposition de l'article précédent est également applicable à ces tentatives.* — P. 25 s., 35, 37, 38 s., 51, 53, 465.

**Art. 467** (584). Le vol sera puni de la reclusion : — P. 13 s., 19, 32, 44. — I. cr. 366 §§ 2, 3.

S'il a été commis à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs ; — P. 484 à 487.

S'il a été commis par un fonctionnaire public à l'aide de ses fonctions ; — P. 254 s.

Si les coupables, ou l'un d'eux, ont pris le titre ou les insignes d'un fonctionnaire public ou ont allégué un faux ordre de l'autorité publique. — P. 227, 228.

## SECTION II.

Des vols commis à l'aide de violences ou menaces et des extorsions.

**Art. 468** (382 § 2). Quiconque aura commis un vol

Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

**Art. 404.** Gefängnisstrafe von mindestens drei Monaten tritt ein, falls der Dieb ein Diensthote oder Lohnbediensteter ist, auch dann, wenn er den Diebstahl zum Nachtheil von Personen begeht, die er nicht bedient, welche jedoch sich im Hause des Dienstherrn oder in dem Hause befinden, in welches er seinen Dienstherrn begleitet hat, oder falls der Diebstahl von einem Arbeiter, Gesellen oder Lehrling in dem Hause, der Werkstätte oder dem Lagerraum seines Meisters begangen wird, oder falls der Dieb eine Person ist, welche in der Wohnung, in welcher der Diebstahl begangen wird, gewöhnlich arbeitet.

**Art. 405.** In den Fällen der vorhergehenden Artikel kann ausserdem gegen die Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen werden, und können dieselben für mindestens zwei und höchstens fünf Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 406.** Der Versuch der in den vorhergehenden Artikeln bezeichneten Fälle des Diebstahls wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken bestraft.

Die Bestimmung des vorhergehenden Artikels findet gleichfalls Anwendung auf diesen Versuch.

**Art. 407.** Der Diebstahl wird mit Zuchthaus bestraft :

Wenn er vermittelt Einbruchs, Einsteigens oder falcher Schlüssel begangen wird ;

Wenn er von einem öffentlichen Beamten mit Hülfe seiner amtlichen Thätigkeit begangen wird ;

Wenn die Thäter oder Einer von ihnen den Titel oder die Abzeichen eines öffentlichen Beamten annehmen oder wenn sie sich auf einen gefälschten Befehl der öffentlichen Gewalt berufen.

## ABSCHNITT II.

Von dem Diebstahl, welcher vermittelt Gewaltthätigkeiten und Drohungen begangen wird, und von der Erpressung.

**Art. 408.** Wer einen Diebstahl vermittelt Gewalt-

à l'aide de violences ou de menaces sera puni de la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 44, 473, 483. — l. cr. 366 §§ 2 et 3.

**Art. 469.** Est assimilé au vol commis à l'aide de violences ou de menaces le cas où le voleur, surpris en flagrant délit, a exercé des violences ou fait des menaces, soit pour se maintenir en possession des objets soustraits, soit pour assurer sa fuite. — P. 473, 483. — l. cr. 41.

**Art. 470 (400).** *Quiconque aura extorqué, par violences ou menaces, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la reclusion.* — P. 13 s., 19, 32, 44, 473, 483. — l. cr. 366 §§ 2, 3.

*Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations calomnieuses ou diffamatoires, aura extorqué, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou la remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.* — P. 25 s., 38 s., 483.

*La tentative de ce dernier délit sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à mille francs.* — P. 25 s., 38 s., 51, 53.

**Art. 471.** Le vol commis à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée ou ses dépendances, sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans : — P. 12, 14 s., 19, 31, 473, 479, 480, 481, 483.

S'il a été commis avec effraction, escalade ou fausses clefs ; — P. 484 s.

S'il a été commis par un fonctionnaire public à l'aide de ses fonctions : — P. 254 s.

Si les coupables, ou l'un d'eux, ont pris le titre ou les insignes d'un fonctionnaire public ou ont allégué un faux ordre de l'autorité publique ; — P. 227, 228.

S'il a été commis la nuit par deux ou plusieurs personnes ; — P. 478.

thätigkeiten oder Drohungen begeht, wird mit Zuchthaus bestraft.

**Art. 409.** Dem vermittels Gewaltthätigkeiten oder Drohungen begangenen Diebstahl steht der Fall gleich, dass der Dieb, nachdem er auf frischer That betroffen worden, Gewaltthätigkeiten begeht oder Drohungen ausstösst, um sich entweder im Besitz der entwendeten Sache zu erhalten oder um seine Flucht zu sichern.

**Art. 470.** Wer einem Anderen durch Gewaltthätigkeiten oder Drohungen die Hergabe seiner Unterschrift oder die Herausgabe eines Schriftstückes, eines Aktes oder irgend einer sonstigen Art von Urkunde abpresst, in welchen eine Verpflichtungserklärung, eine Verfügung oder eine Entlastungserklärung enthalten ist oder bewirkt wird, wird mit Zuchthaus bestraft.

Wer vermittels schriftlicher oder mündlicher Bedrohung mit verläumderischen oder diffamatorischen Entdeckungen oder Bezeichnungen einem Anderen entweder die Herausgabe von Geldern oder Werthen oder die Hergabe seiner Unterschrift oder die Herausgabe von Schriftstücken der vorbezeichneten Art abpresst, wird mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis dreitausend Franken bestraft.

Der Versuch des letzteren Vergehens wird mit Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken bestraft.

**Art. 471.** Der vermittels Gewaltthätigkeiten oder Drohungen in einem bewohnten Hause oder in dessen Zubehörungen begangene Diebstahl wird mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft:

Falls er vermittels Einbruchs, Einsteigens oder falscher Schlüssel begangen wird;

Falls er von einem öffentlichen Beamten mit Hülfe seiner Amtsthätigkeit begangen wird;

Falls die Schuldigen oder Einer von denselben den Titel oder die Abzeichen eines öffentlichen Beamten annehmen oder sich auf einen gefälschten Befehl der öffentlichen Gewalt berufen;

Si des armes ont été employées ou montrées. — P. 155, 482.

Il sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, s'il a été commis avec deux des circonstances prémentionnées. — P. 12, 14 s., 19, 51, 44. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

**Art. 433.** Le vol commis à l'aide de violences ou de menaces dans les chemins publics emportera la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12, 14 s., 19, 51, 44, 475, 477, 485. — I. cr. 566 §§ 2, 5.

Il sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, s'il a été commis avec une des circonstances de l'article précédent. — P. 12, 14 s., 19, 51, 44. — I. cr. 566 §§ 2 et 5.

**Art. 433.** Dans les cas prévus aux art. 468, 469, 470, 471 et 472, la peine sera celle des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si les violences ou les menaces ont causé, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. — P. 12, 14 s., 19, 51, 400.

La même peine sera appliquée si les malfaiteurs ont soumis les personnes à des tortures corporelles. — P. 476.

**Art. 434.** Si les violences ou les menaces exercées sans intention de donner la mort l'ont pourtant causée, les coupables seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité. — P. 12, 14 s., 18, 19, 51, 44, 401. — I. cr. 566 §§ 2 et 3.

La même peine sera appliquée si ces violences ou ces menaces ont été commises la nuit par plusieurs individus dans une maison habitée ou sur un chemin public. — P. 476 à 479.

**Art. 435 (304).** Le meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion, ou pour en assurer l'impunité, sera puni de mort. — P. 8 s., 18, 19, 51, 44, 77, 576 § 2, 595, 461, 470, 552. — I. cr. 566 §§ 2 et 5.

**Art. 436.** Les peines portées par les art. 475 et 474 seront appliquées, lors même que la consommation du



Falls der Diebstahl zur Nachtzeit von zwei oder mehreren Personen verübt wird ;

Falls Waffen angewandt oder gezeigt werden.

Derselbe wird mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bestraft, falls er unter zwei der vorerwähnten Umstände begangen wird.

**Art. 473.** Ein vermittels Gewaltthätigkeiten oder Drohungen auf öffentlicher Strasse begangener Diebstahl wird mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft.

Wird er mit einem der im vorhergehenden Artikel bezeichneten Umstände begangen, so tritt Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren ein.

**Art. 473.** In den durch die Art. 468, 469, 470, 471 und 472 vorgesehenen Fällen besteht die Strafe in Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren, wenn die Gewaltthätigkeiten oder die Drohungen entweder eine unheilbar erscheinende Krankheit oder eine dauernde Unfähigkeit zur persönlichen Arbeit oder den Verlust jeden Gebrauchs eines Organes oder eine schwere Verstümmelung zur Folge haben.

Dieselbe Strafe tritt ein, falls die Thäter Jemand körperlichen Martern unterwerfen.

**Art. 474.** Wenn die Gewaltthätigkeiten oder die Drohungen, welche ohne die Absicht ausgeübt werden, den Tod Jemandes herbeizuführen, den Tod dennoch verursachen, so sind die Schuldigen zu lebenslänglicher Zwangsarbeit zu verurtheilen.

Dieselbe Strafe tritt ein, wenn derartige Gewaltthätigkeiten oder Drohungen zur Nachtzeit durch mehrere Personen in einem bewohnten Hause oder auf öffentlicher Strasse begangen werden.

**Art. 475.** Ein Todtschlag, welcher begangen wird, um einen Diebstahl oder eine Erpressung zu erleichtern oder um die Strafflosigkeit dieser Zuwiderhandlungen zu sichern, wird mit dem Tode bestraft.

**Art. 476.** Die in den Art. 473 und 474 angedrohten Strafen finden auch dann Anwendung, wenn die Vollendung des Diebstahles oder der Erpressung durch

vol ou de l'extorsion aura été empêchée par des circonstances indépendantes de la volonté des coupables. P. 51, 461, 470.

### SECTION III.

De la signification des termes employés dans le présent chapitre.

**Art. 437.** Les chemins publics sont ceux dont l'usage est public.

Néanmoins, cette dénomination ne comprend ni l'espace des chemins qui est bordé de maisons, ni les chemins de fer.

**Art. 438.** Le vol commis pendant la nuit est le vol commis plus d'une heure avant le lever et plus d'une heure après le coucher du soleil. — Pr. 781 § 1, 1037.

**Art. 439 (390).** Est réputé maison habitée, tout bâtiment, tout appartement, tout logement, toute loge, toute cabane, même mobile, ou tout autre lieu servant à l'habitation.

**Art. 480 (390).** Sont réputés dépendances d'une maison habitée, les cours, basses-cours, jardins et tous autres terrains clos, ainsi que les granges, écuries et tous autres édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, quand même ils formeraient un clos particulier dans l'enclos général. — P. 481.

**Art. 481 (391, 392).** Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque manière qu'ils soient faits, sont réputés dépendances de maison habitée lorsqu'ils sont établis sur une même pièce de terre, avec les cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens.

**Art. 482.** Sont compris dans le mot armes, les objets désignés à l'art. 135 du présent Code.

**Art. 483.** Par violences la loi entend les actes de contrainte physique exercés sur les personnes.

Umstände verhindert worden ist, welche vom Willen der Thäter unabhängig waren.

### ABSCHNITT III.

Von der Bedeutung der Ausdrücke, welche im gegenwärtigen Kapitel angewandt sind.

**Art. 477.** Öffentliche Wege sind solche, deren Gebrauch öffentlich ist.

Indess begreift diese Bezeichnung weder den Theil der Wege, welcher von Häusern eingefasst ist, noch die Eisenbahnen.

**Art. 478.** Ein zur Nachtzeit begangener Diebstahl ist derjenige, welcher früher als eine Stunde vor Aufgang der Sonne und später als eine Stunde nach Untergang der Sonne begangen ist.

**Art. 479.** Unter den Begriff eines bewohnten Hauses fällt jedes Gebäude, jede Wohnung, jede Unterkunft, jeder Herschlag und jede, selbst bewegliche Hütte oder jede irgend andere zum Wohnen dienende Räumlichkeit.

**Art. 480.** Als Zubehörungen eines bewohnten Hauses werden angesehen: Höfe, Geflügelhöfe, Gärten und alle sonstigen abgeschlossenen Grundstücke, ebenso Scheunen, Ställe und alle sonstigen Gebäude, welche in der nämlichen Umschliessung liegen, einerlei zu welchem Gebrauch sie dienen und auch dann, wenn sie einen besonders abgeschlossenen Theil in der gesamten Umschliessung bilden.

**Art. 481.** Bewegliche Parke, welche bestimmt sind, auf dem Felde Vieh zusammenzuhalten, werden — einerlei in welcher Art sie hergestellt sind — als Zubehörungen eines bewohnten Hauses angesehen, falls sie auf demselben Grundstück mit den beweglichen Hütten oder anderen Schutzvorrichtungen für die Hirten aufgeschlagen sind.

**Art. 482.** Unter dem Wort « Waffen » werden die im Art. 135 des gegenwärtigen Strafgesetzbuches bezeichneten Gegenstände begriffen.

**Art. 483.** Unter « Gewaltthätigkeiten » versteht das Gesetz Handlungen körperlicher Gewalt, welche gegen Menschen ausgeübt werden.

Par menaces la loi entend tous les moyens de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent.

**Art. 484** (395 à 396 § 1). L'effraction consiste à forcer, rompre, dégrader, démolir ou enlever toute espèce de clôture extérieure ou intérieure d'une maison, édifice, construction quelconque ou de ses dépendances, d'un bateau, d'un wagon, d'une voiture ; à forcer des armoires ou des meubles fermés, destinés à rester en place et à protéger les effets qu'ils renferment. — P. 479, 480, 545.

**Art. 485** (255, 396 § 2). Sont assimilés au vol avec effraction :

L'enlèvement des meubles dont il est parlé à l'article précédent ;

Le vol commis à l'aide d'un bris de scellés. — P. 285 s.

**Art. 486** (397). Est qualifiée escalade :

Toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs, enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre espèce de clôture ; — P. 545.

L'entrée par une ouverture souterraine autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée.

**Art. 487** (398). Sont qualifiés fausses clefs :

Tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites ou altérées ;

Les clefs qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employées ;

Les clefs perdues, égarées ou soustraites qui auront servi à commettre le vol.

Toutefois, l'emploi de fausses clefs ne constituera une circonstance aggravante que s'il a eu lieu pour ouvrir des objets dont l'effraction eût entraîné une aggravation de peine.

Unter « Drohungen » versteht das Gesetz alle Arten des geistigen Zwanges mittels der Furcht vor einem unmittelbar bevorstehenden Uebel.

**Art. 484.** Der Einbruch besteht darin, dass irgend eine Art von innerem oder äusserem Verschluss eines Hauses, eines Gebäudes, irgend eines Bauwerkes oder seiner Zubehörungen, eines Schiffes, eines Waggons oder Wagens erzwungen, erbrochen, beschädigt, niedgerissen oder beseitigt wird; ebenso darin, dass Schränke oder verschlossene Möbel gewaltsam geöffnet werden, welche bestimmt sind, an ihrem Orte zu verbleiben und die Gegenstände zu sichern, welche in ihnen enthalten sind.

**Art. 485.** Dem Diebstahl mit Einbruch steht gleich :  
Die Wegnahme der Möbel, von welchen im vorhergehenden Artikel die Rede ist ;

Der Diebstahl, welcher mit Hülfe von Siegelerbrechung begangen wird.

**Art. 486.** Als Einsteigen gilt :

Jede Art von Eindringen in Häuser, Gebäude, Höfe, Geflügelhöfe oder irgend sonstige Arten von Gebäulichkeiten, Gärten, Parks und Umschliessungen, welches über Mauern, Thüren, Dächer oder irgend eine sonstige Art von Verschluss bewirkt wird ;

Ferner das Eindringen durch eine andere unterirdische Oeffnung als diejenige, welche zum Zweck des Einganges hergestellt ist.

**Art. 487.** Als falsche Schlüssel gelten :

Alle Haken, Dietriche, Hauptschlüssel, nachgeahmte, nachgemachte oder veränderte Schlüssel ;

Schlüssel, welche vom Eigenthümer, Miether, Gastwirth und Wohnungsgeber nicht zu denjenigen Schlössern, Vorhängeschlössern oder sonstigen Verschlüssen bestimmt sind, zu denen der Schuldige sie verwendet ;

Verlorene, verlegte oder entwendete Schlüssel, welche zur Begehung des Diebstahls dienen.

Indessen bildet die Anwendung falscher Schlüssel nur dann einen erschwerenden Umstand, wenn sie stattfindet, um Gegenstände zu öffnen, bezüglich deren der Einbruch eine Erschwerung der Strafe nach sich ziehen würde.

## Disposition particulière.

**Art. 488 (399).** Quiconque aura frauduleusement contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans et à une amende de vingt-six francs à deux cents francs.

Si le coupable est serrurier de profession, il sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à mille francs. — P. 25 s., 58 s.

**CHAPITRE II.**

## Des fraudes.

**SECTION 1<sup>re</sup>.**

## De la banqueroute.

**Art. 489 (402).** Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront condamnés :

Les banqueroutiers simples, à un emprisonnement d'un mois à deux ans ; — P. 25 s. — L. 2 juillet 1870, art. 573, 574, 576, 579, 583.

Les banqueroutiers frauduleux, à la reclusion. — P. 15 s., 19, 32. — L. 2 juillet 1870, art. 577 à 579, 583.

**Art. 490 (L. 2 juillet 1870, art. 575).** Seront condamnés à un emprisonnement d'un mois à deux ans et à une amende de cent francs à trois mille francs : — P. 25 s., 58 s.

Ceux qui, dans l'intérêt du failli, auront soustrait, dissimulé ou recélé tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles ;

Ceux qui auront frauduleusement présenté dans la faillite et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées ou exagérées ;

Le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations relatives à la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait, en sa faveur, un avantage à la charge de l'actif du failli ;

Le curateur qui se sera rendu coupable de malversation dans sa gestion.

## Besondere Bestimmung.

**Art. 488.** Wer betrügerischer Weise Schlüssel nachmacht oder verändert, wird mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

Ist der Schuldige Schlosser von Gewerbe, so wird er mit Gefängniß von zwei bis fünf Jahren und mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken bestraft.

**ZWEITES KAPITEL.**

## Von den Betrügereien.

**ABSCHNITT I.**

## Vom Bankerutt.

**Art. 489.** Wer in den vom Handelsgesetzbuch vorgesehenen Fällen des Bankerutts schuldig erklärt ist, wird bestraft :

Im Fall des einfachen Bankerutts mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren ;

Im Fall des betrügerischen Bankerutts mit Zuchthaus.

**Art. 490.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von hundert bis dreitausend Franken wird bestraft :

Wer im Interesse des Falliten dessen bewegliches oder unbewegliches Vermögen ganz oder theilweise entwendet, verheimlicht oder verhehlt ;

Wer betrügerischer Weise in dem Falliment auf seinen eigenen Namen oder durch Vorschiebung Anderer unwahre oder übertriebene Forderungen anmeldet oder aufrecht erhält ;

Ein Gläubiger, welcher sich entweder von dem Falliten oder von irgend andern Personen besondere Vortheile mit Rücksicht auf seine Abstimmung bei den auf das Falliment bezüglichen Berathungen ausbedingt, oder welcher eine besondere Vereinbarung schliesst, welche zu seinen Gunsten und zu Lasten der Aktivmasse des Falliten einen Vortheil ergibt ;

Ein Curator, welcher sich der Untreue in seiner Verwaltung schuldig macht.

## SECTION II.

## Des abus de confiance.

**Art. 401** (408). Quiconque aura frauduleusement soit détourné, soit dissipé au préjudice d'autrui, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge et qui lui avaient été remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38, 44, 240 s., 492, 505. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, *et placé sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.* — P. 35, 57.

**Art. 402.** La disposition de l'art. 462 sera applicable au délit prévu par l'article précédent.

**Art. 403** (406). Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, celui qui aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances, décharges, effets de commerce ou tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée. — P. 25 s., 58 s.

Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, *et placé sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.* — P. 35, 57.

**Art. 404.** Quiconque aura habituellement fourni des valeurs, de quelque manière que ce soit, à un taux excédant l'intérêt légal et en abusant des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, sera condamné à un em-



ABSCHNITT II.

Vom Vertrauensbruch.

**Art. 401.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer betrügerischer Weise zum Schaden eines Anderen Effekten, Gelder, Waaren, Zettel, Quittungen und Schriftstücke irgend welcher Art, in welchen eine Verpflichtung oder Entlastung enthalten oder bewirkt ist, unterschlägt oder vergeudet, nachdem ihm solche Gegenstände unter der Bedingung eingehändigt worden sind, dass er sie zurückgebe oder dass er sie in bestimmter Weise gebrauche oder verwende.

Es kann ausserdem gegen den Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und derselbe für einen Zeitraum von mindestens zwei und höchstens fünf Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 402.** Die Bestimmung des Art. 462 findet auf das im vorhergehenden Artikel bezeichnete Vergehen ebenfalls Anwendung.

**Art. 403.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer die Nothlage, die Schwächen oder die Leidenschaften eines Minderjährigen missbraucht, um denselben zu seinem Schaden Schuldverschreibungen, Quittungen, Entlastungserklärungen, Wechsel oder irgend welche anderen Verbindlichkeitsurkunden unterschreiben zu lassen, einerlei, unter welcher Form ein solches Geschäft gemacht oder verschleiert wird.

Es kann ausserdem gegen den Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und derselbe für einen Zeitraum von mindestens zwei und höchstens fünf Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 404.** Wer gewohnheitsmässig, einerlei auf welche Art, und indem er die Schwäche oder die Leidenschaften der Entleiher missbraucht, Anderen Werthe zu einem Zinsfuss, welcher den gesetzlichen übersteigt,

prisonnement d'un mois à un an et à une amende de mille francs à dix mille francs, ou à une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s.

**Art. 403** (409). Celui qui, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura détourné méchamment ou frauduleusement, de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs. — P. 38 s., 44. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.

### SECTION III.

De l'escroquerie et de la tromperie.

**Art. 404** (405). Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à trois mille francs. — P. 25 s., 38 s., 44, 78, 227 s., 231, 504, 505, 509, 563-1°. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

Le coupable pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et *placé sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus*. — P. 35, 57.

**Art. 405**. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs : — P. 25 s., 38 s.

Ceux qui auront émis ou tenté d'émettre pour des monnaies d'or ou d'argent des monnaies de moindre valeur auxquelles on a donné l'apparence d'or ou d'argent ; — P. 51, 161, 163, 165, 167.

gewährt, wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von tausend bis zehntausend Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

**Art. 405.** Wer in einer gerichtlichen Streitsache irgend einen Titel, ein Aktenstück oder eine Denkschrift vorlegt und demnächst böswilliger oder betrügerischer Weise auf irgend welche Art bei Seite schafft, wird mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken bestraft.

Diese Strafe ist durch das Gericht auszusprechen, welches mit der Streitsache befaßt ist.

### ABSCHNITT III.

#### Von der Prellerei und der Betrügerei.

**Art. 406.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreitausend Franken wird bestraft, wer, um sich eine einem Anderen gehörige Sache anzueignen, sich Gelder, Mobilien, Schuldverschreibungen, Quittungen, Entlastungserklärungen einhändigen oder ausliefern läßt, indem er entweder einen falschen Namen oder falsche Eigenschaften annimmt, oder indem er betrügerische Kunstgriffe anwendet, um das Bestehen nicht vorhandener Unternehmungen oder eine vorgebliche Gewalt oder einen vorgeblichen Credit glaubhaft zu machen, um die Hoffnung oder die Furcht eines Erfolges, eines schlimmen Zufalles oder irgend eines anderen eingebildeten Ereignisses zu erwecken oder um in sonstiger Weise das Vertrauen oder die Leichtgläubigkeit zu missbrauchen.

Ausserdem kann gegen den Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen und derselbe für einen Zeitraum von mindestens zwei und höchstens fünf Jahren unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 407.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird bestraft :

Wer Münzen von geringerem Werthe, denen der Anschein von Gold oder Silber gegeben ist, als Gold- oder Silbermünzen ausgibt oder auszugeben versucht ;

Ceux qui auront émis ou tenté d'émettre pour des pièces de monnaies des morceaux de métal ne portant aucune empreinte monétaire. — P. 51.

**Art. 408 (425).** Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura trompé l'acheteur : — P. 25 s., 38 s.

Sur l'identité de la chose vendue, en livrant frauduleusement une chose autre que l'objet déterminé sur lequel a porté la transaction :

Sur la nature ou l'origine de la chose vendue, en vendant ou en livrant une chose semblable en apparence à celle qu'il a achetée ou qu'il a cru acheter. — P. 297, 504.

**Art. 409 (425).** Seront condamnés à un emprisonnement de huit jours à un an et à une amende de vingt-six francs à mille francs, ou à une de ces peines seulement, ceux qui, par des manœuvres frauduleuses, auront trompé l'acheteur sur la quantité des choses vendues. — P. 25 s., 38 s., 297, 504, 561-4<sup>o</sup>-8<sup>o</sup>.

**Art. 500 (475-6<sup>o</sup>, 476).** Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs ou d'une de ces peines seulement : — P. 25 s., 38 s.

Ceux qui auront falsifié ou fait falsifier des denrées ou boissons propres à l'alimentation, et destinées à être vendues ou débitées ;

Ceux qui auront vendu, débité ou exposé en vente ces objets, sachant qu'ils étaient falsifiés ;

Ceux qui, par affiches ou par avis, imprimés ou non, auront méchamment ou frauduleusement propagé ou révélé des procédés de falsification de ces mêmes objets. — P. 454 s., 502, 503, 533, 561-5<sup>o</sup>.

**Art. 501.** Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, celui chez lequel seront trouvées des denrées ou boissons propres à l'alimentation et destinées à être ven-

Wer Metallstücke, welche keinerlei Münzprägung tragen, als Geldmünzen ausgibt oder auszugeben versucht.

**Art. 408.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer den Käufer täuscht :

Ueber die Identität der verkauften Sache, indem er betrügerischer Weise eine andere Sache liefert, als den bestimmten Gegenstand, den die Vereinbarung betraf ;

Ueber die Natur oder den Ursprung der verkauften Sache, indem er eine Sache verkauft oder liefert, welche derjenigen scheinbar ähnlich ist, welche der Andere gekauft oder zu kaufen geglaubt hat.

**Art. 409.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis tausend Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer durch betrügerische Kunstgriffe den Käufer über die Menge der verkauften Sachen täuscht.

**Art. 500.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von fünfzig bis tausend Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft :

Wer Esswaaren oder Getränke, die zur Ernährung geeignet und zum Verkauf oder Vertrieb bestimmt sind, selbst oder durch Andere verfälscht ;

Wer solche Gegenstände, wissend, dass sie verfälscht sind, verkauft, vertreibt oder feil hält ;

Wer böswilliger oder betrügerischer Weise durch gedruckte oder nicht gedruckte Anschläge oder Anzeigen, Verfahren zur Verfälschung solcher Sachen verbreitet oder mittheilt.

**Art. 501.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken oder mit einer dieser Strafen wird Derjenige bestraft, bei welchem verfälschte Esswaaren oder Getränke, welche zur Ernährung geeignet und zum Verkauf oder Vertrieb bestimmt sind, vorgefunden

dues ou débitées, et qui sait qu'elles sont falsifiées. — P. 25 s., 58 s., 456, 502, 503.

**Art. 501.** Dans les cas prévus par les deux articles précédents, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré, en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné. — P. 457 § 4.

Si le coupable est condamné à un emprisonnement d'au moins six mois, la patente ou le *permis de colportage* lui seront retirés et il ne pourra en obtenir d'autres pendant la durée de sa peine. — P. 457 § 2.

**Art. 503 (477).** Les denrées alimentaires ou boissons falsifiées trouvées en la possession du coupable seront saisies et confisquées. — P. 42, 43.

Si elles peuvent servir à un usage alimentaire, elles seront mises à la disposition de la commune où le délit aura été commis, avec charge de les remettre aux hospices ou au bureau de bienfaisance, selon les besoins de ces établissements; dans le cas contraire, les objets saisis seront mis hors d'usage. — P. 457 § 1.

**Art. 504.** La disposition de l'art. 462 sera applicable aux délits prévus par les art. 496, 498 et 499. — P. 78.

#### SECTION IV.

Du recèlement des objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit.

**Art. 505.** Ceux qui auront recélé, en tout ou en partie, les choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 44, 67 § 4, 68, 339, 340, 461 s., 491 s., 496 s., 507. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

Ils pourront, de plus, être condamnés à l'interdiction, conformément à l'art. 35, et placés sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — P. 35, 37.

werden und welcher weiss, dass diese Gegenstände verfälscht sind.

**Art. 502.** In den durch die zwei vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen kann das Gericht anordnen, dass das Urtheil an von ihm zu bezeichnenden Orten angeschlagen und dass es vollständig oder auszugsweise in den von ihm zu bestimmenden Zeitungen veröffentlicht werden solle; alles auf Kosten des Verurtheilten.

Ist der Schuldige zu mindestens sechs Monaten Gefängniss verurtheilt, so wird sein Patent oder Hausirschein zurückgezogen und kann er für die Dauer seiner Strafe keine neuen erhalten.

**Art. 503.** Die im Besitz des Schuldigen vorgefundenen verfälschten Esswaaren und Getränke sind in Beschlag zu nehmen und einzuziehen.

Können dieselben zu Nahrungszwecken dienen, so sind sie der Gemeinde, in welcher das Vergehen begangen ist, unter der Verpflichtung zur Verfügung zu stellen, dass diese dieselben den Spitälern oder dem Wohlthätigkeitsbureau je nach dem Bedürfniss dieser Anstalten abgebe; anderen Falls sind die in Beschlag genommenen Gegenstände ausser Gebrauch zu setzen.

**Art. 504.** Die Bestimmung des Art. 462 findet auch Anwendung auf die durch die Art. 496, 498 und 499 vorgesehenen Vergehen.

#### ABSCHNITT IV.

Von der Hehlerei an Gegenständen, welche vermittle eines Verbrechens oder eines Vergehens erlangt sind.

**Art. 505.** Wer Sachen, welche vermittle eines Verbrechens oder eines Vergehens weggenommen, unterschlagen oder erlangt sind, ganz oder theilweise hehlt, wird mit Gefängniss von fünfzehn Tagen bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Ausserdem kann gegen denselben die durch Art. 53 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen und derselbe für mindestens zwei und höchstens fünf Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 366 (63).** Dans le cas où la peine applicable aux auteurs du crime sera celle de mort ou des travaux forcés à perpétuité, les recéleurs désignés dans l'article précédent seront condamnés à la reclusion, s'ils sont convaincus d'avoir eu, au temps du recel, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache soit la peine de mort, soit celle des travaux forcés à perpétuité. — P. 13 s., 19, 52, 44. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

#### SECTION V.

De quelques autres fraudes.

**Art. 501 (L. 25 nov. 1834).** *Seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à mille francs, le saisi et tous ceux qui auront frauduleusement détruit ou détourné des objets mobiliers, renversé, dégradé ou détruit des objets immobiliers saisis sur lui.* — P. 25 s., 38 s., 44, 505. — I. cr. 366 §§ 2 et 3.

*Ces peines seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui aura dégradé, détruit ou détourné les objets par lui donnés à titre de gage.*

*Les tentatives de ces délits seront punies d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.*

*Le tout sans préjudice à l'application des dispositions contenues aux chapitres I et III du titre IX du présent livre.* — P. 25 s., 38 s., 51, 55.

**Art. 508.** Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs : — P. 25 s., 38 s., 44.

Ceux qui, ayant trouvé une chose mobilière appartenant à autrui ou en ayant obtenu par hasard la possession, l'auront frauduleusement celée ou livrée à des tiers ; — P. 461. — I. cr. 366 §§ 2 et 3. — C. 717.

Ceux qui, ayant découvert un trésor, se le seront approprié au préjudice des personnes auxquelles la loi en attribue une partie. — C. 716.

**Art. 509.** Sera puni d'un emprisonnement d'un mois



**Art. 506.** Falls die Strafe des Verbrechens in Todesstrafe oder in lebenslänglicher Zwangsarbeit besteht, sind die im vorhergehenden Artikel bezeichneten Hehler zu Zuchthaus zu verurtheilen, vorausgesetzt, dass sie überführt werden, dass sie zur Zeit der Hehlerei von den Umständen Kenntniss gehabt haben, an welche das Gesetz entweder die Todesstrafe oder die lebenslängliche Zuchthausstrafe knüpft.

#### ABSCHNITT V.

Von einigen anderen Fällen des Betruges.

**Art. 507.** Mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken werden der Gefändete und alle jene bestraft, welche betrügerischer Weise bewegliche Sachen zerstören oder bei Seite schaffen, oder unbewegliche Sachen umstürzen, beschädigen oder zerstören, nachdem solche Sachen bei Ersterem gepfändet worden sind.

Diese Strafen finden ebenfalls Anwendung auf jeden Schuldner, Entleiher oder dritten Pfandbesteller, welcher Sachen, die von ihm zu Pfand gegeben sind, beschädigt, zerstört oder unterschlägt.

Der Versuch dieser Vergehen wird mit Gefängniss von zwei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Alles unbeschadet der in den Kapiteln I und III des neunten Titels des gegenwärtigen Buches enthaltenen Bestimmungen.

**Art. 508.** Mit Gefängniss von acht Tagen bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft :

Wer eine einem Anderen gehörige bewegliche Sache findet oder deren Besitz zufällig erlangt und dieselbe betrügerischer Weise hohlt oder einem Dritten ausliefert ;

Wer einen Schatz findet und sich denselben zum Nachtheil derjenigen Personen aneignet, welchen das Gesetz einen Theil desselben zuspricht.

**Art. 509.** Mit Gefängniss von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis

à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois mille francs, celui qui se sera frauduleusement procuré des fonds, valeurs ou décharges au moyen d'un effet tiré sur une personne qui n'existe pas ou qu'il savait ne pas être sa débitrice ou ne pas devoir l'être à l'échéance, et qui ne l'avait pas autorisé à tirer sur elle. — P. 25 s., 38 s., 44, 496.

Toutefois, les poursuites ne pourront avoir lieu, ou cesseront, si l'effet a été payé, ou si les fonds ont été faits au moment où la fraude a été découverte, à moins que le tiré n'ait porté plainte. — P. 450.

Dans ce cas, le coupable sera condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois mois et à une amende de vingt-six francs à trois cents francs, ou à une de ces peines seulement. — P. 25 s., 38 s.

### CHAPITRE III.

Destructions, dégradations, dommages.

#### SECTION 1<sup>re</sup>.

De l'incendie.

**Art. 510 (454).** Seront punis des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ceux qui auront mis le feu :

A des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers ou tous autres lieux quelconques servant à l'habitation et contenant une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie ;

A des édifices servant à des réunions de citoyens, pendant le temps de ces réunions ;

A tous lieux, même inhabités, si, d'après les circonstances, l'auteur a dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment du crime. — P. 12, 14 s., 19, 31, 122, 513, 516, 517, 519 à 521, 527.

**Art. 511 (454).** Seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans, ceux qui auront mis le feu soit aux objets désignés à l'art. 510, mais hors les cas prévus par cet article, soit à des forêts, bois, taillis ou récoltes sur pied. — P. 12, 14 s., 19, 31.

dreitausend Franken wird bestraft, wer sich betrügerischer Weise Gelder, Werthe oder Entlastungen vermittels eines Wechsels verschafft, der auf Jemand gezogen ist, welcher gar nicht existirt oder von welchem er weiss, dass er nicht sein Schuldner ist oder dies wenigstens nicht zur Verfallzeit werden soll, und welcher ihm die Genehmigung, auf ihn zu ziehen, nicht ertheilt hatte.

Indessen findet eine Verfolgung nicht statt, oder dieselbe ist einzustellen, wenn der Wechsel eingelöst wird oder die Gelder in dem Augenblicke aufgebracht werden, in welchem der Betrug zur Entdeckung gelangt, vorausgesetzt, dass der Bezogene nicht klagbar wird.

In diesem Falle ist der Schuldige zu Gefängniss von fünfzehn Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken oder mit einer dieser Strafen zu bestrafen.

### DRITTES KAPITEL.

Von Zerstörungen, Verschlechterungen und Sachbeschädigungen.

#### ABSCHNITT I.

Von der Brandstiftung.

**Art. 510.** Mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren wird bestraft, wer folgende Gegenstände in Brand setzt :

Gebäude, Schiffe, Kähne, Lagerräume, Lagerplätze oder irgend welche sonstige Räumlichkeiten, welche als Wohnung dienen und in welchen im Augenblick des Brandes eine oder mehrere Personen sich aufhalten ;

Gebäude, welche zu Versammlungen von Bürgern dienen, zur Zeit solcher Versammlungen ;

Irgend sonstige Orte, auch wenn sie nicht bewohnt sind, falls der Thäter nach den Umständen annehmen muss, dass sich zur Zeit des Verbrechens eine oder mehrere Personen dort aufhalten.

**Art. 511.** Mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren wird bestraft, wer die im Art. 510 bezeichneten Gegenstände, aber ausser den Fällen, welche in diesem Artikel vorgesehen sind, und wer Wälder, Gehölze, Holzschläge oder noch stehende Eruten in Brand setzt.

Toutefois, si ces objets appartiennent exclusivement à ceux qui les ont incendiés, et que le feu ait été mis dans une intention méchante ou frauduleuse, les coupables seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à mille francs. — P. 25 s., 38 s., 122, 512 à 517, 520.

**Art. 513 (434).** Seront punis de la reclusion ceux qui auront mis le feu à des récoltes coupées ou à des bois abattus et mis en tas ou en stères. — P. 13 s., 19, 32.

Si les bois abattus n'ont pas été réunis, la peine sera un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s.

Si ces récoltes ou ces bois appartiennent exclusivement à ceux qui les ont incendiés et que le feu ait été mis dans une intention méchante ou frauduleuse, les peines seront :

Dans le premier cas prévu par le présent article, un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de cinquante francs à cinq cents francs ;

Dans le second cas, un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s., 122, 511, 513 à 517, 520, 559-1°.

**Art. 513 (434).** Lorsque le feu aura été mis pendant la nuit, les peines portées aux art. 510, 511 et 512 seront remplacées : — P. 478.

Les travaux forcés de quinze ans à vingt ans, par les travaux forcés à perpétuité ; — P. 12, 14, 18, 19, 31.

Les travaux forcés de dix ans à quinze ans, par les travaux forcés de quinze ans à vingt ans ; — P. 12, 14, 19, 31.

La reclusion, par les travaux forcés de dix ans à quinze ans ; — P. 12, 19, 31.

L'emprisonnement et l'amende portés au paragraphe 2 de l'art. 511, par la reclusion ; — P. 14, 19, 32.

L'emprisonnement et l'amende portés au paragraphe 3 de l'art. 512 :

Wenn indessen diese Gegenstände ausschliesslich Demjenigen gehören, welcher sie in Brand setzt, und wenn dieselben in böswilliger oder betrügerischer Absicht in Brand gesetzt werden, so ist der Schuldige mit Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren und mit Geldstrafe von zweihundert bis tausend Franken zu bestrafen.

**Art. 512.** Mit Zuchthaus wird bestraft, wer abgerentete Früchte oder geschlagenes Holz, welches in Haufen geschichtet oder aufgeklastert ist, in Brand setzt.

Ist das geschlagene Holz nicht aufgehäuft, so besteht die Strafe in Gefängniss von einem Jahre bis zu fünf Jahren und in Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken.

Gehören die Früchte oder das Holz ausschliesslich Demjenigen, welcher sie in Brand setzt, und werden sie in böswilliger und betrügerischer Absicht in Brand gesetzt, so treten folgende Strafen ein :

Im ersten Fall des gegenwärtigen Artikels, Gefängniss von sechs Monaten bis zu drei Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken ;

Im zweiten Fall, Gefängniss von drei Monaten bis zu zwei Jahren und Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken.

**Art. 513.** Erfolgt die Inbrandsetzung zur Nachtzeit, so treten an die Stelle der in den Art. 510, 511 und 512 angedrohten Strafen die nachfolgenden :

An Stelle der Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren, lebenslängliche Zwangsarbeit ;

An Stelle der Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren, Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren ;

An Stelle des Zuchthauses, Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren ;

An Stelle der im zweiten Absatz des Art. 511 angedrohten Gefängniss- und Geldstrafen, Zuchthaus ;

An Stelle der im dritten Absatz des Art. 512 angedrohten Gefängniss- und Geldstrafen :

Dans le premier cas de ce paragraphe, par un emprisonnement d'un an à quatre ans et une amende de cent francs à mille francs ; — P. 25 s., 38 s.

Dans le second cas, par un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 514 à 517, 520.

**Art. 514.** Lorsque l'incendie emporte la peine d'emprisonnement, la tentative d'incendie sera punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs. — P. 25 s., 38 s., 51, 53, 122, 515, 520.

**Art. 515.** Dans les cas prévus par les articles précédents, le coupable condamné à l'emprisonnement pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 33, et être placé sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — P. 35, 37.

**Art. 516 (434).** Celui qui, dans l'intention de commettre l'un des faits prévus aux art. 510, 511 et 512, aura mis le feu à des objets quelconques, placés de manière à le communiquer à la chose qu'il voulait détruire, sera puni comme s'il avait directement mis ou tenté de mettre le feu à cette dernière chose. — P. 51 à 53, 122, 517.

**Art. 517.** Lorsque le feu se sera communiqué de l'objet que le coupable voulait brûler à un autre objet dont la destruction emporte une peine plus forte, cette dernière peine sera prononcée, si les deux choses étaient placées de manière que l'incendie a dû nécessairement se communiquer de l'une à l'autre. — P. 63, 122, 516.

**Art. 518.** Lorsque l'incendie a causé des blessures à une ou plusieurs personnes qui, à la connaissance de l'auteur, se trouvaient dans les lieux incendiés au moment du crime ou du délit, le coupable sera condamné comme si ces blessures avaient été faites avec préméditation, et la peine que la loi y attache sera appliquée au coupable, si cette peine est plus forte que

Im ersten Falle dieses Absatzes, Gefängniß von einem Jahre bis zu vier Jahren und Geldstrafe von hundert bis tausend Franken ;

Im zweiten Falle, Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken.

**Art. 514.** Wo die Brandstiftung mit Gefängnißstrafe bedroht ist, wird der Versuch derselben mit Gefängniß von zwei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechszwanzig bis zweihundert Franken bestraft.

**Art. 515.** In den durch die vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen kann ausserdem gegen den zu Gefängnißstrafe verurtheilten Schuldigen die durch Art. 33 vorgesehene Aberkennung ausgesprochen, und derselbe für mindestens zwei und höchstens fünf Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

**Art. 516.** Wer in der Absicht, eine der in den Art. 510, 511 und 512 vorgesehenen Handlungen zu begehen, an irgend welche Gegenstände Feuer legt, welche ihrer Lage nach geeignet sind, das Feuer der Sache mitzutheilen, welche er zerstören will, wird bestraft, als ob er das Feuer unmittelbar an letztere Sache gelegt oder zu legen versucht hätte.

**Art. 517.** Wenn das Feuer sich von derjenigen Sache, welche der Schuldige durch Brand zerstören will, einer anderen mittheilt, deren Zerstörung eine schwerere Strafe nach sich zieht, so findet diese letztere Strafe Anwendung, falls die beiden Sachen sich in einer derartigen Lage befinden, dass das Feuer sich nothwendiger Weise von der einen der anderen mittheilen muss.

**Art. 518.** Hat das Feuer die Verwundung einer oder mehrerer Personen zur Folge, welche sich mit Wissen des Thäters im Augenblick des Verbrechens oder des Vergehens in den in Brand gesetzten Räumen befanden, so ist der Schuldige zu bestrafen, als ob diese Verwundungen mit Vorsatz beigebracht wären, und ist mit der auf dieselben angedrohten Strafe zu belegen, falls letztere schwerer ist, als diejenige, welche er wegen der Brandstiftung verwirkt hat.

celle qu'il a encourue à raison de l'incendie. — P. 398 § 2, 399 § 2, 400 § 2, 401 § 2.

Dans le cas contraire, cette dernière peine sera élevée de deux ans au-dessus du maximum, si elle consiste dans la reclusion ou les travaux forcés à temps.

Si le fait a causé la mort, la peine sera la mort. — P. 8s., 18, 19, 31, 77, 520, 522, 548.

**Art. 513** (458). Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, l'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui qui aura été causé soit par la vétusté ou le défaut de réparation ou de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, soit par des feux allumés dans les champs, à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foin, fourrages ou de tout autre dépôt de matières combustibles, soit par des feux ou lumières portés ou laissés, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées sans précaution suffisante. — P. 25s., 38s., 551-1°, 553-1°. — L. 28 sept.-6 oct. 1791, titre II, art. 10.

**Art. 514** (455). Seront punis des peines portées par les articles précédents, et d'après les distinctions qui y sont établies, ceux qui auront détruit ou tenté de détruire, par l'effet d'une explosion, des édifices, navires, bateaux, voitures, wagons, magasins, chantiers ou autres constructions. — P. 51, 122.

## SECTION II.

De la destruction des constructions, des machines à vapeur et des appareils télégraphiques.

**Art. 515** (457 § 1). Quiconque aura détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues, chaussées, chemins de fer ou autres constructions appartenant à autrui, sera puni de la reclusion. — P. 15s., 19, 32, 122, 510, 520, 522, 526, 528 s., 544.



Im entgegengesetzten Falle ist die letztere Strafe um zwei Jahre über den Höchstbetrag zu erhöhen, falls sie in Zuchthaus oder in zeitiger Zwangsarbeit besteht.

Hat die Handlung eine Tödtung zur Folge, so ist die Strafe der Tod.

**Art. 519.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer den Brand fremden beweglichen oder unbeweglichen Eigenthums verursacht, einmal durch das Alter oder die Vernachlässigung der Reparatur oder Reinigung von benachbarten Oefen, Kaminen, Schmiedeessen, Häusern oder Fabriken, ferner durch Anzündung von Feuer auf dem Felde in einer Entfernung von weniger als hundert Metern von Häusern, Gebäuden, Wäldern, Haiden, Gehölzen, Obstgärten, Anpflanzungen, Hecken, Schobern, von Korn-, Stroh-, Heu- und Futter- Haufen oder von Niederlagen irgend sonstiger Arten brennbarer Gegenstände; endlich dadurch, dass Feuer oder Licht ohne genügende Vorsicht getragen oder gelassen wird, oder dass Feuerwerk ohne genügende Vorsicht angezündet oder abgebrannt wird.

**Art. 520.** Mit den in den vorhergehenden Artikeln angedrohten Strafen und nach den daselbst aufgestellten Unterschieden wird bestraft, wer durch die Wirkung einer Explosion Gebäude, Schiffe, Kähne, Wagen, Waggon, Lagerräume, Lagerplätze oder andere Bauwerke zerstört oder zu zerstören versucht.

## ABSCHNITT II.

Von der Zerstörung von Bauwerken, Dampfmaschinen und telegraphischen Apparaten.

**Art. 521.** Wer Gebäude, Brücken, Deiche, Chausseen, Eisenbahnen oder sonstige, einem Anderen gehörige Bauwerke ganz oder theilweise, einerlei durch welches Mittel, zerstört oder umstürzt, wird mit Zuchthaus bestraft.

**Art. 532** (437 § 2). La disposition de l'art. 518 sera applicable au cas prévu par l'article précédent. — P. 548.

**Art. 533.** Quiconque aura détruit une machine à vapeur appartenant à autrui, sera condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois ans et à une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 525, 528 s., 544, 559-1°.

Il y a destruction dès que les effets de la machine sont empêchés en tout ou en partie, soit que le fait porte sur les appareils moteurs, soit qu'il porte sur les appareils mis en mouvement.

**Art. 534.** Ceux qui, par un moyen quelconque, auront empêché la correspondance sur une ligne télégraphique, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. — P. 25 s., 38 s., 525, 544, 563-5°.

**Art. 535.** Lorsque les faits prévus par les deux articles précédents auront été commis en réunion ou en bande et à l'aide de violences, de voies de fait ou de menaces, les coupables seront punis de la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 125, 522 s., 485, 529 § 1.

Les chefs et les provocateurs seront condamnés aux travaux forcés de dix ans à quinze ans et à une amende de cinq cents francs à cinq mille francs. — P. 12, 14 s., 19, 31, 38 s., 66 s., 128, 129, 529 § 2.

### SECTION III.

De la destruction ou dégradation des tombeaux, monuments, objets d'art, titres, documents ou autres papiers.

**Art. 536** (257). Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé : — P. 25 s., 38 s., 544.

Des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales ; — P. 455.

Des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation ; — P. 521.

**Art. 522.** Die Bestimmung des Art. 518 findet auf den durch den vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fall Anwendung.

**Art. 523.** Wer eine einem Anderen gehörige Dampfmaschine zerstört, wird mit Gefängniß von fünfzehn Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft.

Eine Zerstörung liegt vor, sobald die Wirksamkeit der Maschine ganz oder theilweise verhindert ist, sowohl wenn die Handlung an den bewegenden Apparaten, als wenn sie an den in Bewegung gesetzten Apparaten begangen ist.

**Art. 524.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer, einerlei durch welches Mittel, die Correspondenz auf einer Telegraphenlinie verhindert.

**Art. 525.** Falls die durch die zwei vorhergehenden Artikel vorgesehenen Handlungen von Mehreren oder in Banden und mittels Gewaltthätigkeiten, Thätlichkeiten oder Drohungen begangen werden, so sind die Schuldigen mit Zuchthaus zu bestrafen.

Die Anführer und Anstifter werden mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren und mit Geldstrafe von fünfhundert bis fünftausend Franken bestraft.

### ABSCHNITT III.

Von der Zerstörung oder Beschädigung von Grabstätten, Denkmälern, Kunstwerken, Titeln, Urkunden oder anderen Papieren.

**Art. 526.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer folgende Gegenstände zerstört, umstürzt, verstümmelt oder beschädigt ;

Grabstätten, Gedächtnismäler oder Grabsteine ;

Denkmäler, Standbilder oder andere Gegenstände, welche zum öffentlichen Nutzen oder zur öffentlichen Zierde bestimmt und durch die zuständige Behörde oder mit ihrer Genehmigung errichtet sind ;

Les monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics. — P. 559-1°.

**Art. 537** (439). Quiconque aura méchamment ou frauduleusement détruit d'une manière quelconque des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni comme s'il avait soustrait les mêmes pièces et d'après les distinctions établies au premier chapitre du présent titre. — P. 241, 461 à 475, 495, 510, 544, 559-1°.

#### SECTION IV.

De la destruction ou détérioration de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières.

**Art. 538**. Toute destruction, tout dégât de propriétés mobilières d'autrui exécuté à l'aide de violences ou de menaces, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 25 s., 58 s., 485, 525, 544, 559-1°.

**Art. 539** (440). Si le fait a été commis en réunion ou en bande, la peine sera la reclusion. — P. 13 s., 19, 32, 125, 322 s., 525.

Les chefs et les provocateurs seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 66 s., 128, 129, 322 s., 525 § 2.

**Art. 540**. La destruction ou le dégât de propriétés mobilières d'autrui, opéré à l'aide de violences ou de menaces, dans une maison habitée ou ses dépendances, et avec l'une des circonstances prévues à l'art. 471, sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 479, 480, 485, 544, 559-1°.

La peine ne sera pas inférieure à douze ans si le crime a été commis en réunion ou en bande. — P. 322 s.

Les chefs et les provocateurs seront punis des travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 66 s.

Denkmäler, Standbilder, Gemälde oder irgend sonstige Kunstwerke, welche in Kirchen, Bethäusern oder anderen öffentlichen Gebäuden aufgestellt sind.

**Art. 537.** Wer böswilliger oder betrügerischer Weise auf irgend eine Art Register, Urschriften oder Originalakten der öffentlichen Behörde, Titel, Zettel, Wechsel, Handels- oder Bankeffekten, in welchen Verpflichtungen, Verfügungen oder Entlastungen enthalten oder bewirkt sind, zerstört hat, wird bestraft, als wenn er diese Urkunden entwendet hätte und zwar nach den im ersten Kapitel des gegenwärtigen Titels aufgestellten Unterschieden.

#### ABSCHNITT IV.

Von der Zerstörung oder Verschlechterung von Esswaaren, Waaren oder anderem beweglichen Eigenthum.

**Art. 538.** Jede Zerstörung und jede Beschädigung von fremdem beweglichem Eigenthum, welche mit Hülfe von Gewaltthätigkeiten oder Drohungen begangen wird, ist mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken oder mit einer dieser Strafen zu bestrafen.

**Art. 539.** Wird die Handlung von Mehreren oder in Banden begangen, so besteht die Strafe in Zuchthaus.

Die Anführer und Anstifter werden mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren bestraft.

**Art. 540.** Die Zerstörung oder Beschädigung von fremdem beweglichem Eigenthum, welche vermittels Gewaltthätigkeiten oder Drohungen in einem bewohnten Hause oder in dessen Zubehörungen und mit einem der im Art. 471 vorgesehenen Umstände begangen wird, ist mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren zu bestrafen.

Wird das Verbrechen von Mehreren oder in Banden begangen, so ist die Strafe nicht geringer als zwölf Jahre.

Die Anführer und Anstifter werden mit Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren bestraft.

**Art. 531.** Si les violences ou les menaces à l'aide desquelles la destruction ou le dégât a été commis ont causé une maladie ou une lésion corporelle de la nature de celles qui sont prévues par l'art. 400, les coupables seront punis de la peine immédiatement supérieure à celle qu'ils auront encourue aux termes des deux articles précédents. — P. 483.

**Art. 532** (304). Le meurtre commis, soit pour faciliter la destruction ou le dégât, soit pour en assurer l'impunité, sera puni de mort. — P. 8 s., 18, 19, 31, 77, 376 § 2, 393, 475.

**Art. 533** (445). Quiconque aura méchamment ou frauduleusement altéré ou détérioré des marchandises ou des matières servant à la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs.

L'emprisonnement sera de six mois à trois ans et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs, si le délit a été commis par une personne employée dans la fabrique, l'atelier ou la maison de commerce. — P. 25 s., 38 s., 500, 544, 559-1°.

**Art. 534.** Quiconque aura méchamment enlevé, coupé ou détruit les liens ou les obstacles qui retiennent un bateau, un wagon ou une voiture, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans. — P. 25 s., 544.

#### SECTION V.

Destructions et dévastations de récoltes, plantes, arbres, greffes, grains et fourrages, destruction d'instruments d'agriculture.

**Art. 535** (444, 449). Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, quiconque aura méchamment coupé ou dévasté des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de mains d'homme. — P. 25 s., 38 s., 536, 543, 544, 550, 556-6°-7°, 557-6°, 560-3°.

**Art. 531.** Sind die Gewaltthätigkeiten oder Drohungen, vermittels deren die Zerstörung oder Beschädigung begangen worden ist, die Ursache einer Krankheit oder einer Körperverletzung von der Art, wie solche im Art. 400 vorgesehen sind, so werden die Schuldigen mit der Strafe bestraft, welche unmittelbar höher ist als die, welche sie nach den Bestimmungen der zwei vorhergehenden Artikel verwirkt haben.

**Art. 532.** Der Todtschlag, welcher zur Erleichterung der Zerstörung oder der Beschädigung oder welcher begangen wird, um deren Straflosigkeit zu sichern, wird mit dem Tode bestraft.

**Art. 533.** Wer böswilliger oder betrügerischer Weise Waaren oder Materialien, welche zu einer Fabrikation dienen, verändert oder verschlechtert, wird mit Gefängniß von einem Monat bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken bestraft.

Auf Gefängniß von sechs Monaten bis zu drei Jahren und auf Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken ist zu erkennen, wenn das Vergehen durch Jemand begangen wird, welcher in der Fabrik, der Werkstätte oder dem Handlungshause angestellt ist.

**Art. 534.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu zwei Jahren wird bestraft, wer böswilliger Weise die Befestigungsmittel oder die Hindernisse wegnimmt, zerschneidet oder zerstört, welche ein Schiff, einen Waggon oder einen Wagen festhalten.

#### ABSCHNITT V.

Von der Zerstörung und der Verwüstung von Ernten, Pflanzen, Bäumen, Pfropfreisern, Getreiden und Futterkräutern, und von der Zerstörung von Ackergeräth.

**Art. 535.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Franken wird bestraft, wer stehende Früchte oder natürlich entstandene oder durch Menschenhand hergestellte Pflanzungen böswilliger Weise abschneidet oder verwüstet.

**Art. 536** (451). Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, quiconque aura méchamment ravagé un champ ensemencé, répandu dans un champ de la graine d'ivraie ou de toute autre herbe ou plante nuisible, rompu ou mis hors de service des instruments d'agriculture, des parcs de bestiaux ou des cabanes de gardiens. — P. 25 s., 38 s., 535, 543, 544, 550, 552-6°, 556-6°.

**Art. 537** (445 à 448). Quiconque aura méchamment abattu un ou plusieurs arbres, coupé, mutilé ou écorcé ces arbres de manière à les faire périr, ou détruit une ou plusieurs greffes, sera puni :

A raison de chaque arbre, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ;

A raison de chaque greffe, d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de vingt-six francs à cinquante francs, ou d'une de ces peines seulement.

Dans aucun cas, la totalité de la peine n'excédera trois ans pour l'emprisonnement, ni cinq cents francs pour l'amende. — P. 25 s., 38 s., 59, 60, 543, 544.

#### SECTION VI.

##### De la destruction des animaux.

**Art. 538** (452). Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs. — P. 25 s., 38 s., 540, 542 à 544.

**Art. 539** (452). Quiconque aura jeté dans une rivière, un canal, un ruisseau, un étang, un vivier ou un réservoir, des substances ou *engins de nature à enivrer* ou détruire le poisson ou *l'écrevisse* et dans le but d'atteindre ce résultat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs. — P. 25 s., 38 s., 542 à 544. — L. 6 avril 1872, art. 8-5° et 19-4°.



**Art. 536.** Mit Gefängniß von einem Monat bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken wird bestraft, wer böswilliger Weise ein mit Samen bestelltes Feld verwüstet, auf einem Ackerstück Trespensamen oder den Samen von irgend einem anderen schädlichen Kraut oder einer solchen Pflanze ausstreut, oder Ackergeräthe, Viehparke oder Wächterhütten auseinanderreißt oder unbrauchbar macht.

**Art. 537.** Wer böswilliger Weise einen oder mehrere Bäume umhaut oder derartig anschneidet, verstümmelt oder abrindet, dass sie zu Grunde gehen müssen, oder einen oder mehrere Pfropfreiser zerstört, wird bestraft:

Wegen jedes Baumes mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken;

Wegen jedes Pfropfreises mit Gefängniß von acht bis fünfzehn Tagen und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfzig Franken oder mit einer dieser Strafen.

Die Gesammtheit dieser Strafen soll jedoch in keinem Fall mehr als drei Jahre Gefängniß und nicht mehr als fünfhundert Franken Geldstrafe betragen.

#### ABSCHNITT VI.

##### Von der Vernichtung von Thieren.

**Art. 538.** Mit Gefängniß von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken wird bestraft, wer Pferde oder andere Zug- oder Lastthiere, Hornvieh, Schafe, Ziegen oder Schweine vergiftet.

**Art. 539.** Mit Gefängniß von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken wird bestraft, wer in einen Fluss, einen Canal, einen Bach, einen Teich, einen Weiher, oder in einen Fischbehälter Stoffe oder Geräthe wirft, welche geeignet sind, die Fische oder Krebse zu betäuben oder zu vernichten, und zwar in der Absicht diesen Erfolg zu erreichen.

**Art. 540** (453 §§ 1 à 4). Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés à l'art. 538, ou lui auront causé une lésion grave, seront punis ainsi qu'il suit :

Si le délit a été commis dans les bâtiments, enclos et dépendances, ou sur les terres dont le maître de l'animal tué ou blessé était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement d'un mois à six mois et une amende de cinquante francs à trois cents francs. — P. 480.

S'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de huit jours à deux mois et une amende de vingt-six francs à cent francs. — P. 557-5°.

S'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à trois mois et l'amende de cinquante francs à deux cents francs. — P. 25s., 58s., 538, 542 à 544, 559-2°-3°-4°.

**Art. 541** (454 § 1). Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique autre que ceux qui sont mentionnés dans l'art. 538, ou lui aura causé une lésion grave, dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, usufruitier, usager, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement. — P. 557-5°.

Les mêmes peines seront portées si ces faits ont été commis méchamment sur un animal apprivoisé ou sur un animal entretenu en captivité, dans les lieux où ils sont gardés, ou sur un animal domestique au moment où il était employé au service auquel il était destiné et dans un lieu où son maître avait le droit de se trouver. — P. 25s., 58s., 542 à 544, 559-2°-3°-4°, 563-4°.

**Art. 542** (453 § 5, 454 § 2). Dans les cas prévus aux articles précédents, s'il y a eu violation de clôture, le

**Art. 540.** Wer ohne zwingende Ursache eines der im Art. 538 erwähnten Thiere tödtet oder demselben eine schwere Verletzung zufügt, wird bestraft, wie folgt :

Falls das Vergehen in Gebäuden, Umschliessungen und Zubehörungen oder auf den Liegenschaften begangen wird, deren Eigenthümer, Miether, Colon oder Pächter der Herr des getödteten oder verletzten Thieres ist, so besteht die Strafe in Gefängniss von einem Monat bis zu sechs Monaten und in Geldstrafe von fünfzig bis dreihundert Franken.

Falls das Vergehen an einem Orte begangen wird, dessen Eigenthümer, Miether, Colon oder Pächter der Schuldige ist, so besteht die Strafe in Gefängniss von acht Tagen bis zu zwei Monaten und in Geldstrafe von sechsundzwanzig bis hundert Franken.

Falls das Vergehen an irgend einem anderen Orte begangen wird, beträgt die Gefängnisstrafe fünfzehn Tage bis zu drei Monaten und die Geldstrafe fünfzig bis zweihundert Franken.

**Art. 541.** Wer ohne zwingende Ursache ein anderes Hausthier als die, welche im Art. 538 erwähnt sind, tödtet oder demselben eine schwere Verletzung zufügt, und zwar an einem Orte, dessen Eigenthümer, Nutzniesser, Gebrauchsberechtigter, Miether, Colon oder Pächter der Herr des Thieres ist, wird mit Gefängniss von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Dieselben Strafen treten ein, wenn diese Handlungen böswilliger Weise an einem gezähmten oder an einem in Gefangenschaft gehaltenen Thiere an dem Orte begangen werden, an welchem diese Thiere gehalten werden, oder wenn sie an einem Hausthiere in dem Augenblick begangen werden, in welchem dasselbe zu einer Dienstleistung, für welche es bestimmt ist, verwandt wird, und zwar an einem Orte, wo dessen Herr das Recht hatte, sich aufzuhalten.

**Art. 542.** In den durch die vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen wird das Mindestmass der Strafe

minimum de la peine sera élevé conformément à l'art. 266. — P. 543 à 545.

#### SECTION VII.

Dispositions communes aux précédentes sections.

**Art. 542** (450 §§ 2 et 3). Si les faits prévus dans les sections V et VI du présent chapitre ont été commis soit en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, soit pendant la nuit, le minimum de la peine sera élevé conformément à l'art. 266. — P. 478.

**Art. 544.** Les auteurs et les complices des délits prévus dans les sections II à VI du présent chapitre, qui seront en état de récidive pour faits de même nature, pourront être placés sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — P. 35, 37, 56 § 2, 66, 67.

#### SECTION VIII.

De la destruction de clôtures, du déplacement ou de la suppression des bornes et pieds corniers.

**Art. 545** (456). Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, coupé ou arraché des haies vives ou sèches, détruit des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites; déplacé ou supprimé des bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages. — P. 25 s., 38 s., 546, 557-4°, 563-2°.

**Art. 546** (589). Lorsque les faits prévus par l'article précédent ont été exécutés dans le but de commettre une usurpation de terrain, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de cinquante francs à deux mille francs. — P. 25 s., 38 s.

in Gemässheit des Art. 266 erhöht, falls eine Verletzung einer Umschliessung begangen ist.

#### ABSCHNITT VII.

Gemeinsame Bestimmungen zu den vorhergehenden Abschnitten.

**Art. 543.** Wenn die im fünften und sechsten Abschnitt des gegenwärtigen Kapitels vorgesehenen Handlungen entweder aus Hass gegen einen öffentlichen Beamten und mit Rücksicht auf dessen amtliche Stellung oder zur Nachtzeit begangen werden, so ist das Mindestmass der Strafe in Gemässheit des Art. 266 zu erhöhen.

**Art. 544.** Die Thäter und Gehülfen der in den Abschnitten II bis VI des gegenwärtigen Kapitels vorgesehenen Vergehen, welche sich wegen Handlungen derselben Art im Rückfall befinden, können für mindestens zwei und höchstens fünf Jahre unter die besondere Aufsicht der Polizei gestellt werden.

#### ABSCHNITT VIII.

Von der Zerstörung von Umschliessungen und von der Verückung oder Beseitigung von Grenzsteinen und von Markbäumen.

**Art. 545.** Mit Gefängniss von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zweihundert Franken oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer ganz oder theilweise Gräben ausfüllt, lebendige oder trockene Hecken abschneidet oder ausreisst, Umschliessungen, einerlei aus welchen Materialien sie hergestellt sind, auf dem Felde oder in der Stadt zerstört; wer Grenzsteine, Markbäume oder sonstige Bäume verrückt oder beseitigt, welche gepflanzt sind, um die Grenzen zwischen verschiedenen Grundbesitzungen zu bezeichnen oder welche als solche Grenzen anerkannt sind.

**Art. 546.** Werden die im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Handlungen zum Zwecke widerrechtlicher Aneignung von Grund und Boden begangen, so besteht die Strafe in Gefängniss von einem Monat bis zu einem Jahre und in Geldstrafe von fünfzig bis zweitausend Franken.

## SECTION IX.

Destructions et dommages causés par les inondations.

**Art. 557.** Seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans, ceux qui auront méchamment ou frauduleusement inondé tout ou partie des travaux d'une mine.

Si, d'après les circonstances, le coupable a dû présumer qu'il se trouvait dans la mine une ou plusieurs personnes au moment de l'inondation, il sera condamné aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — P. 12, 14 s., 19, 31, 548.

**Art. 548.** La disposition de l'art. 518 sera applicable au fait prévu par l'article précédent. — P. 522.

**Art. 549.** Toute personne qui aura méchamment ou frauduleusement inondé l'héritage d'autrui, ou lui aura transmis les eaux d'une manière dommageable, sera condamnée à une amende de vingt-six francs à trois cents francs. — P. 38 s. — A. 20 août 1820.

**Art. 550 (457).** Seront punis d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, les propriétaires, les fermiers ou toutes autres personnes jouissant de moulins, usines ou étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui.

S'il est résulté de ces faits quelques dégradations, la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de huit jours à un mois. — P. 25, 38 s., 555, 556.

## TITRE X.

Des contraventions.

## CHAPITRE PREMIER.

Des contraventions de première classe.

**Art. 551 (471).** Seront punis d'une amende d'un franc à dix francs : — P. 38 s., 554 § 1, 565, 566.

## ABSCHNITT IX.

Von Zerstörungen und Beschädigungen, welche durch Ueberschwemmungen verursacht werden.

**Art. 547.** Mit Zwangsarbeit von zehn bis fünfzehn Jahren wird bestraft, wer böswilliger oder betrügerischer Weise ganz oder theilweise die Arbeiten in einem Bergwerke unter Wasser setzt.

Musste der Schuldige nach den Umständen annehmen, dass sich in den Bergwerken zur Zeit der Ueberschwemmung eine oder mehrere Personen befanden, so ist er zu Zwangsarbeit von fünfzehn bis zwanzig Jahren zu verurtheilen.

**Art. 548.** Die Bestimmung des Art. 518 findet Anwendung auf die im vorhergehenden Artikel vorgesehene Handlung.

**Art. 549.** Wer böswilliger oder betrügerischer Weise den Grundbesitz eines Anderen überschwemmt oder auf denselben das Wasser in schadenbringender Weise leitet, wird mit Geldstrafe von sechsundzwanzig bis dreihundert Franken bestraft.

**Art. 550.** Mit Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Franken werden Eigenthümer, Pächter oder wer sonst Mühlen, Fabriken oder Teiche inne hat, bestraft, wenn dieselben Wege oder fremdes Eigenthum dadurch überschwemmen, dass sie den Stand ihres Wassers über die von der zuständigen Behörde festgesetzte Höhe steigen lassen.

Sind Beschädigungen die Folge dieser Handlungsweise, so besteht die Strafe, abgesehen von der Geldstrafe, in Gefängniss von acht Tagen bis zu einem Monat.

## TITEL X.

Von den Uebertretungen.

## ERSTES KAPITEL.

Von den Uebertretungen erster Ordnung.

**Art. 551.** Mit Geldstrafe von einem Franken bis zu zehn Franken wird bestraft :

1° (-1°) Ceux qui auront négligé d'entretenir, de réparer ou de nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage de feu ; — P. 519.

2° (-5°) Ceux qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé ; — P. 551-5°.

3° (-3°) Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ;

4° (-4°) Ceux qui, sans nécessité, ou sans permission de l'autorité compétente, auront embarrassé les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations ; — P. 552-1°-2°, 559-4°. — L. 28 sept. - 6 oct. 1791, titre II, 40.

5° (-4°, Ceux qui, en contravention aux lois et règlements, auront négligé d'éclairer les matériaux, les échafaudages ou les autres objets quelconques qu'ils ont déposés ou laissés dans les rues, places ou autres parties de la voie publique, ou les excavations qu'ils y ont creusées ; — P. 551-2°, 559-4°.

6° (-5°) Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les lois, arrêtés ou règlements concernant la petite voirie ; — P. 559-4°.

7° (-5°) Ceux qui auront négligé ou refusé d'obéir à la sommation faite par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine. — P. 559-4°.

**Art. 552 (471).** Seront aussi punis d'une amende d'un franc à dix francs : — P. 38 s., 554 § 1, 565, 566.

1° (-6°) Ceux qui auront jeté, exposé ou abandonné sur la voie publique des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ; — P. 551-4°-5°, 557-4°, 559-4°.

2° (-7°) Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux, échelles ou autres machines, instruments ou armes dont puissent abuser les voleurs ou autres malfaiteurs. Seront, en



1. Wer die Unterhaltung, die Wiederherstellung oder die Reinigung von Oefen, Kaminen oder Fabrikanlagen, in welchen Feuerung gebraucht wird, verabsäumt ;

2. Wer eine Beleuchtung verabsäumt, zu welcher er verpflichtet ist ;

3. Wer in den Gemeinden, in welchen dies den Einwohnern zur Last fällt, es verabsäumt, die Strassen und Wege zu reinigen ;

4. Wer ohne zwingende Ursache oder ohne Erlaubniss der zuständigen Behörde den Verkehr auf Strassen, Plätzen oder auf irgend welchen anderen Theilen der öffentlichen Verkehrswege dadurch hemmt, dass er daselbst entweder Materialien, Baugerüste oder irgend welche sonstigen Gegenstände zurücklässt, oder dass er daselbst Vertiefungen macht ;

5. Wer, den Gesetzen und Reglementen zuwider, es verabsäumt, die von ihm auf Strassen, Plätzen oder auf irgend welchen andern Theilen der öffentlichen Verkehrswege niedergelegten oder zurückgelassenen Materialien, Baugerüste oder irgend sonstige Gegenstände oder die daselbst von ihm gemachten Vertiefungen zu beleuchten ;

6. Wer es verabsäumt oder verweigert, die Gesetze, Beschlüsse und Reglemente über die Wegepolizei zu befolgen ;

7. Wer es verabsäumt oder verweigert, einer von der Verwaltungsbehörde ergangenen Aufforderung auf Wiederherstellung oder Abbruch von den Einsturz drohenden Gebäuden zu gehorchen.

**Art. 552.** Mit Geldstrafe von einem Franken bis zu zehn Franken wird ebenfalls bestraft :

1. Wer auf öffentlichen Verkehrswegen Gegenstände hinwirft, niederlegt oder liegen lässt, welche geeignet sind, durch ihren Fall oder durch ungesunde Ausdünstungen schädlich zu wirken ;

2. Wer auf Strassen, Wegen, Plätzen, an öffentlichen Orten oder auf dem Felde Pflugmesser, Zangen, grössere oder kleinere Stangen, Leitern oder sonstige Maschinen, Werkzeuge oder Waffen liegen lässt, mit welchen Diebe

outre, saisis et confisqués, les objets ci-dessus mentionnés ; — P. 42, 43, 135, 551-4<sup>o</sup>-5<sup>o</sup>.

3<sup>o</sup> (-8<sup>o</sup>) Ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins, où ce soin est prescrit par les lois ou les règlements ;

4<sup>o</sup> (-9<sup>o</sup>) Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli et mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui ; — P. 463 s., 557-6<sup>o</sup>.

5<sup>o</sup> (-12<sup>o</sup> ; 475-8<sup>o</sup>). Ceux qui, imprudemment, auront jeté sur une personne une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller ; — P. 557-4<sup>o</sup>, 563-3<sup>o</sup>.

6<sup>o</sup> (-13<sup>o</sup>) Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés ou auront passé ou fait passer *des animaux* sur le terrain d'autrui, s'il est préparé ou ensemencé ; — P. 556, 556-6<sup>o</sup>, 560-3<sup>o</sup>.

7<sup>o</sup> (-14<sup>o</sup>) Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur les prairies ou le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte. — P. 556-7<sup>o</sup>, 560-3<sup>o</sup>.

**Art. 553.** Seront punis d'une amende d'un franc à dix francs et d'un emprisonnement d'un jour à trois jours, ou d'une de ces peines seulement : — P. 28, 29, 38 s., 554 § 2, 566.

1<sup>o</sup> (471-2<sup>o</sup>, 472, 475) Ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des armes à feu ou des pièces d'artifice quelconques. — P. 519.

Seront, en outre, confisquées les armes à feu et pièces d'artifice saisies ; — P. 42, 43.

2<sup>o</sup> (471-10<sup>o</sup>, 473) Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront glané, râtelé ou grapillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil.

**Art. 554** (474). En cas de récidive, l'emprisonnement d'un jour à trois jours pourra être prononcé, indépendamment de l'amende, pour les contraventions prévues par les art. 551 et 552.

En ce qui concerne les contraventions prévues par l'article précédent, le juge pourra, en cas de récidive,

oder sonstige Uebelthäter Missbrauch treiben können. Die vorerwähnten Gegenstände sind ausserdem in Beschlag zu nehmen und einzuziehen ;

3. Wer das Raupen in den Feldern oder Gärten verabsäumt, wo dasselbe durch Gesetze oder Reglemente vorgeschrieben ist ;

4. Wer, abgesehen von anderen im Gesetz vorgesehenen Umständen, einem Anderen gehörige Früchte abnimmt und an Ort und Stelle verzehrt ;

5. Wer aus Unbesonnenheit auf einen Anderen irgend einen Gegenstand wirft, welcher geeignet ist, Jenen zu belästigen oder zu beschmutzen ;

6. Wer ohne Berechtigung ein Grundstück eines Anderen, welches bearbeitet oder besäet ist, betritt oder überschreitet oder über dasselbe Thiere gehen lässt ;

7. Wer vor Wegnahme der Ernte sein Vieh oder seine Zug-, Last- oder Reitthiere über Wiesen oder Grundstücke eines Anderen gehen lässt.

**Art. 553.** Mit Geldstrafe von einem Franken bis zu zehn Franken und mit Gefängniss von einem Tage bis zu drei Tagen oder mit einer dieser Strafen wird bestraft :

1. Wer das Verbot, an gewissen Orten mit Feuerwaffen zu schiessen oder Feuerwerk irgend welcher Art abzubrennen, verletzt.

Ausserdem sind die in Beschlag genommenen Feuerwaffen und Feuerwerkskörper einzuziehen ;

2. Wer, abgesehen von anderen im Gesetz vorgesehenen Fällen, auf Feldern, welche noch nicht völlig von den abgeernteten Früchten frei und entleert sind, oder wer vor Sonnenaufgang oder nach Sonnenuntergang stoppelt, nachrecht oder Nachlese hält.

**Art. 554.** Bei Rückfall kann wegen der durch die Art. 551 und 552 vorgesehenen Uebertretungen, unabhängig von der Geldstrafe, auf Gefängniss von einem Tage bis zu drei Tagen erkannt werden.

Bezüglich der im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Uebertretungen kann der Richter bei Rückfall,

prononcer, outre l'amende, un emprisonnement de cinq jours au plus. — P. 28, 29, 565, 566.

## CHAPITRE II.

Des contraventions de deuxième classe.

**Art. 555** (475-2°). Seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs, les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons ou d'appartements garnis, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aura couché ou passé une nuit dans leurs maisons. — P. 38 s., 68, 210, 558 § 1, 565, 566.

Ceux d'entre eux qui auront manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux bourgmestres, échevins, officiers ou commissaires de police, ou aux agents commis à cet effet.

**Art. 556** (475). Seront aussi punis d'une amende de cinq francs à quinze francs : — P. 38 s., 558 § 1, 565, 566.

1° (-4°) Ceux qui auront fait ou laissé *courir* les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture dans l'intérieur d'un lieu habité ; — P. 559-2°.

2° (-7°). Ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux mal-faisants ou féroces ; — P. 559-2°.

3° (-7°) Ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage ;

4° (-11°) Ceux qui, à défaut de convention contraire, auront refusé de recevoir les monnaies non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours légal dans le Grand-Duché ;

5° (-12°) Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances

abgesehen von der Geldstrafe, auf Gefängniß von höchstens fünf Tagen erkennen.

### ZWEITES KAPITEL.

Von den Uebertretungen zweiter Ordnung.

**Art. 555.** Gastwirthe, Hotelwirthe, Wohnungsgeber oder Vermiether von möblirten Häusern oder Wohnungen werden mit Geldstrafe von fünf bis fünfzehn Franken bestraft, wenn sie es verabsäumen, Namen, Stand, Wohnort, sowie Ankunfts- und Abreisetag eines Jeden, welcher in ihrem Hause geschlafen oder eine Nacht zugebracht hat, sofort und ohne weisse Zwischenräume in ein ordnungsmässig geführtes Register einzutragen.

Ebenso werden diese Personen bestraft, wenn sie es unterlassen, dieses Register zu den durch die Reglemente festgesetzten Zeiten oder auf Erfordern den Bürgermeistern, Schöffen, Polizeibeamten oder Polizeicommissaren oder den dazu abgeordneten Agenten vorzulegen.

**Art. 556.** Es wird ebenfalls mit Geldstrafe von fünf bis fünfzehn Franken bestraft :

1. Wer es veranlasst oder zulässt, dass im Innern eines bewohnten Ortes Pferde, Zug-, Last- oder Reithiere umherlaufen ;

2. Wer Wahnsinnige oder Tobsüchtige, welche unter seiner Aufsicht stehen, oder wer hösartige oder wilde Thiere frei umhergehen lässt ;

3. Wer seine Hunde, wenn sie Vorübergehende anfallen oder verfolgen, hetzt oder nicht zurückhält, auch wenn kein Uebel oder Schaden erfolgt ;

4. Wer in Ermangelung einer entgegenstehenden Uebereinkunft es verweigert, Geldstücke, die nicht falsch oder verringert sind, nach dem Werthe anzunehmen, für welchen sie im Grossherzogthum gesetzlichen Kurs haben ;

5. Wer bei Unfällen, bei Aufläufen, Schiffbruch, Ueberschwemmung, bei Feuersbrünsten oder anderen Unglücksfällen, wie auch bei Raub, Plünderei, frischer That, öffentlichem Nachrufen und gerichtlichen Zwangs-

d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans le cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire ; — P. 9 § 2, 259. — I. cr. 34, 40, 41, 46, 106, 376, 617 § 2.

6° (-9°) Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés sur le terrain d'autrui ou y auront passé ou fait passer des animaux dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de raisins ou autres produits mûrs ou voisins de la maturité ; — P. 555, 552-6°, 560-3°. — L. 28 sept. - 6 oct. 1791, titre II, art. 41.

7° (-10°) Ceux qui auront fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, dans le temps où ce terrain était chargé de récoltes ; — P. 555, 552-7°, 560-3°.

8° (-1°) *Ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges.*

**Art. 557.** Seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs et d'un emprisonnement d'un jour à quatre jours, ou d'une de ces peines seulement : — P. 25, 28, 29, 38 s., 558 § 2, 565, 566.

1° (475-3°, 476) Les conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge qui ne se tiendront pas constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge ou de leurs voitures, et en état de les guider ou conduire ; qui occuperont le milieu des rues, chemins ou voies publics, quand d'autres voitures ou bêtes de charge y chemineront près d'eux ; qui négligeront de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures ou bêtes de charge et à leur approche, et de leur laisser libre au moins la moitié de la voie, ou qui contreviendraient aux règlements sur ces objets ;

2° (475-4°, 476) Ceux qui auront contrevenu aux règlements ayant pour objet, soit la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux, soit la solidité des voitures publiques, le mode de leur chargement, le nombre et la sûreté des voyageurs ; — P. 559-2°.

3° (-5°, 477) Ceux qui auront établi ou tenu dans les

vollstreckungen aufgefordert wird, Arbeiten, Dienste oder Hülfe zu leisten und dies verweigert oder verabsäumt, obwohl er zu deren Leistung im Stande ist;

6. Wer ohne Berechtigung den Grund und Boden eines Anderen betritt oder denselben zu einer Zeit, in welcher das Grundstück mit Getreide auf dem Halm, mit reifen oder mit der Reife nahen Trauben oder anderen Früchten bestanden ist, überschreitet oder über denselben Thiere gehen lässt;

7. Wer es zulässt oder veranlasst, dass Vieh, Zug-, Last- oder Reitthiere zu einer Zeit über fremde Grundstücke gehen, in welcher auf diesen Früchte stehen;

8. Wer der Weinbergssperre zuwiderhandelt.

**Art. 557.** Mit Geldstrafe von fünf bis fünfzehn Franken und mit Gefängniss von einem Tag bis zu vier Tagen oder mit einer dieser Strafen werden bestraft :

1. Führer irgend welcher Art von Wagen oder von Lastthieren, wenn sie sich nicht stets in der Nähe ihrer Pferde, Zug- oder Lastthiere oder ihrer Wagen und nicht in der Möglichkeit halten, dieselben zu lenken oder zu führen; ebenso wenn sie die Mitte von Strassen, Wegen und öffentlichen Verkehrswegen einnehmen, falls andere Wagen oder Lastthiere in ihrer Nähe auf denselben sich bewegen; ebenso wenn sie es verabsäumen, anderen Wagen oder Lastthieren jeder Art bei deren Annäherung auszuweichen, oder auf die Seite zu gehen und denselben mindestens die Hälfte der Strasse frei zu lassen, oder wenn sie den über diesen Gegenstand bestehenden Reglementen zuwiderhandeln;

2. Wer die Reglemente übertritt, welche die Schnelligkeit, die fehlsame Leitung oder die Beladung von Wagen oder Thieren, oder welche die Festigkeit öffentlicher Wagen, die Art ihrer Beladung und die Zahl und Sicherheit der Reisenden betreffen;

3. Wer auf Strassen, Wegen, auf öffentlichen Plätzen oder an sonstigen öffentlichen Orten Lot-

rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard. — P. 501 s., 505.

Seront, en outre, saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs; — P. 42, 43.

4° (-8°, 476) Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs, ou d'autres objets pouvant souiller ou dégrader, contre les voitures suspendues, les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins et enclos; — P. 545, 552-1°-5°. 559-3°.

5° Ceux qui, dans les lieux dont ils sont propriétaires, locataires, colons, fermiers, usufruitiers ou usagers, auront méchamment tué ou gravement blessé, au préjudice d'autrui, un animal domestique autre que ceux mentionnés à l'art 538; — P. 540 § 3, 541, 559-2°-3°-4°, 563-4°.

6° (L. 28 sept.-6 oct. 1791, titre II, art. 34, 35) Ceux qui auront dérobé des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui n'étaient pas encore détachées du sol. — P. 461, 552-4°, 560-2°.

Si le fait a été commis soit pendant la nuit, *soit à l'aide d'escalade ou d'effraction*, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit enfin par deux ou plusieurs personnes, les coupables seront punis conformément à l'art. 463. — P. 478, 484, 486.

**Art. 555 (478).** En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement d'un jour à quatre jours pourra être prononcée, indépendamment de l'amende, pour les contraventions prévues par les art. 555 et 556.

En ce qui concerne les contraventions prévues par l'article précédent, le juge pourra, en cas de récidive, prononcer, outre l'amende, un emprisonnement de sept jours au plus. — P. 28, 29, 565.

### CHAPITRE III.

Des contraventions de troisième classe.

**Art. 559.** Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs: — P. 38 s., 562 § 1, 565, 566.



teriespiele oder andere Hazardspiele einrichtet oder hält.

Ausserdem sind die Tische, Werkzeuge, Lotterie- oder Spielvorrichtungen, ebenso wie die Einsätze und die den Spielern angebotenen Gelder, Esswaaren, Sachen und Gewinne in Beschlag zu nehmen und einzuziehen;

4. Wer Steine oder andere harte Körper oder sonstige Gegenstände, welche beschmutzen oder beschädigen können, gegen fremde in Federn hängende Wagen, Häuser, Gebäude und Einfriedigungen, oder in Gärten und Umschliessungen wirft;

5. Wer an einem Orte, dessen Eigenthümer, Miether, Colon, Pächter, Nutzniesser oder Gebrauchsherechtigter er ist, zum Schaden eines Anderen böswilliger Weise ein Haushier — abgesehen von den im Art. 538 erwähnten — tödtet oder schwer verletzt;

6. Wer Ernten oder andere nützliche Gewächse, welche noch nicht vom Boden getrennt sind, entwendet.

Wird die Handlung zur Nachtzeit oder mittels Einsteigens oder Einbruchs oder unter Anwendung von Wagen oder Lastthieren oder endlich von zwei oder mehreren Personen begangen, so werden die Schuldigen in Gemässheit des Art 463 bestraft.

**Art. 556.** Bei Rückfall kann wegen der durch die Art. 555 und 556 vorgesehenen Uebertretungen, unabhängig von der Geldstrafe, auf Gefängnisstrafe von einem Tag bis zu vier Tagen erkannt werden.

Bezüglich der in dem vorübergehenden Artikel vorgesehenen Uebertretungen kann der Richter bei Rückfall ausser auf Geldstrafe auf Gefängniss von höchstens sieben Tagen erkennen.

### DRITTES KAPITEL.

Von den Uebertretungen dritter Ordnung.

**Art. 559.** Mit Geldstrafe von zehn bis zwanzig Franken wird bestraft :

1° (479-1°) Ceux qui, hors les cas prévus par le chapitre III, titre IX du livre II du présent Code, auront volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières d'autrui :

2° (-2°) Ceux qui auront causé la mort ou la blessure grave des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ; — P. 540, 541, 556-1°-2°, 557-2°.

3° (-3°, 480) Ceux qui, par imprévoyance ou défaut de précaution, auront involontairement causé les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes, ou par le jet de corps durs ou de substances quelconques ; — P. 135, 540, 541, 552-1°, 557-4°-5°.

4° (-4°) Ceux qui auront causé les mêmes accidents, par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage. — P. 540, 541, 551-4°-5°, 557-5°.

**Art. 560.** Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs : — P. 38, 562 § 1, 565, 566.

1° Ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches légitimement apposées ;

2° (L. 28 sept.-6 oct. 1791, titre II, art. 44) Ceux qui, dans les lieux appartenant au domaine public de l'État ou des communes, auront enlevé des gazons, terres, pierres ou matériaux, sans y être dûment autorisés ; — P. 461, 552-4°, 557-6°.

3° (-24) Ceux qui mèneront sur le terrain d'autrui des bestiaux, de quelque espèce qu'ils soient, et à quelque époque que ce soit, dans les prairies naturelles ou artificielles, dans les vignes, oseraies, houblonnières, et dans les plants ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres, faits de mains d'homme ; — P. 535, 536, 552-6°-7°, 556-6°-7°.

1. Wer, abgesehen von den im Kapitel III, Titel IX des zweiten Buches des gegenwärtigen Strafgesetzbuches vorgesehenen Fällen, freiwillig fremdes bewegliches Eigenthum beschädigt oder zerstört ;

2. Wer dadurch, dass er Wahnsinnige oder Tob-süchtige, bösertige oder wilde Thiere frei umhergehen lässt oder durch die Schnelligkeit, fehlsame Leitung oder Ueberlastung von Wagen, Pferden, Zug-, Last- oder Reitthieren den Tod oder eine schwere Verwundung von fremden Thieren oder fremdem Vieh verursacht ;

3. Wer aus Unüberlegtheit oder Mangel an Vorsicht unfreiwillig den nämlichen Schaden durch Gebrauch oder Anwendung von Waffen oder durch Werfen von harten Körpern oder von irgend sonstigen Sachen ausrichtet ;

4. Wer durch das Alter, den Verfall, die Unterlassung von Wiederherstellung oder Unterhalt von Häusern oder Gebäuden oder durch Anhäufungen oder Vertiefungen oder durch die Vornahme derartiger Arbeiten auf oder neben Strassen, Wegen, öffentlichen Plätzen oder Verkehrswegen ohne die vorgeschriebenen oder gebräuchlichen Vorsichtsmassregeln oder Signale Unfälle der nämlichen Art verursacht.

**Art. 300.** Mit Geldstrafe von zehn bis zwanzig Franken wird bestraft :

1. Wer rechtmässiger Weise angeheftete Anschläge böswillig entfernt oder zerreisst ;

2. Wer ohne rechtmässige Genehmigung Rasen, Erde, Steine oder Materialien von Orten wegnimmt, welche dem öffentlichen Staats- oder Gemeindevermögen gehören ;

3. Wer auf fremdem Grund und Boden in natürlichen oder künstlichen Wiesen, in Weinbergen, Weidenpflanzungen, Hopfengärten und in Anpflanzungen oder Baumschulen von Obst- oder sonstigen Bäumen, welche von Menschenhand angelegt sind, Vieh führt, es sei dies von welcher Art es wolle und es geschehe zu welcher Zeit es wolle ;

*4° Ceux qui auront répandu des terres, pierres ou décombres sur le terrain d'autrui.*

**Art. 561.** Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs et d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours, ou d'une de ces peines seulement : — P. 28, 29, 58 s., 562 § 2, 565, 566.

**1° (479-8°)** Ceux qui se seront rendus coupables de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants ;

**2° (C. 3 brumaire IV, art. 605)** Ceux qui auront vendu, débité ou exposé en vente des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés ou corrompus ; — P. 455 s.

**3° (475-6°)** Ceux qui, sans l'intention frauduleuse exigée par l'art. 500, auront vendu, débité ou exposé en vente des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires falsifiés. — P. 455 s., 501 s.

Les comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus ou falsifiés, qui seront trouvés en la possession du coupable, seront saisis et confisqués. — P. 42, 43.

S'ils peuvent servir à un usage alimentaire, ils seront mis à la disposition de la commune où le fait aura été commis, avec charge de les remettre aux hospices ou au bureau de bienfaisance, selon les besoins de ces établissements ; dans le cas contraire, les objets saisis seront mis hors d'usage ;

**4° (479-5°, 480, 481)** Ceux qui auront de faux poids, de fausses mesures ou de faux instruments de pesage dans leurs magasins, boutiques ou ateliers, ou dans les balles, foires ou marchés. — P. 499.

Les poids, les mesures et les instruments faux seront confisqués ; — P. 42, 43.

**5° (L. 9 février 1865)** Ceux qui se seront rendus coupables d'actes de cruauté ou de mauvais traitements excessifs envers les animaux ;

**6°** Ceux qui auront, dans des combats, jeux ou spectacles publics, soumis les animaux à des tortures.

4. Wer auf fremdem Grund und Boden Erde, Steine oder Schutt ausbreitet.

**Art. 501.** Mit Geldstrafe von zehn bis zwanzig Franken und mit Gefängniß von einem Tag bis zu fünf Tagen oder mit einer dieser Strafen wird bestraft :

1. Wer sich nächtlichen Geräusches oder Lärms von der Art schuldig macht, dass die Ruhe der Bewohner dadurch gestört werden kann ;

2. Wer verdorbene oder schlecht gewordene Verzehrungsgegenstände, Getränke, Esswaaren oder Nahrungsmittel verkauft, vertreibt oder feil hält.

3. Wer ohne die durch den Art. 500 erforderte betrügerische Absicht verfälschte Verzehrungsgegenstände, Getränke, Esswaaren oder Nahrungsmittel verkauft, vertreibt oder feil hält.

Die verdorbenen, schlecht gewordenen oder verfälschten Verzehrungsgegenstände, Getränke, Esswaaren oder Nahrungsmittel, welche im Besitz des Schuldigen gefunden werden, sind in Beschlag zu nehmen und einzuziehen.

Wenn sie zu Nahrungszwecken dienen können, so sind sie der Gemeinde, in welcher die Handlung begangen ist, unter der Verpflichtung zur Verfügung zu stellen, dass dieselbe sie den Spitälern oder dem Wohltätigkeitsbureau je nach dem Bedürfniss dieser Anstalten überweise ; im entgegengesetzten Fall sind die in Beschlag genommenen Gegenstände unbrauchbar zu machen ;

4. Wer in seinen Lagerräumen, Läden oder Werkstätten oder in Hallen, auf Jahrmärkten oder Märkten falsche Gewichte, falsche Maasse oder falsche Wageinstrumente führt.

Die falschen Gewichte, Maasse und Instrumente sind einzuziehen ;

5. Wer sich Handlungen der Grausamkeit oder übermässig schlechter Behandlung gegen Thiere schuldig macht ;

6. Wer Thiere in öffentlichen Kämpfen, Spielen oder Schaustellungen Martern aussetzt.

Dans ce cas, les prix et enjeux seront saisis et confisqués : — P. 42, 43.

7° (373, 376, 471-11°) Ceux qui auront dirigé, contre des corps constitués ou des particuliers, des injures autres que celles prévues au titre VIII, chapitre V du livre II du présent Code ; — P. 273 à 277, 443 s.

8° (479-6°) *Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur.* — P. 499, 561-4°. — L. 14 oct. 1842.

*Les poids et les mesures seront confisqués.* — P. 42, 43.

**Art. 561** (482). En cas de récidive, la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus pourra être prononcée, indépendamment de l'amende, pour les contraventions prévues par les art. 559 et 560.

En ce qui concerne les contraventions prévues par l'article précédent, le juge pourra, en cas de récidive, prononcer, outre l'amende, un emprisonnement de neuf jours au plus. — P. 28, 29, 565.

#### CHAPITRE IV.

Des contraventions de quatrième classe.

**Art. 562** (479). Seront punis d'une amende de quinze francs à vingt-cinq francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement : — P. 28, 29, 38 s., 564, 565, 566.

1° (479-7°, 481) Les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer ou d'expliquer les songes. Seront saisis et confisqués les instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprète des songes ; — P. 42, 43, 496.

2° (L. 28 sept.-6 oct. 1791, titre II, art. 17) Ceux qui auront volontairement dégradé des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites ; — P. 545. — L. 28 sept.-6 oct. 1791, titre II, art. 41.

3° (C. 3 brumaire IV, art. 605-8°) Les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait

In diesem Falle sind die Preise und Einsätze in Beschlag zu nehmen und einzuziehen.

7. Wer gegen gesetzlich bestehende Körperschaften oder Privatpersonen Injurien richtet, abgesehen von denen, welche im Titel VIII, Kapitel V des zweiten Buches des gegenwärtigen Strafgesetzbuches vorgesehen sind ;

8. Wer andere Gewichte oder Maasse anwendet, als diejenigen, welche durch die bestehenden Gesetze vorgeschrieben sind.

Die Gewichte und Maasse sind einzuziehen.

**Art. 561.** Bei Rückfall kann wegen der durch die Art. 559 und 560 vorgesehenen Uebertretungen, unabhängig von der Geldstrafe, auf Gefängnisstrafe von höchstens fünf Tagen erkannt werden.

Bezüglich der im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Uebertretungen kann der Richter bei Rückfall ausser auf Geldstrafe, auf Gefängniss von höchstens neun Tagen erkennen.

#### VIERTES KAPITEL.

Von den Uebertretungen vierter Ordnung.

**Art. 562.** Mit Geldstrafe von fünfzehn bis fünfundzwanzig Franken und mit Gefängniss von einem Tag bis zu sieben Tagen oder mit einer dieser Strafen werden bestraft :

1. Personen, welche aus dem Wahrsagen, dem Zeichen- oder Traumdeuten ein Gewerbe machen. Die Instrumente, Werkzeuge und Kleidungsstücke, welche zur Ausübung des Gewerbes eines Wahrsagers, eines Zeichen- oder Traumdeuters dienen oder bestimmt sind, sind in Beschlag zu nehmen und einzuziehen ;

2. Wer freiwillig Einfriedigungen in der Stadt oder auf dem Lande, einerlei aus welchen Materialien sie hergestellt sind, beschädigt ;

3. Urheber von Thätlichkeiten oder leichten Gewaltthätigkeiten, vorausgesetzt, dass sie Niemand verwunden oder schlagen und dass die Thätlichkeiten sich nicht als Beleidigungen darstellen, insbesondere Diebenigen,

n'entrent pas dans la classe des injures ; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller ; — P. 398, 448, 552-5°.

4° Celui qui aura volontairement et sans nécessité tué ou gravement blessé, soit un animal domestique autre que ceux mentionnés à l'art. 538, soit un animal apprivoisé, dans un lieu autre que celui dont le maître de l'animal ou le coupable est propriétaire, locataire, fermier, usufruitier ou usager ; — P. 540, 541, 557-5°.

5° Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des fils, poteaux ou appareils télégraphiques ; — P. 524.

6° (269, 270, 271) *Les vagabonds et ceux qui auront été trouvés mendiants.* — P. 342 s.

*L'art. 3 de la loi du 10 janvier 1863 est applicable aux vagabonds.*

*S'ils sont condamnés à l'emprisonnement, ils pourront être mis à la disposition du Gouvernement pour le terme que le tribunal fixera, mais qui ne pourra excéder une année, à prendre cours à l'expiration de leur peine.* — P. 346 § 2.

*Le Gouvernement pourra les faire reconduire à la frontière, s'ils sont étrangers ;* — P. 346 § 3.

7° *Ceux qui auront sans droit exécuté des ouvrages d'art, de culture ou autres sur le terrain d'autrui ;*

8° *Ceux qui sans droit s'introduiront dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement, habités par autrui, ou leurs dépendances, et y restent malgré l'invitation ou l'ordre de s'en éloigner.* — P. 148, 342 § 2, 459, 442.

**Art. 564 (482).** Dans le cas de récidive, le tribunal est autorisé à prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement pendant douze jours au plus. — P. 28, 29, 565.

Dispositions communes aux quatre chapitres précédents.

**Art. 565 (485).** Il y a récidive, dans les cas prévus par les quatre chapitres qui précèdent, lorsque le con-



welche freiwillig, jedoch ohne beleidigende Absicht auf einen Anderen irgend einen Gegenstand werfen, welcher geeignet ist, den Letzteren zu belästigen oder zu beschmutzen;

4. Wer freiwillig und ohne zwingende Ursache entweder ein Hausthier — abgesehen von den im Art. 538 erwähnten — oder ein gezähmtes Thier tödtet oder schwer verletzt und zwar an einem anderen Orte, als an dem, dessen Eigenthümer, Miether, Pächter, Nutzniesser oder Gebrauchsberechtigter der Herr des Thieres oder der Schuldige ist;

5. Wer aus Mangel an Vorsicht unfreiwillig Telegraphendräthe, -Stangen oder -Apparate zerstört oder beschädigt;

6. Landstreicher und wer beim Betteln betroffen wird. Der Art. 3 des Gesetzes vom 10. Januar 1863 findet auf die Landstreicher Anwendung.

Sind sie zu Gefängniss verurtheilt, so können sie für einen vom Gericht festzusetzenden Zeitraum, welcher jedoch ein Jahr nicht übersteigen darf, und welcher vom Ablauf der Strafe beginnt, der Regierung zur Verfügung überwiesen werden.

Sind sie Ausländer, so kann die Regierung sie an die Grenze zurückbringen lassen;

7. Wer auf fremdem Grund und Boden ohne Berechtigung Kunst-, Ackerbau- oder sonstige Arbeiten ausführt;

8. Wer sich ohne Berechtigung in ein Haus, eine Wohnung, ein Zimmer oder in Wohnräume oder in deren Zubehörungen begibt, welche von einem Anderen bewohnt sind und daselbst, ungeachtet des Ersuchens oder des Befehls sich zu entfernen, verbleibt.

**Art. 564.** Bei Rückfall kann das Gericht, unabhängig von der Geldstrafe, auf Gefängniss von höchstens zwölf Tagen erkennen.

Gemeinsame Bestimmungen zu den vier vorhergehenden Kapiteln.

**Art. 565.** In den durch die vier vorhergehenden Kapitel vorgesehenen Fällen liegt ein Rückfall dann vor,

trevenant a déjà été condamné, dans les douze mois précédents, pour la même contravention. — P. 54 s.

**Art. 506.** Lorsque, dans les cas prévus par les quatre chapitres qui précèdent, il existe des circonstances atténuantes, l'amende pourra être réduite au-dessous de cinq francs, sans qu'elle puisse, en aucun cas, être inférieure à un franc. — P. 38, 79 s. — L. 18 juin 1879, art. 4 et 5.

Disposition transitoire.

**Art. 507.** Un arrêté royal grand-ducal déterminera l'époque de la mise à exécution du présent Code.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loo, le 18 juin 1879.

GUILLAUME.

*Le Directeur général de la justice,*

Paul EYSCHEN.

---

**18 JUIN 1879. — Loi portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'appréciation des circonstances atténuantes, dans les cas prévus par le chapitre IX, livre 1<sup>er</sup> du Code pénal, est réservée aux cours et aux tribunaux.

Ces circonstances seront indiquées dans leurs arrêts et jugements.

**Art. 2.** Dans tous les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans les cas où il y aurait lieu d'appliquer les art. 72, 73 et 76 du Code pénal, la chambre du conseil pourra, à l'unanimité de ses membres, et par une ordonnance

wenn der Thäter wegen derselben Uebertretung während der zwölf vorhergehenden Monate bereits einmal bestraft worden ist.

**Art. 566.** Liegen inden durch die vier vorhergehenden Kapitel vorgesehenen Fällen mildernde Umstände vor, so kann die Geldstrafe unter fünf Franken bemessen werden, ohne jedoch in irgend einem Falle weniger als einen Franken betragen zu dürfen.

Uebergangsbestimmung.

**Art. 567.** Ein Königl.-Grossh. Beschluss wird den Zeitpunkt bestimmen, mit welchem das gegenwärtige Strafgesetzbuch in Kraft tritt.

Befehlen und verordnen, dass gegenwärtiges Gesetz in's « Memorial » eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, vollzogen und befolgt zu werden.

Im Loo den 18. Juni 1879.

WILHELM.

*Der General-Director der Justiz,*  
Paul EYSCHEN.

---

**GESETZ vom 18. Juni 1879, wodurch die Berücksichtigung der mildernden Umstände den Gerichten vorbehalten wird.**

**Art. 1.** Die Berücksichtigung der mildernden Umstände in den durch Kapitel IX des ersten Buches des Strafgesetzbuches vorgesehenen Fällen bleibt den Gerichten vorbehalten.

Diese Umstände sind in allen Erkenntnissen und Urtheilen zu bezeichnen.

**Art. 2.** In allen Fällen, in welchen entweder wegen eines Entschuldigungsgrundes oder wegen mildernder Umstände nur auf eine Zuchtpolizeistrafe zu erkennen wäre, und in den Fällen, in welchen die Art. 72, 73 und 76 des Strafgesetzbuches Anwendung zu finden hätten, kann die Rathskammer bei Einstimmigkeit und durch

motivée, renvoyer le prévenu au tribunal de police correctionnelle.

**Art. 3.** Le tribunal de police correctionnelle devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne l'âge, la surdi-mutité, l'excuse et les circonstances atténuantes.

Il pourra prononcer un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous des minimum fixés par les deux derniers paragraphes de l'art. 80 du Code pénal, et suivant les distinctions établies par ces paragraphes, sans préjudice de l'application des autres peines prévues par l'art. 84 du dit Code.

En cas de concours des cas prévus par les art. 73, 76 et 414 du Code pénal avec des circonstances atténuantes, il prononcera une double réduction des peines comminées par la loi.

**Art. 4.** Lorsque le fait imputé sera punissable de l'emprisonnement ou de l'amende, et que, sur le réquisitoire du ministère public, ou sur le rapport fait à la chambre du conseil, les juges seront unanimement d'avis qu'il y a lieu de réduire ces peines au taux des peines de police, ils pourront renvoyer le prévenu devant le juge de paix compétent, en exprimant les circonstances atténuantes.

**Art. 5.** Le tribunal de police devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes, et il prononcera les peines de police.

**Art. 6.** Dans les cas prévus par les art. 2 et 4 de la présente loi, la chambre des mises en accusation pourra, à la simple majorité, exercer la même faculté.

Le ministère public et la partie civile pourront former opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

**Art. 7.** L'art. 83 du Code pénal est applicable

eine mit Gründen versehene Ordonnanz den Angeschuldigten vor das Zuchtpolizeigericht verweisen.

**Art. 3.** Das Zuchtpolizeigericht, vor welches der Angeschuldigte verwiesen wird, kann sich wegen des Alters, der Taubstummheit, des Entschuldigungsgrundes und der mildernden Umstände nicht für unzuständig erklären.

Dasselbe kann auf eine Gefängnisstrafe erkennen, welche nicht unter das Mindestmaass derjenigen geht, welche in den zwei letzten Absätzen des Art. 80 des Strafgesetzbuches bestimmt ist, und in Gemässheit der in jenen Absätzen festgesetzten Unterschiede, unbeschadet der Anwendung der übrigen Strafen, welche im Art. 84 des vorbezeichneten Gesetzbuches vorgesehen sind.

Bei Zusammentreffen der durch die Art. 73, 76 und 414 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Fällen mit mildernden Umständen ist eine doppelte Ermässigung der vom Gesetz angedrohten Strafen auszusprechen.

**Art. 4.** Ist die zur Last gelegte Handlung mit Gefängniss oder Geldstrafe bedroht und sind die Richter auf den Antrag des öffentlichen Ministeriums oder auf den Bericht an die Rathskammer einstimmig der Meinung, dass diese Strafen auf das Maass der Polizeistrafen zu ermässigen seien, so können die Richter den Angeschuldigten vor den zuständigen Friedensrichter verweisen, indem sie die mildernden Umstände ausdrücken.

**Art. 5.** Das Polizeigericht, vor welches der Angeschuldigte verwiesen ist, kann sich bezüglich der mildernden Umstände nicht für unzuständig erklären und es wird auf Polizeistrafen erkennen.

**Art. 6.** In den durch die Art. 2 und 4 des gegenwärtigen Gesetzes vorgesehenen Fällen kann die Anklagekammer bei einfacher Stimmemehrheit dieselbe Befugniss ausüben,

Das öffentliche Ministerium und die Civilpartei können gegen die Ordonnanz der Rathskammer in Gemässheit der Bestimmungen der Strafprozessordnung Opposition erheben.

**Art. 7.** Der Art. 85 des Strafgesetzbuches ist in allen

toutes les fois que des lois répressives spéciales ont admis la disposition de l'art. 463 du Code pénal de 1810.

**Art. 8.** Un arrêté royal grand-ducal déterminera l'époque de la mise à exécution de la présente loi.

**Art. 9.** L'art. 4 de la loi du 10 janvier 1863 et la loi du 9 décembre 1862 sont abrogés.

Mandons et ordonnons etc.

---

**18 JUIN 1879. — ARRÊTÉ r. g.-d. déterminant la mise à exécution du Code pénal révisé et de la loi sur les circonstances atténuantes.**

Nous GUILLAUME III, etc. Vu l'art. 567 de la loi, portant révision du Code pénal, et l'art. 8 de celle concernant les circonstances atténuantes, ces deux lois en date de ce jour ;

Sur le rapport de Notre Directeur général etc.

Avons arrêté et arrêtons :

**Article unique.** La loi portant révision du Code pénal et celle concernant les circonstances atténuantes, toutes deux en date de ce jour, seront mises à exécution à partir du 15 octobre 1879.

Notre Directeur général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Au Loo, le 18 juin 1879.

GUILLAUME.

*Le Directeur général de la justice,*  
Paul EYSCHEN.

---

Fällen anwendbar, in welchen die besonderen Strafgesetze die Bestimmung des Art. 463 des Strafgesetzbuches von 1810 zulassen.

**Art. 9.** Ein Königl. Grossh. Beschluss wird den Zeitpunkt bezeichnen, mit welchem das gegenwärtige Gesetz in Kraft tritt.

**Art. 9.** Der Art. 4 des Gesetzes vom 10. Januar 1863 und das Gesetz vom 9. Dezember 1862 sind aufgehoben. Befehlen und verordnen, etc.

---

**Königl.-Grossh. Beschluss vom 18. Juni 1879, betreffend die Inkrafttretung des neuen Strafgesetzbuches sowie des Gesetzes über die mildernden Umstände.**

Wir WILHELM III, etc. Nach Einsicht des Art. 367 des Gesetzes, betreffend die Revision des Strafgesetzbuches, und des Art. 8 des Gesetzes über die mildern den Umstände, beide Gesetze vom heutigen Datum ;

Auf den Bericht unseres General-Direktors etc.

Haben beschlossen und beschliessen :

**Einzigster Artikel.** Das Gesetz, betreffend die Abänderung des Strafgesetzbuches, sowie dasjenige über die mildernden Umstände, beide vom heutigen Datum, werden vom 15. October d. J. ab in Wirksamkeit treten.

Unser General-Direktor der Justiz ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Im Loo den 18. Juni 1879.

WILHELM.

*Der General-Director der Justiz,*  
Paul EYSCHEN.

---





# TABLE ALPHABÉTIQUE

DU

## CODE PÉNAL.

Les chiffres indiquent les numéros des articles.

- |  |   |
|--|---|
| <p><b>Abatage d'arbres.</b> V. <i>Arbres</i>.</p> <p><b>Abus d'autorité,</b> 66, 147 à 159, 254 à 260.</p> <p><b>Abus de confiance.</b> Par détournement, 491, 492. Envers un mineur, 493; un emprunteur, 494. Détournement de pièces de procès, 495</p> <p><b>Abus de pouvoir.</b> V. <i>Abus d'autorité, Crime, Délit</i>.</p> <p><b>Accident.</b> Chemin de fer, 422. Secours refusé, 556-5°.</p> <p><b>Accouchement.</b> Déclaration, 361.</p> <p><b>Accoucheur.</b> Avortement, 353. Attentat à la pudeur etc., 377, 378. Secrets de profession, 458.</p> <p><b>Accusation non autorisée,</b> 158.</p> <p><b>Accusé.</b> Discernement, 72 à 76.</p> <p><b>Acquittement.</b> V. <i>Accusé</i></p> <p><b>Actes.</b> Destruction, 527, 544. Détournement, destruction, soustraction, suppression, 240 à 244.</p> | <p><b>Actes arbitraires,</b> 147 à 159. V. <i>Abus d'autorité</i>.</p> <p><b>Actes de cruauté.</b> V. <i>Animaux</i>.</p> <p><b>Actes de l'état civil.</b> Tenue, 263 à 265.</p> <p><b>Actes de mariage.</b> Consentement, 264, 265. V. <i>Etat civil</i>.</p> <p><b>Actions.</b> Contrefaçon, falsification, 175 à 178, 214; usage, 213, 214.</p> <p><b>Adjudications.</b> Entraves, 314.</p> <p><b>Administrateur des prisons.</b> Refus d'exhiber ses registres, 157. Evasion, 332 s.</p> <p><b>Administration de substances nuisibles,</b> 402 à 405.</p> <p><b>Adultère,</b> 387 à 390. Homicide, coups excusables, 413.</p> <p><b>Affiches.</b> Arrêts criminels, 18. Jugement pour falsification de denrées, 457, 502. Enlèvement, lacération, 560-1°.</p> <p><b>Afficheurs.</b> Ecrits sans nom</p> |
|--|---|

- d'auteur etc., 299, 300.  
Loteries, 303, 304.
- Age.** Mineurs de 16 ans, peine, 72 à 74; de 18 ans, peine de mort, 77. Contrainte par corps, 48. V. *Accusé*.
- Agents de l'administration des postes.** V. *Lettres*.
- Agents de la force publique.** V. *Rébellion, Violences*.
- Agents du Gouvernement.** Trahison, 118, 119. V. *Fonctionnaires publics, Force publique, Violences*.
- Agents du Mont-de-piété.** V. *Mont-de-piété*.
- Agents du service télégraphique.** V. *Dépêches, Rébellion*.
- Altération d'écriture.** V. *Faux*.
- Altération de monnaies.** V. *Contrefaçon, Fausse monnaie*.
- Altération, détérioration** de marchandises, de matières servant à la fabrication, 533.
- Amende.** Nature, 7. Taux, attribution, 38. Individualité, 39. Contrainte par corps, 40. Payement, 49. Concours, cumul, 59, 60. Commutation et réduction, 83 à 85, 566. Extinction, 86. Fiscale, 86. Prescription, 94.
- Animaux domestiques, bestiaux.** Empoisonnés, 538. Tués, blessés volontairement, 540 à 544, 557-5°, 563-4°; involontairement, 559-2°, -3°, -4°. Actes de cruauté etc., tortures, 561-5°, -6°. Epizootie, 319 à 321. V. *Poison, Terrain d'autrui*.
- Animaux malfaisants.** Divagation, 556-2°, 559-2°.
- Appareils télégraphiques.** V. *Dépêches télégraphiques, Télégraphes*.
- Appartement.** Dépendance de maison habitée, 479, 480.
- Apprenti.** Vol, 464.
- Apprentissage.** Mineur de 16 ans, 73. Sourd-muet, 76.
- Arbitre.** Corruption, contrainte, 249, 251 à 253.
- Arbres.** Coupe, mutilation etc., 557, 543 à 545.
- Armée licenciée.** Commandement, 127.
- Armes.** Confiscation, 42, 43. Définition, 135, 482. Portées contre le Grand-Duché ou ses alliés, 113. Fournies à l'ennemi, 115; aux citoyens, 124; aux

- bandes séditionnelles, 126 ; aux associations de malfaiteurs, 324 ; en cas d'évasion de détenus, 337. Exemption de peine, 136, 326. V. *Animaux tués, Mendicité, Port d'armes, Rébellion, Sûreté de l'Etat.*
- Armes, instruments.** Abandonnés dans les champs, rues, etc., 332-2°.
- Armes prohibées.** Fabrication, vente, port, 316 à 318.
- Armoire.** Effraction. 484.
- Arrestation.** Condamnés libérés prov. 100.
- Arrestation illégale ou arbitraire.** Par des fonctionnaires, 147, 152, 153 à 159. Par des particuliers, 454 à 458. V. *Détention illégale.*
- Arrêts,** 7, 9, 18, 19, 31, 32, 35, 36.
- Arsenaux.** V. *Bandes armées, Incendie, Places.*
- Artifice** (Pièces d'). Défense d'en tirer, 555-1°.
- Ascendants.** Crimes et délits commis par eux ou envers eux, 377, 378, 381, 382, 395, 410, 462, 492, 304. Excuse, 415.
- Assassinat,** 394.
- Association de malfaiteurs** Existence, 322. Peines, 325 à 328 Exemption, 326.
- Ateliers** Voy. *Boutiques, Culles, Ouvriers.*
- Attaque.** V. *Force publique, Rébellion.*
- Attentat.** Sûreté de l'Etat, 101 à 156. Liberté individuelle, inviolabilité du domicile, 147 s., 434 s. Coalition des fonctionnaires, 233 à 236.
- Attentat à la pudeur,** 372 à 374, 377, 378. V. *Mœurs.*
- Attentat aux mœurs.** V. *Mœurs.*
- Atroupement.** — Contre l'exercice des droits politiques, 157.
- Aubergistes, hôteliers.** Registres, 210, 214, 355.
- Auteurs.** De crimes ou délits, 66. D'imprimés, 299. D'écrits, figures, images, 384.
- Autorité.** V. *Abus d'autorité.*
- Autorité administrative.** Immixtion dans ses attributions, 237.
- Autorité publique.** Exercice illégal, 261, 262. Résistance, 269 à 274. Outrages, etc., 275 à 277, 282.
- Avortement,** 348 à 353.

**Baisse.** Forcée des salaires, 310. Frauduleuse des denrées, 311. Manœuvres de fonctionnaires, 312. V. *Effets publics*.

**Ban.** V. *Rupture de ban*.

**Bans de vendanges,** 556-80.

**Bandes armées.** Complicité, 68. Sûreté intérieure de l'Etat etc., 128 à 134, 136. Destruction etc., 525, 529 à 532.

**Banque.** V. *Billets de banque*.

**Banqueroute,** 489, 490.

**Basse-cour.** V. *Escalade, Maison habitée*.

**Bateau.** Effraction, 484. Explosion, 520, 544. Destruction des liens, 534, 544. V. *Incendie*.

**Bâtiment.** V. *Destruction, Incendie*.

**Bénédiction nuptiale** avant le mariage civil, 267.

**Bestiaux.** V. *Animaux domestiques, Conducteurs, Epizooties*.

**Bêtes de trait, de charge,** etc. V. *Champs, Terrain d'autrui*.

**Bigamie,** 391.

**Billets.** Destruction, 527, 544. V. *Extorsion, Lottés*.

**Billets de banque.** Contre-

façon, 173, 174, 176 à 178, 180, 192, 214. Usage, 213, 214.

**Blessures, coups.** A certaines personnes, 145, 146, 278 à 282. Volontaires, 398, 401, 409, 410. Involontaires, 418, 420, 422. A des parents, 410, 415. Excusables, 411 à 415. Justifiés, 416, 417. Par exposition d'enfant, 556, 560. Chemin de fer, 406, 407. Par incendie, destruction de constructions, 518, 522. Par inondation, 548. V. *Animaux, Destruction, Duel, Violences*.

**Bois.** Incendie, 511 à 516. V. *Champs*.

**Boissons.** V. *Comestibles, Denrées*.

**Bornes.** Déplacement, suppression, 545, 546.

**Boulet.** Peine, 14.

**Bourgmestre.** Usurpation de fonctions, 239.

**Boutiques.** Ouverture, fermeture forcées, 142. V. *Comestibles, Poids*.

**Bris de clôture.** V. *Clôture*.

**Bris de prison.** Evasion, 536, 537. V. *Evasion*.

**Bris de scellés,** 283 à 288. Vol, 485. V. *Scellés*.

**Bruits et tapages nocturnes**, 561-1°.

**Bulletins**. V. *Elections*.

**Cabane**. Réputée maison habitée, 479, 481.

**Cabane de gardien**. Rupture, 556, 545, 544.

**Cadavre**. Recèlement, 540, 541. Profanation, 455.

**Cadenas**. V. *Fausse clef*.

**Calamité**. Refus de secours, 556-5°.

**Calomnie**. V. *Diffamation*.

**Carrés**. V. *Poisons*.

**Censure de l'autorité publique**, 268.

**Certificat de bonne conduite ou d'indigence**. Faux, 205, 207, 214. Usage, 207, 208, 213, 214.

**Certificat de maladie**. Faux 203, 204, 207, 214. Usage, 207, 213, 214.

**Certificats faux**. Délivrance, usage, 206, 208, 209. Mendians, vagabonds, 344, 346.

**Chambre des députés**. Attentat, 104. V. *Députés*.

**Champs**. V. *Armes, Instruments*.

**Champs ensemencés**. Ravage, ivraie, etc., 556, 545. Passage, 552-6°. V. *Terrain d'autrui*.

**Chansons contraires aux mœurs**, 585, 584, 586.

**Chantage**. V. *Extorsion*.

**Chantiers**. V. *Explosion, Incendie*.

**Charretiers**. V. *Conducteurs*.

**Chasse**. Permis de chasse, contrefaçon, délivrance, usage, 198, 199, 202, 215, 214.

**Caussées**. V. *Conducteurs, Destruction*.

**Cheminées**. V. *Incendie*.

**Chemins**. V. *Arbres, Conducteurs, Jeux de hasard*.

**Chemins de fer**. Entrave, 406. Blessures, mort, 407 à 409. Accident, 422.

**Chemins publics**. Désignation, 477 Vol, 472. V. *Chemins*.

**Chevaux**. Empoisonnement, 558. Tués, blessés, 540. V. *Animaux, Conducteurs, Lieu habité, Terrain d'autrui*.

**Chèvres**. V. *Animaux, Terrain d'autrui*.

**Chiens**. Excités ou non retenus, 556-5°. V. *Animaux, Terrain d'autrui*.

**Chirurgien**. V. *Accoucheur, Avortement, Certificat de maladie, Secrets*.

**Chose trouvée ou obtenue**. Recel, 508,

- Choses vendues.** Tromperie, 498, 499, 504.
- Chute de choses nuisibles,** 552-1<sup>o</sup>.
- Circonstances atténuantes.** Crimes et délits, 79 à 85. Contraventions, 566.
- Clameur publique.** Refus de secours, 556-5<sup>o</sup>.
- Clefs.** Contrefaçon, altération, 488. Fausses, définition, 487.
- Clichés.** Contrefaçon, altération, 180, 192, 214.
- Clôtures.** Destruction, 545. Usurpation de terrain, 546. Dégradation, 565-2<sup>o</sup>. Violation, destruction d'animaux, 542. Jet de pierres, de corps durs, etc., 557-4<sup>o</sup>.
- Coalition de fonctionnaires,** 255 à 256.
- Coauteurs,** 66. V. *Complices*.
- Coins.** V. *Poinçons*.
- Colportage.** Retrait de permis, 457, 502.
- Comestibles, boissons, denrées.** Mélange nuisible, 454 à 457. Falsification, débit, 500 à 504. Débit sans fraude, 561-3<sup>o</sup>. Gâtés ou corrompus, 561-2<sup>o</sup>.
- Commandant de la force publique.** Violation de domicile, 148, 152, 155. Refus d'agir, 259, 260.
- Commandant militaire.** — Manœuvres, prix des denrées, 312.
- Commandement militaire.** Indûment pris ou retenu, 127.
- Commerce,** 311 à 314.
- Commis.** V. *Préposés, Sous-traction*.
- Communes.** Confiscations à leur profit, 253, 505, 561-5<sup>o</sup>. V. *Dévastation*.
- Commutation de peines,** 88 à 90.
- Compagnon.** Vol, 464.
- Compétence,** 3, 4.
- Complices.** Définition, 67, 68. Peines, 69. Dispositions spéciales, 462, 492, 504, 544. V. *Adultère, Duel, Enlèvement, Mœurs*.
- Complot.** Contre le Roi Grand-Duc, etc., 106 à 111. Sûreté de l'Etat, 115, 124, 125. Exemption de peine, 156. V. *Attentat*.
- Compositions musicales.** Contrefaçon, etc., 191.
- Conciergerie de prison.** Détention illégale, 157. V. *Détenus*.
- Concours d'infractions,** 58 à 65.
- Concubine.** Adultère, 389.

**Concussion**, 243, 244.

**Condammations civiles**, 44, 45. Prescription, 99.

**Condamnés**. Produit de leur travail, 15, 27, 29. Destitution, 19. Libération prov. 100. V. *Détention, Emprisonnement, Interdiction légale, Reclusion, Travaux forcés*.

**Conducteurs de chevaux, voitures, etc.** Contraventions diverses, 556-1<sup>o</sup>, 557-1<sup>o</sup>, -2<sup>o</sup>, 559-2<sup>o</sup>.

**Confiscation**, 7, 42-1<sup>o</sup>, -2<sup>o</sup>, 43, 64, 94 Dispositions diverses, 255, 502, 503, 505, 518, 457, 503, 552-2<sup>o</sup>, 555-1<sup>o</sup>, 557-5<sup>o</sup>, 561-3<sup>o</sup>, -4<sup>o</sup>, -6<sup>o</sup>, -8<sup>o</sup>, 565-1<sup>o</sup>. V. *Concours d'infractions. Prescription*.

**Conflit**, 258.

**Connivence**. Fonctionnaires, attribution induue de titres, 252. Evasion de détenus, 352, 354

**Conseil de famille**. Interdiction d'en faire partie, 51 à 54, 582.

**Constitution**. Atteintes aux droits qu'elle garantit, 157 à 159.

**Constructions**. Destruction, 507, 521. V. *Effraction*.

**Contrainte**. V. *Corruption*.

**Contrainte par corps**, 40, 48.

**Contraventions de police**. Définition, 1. Classification, 551 s. Récidive, 554, 558, 562, 564, 565. Circonstances atténuantes, 566. V. *Amende, Concours d'infraction, Infractions, Peines*.

**Contrefaçon ou altération**. Monnaie, 160 à 171, 192.

**Contrefaçon ou falsification**. Effets publics, etc., coupons, 173 à 178, 192. Sceaux, timbres, poinçons, marques, etc., 179 à 191. V. *Clefs, Fausse monnaie, Faux*.

**Contributions**. V. *Force publique, Rébellion*.

**Corps durs**. Jet contre les clôtures, maisons, voitures, dans les jardins d'autrui, etc., 557-4<sup>o</sup>. Contre les animaux d'autrui, 559-5<sup>o</sup>.

**Correspondance**. Avec l'ennemi, 117. Par coalition de fonctionnaires, 255.

**Corruption de fonctionnaires**. Juges, etc., 246 à 255.

**Corruption de mineurs**. V. *Mœurs, Prostitution*.

**Costume**. Port illégal, 228.

- Faux costume :** arrestation, 437, 438; vol, 471.
- Coupe d'arbres,** 537, 543, 544.
- Coupon de transport.** Contrefaçon, altération, enlèvement de la marque, usage, 184, 190, 213. 214 V. *Contrefaçon ou falsification.*
- Coups.** V. *Blessures, Violences.*
- Cour.** Dépendance de maison habitée, 479, 480.
- Coutres de charrue.** V. *Armes, Instruments.*
- Crieurs.** D'écrits, 299, 300. De loteries, 303, 304.
- Crime.** Définition, 1. Auteurs, 66. V. *Amende, Complices, Concours d'infractions, Excuse, Infractions, Justification, Récidive, Tentative.*
- Criminels.** Recèlement, 559.
- Critiques.** V. *Ministres des cultes.*
- Crochets.** V. *Clefs, Mendicité.*
- Cultes.** Liberté, entraves, 142, 143. Outrages, 144, 145. Coups sur un ministre du culte, 145, 146. Bénédiction nuptiale, 267. Attaques contre le Gouvernement, une loi, etc., 268. V. *Boutiques, Fêtes religieuses, Ministres des cultes.*
- Cumul des peines,** 58, 59, 64.
- Curateur.** Interdiction, 31 à 34.
- Curateur de faillite.** Malversation, 490.
- Débauche.** V. *Mœurs, Prostitution.*
- Décapitation,** 8.
- Déclaration de naissance,** 361, 362.
- Décombres.** Fait de les répandre sur le terrain d'autrui, 560-4°.
- Décoration.** Port illégal, 228, 229.
- Dégâts.** V. *Destruction, Pillages.*
- Dégradations.** Tombeaux, monuments, etc., 526, 544. Clôture, 563-2°. Appareils télégraphiques, 563-5°. V. *Destruction.*
- Délaissement d'enfant.** V. *Exposition d'enfant.*
- Délit.** Définition, 1. Auteurs, 66. V. *Crime.* aux renvois.
- Démence,** 71.
- Démissions concertées,** 236. V. *Fonctionnaires.*
- Déni de justice,** 258.



**Deniers.** V. *Abus de confiance, Concussion.*

**Deniers publics, effets,** etc. Détournement, 240. V. *Actes, Bandes armées.*

**Dénonciateurs.** Impunité, 136, 192.

**Dénonciation calomnieuse,** 443.

**Denrées.** Baisse ou hausse forcée, 311 ; commandant militaire, 312. V. *Comestibles, Marchandises.*

**Dépêches télégraphiques** Ouverture, suppression, révélation par des fonctionnaires, 149, 150, 152 à 154. Faux, usage, 195, 211 à 214. V. *Télégraphes.*

**Dépositaires de l'autorité publique.** V. *Autorité publique, Force publique, Outrages, Violences.*

**Dépositaire public.** Négligence, 242, 244. V. *Actes, Soustraction.*

**Dépôt public.** V. *Actes.*

**Dessins.** Contrefaçon, 191.

**Dessins et écrits,** 144, 145, 273, 276.

**Destitution.** Quand prononcée, 19. V. *Fonct. publics.*

**Destruction.** Pour favoriser l'ennemi, 122. Meubles et immeubles saisis, 507.

Constructions, édifices, navires, voitures, etc., 520 à 522. Machines à vapeur, télégraphes, 523 à 525. Monuments, documents, papiers, 241, 526, 527. Denrées, meubles, liens, 528 à 534, 559-1°. Récoltes, arbres, instruments d'agriculture, 535 à 537. Animaux, 538 à 542, 557-5°, 563-4°. Clôtures, 543, 546. Par inondations, 547 à 550. En bandes, 525, 529 à 532. Nuit, en haine d'un fonctionnaire, 543. Récidive, 544. V. *Actes, Animaux, Champs, Empoisonnement, Explosion, Incendie, Marchandises, Meurtre, Monuments, Poisson, Propriété mob. d'autrui, Scellés.*

**Détention.** Peine criminelle, 7, 16 à 19, 31, 31, 32, 65, 89, 90. V. *Circonst. atténuantes, Commutation, Concours d'infractions, Discernement, Emprisonnement subsidiaire, Infractions, Peines, Récidive, Surveillance.*

**Détention illégale ou arbitraire.** Par des fonctionnaires, 147, 152, 155 à 159. Par des particuliers, 434 à 438. V. *Accusation,*

- Arrestation, Fonctionnaires.*
- Détention préventive.** Effets, 50.
- Détenus.** V. *Condamnés, Emprisonnement, Évasion.*
- Détérioration** de denrées, marchandises, meubles, 528 à 554, 544. V. *Destruction.*
- Détournement.** Fonctionnaires, 240, 241, 244. Pièces de procès, 495. Objets saisis, 507. V. *Abus de confiance, Actes, Dépositaire public.*
- Dévastation,** 125. V. *Destruction, Récoltes.*
- Devin,** 563-1°.
- Diffamation, calomnie,** 445, 444, 446, 447, 449 à 452. *Divulgarion méchante* 449. Preuve des faits imputés, 447. Plainte, 450. V. *Dénonciation calomnieuse, Injures.*
- Dignes.** Destruction, 521, 522, 544.
- Dimanche.** Exécution capitale, 10. V. *Culles.*
- Discernement,** 72 à 76.
- Discours pastoral,** 268.
- Distributeurs.** V. *Crieurs.*
- Divagation.** Fous, furieux, animaux, 556-2°, 559-2°.
- Divulgarion méchante,** 449. V. *Diffamation.*
- Domaine de l'État.** Envahissement, 128, 150.
- Domestique.** Vol, 464.
- Domicile.** Violation par des fonctionnaires, 148. 152 à 154; des particuliers, 439. Nuit, plusieurs, armes, 440. Tentative, 441. Introduction sans consentement, nuit, 442; jour, 563-8°.
- Dommage.** Propriétés mobilières d'autrui. 559-1°,-2°,-3°,-4°. V. *Destruction, Propriétés mob. d'autrui.*
- Dommages-intérêts,** 44, 45. Préférence, 49. Solidarité, 50. Prescription, 99.
- Dons.** Complicité, 66. Corruption, 202, 209, 214, 246 à 253.
- Droit de grâce,** 87.
- Droits.** Civils, interdiction, 31 à 34. Politiques, exercice, 137 à 141.
- Duel,** 423 à 433.
- Echafaud,** 9.
- Echafaudage.** V. *Voie publique.*
- Echelles.** V. *Armes, Instruments.*
- Echenillage,** 552-3°.
- Eclairage,** 551-2°,-5°.

**Ecoles.** Interdiction d'enseigner, 31.

**Ecrevisses.** Destruction, 539, 542 à 544.

**Ecrits.** Contrefaçon etc., 191. Sans nom d'auteur ou d'imprimeur, 299, 300. Calomnieux, 443 s. Contraires aux mœurs, vente, 383, 384, 386.

**Ecrits et dessins,** 144, 145, 275, 276.

**Ecriture.** Faux, 193 à 209, 213, 214.

**Edifices.** Menaçant ruine : démolition, réparation, 551-70. V. *Destruction, Effraction, Escalade, Incendie.*

**Effets.** De commerce, fictifs, 509. Publics, actions etc. : falsification, émission, 173 à 178 ; hausse ou baisse, 511. V. *Destruction.*

**Effraction,** 484, 485, 557-60. V. *Escalade, Vol.*

**Election.** Interdiction, 31 à 34.

**Elections.** Fraudes, 137 à 139, 141. Suffrages : achat, vente, 140. V. *Vote.*

**Eligibilité.** Interdiction, 31 à 34, 141.

**Embauchage,** 115.

**Emission.** De fausse monnaie, 168 à 171, 192, 213,

214. De monnaies apparentes, 497. De faux titres, valeurs etc., 173 à 178, 192, 213, 214.

**Empiètement des autorités,** 237 à 239.

**Emplois publics.** Destitution, 7, 19. Interdiction, 31 à 34, 234.

**Empoisonnement,** 397, 402 s. Animaux, poissons, 538, 539.

**Emprunteur.** V. *Abus de confiance.*

**Emprunteursur gage,** 507.

**Emprisonnement correctionnel,** 7, 25 à 27. Récidive, 56. Circonstances atténuantes, 80, 81, 85. Excuse, 414. V. *Peines.*

**Emprisonnement de police,** 7, 28, 29. Récidive, 554, 558, 562, 564, 565. Circonstances atténuantes, 85, 566. V. *Peines.*

**Emprisonnement subsidiaire,** 40. V. *Amendes.*

**Enchères.** Entrave, 514.

**Enclos.** Escalade, 486.

**Encombrement.** V. *Voie publique.*

**Enfant.** Fausses déclarations en justice, 225. Exposition. délaissement, 334 à 360. Suppression etc., 363. Enlèvement, 364. Recel, 365, 367. En-

- fant nouveau-né, recel de cadavre, 340, 341. Infanticide, 396; par imprudence, 419. Porté à un hospice, 366. Trouvé, 362.
- Engagement.** V. *Enrôlement.*
- Enlèvement.** Mineurs, 368 à 371. V. *Enfant.*
- Ennemis de l'Etat.** Machinations, intelligences, 114 à 122, 136.
- Enrôlement de soldats,** 126.
- Enseignement.** Interdiction, 25.
- Envahissement des domaines,** propriétés, etc., de l'Etat, 128 à 154, 156. V. *Bandes armées.*
- Épizooties,** 319 à 321.
- Escalade.** Excuse, justification, 412, 417. Vol, 467, 471. Définition, 486. Mauditage, 557-6°. V. *Vol.*
- Escroquerie,** 496, 504.
- Espions ou soldats ennemis.** Recèlement, 121.
- Établissements de charité ou de réforme.** Jeunes délinquants, 72. Sourds-muets, 76.
- Etangs.** Inondation, 550. V. *Empoisonnement.*
- État.** Sûreté extérieure et intérieure, 68, 115 s., 124 s. V. *Complot, Domaines, Intelligences.*
- État civil.** Tenue des actes, 263. Mariage, consentement, 264, 265. Naissances, déclaration, 361. Enfant trouvé, 362. V. *Enfant.*
- Étranger.** Compétence territoriale, 3, 4. Vagabonds, 346, 563-6°.
- Evasion de détenus,** 332 à 337. V. *Prescription.*
- Excavation.** V. *Voie publique.*
- Excuses.** Age, surdi-mutité, 75 à 76. Principe, 78. Homicide, blessures, etc., 411 à 415. Diffamation, etc., 451.
- Exécution capitale.** Mode, défenses, 8 à 11.
- Exécution judiciaire.** Refus de secours, 556-5°.
- Exemption de peine.** Cas divers : âge, surdi-mutité, 72, 76, 225; obéissance hiérarchique, 152, 260; obéissance sur avertissement, 154, 273; parenté, 225, 335, 341, 462, 492, 504; rapt, 371; révélation, 136, 192, 304, 326. V. *Justification.*
- Exhalaisons insalubres,** 552-1°.
- Expert.** Interdiction, 31 à

- 34. Fausses déclarations,** 221, 222, 224. Subornation, 223. V. *Serment*.
- Explosion.** Destruction d'édifices, de navires, etc., de constructions, 520.
- Exposition d'enfant,** 554 à 560.
- Extinction des peines.** Mort, 86. Grâce, 87, 90. Prescription, 91 à 99. V. *Commutation*.
- Extorsion.** De valeurs, objets mobiliers, papiers, documents, etc., avec violences ou menaces, chantage, 470. Tortures, cause de maladie ou mort, 473, 474. Meurtre, 475. Tentative, 476.
- Fabrique.** Communication de secret, 509. V. *Altération, Détérioration, Marque de fabrique*.
- Faillite.** V. *Banqueroute*.
- Falsification.** V. *Contrefaçon, Comestibles*.
- Famille royale,** 105 s., 108 s. V. *Attentat, Complot*.
- Fausse monnaie.** Contrefaçon, altération de celle qui a cours légal, 160 à 165; dans un Etat de l'Union douanière, 171; de celle qui n'a pas cours légal, 164 à 167. Tentative, 162, 166. Émission, usage, 168 à 170, 213. Amende, 214. Exemption de peine, 192.
- Fausses clefs.** Vol, 467, 471. Définition, 487. Contrefaçon, altération de clefs, 488. V. *Vol*.
- Fausse signature.** V. *Faux*.
- Faux.** Intention frauduleuse, 195. Ecritures authentiques et publiques, 194 à 196. Ecritures de commerce etc., et privées, 196. Usage, 197, 213. Passe-ports etc., 198, 199, 215; usage, 199 § 2. Feuilles de route, 200 à 202, 215. Certificats, 206, 208, 209, 213; usage, 209 § 2. Amende, 214. V. *Aubergistes, Dépêches télégraphiques, Effets, Marque de fabrique, Poinçons, Sceaux, Timbres*.
- Faux ordre de l'autorité publique.** En cas d'arrestation illégale, 437; de vol, 467, 471.
- Faux poids et mesures.** Usage, 499. Détention, 561-40.
- Faux serment.** En matière civile, 226.
- Faux témoignage,** 215 à 220. Exemption de peine, 225.
- Femme enceinte.** Exécution capitale, 11.

- Fêtes.** Exécution capitale, 10. Religieuses, liberté, 142.
- Feuilles de route.** Faux : usage, 200 à 202, 213, 214; mendiants, vagabonds, 544, 545.
- Figures contraires aux mœurs,** 585, 584, 586.
- Flagrant délit.** Arrestation de député, 158. Adultère, 388, 413. Vol, violences, 469. Secours refusé, 556-5<sup>e</sup>.
- Fonctionnaires, officiers publics.** Atteintes aux droits constitutionnels, 147 à 156, 158. Coalitions, 235 à 236. Empiètement, 237 à 239. Détournements, concussions, 240 à 244. Adjudications, entreprises. 245. Corruption, 246 à 255. Abus d'autorité, 254 à 260. Exercice illégal de leurs fonctions, 261, 262. Bris de scellés, 284, 286. Aggravation de peines, 266. Connivence avec les fournisseurs, 293 à 298. Attentat aux mœurs, 577, 578, 581, 582. Vol, 467, 471. V. *Diffamation*, *Faux*.
- Fonctions publiques.** Désignation, 19. Interdiction, 51 à 54. Usurpation, 227.
- Fonds de réserve des condamnés,** 15, 27.
- Force armée.** Interdiction de service, 51.
- Force majeure,** 71.
- Force publique.** Attaque ou résistance, 128 à 150. Réquisition illégale, 254 à 256. Refus d'agir, 259, 260. V. *Rébellion*.
- Forêts.** Incendie, 511, 513 à 516.
- Fossés.** Comblement, 545.
- Fournisseurs.** Cessation volontaire d'un service, 292. Négligence, 294. Retard, 295. Dénonciation, 296. Fraude, 297. Connivence d'un fonctionnaire, 293, 298.
- Fours.** Entretien, réparation, etc., 551-1<sup>o</sup>. V. *Incendie*.
- Fous.** V. *Divagation*.
- Frais.** Concurrence avec l'amende, 49. Solidarité, 50.
- Fraude.** V. *Fournisseurs*, *Marchandises*.
- Fraudes électorales.** V. *Elections*.
- Fruits.** Cueillis et mangés, 552-4<sup>o</sup>. V. *Récoltes*.
- Furieux.** V. *Divagation*.
- Gages.** Destruction, etc., 507. V. *Maison de prêt*.
- Garantie (Bureau de).** V. *Timbres*.

- Gardes champêtres ou forestiers.** V. *Rébellion.*
- Gardiens de prisons.** V. *Détention illégale, Evasion.*
- Gardiens de scellés.** V. *Bris de scellés.*
- Gazons.** Enlèvement, 560-2°.
- Gestes.** V. *Outrages.*
- Glanage,** 555-2°.
- Gouvernement (membres du).** Poursuite non autorisée contre eux, 158. *Outrage,* 275, 277. *Coups, blessures,* 278, 279.
- Grades.** Destitution, 7, 19.
- Grains en tuyau.** V. *Terrain d'autrui.*
- Grange.** Dépendance de maison habitée, 480.
- Grapillage,** 555-2°.
- Greffes.** Destruction, 537, 543, 544.
- Guerre.** Machinations pour la faire entreprendre contre le Grand-Duché, 114. Exposer l'Etat à des hostilités, 125. *Guerre civile,* 124, 125.
- Haies.** Action de les couper ou arracher, 543.
- Halles.** Troubles à l'ordre public, 313.
- Hausse.** V. *Baisse.*
- Herbe nuisible.** Répandue dans le champ d'autrui, 536, 543, 544.
- Héritier présomptif.** V. *Attentat, Complot.*
- Homicide.** Volontaire, 392, 393, 401, 404, 474. Involontaire, 418, 419, 422. Cas divers: avortement, 552, 553; exposition d'enfant, 560; viol, 376; duel, 430; incendie, 518; destruction, 552; inondation, 548. *Excuse,* 411 à 415. *Justification,* 416, 417.
- Homme de service à gages.** Vol, 464.
- Hostilités.** V. *Guerre.*
- Hospice.** Port d'enfants, 366. Objets confisqués, 505, 561-5°.
- Hôteliers.** V. *Aubergiste.*
- Images.** Contraires aux mœurs, 383, 384. *Injures,* 448. V. *Ecrits et dessins.*
- Immeubles saisis.** Destruction, 507.
- Immondices.** V. *Jet.*
- Impression.** V. *Affiches, Arrêts.*
- Imprimeurs, imprimés.** V. *Ecrits.*
- Imputation de peine,** 30.
- Incapacité de travail.** Coups, 399, 400. Substances nuisibles, 402,

421. Duel, 428, 429. Vol avec violences, etc., 473.
- Incapacités.** Grâce, 87.
- Incendie.** Pour favoriser l'ennemi, 122. Objets divers, 510 à 512, 516, 517. Nuit, 513. Tentative, 514. Peines accessoires, 515. Blessures, mort d'homme, 518. Involontaire, 519.
- Industrie.** Atteinte au libre exercice, 510.
- Infanticide,** 596.
- Infractions.** Classification, 1. Rétroactivité, 2. Compétence territoriale, 3, 4. Lois militaires, 5. Peines, 7. Concours, 58 à 65. Justification, 70, 71. V. *Excuse*.
- Inhumation.** Supplicié, 10. Précipitée, 315. Autorisation, 315.
- Injonctions.** En cas de production d'écrits calomnieux, etc., devant les tribunaux, 452.
- Injures.** Atteintes à la liberté du travail ou de l'industrie, 510. Refus de duel, provocation, 424, 425, 433. Contre les particuliers, 448, 452, 561-7°; les corps constitués, 561-7°.
- Inondation.** Travaux d'une mine, 547, 548. Héritage d'autrui, chemins, 549, 550.
- Insignes.** Port illégal, 229, 230.
- Insolvabilité.** En cas de contrainte par corps, 40.
- Instituteurs.** Incapacités, 31-7°. Attentat aux mœurs, 377, 378, 381, 382.
- Instructions aux ennemis de l'Etat,** 117.
- Instruments.** V. *Armes, Confiscation, Poids*.
- Instruments d'agriculture.** V. *Destruction*.
- Instruments du crime.** Procurés, complicité, 67. V. *Armes*.
- Intelligences.** Avec des puissances étrangères, des ennemis de l'Etat, etc., 114 à 120; des bandes armées, 133.
- Interdiction de droits civils, civils et de famille,** 7, 31 à 34. Exemptions, 75, 76. Commutation de peine criminelle, 84. Circonstances atténuantes, 85. Grâce, 87.
- Interdiction légale.** Durée, 20, 21, 89. Effets, 22 à 24. Grâce, 87. Cessation, 90. V. *Peines*.
- Intérêt dans les adjudications, etc., pris par des**



- fonctionnaires, etc., 245.  
V. *Fonctionnaires*.
- Interprète.** Fausse déclaration, 221, 222. Subornation, 223. Corruption, 224. V. *Devin*.
- Ivraie.** V. *Herbe nuisible*.
- Jardin.** Escalade, 486, 557-6°.
- Jet.** De choses nuisibles sur la voie publique, 552-1°; sur une personne, 552-3°, 563-3°; contre les voitures, maisons, clôtures, etc., 557-4°; sur des animaux, 559-3°.
- Jeux de loterie ou de hasard,** 505, 557-3°.
- Jeux publics.** Animaux soumis à des tortures, 561-6°.
- Jour d'emprisonnement.** Durée, 25.
- Jour de repos.** Contrainte ou empêchement, 142.
- Jugements.** Affiche, 18, 457, 502.
- Juges.** Poursuites contre un ministre, un représentant, 158. Corruption, contrainte, 249, 251 à 253. Empiètement, 257. Conflit légal, 258. Dénî de justice, 258. V. *Détention illégale, Domicile, Fonctionnaires publics*.
- Justification** (Cause de).
- Dispositions générales, 70 à 72, 76. Obeïssance hiérarchique, 152, 260. Légitime défense, 416, 417. Diffamation, etc., 451. V. *Exemption de peine*.
- Lésions corporelles.** Volontaires, 392. Involontaires, 418, 422. Suites de destruction ou dégât, 531, 544. V. *Blessures, Homicide*.
- Légitime défense,** 416, 417.
- Lettres confiées à la poste.** Ouvertes ou supprimées par des fonctionnaires, 149, 152 à 154; par des particuliers, 460.
- Lettres de change.** V. *Destruction, Ecritures, Effets de commerce*.
- Libération conditionnelle de peine,** 100.
- Liberté.** Des cultes, 142 à 146. Des enchères, 314. Du travail ou de l'industrie, 310. V. *Baisse*.
- Liberté individuelle.** V. *Arrestation illégale, Détention illégale*.
- Libertés garanties par la Constitution.** V. *Fonctionnaires*.
- Lieu habité.** Chevaux, bêtes de trait, etc., 556-1°.

**Limites.** Déplacement, suppression de bornes, etc., 545.

**Livret.** Faux, usage, 198, 199, 202, 213, 214.

**Loge, logement.** Réputés maisons habitées, 479.

**Logeurs.** Registres, 210, 214, 555.

**Loi pénale.** Rétroactivité, 2.

**Lois.** Entraves à leur exécution, 237. Particulières, application, 6. Militaires, 5, 57. V. *Rébellion*.

**Loteries,** 301 à 304. V. *Jeux de loterie, Maison de jeux*.

**Loueurs de maisons,** etc. Registres, 555.

**Machinations et intelligences** avec l'étranger, 114.

**Machines.** V. *Armes, Instruments*.

**Machines à vapeur.** Saisie, 507. Destruction, 523, 525.

**Magasins.** V. *Boutiques, Comestibles, Incendie, Poids*.

**Maison.** De force, 14. De reclusion, 14, 17. De correction, 17, 26, 72, 76. Habitée, 479; dépendances, 480, 481. Accidents par défaut de réparation, etc., 559-4°. V. *Destruction, Incendie, Vol*.

**Maisons de jeux de hasard.** Non autorisées, 305.

**Maisons de débauche et de prostitution,** 385.

**Maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine.** Administrateurs, détention illégale; refus d'exhiber leurs registres, 157.

**Maisons de prêt sur gages.** Non autorisées, 306. Registres, 307.

**Maladie.** Par coups ou blessures, 399, 400; à certaines personnes, 146, 279, 281, 282. Par substances nuisibles, 402, 403, 421.

**Maladie contagieuse,** 319 à 321.

**Malfaiteurs.** Logement, etc., fournis, 68. Association, 322 à 326.

**Mandat.** V. *Accusation, Détention illégale*.

**Maraudage.** V. *Récoltes* (non détachées).

**Marchandises.** Altération, détérioration, 533, 544. V. *Abus de confiance, Destruction, Tromperie*.

**Marchés aux grains.** Troubles à l'ordre public, 313.

**Mariage.** Consentement, formalités, 264, 265. Bénédiction nuptiale, 267.

- Enlèvement, 371. Bigamie, 391.
- Marque de fabrique.** Contrefaçon, etc., usage, 191, 213, 214.
- Massacre** dans les communes, 125.
- Matériaux.** Enlèvement, 560-2°. V. *Voie publique*.
- Matières d'or et d'argent.** Faux poinçon, vente, 181, 182, 213, 214
- Matières servant à la fabrication.** Altération, détérioration, 533, 544.
- Matrices.** V. *Clichés*.
- Médecins.** Faux certificat de maladie, 204, 214. Avortement, 353. Secrets de profession, 458.
- Membres du Gouvernement.** V. *Gouvernement*.
- Menaces.** Définition, 483. D'attentats, 327 à 331. De mendiants, 345. En cas d'arrestation illégale, 437. Chantage, 470. V. *Cultes, Destruction, Outrages, Rébellion, Violences, Vol*.
- Mendicité.** Cas divers, 342 à 346. V. *Vagabondage*.
- Mesures.** V. *Poids et mesures, Tromperie*.
- Meubles.** Effraction, enlèvement, 484, 485.
- Meurtre.** Définition, espèces, 393 à 397. En cas de viol, 376; de vol ou d'extorsion, 475; de destruction, etc., 532. Excuses, 411 à 413, 415. V. *Homicide*.
- Militaires,** 5, 57.
- Mines.** V. *Inondation*.
- Mineur.** Abus de ses besoins, etc., 493.
- Mineurs.** Discernement, 72 à 75. De 18 ans, peine de mort, 77. Enlèvement, 368 à 371. V. *Attentat à la pudeur, Mœurs, Prostitution*.
- Ministère public.** V. *Accusation, Autorité administrative, Conflit, Détention illégale, Lois (entraves), Pouvoir législatif*.
- Ministres.** Poursuites non autorisées contre eux, 158. Outrages, 275, 277. Coups, blessures, 278, 279.
- Ministres des cultes.** Assistance à une exécution capitale, 9. Bénédiction nuptiale, 267. Attaques contre l'autorité publique, les lois, 263. Attentats aux mœurs, 377, 378, 381, 382. V. *Blessures (à certaines personnes), Cultes, Outrages*.
- Mœurs.** Attentat par débauche ou corruption des

mineurs, 379 à 382. Ou-  
trages publics aux bonnes  
mœurs, par des écrits,  
images, etc., 383, 384,  
386; des actions, 385,  
386. V. *Adultère, Atten-  
tat à la pudeur, Bigamie,  
Prostitution, Viol.*

**Mois d'emprisonnement.**  
Durée, 25.

**Monnaie.** V. *Fausse mon-  
naie.*

**Monnaie apparente.** Émis-  
sion, tentative, 497.

**Monnaies.** Refus de les re-  
cevoir au cours, 556-4°.

**Mont-de-piété.** Dépôts ha-  
bituels pour autrui, 308.  
Achats habituels de re-  
connaissances, etc., 308.  
Révélation du nom des  
déposants, 459.

**Monuments.** Destruction,  
526, 544.

**Mort (Peine de).** Nature, 7.  
Exécution, 8 à 10. Femme  
enceinte, 11. Effets, 19,  
20, 31. Mineur de 16 ans,  
73; de 18 ans, 77. Affiche  
de l'arrêt, 48. V. *Circons-  
tances atténuantes.*

**Moulins.** Inondations, 550.

**Munitions.** Fournies à l'en-  
nemi, 115; aux associa-  
tions de malfaiteurs, 324,  
325.

**Mutilation.** D'arbres, 537,

543, 544. De monuments,  
526. Suite de coups, 400;  
d'arrestation illégale,  
438; de vol, 473.

**Naissance** Déclaration, 361.

**Nantissement.** V. *Maison  
de prêt.*

**Naufrage.** Refus de secours  
556-5°.

**Navire.** V. *Destruction, Ex-  
plosion, Incendie.*

**Négligence.** V. *Actes, Bris  
de scellés, Évasion de dé-  
tenus, Incendie, Nettoy-  
age, Voirie.*

**Nettoyage.** Des fours. che-  
minées, etc., 551-1°. Des  
rues, etc., 551-3°. V. *In-  
cendie.*

**Noblesse.** V. *Titres de no-  
blesse.*

**Nom d'auteur ou d'impri-  
meur.** V. *Écrits.*

**Nom de fabricant.** V. *Mar-  
que de fabrique.*

**Nom faux.** Pris publique-  
ment; connivence, 231,  
232.

**Nom supposé.** V. *Faux.*

**Nouveau-né.** Cadavre, 340,  
341.

**Nuit.** Définition, 478. Cause  
de justification, légitime  
défense, 417. Circons-  
tance aggravante : V.  
*Destruction (récoltes, etc.,*

- animaux), *Incendie, Violation de domicile.*
- Objets d'art.** Destruction, dégradation, etc., 526, 544.
- Objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique.** Destruction, dégradation, 526, 544.
- Objets saisis.** Destruction ou détournement, 507. *V. Confiscation.*
- Objets trouvés.** *V. Chose trouvée.*
- Obligations.** Contrefaçon, falsification, émission, usage, 173 à 178, 192, 213, 214. *V. Abus de confiance, Actes, Escroquerie, Extorsion.*
- Offices publics.** Destitution, 7.
- Officiers de justice.** *V. Domicile, Rébellion.*
- Officiers de l'état civil,** 263 à 265. *V. Etat civil.*
- Officiers du ministère public et de la police judiciaire.** *V. Ministère public.*
- Officiers ou agents de la police administrative ; officiers ministériels.** *V. Rébellion.*
- Offres ou propositions de commettre certains crimes,** 331.
- Ordre (Faux).** *V. Faux ordre.*
- Ordre public.** Trouble : *V. Halles.*
- Ordres.** *V. Décoration, Insignes.*
- Organe.** Perte de l'usage par blessures, 400 ; détentation illégale, 438 ; duel, 429 ; substances nuisibles, 403 ; vol, 473 ; destruction, etc., 531.
- Outrage public à la pudeur,** 383, 386.
- Outrage public aux bonnes mœurs.** Par chansons, écrits, figures, etc., 383, 384, 386. Par actions, 385, 386.
- Outrages.** Par faits, paroles, gestes, menaces, écrits ou dessins, envers les objets, les ministres d'un culte, 144, 145 ; un ministre, un député, un magistrat, 275 ; un officier ministériel ou un agent de l'autorité, 276 ; les corps constitués, 277 ; un témoin, 282.
- Ouverture souterraine.** Entrée, 486. *V. Escalade.*
- Ouvriers.** Atteintes à la liberté du travail, 310. Vol, 464. *V. Fabrique.*
- Pamphlets.** Contraires aux bonnes mœurs, 383, 384, 386.

**Papier.** Faux timbre, vente, 181, 182, 214. Usage, 183, 213, 214.

**Papiers.** V. *Actes, Destruction.*

**Parc.** Escalade, 486.

**Parcs de bestiaux.** Destruction, 536, 543, 544.

**Parcs mobiles.** Dépendances de maison habitée, 481.

**Paroles.** V. *Outrages.*

**Parricide,** 395. Non excusable, 415.

**Participation** de plusieurs à un crime ou délit. Auteurs, 66. Complices, 67 à 69. V. *Complices.*

**Passage.** V. *Terrain d'autrui.*

**Passe-partout.** Fausse clef, 487.

**Passe-ports.** Falsification, délivrance, usage, 198, 199, 202, 213, 214.

**Patente retirée.** Dans quel cas, 457, 502.

**Pâturage,** 560-3<sup>o</sup>.

**Pêche.** V. *Permis.*

**Peine de mort.** V. *Mort.*

**Peine la plus forte,** 63, 65.

**Peines.** Caractère, rétroactivité, 1, 2. En matière criminelle, correctionnelle et de police, 7. Cri-

minelles, 8 s. Communes aux crimes et aux délits, 31 à 37; aux trois espèces d'infractions, 38 à 43. Privatives de la liberté, réduction, 30. Concours, 58 à 65. Echelle, 80, 81. Extinction, 86 à 99. Libération provisoire, 100. V. *Exemption.*

**Pères, mères, ascendants.** V. *Blessures, Mœurs, Parricide.*

**Permis de chasse et de pêche.** Falsification, etc., 198, 199, 202, 213, 214.

**Permis de colportage.** Retrait, 457, 502.

**Perte.** V. *Chose trouvée.*

**Petite voirie.** Lois, règlements, exécution, 551-6<sup>o</sup>.

**Pharmacien.** Avortement, 353. Secrets de profession, 458.

**Pièces de procédure.** Détournement, 495.

**Pieds corniers.** Déplacement, suppression, 545. Usurpation, 546.

**Pierres.** Jet, 557-4<sup>o</sup>, 559-3<sup>o</sup>. Enlèvement, 560-2<sup>o</sup>. Répandage, 560-4<sup>o</sup>. V. *Corps durs.*

**Pierres sépulcrales.** Destruction, dégradation, 526, 544.

**Pillage.** Dans les communes, 125, 129 s.; les halles, 515 Secours refusé, 556-5°. V. *Bandes armées, Destruction.*

**Places.** Livrées à l'ennemi, 115, 116. Commandement illégitime, 127 Envahissement, 128, 150, 132.

**Planches.** V. *Clichés.*

**Plante nuisible** répandue sur le champ d'autrui, 536.

**Plants.** Coupe ou dévastation, 535, 543, 544.

**Poids et mesures faux.** Possession, 561-4°, -8°. V. *Tromperie.*

**Poinçons.** Contrefaçon, falsification, 180, 184, 186. Usage, tentative, 180, 185 à 187, 213. Amende, 214. V. *Matières d'or, etc.*

**Poisson.** Destruction, 539, 542 à 544.

**Ponts.** Destruction, dégradation, 521, 522, 544.

**Port-d'armes.** Interdiction, 31 à 34. Faux, usage, 198, 199, 202, 213, 214.

**Porteurs de contrainte.** V. *Rébellion.*

**Pouvoir législatif.** Immixtion dans l'exercice, 237, 239.

**Préméditation.** Meurtre,

394. Infanticide, 396. Lésions corporelles, 398 à 401.

**Préposés des douanes ou à la percept. des taxes.** V. *Rébellion.*

**Préposés ou commis de fonctionnaires publics.** Détournements, concussion, 244.

**Prescription.** Peines principales, 34, 91 à 91; accessoires, 34, 94 En cas d'évasion, 95. Interruption, 96. Condamnations civiles, 99. Effets sur l'interdiction, 34; la récidive, 56; la surveillance de la police, 98.

**Présents.** V. *Corruption, Dons.*

**Presse.** V. *Ecrits.*

**Prévoyance, précaution** Défaut: V. *Blessures, Homicide.*

**Prisonnier écroué ou retenu sans ordre légal,** 157.

**Prisons pour peines de police,** 29.

**Procédés de falsification de comestibles.** Propagation, révélation, 500.

**Productions utiles de la terre non détachées du sol, dérobées,** 557-6°.

**Profanation de cadavre,** 453.

- Professeur.** Interdiction, 23.
- Promesses.** V. *Corruption, Dons, Extorsion, Faux témoignage, Récompenses.*
- Pronostiqueurs,** 563-1°. V. *Songes.*
- Propriétés de l'Etat.** Envalhissement, 128, 130.
- Propriétés mobilière<sup>s</sup> d'autrui.** Destruction, dommage volontaires, 559-1°; involont., 559-2°, -3°, -4°.
- Prostitution, corruption** des mineurs. 379 à 382. Tentative, 380. Règlements, 385.
- Provision** au condamné en interdiction légale, 24.
- Provocations.** V. *Blessures, Excuses, Meurtre.*
- Publication d'arrêts et jugements.** V. *Arrêts, Jugements.*
- Publication d'écrits** sans nom d'auteur ou d'imprimeur, 299, 300.
- Pudeur.** V. *Attentat.*
- Puissance paternelle.** Privation, 378, 382.
- Puissances alliées.** Machinations avec leurs ennemis, 116, 117.
- Puissances étrangères.** V. *Ennemis de l'Etat.*
- Quittances.** Extorsion, 470, 473 à 476, 493. Détournement, dissipation, 491, 492. Escroquerie, 496.
- Rapt,** 368 à 371.
- Ratelage,** 553-2°.
- Ravage.** Champs ensemencés, 536, 543, 544.
- Rébellion,** 269 à 274.
- Recel, recèlement,** 68. Espions, soldats ennemis, 121. Personnes poursuivies etc., 339 Cadavre, 340, 341 Biens d'un failli, 490. Choses obtenues par crime ou délit, 505, 506; par vol entre parents, 462.
- Récidive.** Crimes ou délits en général, 54 à 57. Duel, 433. Destruction etc., 544. Contraventions de police, 554, 558, 562, 564, 565.
- Reclusion.** Nature, 7; durée de cette peine, 15; exécution, 14, 15; conséquences, 19, 21, 32, 89. Récidive, 54. Circonstances atténuantes, 80. Mineur de 16 ans; 73. V. *Condamnés, Peines.*
- Récoltes.** Incendie, 511 à 516. Destruction, dévastation, 535, 543, 544. Non détachées du sol, dérobées, 557-6°. V. *Fruits, Terrain d'autrui.*
- Réduction, remise de pei-**



- nes. V. Circonstances atténuantes, Commutation, Discernement, Excuses, Incapacités.*
- Récompenses.** Faux témoignage, 224. *V. Corruption (de fonctionnaires), Dons.*
- Régent.** Attentat, complot, 103 s., 108 s.
- Registres.** Administrateurs de prisons; refus d'exhibition, 157. Maisons de prêt, 307. Destruction, 527, 544. Aubergistes, etc.; tenue, exhibition, 210, 214, 555.
- Règlements et lois.** Militaires, 5, 57. Particuliers, 6.
- Réhabilitation.** Remise des incapacités, 87.
- Reine.** Attentat, complot, 103 s., 108 s.
- Réparation** de fours, cheminées etc., 551-1°; d'édifices menaçant ruine, 551-7°. Défaut de réparation, accident, 559-4°.
- Réparations civiles.** Infractions qui ne donnent lieu qu'à ces réparations, 462, 492, 504. *V. Dommages-intérêts, Restitutions.*
- Résistance.** *V. Force publique, Rébellion.*
- Restitutions.** Préférence, 49. Solidarité, 50. Prescription, 99.
- Retraite.** Fournie aux mal-faiteurs, 68, 324 à 326; à des bandes, 133, 136.
- Rétroactivité,** 2.
- Réunion séditieuse.** *V. Sécurité de l'Etat.*
- Révélation** de crimes ou délits. Exemption de peines, 136, 192, 300, 304, 326. *V. Dépêches télégr., Mont-de-piété, Secret.*
- Revenus** des condamnés en interdiction légale, 24.
- Roi Grand-Duc.** Attentat, complot, 101 s., 106 s.
- Rossignols.** Fausses clefs, 487.
- Ruban.** Port illégal, 228, 229.
- Rues.** Nettoyage, 551-3°.
- Rupture** de ban de surveillance, 338.
- Sage-femme.** Avortement, 353. Secrets de profession, 458.
- Saisie.** *V. Confiscation, Objets saisis.*
- Salaires.** Hausse ou baisse par violences etc., 310.
- Soeaux.** Nationaux, étrangers, particuliers; contrefaçon ou falsification,

- usage**, tentative, 179, 184 à 187, 213. Amende, 214. V. *Poinçons*.
- Scellés**. Bris, tentative, 284, 286 à 288. Gardien négligent, 283, 285. Vol par bris, 485.
- Secours**. Fournis à l'ennemi, 115. Refus en cas d'accidents, tumultes, calamités, pillage, flagrant délit, exécution judiciaire etc., 556-50.
- Secret**. D'une négociation ou expédition livrée à l'ennemi, 118. De fabrique communiqué, 309. De profession révélé, 458. V. *Dépêches télégr.*, *Lettre*, *Mont-de-piété*.
- Sédition** V. *Bandes armées*, *Sûreté* (intérieure) *de l'Etat*.
- Sépultures**. Contravention aux lois et règlements, 315. Violation, 453.
- Séquestres**. V. *Rébellion*.
- Serment**. Faux en matière civile, 226. Avant l'entrée en fonctions, 261.
- Serrures**. V. *Fausse clefs*.
- Serrurier**. Contrefaçon, altération de clefs, 488.
- Service requis** V. *Secours*.
- Serviteur à gages**. Attentat aux mœurs, etc., 377, 381. Vol, 464.
- Signature**. Fausse, usage, 194, 196, 197, 213, 214. Violation d'un droit constitutionnel par fausse signature d'un fonctionnaire, 154. Extorsion, 470.
- Signes commémoratifs**. — Destruction, dégradat., 526, 544.
- Soldats**. Fournis à l'ennemi; action d'ébranler leur fidélité, 115. Enrôlement illicite, 126.
- Solidarité**. Restitu., dommages-intérêts, frais, 50.
- Songes**. Métier de les expliquer, 563-1°.
- Souillure**. V. *Jet*.
- Soumissions**. Entraves, 514.
- Sourd-muet**. Discernement, 76.
- Soustraction**. Biens d'un failli, 490. V. *Actes*, *Détournement*, *Fonctionnaires publics*, Vol.
- Statues**. Destruction, dégradation, 526, 544.
- Subordonné**. Imputations calomnieuses, 445. V. *Exemption de peine*.
- Subornation** de témoins, experts, interprètes, 223, 224.
- Subrogé-tuteur**. Interdiction, 23.

**Substances alimentaires.**  
V. *Comestibles*.

**Substances nuisibles.** Administrées volontairement, 402 à 405. V. *Comestibles*, *Empoisonnement*, *Poisson*.

**Substitution d'enfant** 363.

**Suffrages.** Achat, vente, 140. V. *Elections*, *Vote*.

**Supplicié.** Inhumation, 10.

**Supposition d'enfant**, 363.

**Supposition de personnes**, 194. V. *Faux*.

**Suppression d'écrits**, 452.

**Suppression d'enfant**, 363.

**Sûreté de l'Etat.** Extérieure, 113 à 123, 136. Intérieure, 124 à 136.

**Surveillance spéciale de la police.** Nature, 7. Effets, exécution, 35. Contre qui prononcée, 36 37, 75, 76. Récidive, 56. En cas de commutation ou de prescription de la peine principale, 88, 97, 98. Circonst. attén., 84, 85. Prescription, 94. Rupture de ban, 358.

**Tableaux.** Destruction, 526, 544.

**Taillis.** Incendie, 511 à 516.

**Tapages nocturnes**, 561-1°.

**Télégraphes.** Destruc. vo-

lontaire, empêchement de la correspondance, 524, 525, 544. Destruction, dégradation involontaire, 563-5°. V. *Dépêches*, *Rébellion*.

**Témoin.** Déclaration, témoignage faux, 215 à 225. Outrages, violences, 282. Concours à la déliv. d'un passe-port, permis de chasse ou de pêche, livret faux, 199. d'un certificat faux, 209. V. *Duel*, *Subornation*.

**Témoin instrumentaire**, certificateur, judiciaire. Interdiction, 31 à 34.

**Tentative.** Définition, 51. Peines, 52, 53. Assimilée au fait consommé, 105, 115, 168, 169, 176, 336, 337. Cas divers, 162, 166, 184, 185, 187, 188, 252, 284, 286, 287, 380, 405, 441, 466, 470, 507, 514. Non punissable, 353, 380.

**Terrain d'autrui.** Entrée ou passage d'hommes ou d'animaux, s'il est préparé ou ensemencé, 552-6°; s'il est chargé de produits mûrs, 556-6°. Passage de bestiaux, bêtes de trait, etc., dans les prairies avant l'enlèvement de la récolte, 552-7°; lorsqu'il est chargé de récoltes, 556-7°. Bes-

tiaux menés en tout temps, dans les prairies, vignes, oseraies, houblonnières, plants et pépinières, 560-3<sup>o</sup>; terres, pierres, décombres, 560-4<sup>o</sup>; ouvrages d'art, de culture et autres, 563-7<sup>o</sup>.

**Terres.** Enlèvement, 560-2<sup>o</sup>. Répandage, 560-4<sup>o</sup>.

**Territoire du Grand-Duché.** Infraction, compétence, 3, 4. Entrée facilitée aux ennemis de l'État, 115.

**Timbres.** Nationaux, étrangers, particuliers: industrie, possession, contrefaçon, falsification, vente, usage, 180 à 187, 213, 214. Exemption de peine, 192. *V. Poinçons, Sceaux.*

**Timbres-poste ou autres timbres adhésifs.** Contrefaçon, vente, 188. Usage, 189, 213. Enlèvement de la marque de service, usage, 190, 213. Amende, 214.

**Titres.** Destitution, 7, 19. Destruction, 241, 527. Détournement, 495

**Titres de noblesse.** Interdiction, 31 à 34. Usurpation, 230. Attribution induite par connivence, 232.

**Tombeaux.** Violation, 453.

Destruction, dégradation, 526, 544.

**Tortures.** Animaux, 561-6<sup>o</sup>. Corporelles, en cas de détention illégale, 438; de vol, 475.

**Travail des condamnés.** Produit, attribution, 15, 27, 29

**Travaux forcés.** Nature, durée de cette peine, 7, 12, 63; son exécution, 14, 15, 18; ses effets, 19, 21, 31, 89, 90. Peines qu'elle remplace, 77, 80. Mineur de 16 ans, 75 §§ 2, 3.

**Travaux publics.** Opposition à l'exécution, 289 à 291.

**Travaux requis.** Refus, 556-5<sup>o</sup>. *V. Secours.*

**Trésor.** Appropriation, 508.

**Tromperie.** Monnaies apparentes, 497. Identité, nature, origine de la chose vendue, 498. Quantité des choses vendues, 499. *V. Comestibles, Effets* (de commerce).

**Troubles.** Entraves à l'exercice d'un culte, 145; à la libre concurrence dans les marchés aux grains, 313; à la liberté des enchères, etc., 314.

**Troupes armées.** Enrôlées sans autorisation, 126.

**Tumultes.** Secours refusé, 536-5°.

**Tuteur.** Interdiction, 23, 31 à 34.

**Uniforme.** Port illégal, 238.

**Union douanière.** Monnaie, 171; actions, etc., 174, 175.

**Usines.** Inondations, 550. V. *Incendie, Nettoyage, Préparation.*

**Usure** par abus de confiance, 494.

**Usurpation.** De fonctions, 227. De costume, décorations, 228, 229. De titres de noblesse, 230. De nom, 231. Connivence de fonctionnaires, 232. De terrain, 546.

**Vagabondage.** Qualifié, 342 à 347. Simple, 563-6°.

**Vendeurs.** V. *Écrits, Loteries.*

**Viol.** 375, 377, 378. Cause de mort, 376.

**Violation de clôture.** Destruction d'animaux, 542.

**Violation de domicile.** V. *Domicile.*

**Violation de sépulture.** V. *Sépultures, Pierres sépulcrales.*

**Violation du secret des lettres, des dépêches té-**

**légraphiques.** V. *Dépêches télégraphiques, Lettres confiées à la poste.*

**Violences.** Définition, 483.

Des fonctionnaires envers les personnes, 257. Exercées par des mendiants, 345. Voies de fait ou violences légères, 563-3°. V. *Attentat à la pudeur, Blessures, Bris de prison, Corruption, Destruction, Droits politiques, Elections, Evasion, Liberté, Mineur, Mœurs, Rébellion, Scellés, Travaux publics, Troubles, Viol, Vol.*

**Vivres.** Fournis à l'ennemi, 115.

**Voie publique.** Nettoyage, 551-3°. Embarras, 551-4°. Eclairage, 551-2° et 5°. Exposition ou jet de choses nuisibles, 552-1°. V. *Armes ou instruments, Conducteurs, Divagation, Jeux de loterie, Voirie.*

**Voies de fait.** V. *Travaux publics, Violences (légères).*

**Voirie.** V. *Petite voirie.*

**Voiture.** Effraction, 484. Explosion, 520, 544. Destruction des liens, 534, 544. V. *Conducteurs.*

**Voituriers.** V. *Conducteurs.*

**Vol.** Définition, 461. Entre

époux et parents, 462. Sans violences ni menaces : non spécifié, 463 ; domestique, 464 ; interdiction, surveillance de la police, 465 ; tentative, 466 ; effraction, escalade, fausses clefs, fonctionnaire, etc., 467. Avec violences ou menaces : 468, 469 ; effraction, escalade, fausses clefs, fonctionnaire, etc., pluralité, nuit, armes dans une maison habitée, 471 ; chemins publics, 472 ; tortures, maladie, homicide involontaire, 473, 474 ; meurtre, 475 ; tentative, 476. Signification

des termes : chemins publics, 477 ; nuit, 478 ; maison habitée, dépendances, 479, 480, 481 ; armes, 482 ; violences, menaces, 483 ; effraction, 484, 485 ; escalade, 486 ; fausses clefs, 487. *V. Bris de scellés, Complicité, Extorsion, Recel, Récoltes.*

**Vote** (Droit de). Interdiction, 31 à 34. Interdiction pour fraudes, 141. *V. Elections, Suffrages.*

**Wagon.** Effraction, 484. Explosion, 530, 544. Destruction des liens, 534, 544.

## TABLE DES DISPOSITIONS RÉPRESSIVES SPÉCIALES QUI FORMENT COMPLÈMENT AU CODE PÉNAL.

### TABLE CHRONOLOGIQUE.

*Abréviations.* — A. Arrêté ; Ed. Edit ; L. Loi ; O. Ordonnance ; R. Règlement.

1617, 14 septembre. — Ed. Bois et forêts.	1724, 15 sept. — Ord. Bois et forêts.
1669, 15 août. — O. Forêts, chemins de halage, moulins, pêche fluviale, navigation.	1728, 23 mars. — Décl. Armes prohibées.
1716, mai. — Ed. Amendes des eaux et forêts.	1753, 16 déc. — O. Chemins publics, bandes de terrain.
	1758, 5 juillet. — O. Id.

1743, 24 mars. — A. Epizooties, contagion, art. 5.

1746, 19 juillet. — A. Id.

1757, 10 octobre. — O. Curage des rivières et ruisseaux.

1783, 20 déc. — O. Rivière de la Sûre, pêche, flottage.

1784, 16 juillet. — A. Epizooties, morve.

1790, 31 déc. — L. Dessins de fabrique, contrefaçon.

1791, 14 - 25 mai. — Id.

22 - 28 juillet. — L. Couleur des affiches.

15 - 29 sept. — D. Bois et forêts.

28 sept. - 6 oct. — D. Police rurale, voirie, T. II.

1793, 19-24 juillet. — D. Contrefaçon artistique.

1794, 10 mai. — O. Chemins publics.

An III, 25 prairial. — D. Contrefaçon artistique.

An III, 6 messidor. — D. Vente de grains en vert et pendant par racine.

25 messidor. — Id.

An IV, 5 brumaire. — Code

rural, eaux et forêts, délits ruraux.

11 brumaire. — A. Armes prohibées.

26 ventôse. — L. Echenillage.

16 floréal. — L. Notariat, dépôt des répertoires, art. 2.

25 thermidor. — L. Délits ruraux et forestiers, art. 2.

12 fructidor. — A. Vente publique de meubles, art. 2.

An V, 27 frimaire. — L. Enfants trouvés et abandonnés.

15 nivose. — A. Chemins de halage.

27 nivose. — A. Vente publique de meubles.

27 messidor. — A. Epizooties, contagion.

An VI, 19 brumaire. — L. Matières d'or et d'argent, art. 72 s.

19 ventôse. — A. Navigation.

28 messidor. — A. Pêche fluviale (eaux limites).

An VII, 6 frimaire. — L. Bacs et bateaux, art. 51 à 58.

An X, 14 floréal. — L. Pêche fluviale (eaux limites).

- An XI, 17 vendémiaire.* — A. Epizooties, morve.
- An XII, 17 nivose.* — A. Pêche fluviale (eaux limites).
- 25 *prairial.* — D. Sépultures.
- An XIII, 4 prairial.* — D. Chemins de halage.
- An XIV, 2 nivose.* — D. Armes prohibées.
- 1806, 12 *mars.* — D. Armes prohibées.
- 18 *mai.* — D. Cimetières, art. 13.
- 25 *juin.* — D. Roulage, plaques, art. 34.
- 1808, 22 *janvier.* — D. Chemins de halage.
- 20 *avril.* — L. Police et discipline des cours et tribunaux.
- 20 *juillet.* — D. Noms et prénoms (juifs).
- 1810, 12 *février - 15 mars.* Code pénal. — art. 425 à 429, contrefaçon d'objets d'arts; — art. 236, témoins, — excuses fausses.
- 20 *avril.* — L. Discipline de l'ordre judiciaire.
- 21 *avril.* — L. Mines, minières, carrières, art. 93 s.
- 19 *juillet.* — D. Enlèvement de feuilles mortes.
- 5 *septembre.* — D. Marques de fabrique.
- 11 *décembre.* — D. Discipline du barreau.
- 1811, 19 *janvier.* — D. Enfants trouvés, art. 23.
- 1813, 3 *janvier.* — D. Mines, minières, carrières.
- 14 *juin.* — D. Huissiers, art. 38.
- 29 *août.* — D. Id. art. 1 et 2 (copies).
- 1814, 4 *novembre.* — A. Grande voirie.
- 1815, 9 *février.* — A. Embauchage.
- 21 *mars.* — A. Poudre à tirer.
- 17 *avril.* — Code pénal militaire.
- 25 *avril.* — Dép. Mariage dans une maison particulière.
- 1817, 8 *janvier.* — L. Milice.
- 25 *janvier.* — L. Contrefaçon littéraire, art. 4.
- 12 *décembre.* — L. Déserteurs.
- 1818, 6 *mars.* — L. Police administrative, peines.
- 25 *décembre.* — A. Marques de fabrique, art. 6.



- 1819, 29 avril. — L. A. Impositions communales.
- 1820, 27 avril. — L. Milice.
- 28 mars. — Traité de limites, art. 69, constructions.
- 28 août. — A. Cours d'eau.
- 1822, 26 janvier. — A. Nollèsse.
- 26 août. — L. Accises, art. 203, 227, 228, 254, 312, 324, 325.
- 12 septembre. — A. Notariat, art. 6, 7.
- 18 décembre. — A. Poids et mesures.
- 1823, 16 août. — A. Poids et mesures.
- 1824, 3 mars. — A. Loteries.
- 1825, 31 juillet. — A. Arpenteurs, art. 4.
- 1827, 30 mars. — A. Poids et mesures, vérif.
- 16 octobre. — A. Constructions isolées.
- 1828, 19 avril. — A. Constructions à proximité des frontières.
- 31 mai. — A. Loteries.
- 31 juillet. — A. Etat civil.
- 1829, 2 avril. — A. Poids et mesures.
- 22 mars. — Id.
- 24 novembre. — R. Messageries.
- 1830, 7 septembre. — A. Roulage, plaques.
- 1833, 18 juillet. — L. Distilleries, art. 49.
- 1837, 10 mars. — O. Chemins vicinaux, art. 7.
- 27 mai. — L. Distilleries, art. 12-14.
- 1838, 24 mars. — L. Vente de marchandises neuves.
- 1840, 15 juillet. — Av. Approvisionnements destinés aux marchés.
- 1841, 21 septembre. — O. Huissiers, discipline, art. 42 s.
- 5 octobre. — O. Notariat.
- 12 octobre. — O. Service médical, art. 40 à 50, et règl. y annexés.
- 31 décembre. — O. Étrangers — expulsion.
- 1842, 5 mars. — A. Loi pénale douanière, mode d'instruction.
- 24 février. — A. Douanes, usage des armes.
- 18 mars. — A. Cartes à jouer, exportation.
- 16 octobre. — L. Distilleries.
- 28 décembre. — L. [Matières d'or et d'argent, art. 23.
- 1843, 13 janvier. — L. Grande

- voirie, constructions et plantations, art. 6.
- 4 juillet. — L. Etrangers, vagabonds, art. 8.
- 19 juillet. — A. Curage des cours d'eau.
- 26 juillet. — L. Enseignement primaire, art. 9 s.
- 7 août. — Traité de limites, constructions, art. 28.
- 1844, 12 juillet. — L. Chemins vicinaux, art. 48 s.
- 1845, 22 juin. — L. Milice, art. 13.
- 7 juillet. — L. Chasse.
- 8 octobre. — R. Tenderies.
- 1846, 10 mars. — A. Nids d'oiseaux, chasse aux petits oiseaux et oiseaux de passage.
- 1848, 23 juillet. — L. Enseignement supér. et moyen, art. 2, 3, 47.
- 26 décembre. — L. Amendes, réduction en francs, art. 4, 5.
- 1849, 9 février. — Conv. avec la Prusse pour la répression des délits de chasse, etc.
- 26 novembre. — L. Impôt mobilier, étrangers, art. 37 s.
- 17 décembre. — A. Battues.
- 1850, 1<sup>er</sup> janvier. — L. Colportage.
- 3 mai. — C. de ch. — Coupes de bois.
- 25 octobre. — Conv. Bornes - frontières, Belgique, art. 10, 11.
- 1852, 9 janvier. — L. Comptables de l'État, art. 8.
- 1853, 20 mars. — L. Assurances.
- 15—18 octobre. — C. Bornes - frontières, France, art. 10, 11.
- 1854, 17 février. — Cartel monétaire du 21 oct. 1845.
- 25 mai. — A. Messageries, impériale.
- 1<sup>er</sup> décembre. — L. Cabarets.
- 1<sup>er</sup> décembre. — L. Vente à l'encan de marchandises neuves.
- 22 décembre. — L. Uebergangsabgabe, art. 3.
- 1855, 12 février. — L. Patentes — colportage et trafiquants, art. 9.
- 14 mai. — A. Enfants acquittés, apprentissage.

- 5 juin. — R. Maisons de débauche.
- 18 décembre. — L. Étrangers, détention préventive.
- 26 décembre. — L. Drainage et irrigation, art. 12.
- 1857, 27 mars. — A. Infractions douanières.
- 1858, 2 décembre. — L. Timbres-poste, art. 2.
- 1859, 18 août. — R. Police des chemins de fer.
- 17 décembre. — L. Police des chemins de fer.
- 17 décembre. — L. Expropriation, entrave ou résistance, art. 9.
- 1860, 25 janvier. — A. Police des chemins de fer, stations.
- 13 décembre. — L. Livrets d'ouvriers et de domestiques, art. 1-10.
- 1861, 30 juin. — R. Livrets d'ouvriers et de domestiques.
- 2 décembre. — L. Elections communales, art. 31.
- 21 décembre. — L. Cabarets.
- 21 décembre. — R. Amélioration des races de bétail, 59 s.
- 1862, 9 décembre. — L. Notariat.
- 1863, 10 janvier. — L. Compétence des tribunaux de simple police.
- 8 août. — R. Service sanitaire du bétail, art. 31.
- 1865, 16 décembre. — Conv. France, Contrefaçon des objets d'art et d'esprit, art. 11.
- 1866, 15 juin. — A. Usage des enveloppes en plomb pour le tabac à priser.
- 2 décembre. — L. Assurances, cautionnements.
- 2 décembre. — L. Témoignage en matière de douanes.
- 1867, 18 janvier. — L. Contrainte par corps.
- 12 février. — L. Timbre mobile, art. 4, 5.
- 18 août. — L. Pour suite des délits et contraventions douanières.
- 26 décembre. — A. Impôt sur le sel.
- 1869, 23 mars. — R. Gale des moutons.
- 20 juillet. — L. Presse.
- 11 décembre. — Nou-

- velle loi douanière,  
 art. 153 s.  
 1870, 13 mars. — L. Émi-  
 grations.  
 15 mars. — L. Extra-  
 ditions.  
 12 mai. — L. Distille-  
 ries.  
 18 juin. — L. Profes-  
 sions ambulantes.  
 2 juillet. — L. Faillites  
 et banqueroutes, art.  
 575 s.  
 5 octobre. — L. Épi-  
 zooties.  
 10 novembre. — R. Ty-  
 phus contagieux.  
 10 novembre. — R. Peste  
 bovine.  
 10 novembre. — R. Aba-  
 tage, indemnités.  
 1871, 13 mars. — Distille-  
 ries agricoles.  
 1872, 6 avril. — L. Pêche.  
 8 mai. — L. Fonction-  
 naires, discipline.  
 14 mai. — R. Chau-  
 dières.  
 1<sup>er</sup> juin. — R. Pêche.  
 17 juin. — R. Établis-  
 sements insalubres.  
 25 octobre. — Conv. d'ex-  
 tradition, Belgique.  
 1875, 22 avril. — L. Vaine  
 pature.  
 18 juin. — R. Poste  
 aux colis, douanes,  
 § 18.  
 4 septembre. — A. Bi-  
 ères.  
 18 décembre. — L. Col-  
 lectes à domicile.  
 1871, 9 février. — L. Tim-  
 bre des effets de com-  
 merce.  
 9 février. — L. Rou-  
 lage.  
 12 juin. — L. Mines et  
 minières de fer.  
 13 juin. — L. Distille-  
 ries, art. 10.  
 14 juillet. — R. Che-  
 mins de fer, exploi-  
 tation.  
 26 décembre. — A. Dis-  
 tilleries, art. 3.  
 1875, 12 septembre. — Conv.  
 d'extradition, France.  
 1876, 10 février. — Id.  
 Suisse.  
 9 mars. — Id. Alle-  
 magne.  
 11 mars. — Conv. Mar-  
 ques de fabrique,  
 Allemagne.  
 20 mars. — L. Police  
 des bâtiments.  
 6 décembre. — L. Tra-  
 vail des femmes et  
 des enfants.

1877, 16 février. — L. Contrainte par corps.

20 mars. — L. Déten-  
tion préventive.

4 mai. — L. Postes.

21 juin. — Conv. d'ex-  
tradition, Pays-Bas.

21 juin. — Id. Bel-  
gique (décl. suppl.).

25 août. — R. Travail  
des femmes et des  
enfants.

31 août. — R. Postes.

12 novembre. — Phylo-  
xera.

1878, 23 avril. — L. En-  
seignement primaire  
supérieur, art. 10, 16,  
17, 35 s.

11 juillet. — A. Amélio-  
ration des races de

bétail (modif. de l'art.  
60 du R. 21 déc. 1861).

23 octobre. — Conv. d'ex-  
tradition. — Italie.

14 décembre. — L. Cartes  
à jouer.

1879, 18 janvier. — L. Crimes  
et délits commis à  
l'étranger.

8 avril. — Conv. d'ex-  
tradition. — Dane-  
mark.

28 mai. — L. Elections,  
art. 127 s.

31 mai. — Conv. Art de  
guérir, pratique dans  
les communes limi-  
trophes de la Bel-  
gique.

18 juin. — L. Circons-  
tances atténuantes.

### TABLE ALPHABÉTIQUE.

**Abatage.** V. *Epizooties*.

**Accises.** V. *Bières, Distil-  
leries*.

**Affiches.** Couleur. L. 22-  
28 juillet 1791.

**Alignements.** O. 10 mai  
1794; A. 4 nov. 1814;  
L. 13 janv. 1843, art. 4, 5,  
6; L. 12 juillet 1844, art.  
47; L. 7 déc. 1859, art. 5.

**Amendes.** Contrainte par  
corps. L. 16 févr. 1877 et

18 janv. 1867. Réduction  
en francs, L. 26 déc. 1848,  
art. 4, 5.

**Animaux nuisibles.** V. *Bat-  
tues*.

**Approvisionnements** des-  
tinés aux marchés. Av. 15  
juillet 1840.

**Armes prohibées.** Décl. 23  
mars 1728; D. 11 bru-  
maire IV; D. 2 nivose  
XIV; D. 12 mars 1806.

**Arpenteur** (profession d').  
A. 31 juillet 1825.

**Art de guérir.** O. 12 oct  
1841, art. 40 et 51, et  
règlements y annexés;  
Conv. 31 mai 1879.

**Assurances.** L. 20 mars  
1853; L. 2 déc. 1866.

**Bacs et bateaux.** L. 6 fri-  
maire VII, art. 51-58.

**Banqueroutes.** L. 2 juillet  
1870, art. 573 s.

**Batiments** (police). L. 20  
mars 1876.

**Barreau.** Discipline, D. 14  
décembre 1810.

**Battues.** A. 17 déc. 1849.

**Bétail.** Suillies R. 21 déc.  
1861, art. 59 s., et A. 11  
juillet 1878. — Service  
sanitaire, R. 8 août 1863,  
art. 31. V. *Epizooties*.

**Bières.** A. 4 sept. 1873, §§.  
24-34.

**Bois et forêts.** Ed. 14 sept.  
1617; O. 13 août 1669;  
Ed. mai 1716; O. 15 sept.  
1724; D. 15-29 sept. 1791;  
L. 3 brumaire IV; L. 23  
thermidor IV, art. 2; D.  
19 juillet 1810; Conv. 9  
fév. 1849; C. d. ch. 3 mai  
1850.

**Bornes-frontières.** Conv. 25  
oct. 1850, et 15-18 oct.  
1853, art. 11.

**Cabarets.** L. 1<sup>er</sup> déc. 1854;  
L. 21 déc. 1861.

**Carrières.** A. 4 nov. 1814,  
art. 1<sup>er</sup>-6<sup>o</sup>; L. 13 janvier  
1843, art. 4, 5, 6; L. 12  
juillet 1844, art. 46. L.  
17 déc. 1859, art. 3, 6.  
V. *Mines*.

**Cartes à jouer.** A. 18 mars  
1842; L. 14 déc. 1878.

**Chasse.** L. 7 juillet 1845;  
A. 8 oct. 1845; A. 10 mars  
1846; Conv. 9 fév. 1849;  
A. 17 déc. 1849; L. 10  
janv. 1863, art. 1<sup>er</sup>-5<sup>o</sup>.

**Chaudières.** R. 14 mai 1872.

**Chemins de fer.** R. 19 août  
1859; L. 17 déc. 1859;  
A. 25 janv. 1860; A. 14  
juillet 1874.

**Chemins de halage.** O. 13  
août 1669. T. 38, art. 7;  
A. 15 nivose V; D. 4 prai-  
rial XIII; 22 janv. 1808.

**Chemins publics.** O. 16 déc.  
1733 et 3 juillet 1738  
(bandes de terrain); O.  
10 mai 1794; O. 10 mars  
1837, art. 7; L. 12 juillet  
1844, art. 48 s.

**Cimetières.** D. 23 prairial  
an XII; D. 18 mai 1806,  
art. 15; A. 19 avril 1828.

**Circonstances atténuantes.**  
L. 18 juin 1879.

**Code pénal militaire.** A.  
17 avril 1815.

**Collectes à domicile.** L. 18 déc. 1873.

**Colportage.** L. 1<sup>er</sup> janvier 1850; L. 12 fév. 1855, art. 9; L. 18 juin 1870.

**Compétence des tribunaux de simple police.** L. 10 janvier 1863.

**Comptabilité de l'Etat.** L. 9 janv 1852, art. 8.

**Constructions et plantations** le long des routes, chemins, etc. V. *Alignements*.

**Constructions.** A proximité des cimetières, A. 19 avril 1828. Frontières. Con. 28 mars 1820, art. 69; L. 26 août 1822, art. 177 s.; Con. 7 août 1843, art. 28 Isolées, O. 16 oct. 1827. Le long des routes. A. 4 nov. 1814; L. 13 janvier 1843, art. 4, 5, 6. Le long des chemins publics, O. 10 mai 1794, art. 36; L. 12 juillet 1844, art. 48 s. Le long du chemin de fer, L. 17 déc. 1859, art. 5.

**Contrainte par corps.** L. 18 janv. 1867; L. 16 fév. 1877.

**Contrefaçon artistique.** D. 19-24 juillet 1793, D. 25 prairial III; C. p. 1810, art. 425-429 non abrogés.

**Contrefaçon des dessins et marques de fabriques.**

L. 31 déc. 1790; L. 14-25 mai 1791; D. 5 sept. 1810; A. 25 déc. 1818, art. 6; C. 11 mars 1876.

**Contrefaçon littéraire.** L. 25 janv. 1817, art. 4; Conv. 16 décembre 1865, art. 11.

**Contribution mobilière.** L. 26 nov. 1849, art. 37 et 39.

**Crimes et délits commis à l'étranger.** L. 18 janv. 1879.

**Curage des cours d'eau.** A. 19 juillet 1843.

**Débauche (maison de).** R. 5 juin 1855.

**Délits commis à l'étranger.** L. 18 janvier 1879.

**Déserteurs.** L. 12 déc. 1817.

**Dessins de fabrique.** V. *Contrefaçon*.

**Détention préventive.** L. 18 déc. 1855; L. 20 mars 1877.

**Distilleries.** L. 26 août 1822, art. 203, 227, 228, 234, 324, 325; L. 18 juillet 1833, art. 49; L. 27 mai 1837, art. 12-14; L. 16 oct. 1842, art. 4; L. 12 mai 1870, art. 6; L. 15 mars 1871, art. 2; L. 13 juin 1874, art. 10; A. 26 déc. 1874, art. 3.

**Domestiques.** Livrets, L.

15 déc. 1860; R. 30 juin 1861.

**Douanes.** Loi pénale, 5 mars 1842 (instruction) et 11 déc. 1869, art. 135 s. Usage des armes, A. 24 fév. 1842. Répression, A. 27 mars 1857; L. 18 janv. 1879, art. 11. Témoins, L. 2 déc. 1866. Poursuites, L. 18 août 1867. Postes, R. 18 juin 1873. V. *Cartes à jouer, Sel, Sucre, Tabac, Uebergangsabgabe.*

**Drainage.** Destruction, L. 26 déc. 1855, art. 12.

**Eaux-de-vie.** V. *Distilleries, Uebergangsabgabe.*

**Echenillage.** L. 26 ventose IV.

**Elections.** L. 2 déc. 1861, art. 1<sup>er</sup>; L. 28 mai 1879, art. 127 s.

**Embauchage.** A. 9 février 1815.

**Emigration.** L. 15 mars 1870.

**Enfants acquittés.** Apprentissage, A. 5 juin 1855.

**Enfants trouvés et abandonnés.** L. 27 frimaire V; D. 19 janv. 1811, art. 23.

**Enseignement primaire.** L. 26 juillet 1845, art. 9 s.; primaire supérieure, L. 23 avril 1878, art. 10,

16, 17; moyen et supérieur, L. 23 juillet 1848, art. 2, 3, 47.

**Epizooties.** Contagion, A. 24 mars 1745 et 19 juillet 1746; A. 27 messidor V. Morve, A. 16 juillet 1784 et 17 vendémiaire XI. Gale, R. 25 mars 1869. Epizooties, L. 5 oct. 1870. Typhus contagieux, R. 10 nov. 1870. Peste bovine, R. 10 nov. 1870. Abatage, R. 10 nov. 1870. Service sanitaire, R. 8 août 1863, art. 31.

**Etablissements dangereux, insalubres, etc.** A. 17 juin 1872.

**Etat civil.** A. 31 juillet 1828; Dép. 25 avril 1815.

**Etrangers.** Impôt, L. 26 nov. 1849, art. 37 s. Poursuite, L. 18 janv. 1879, art. 1-7. V. *Détention préventive; Expulsion; Extradition.*

**Expulsion d'étrangers.** A. 31 déc. 1841; L. 4 juillet 1843, art. 8.

**Expropriation, entrave ou résistance,** L. 17 déc. 1859, art. 9.

**Extraditions.** L. 15 mars 1870, Conv. Allemagne, 9 mars 1876; Belgique, 25 oct. 1872 et 21 juin 1877; Danemarck, 8 avril



1879 ; France, 12 sept.  
1875 ; Italie, 25 oct. 1878 ;  
Pays-Bas. 21 juin 1877 ;  
Suisse, 10 février 1876.

**Faillites.** Banqueroute, L.  
2 juillet 1870, art. 573 s.

**Feuilles mortes.** D. 19 juillet 1810.

**Fonctionnaires.** Discipline,  
L. 8 mai 1872.

**Grains en vert etc.** Vente,  
D. 6 messidor III ; D. 23  
messidor III.

**Grande voirie.** V. Voirie.

**Huissiers.** D. 14 juin 1813,  
art. 38 ; D. 29 août 1813,  
art. 1 et 2 ; O. 21 sept.  
1841, art. 42 s.

**Impositions communales**  
A. 29 avril 1819.

**Impôt mobilier.** Etrangers,  
L. 26 nov. 1849, art. 37 s.

**Instruction publique.** V.  
*Enseignement.*

**Irrigation.** Destruction, L.  
26 déc. 1855, art. 12.

**Inhumations.** V. *Cimetières.*

**Justice.** V. *Ordre judiciaire.*

**Livrets d'ouvriers et de domestiques.** L. 13 déc.  
1860, art. 1-10 ; R. 30  
juin 1861.

**Loteries.** A. 3 mars 1824 et  
31 mai 1828.

**Machines à vapeur.** R. 14  
mai 1872.

**Maisons de débauche et de prostitution.** R. 5 juin  
1855.

**Marchandises neuves.** Vente. L. 24 mars 1838 ; L.  
1<sup>er</sup> déc. 1854.

**Marchés.** Approvisionnements, A. 15 juillet 1840.

**Mariage dans une maison particulière,** D. 23 avril  
1815.

**Marques de fabrique.** V.  
*Contrefaçon.*

**Matières d'or et d'argent.**  
L. 19 brumaire VI, art.  
72 s. ; L. 28 déc. 1842,  
art. 23.

**Messageries.** R. 24 novembre 1829 ; A. 23 mai 1854.

**Meubles.** Vente publique.  
A. 12 fructidor IV, art. 2 ;  
A. 27 nivose V.

**Milice.** L. 8 janvier 1817 ;  
L. 27 avril 1820 ; L. 22  
juin 1843, art. 13.

**Militaires.** Code pénal, 17  
avril 1815.

**Mines, minières, carrières.**  
L. 21 avril 1810, art. 93 s. ;  
D. 3 janvier 1813 ; L. 12  
juin 1874.

- Monnaies.** Cartel, 21 oct. 1845.
- Moulins et usines.** O. 13 août 1669, T. 27, art. 42, 43; A. 28 août 1820.
- Navigation.** O. 13 août 1669, T. 27; O. 20 déc. 1783; A. 19 ventose VI.
- Nids d'oiseaux.** A. 10 mars 1845.
- Noblesse.** A. 26 janv. 1827.
- Noms et prénoms.** Juifs, D. 20 juillet 1808.
- Notariat.** L. 16 floréal IV; A. 12 sept. 1822, art. 6 et 7; O. 3 oct. 1841; L. 9 déc. 1862.
- Ordre judiciaire.** Discipline. L. 20 avril 1808; L. 20 avril 1810; Barreau, D. 14 déc. 1810.
- Ouvriers.** Livrets. L. 13 déc. 1860; R. 30 juin 1861.
- Passages d'eau.** V. *Bacs et Bâteaux.*
- Patentes.** V. *Colportage.*
- Pâturage.** V. *Vaine pâture.*
- Pêche.** L. 6 avril 1872; R. 1<sup>er</sup> juin 1872; Conv. 19 avril 1849.
- Pêche pluviale.** Eaux frontières, O. 13 août 1669; O. 20 déc. 1783; A. 28 messidor VI; L. 14 floréal X; A. 17 nivose XII.
- Peines sanctionnant les règlements généraux et communaux.** L. 6 mars 1818.
- Peines (réduction des).** V. *Circonstances atténuantes.*
- Peste bovine.** V. *Epizooties.*
- Phyloxera.** R. 31 août 1877.
- Plomb (enveloppes de).** A. 15 juin 1866.
- Poids et mesures.** A. 18 déc. 1822; A. 16 août 1823; A. 30 mars 1827; A. 2 avril 1829; A. 22 mars 1839.
- Police administrative.** Peines, L. 6 mars 1818.
- Police des bâtiments etc.** L. 20 mars 1876.
- Police rurale.** D. 28 sept - 6 oct. 1791; L. 3 brumaire IV; L. 23 thermidor IV, art. 2; L. 10 janv. 1863, art. 1<sup>er</sup> (compétence); L. 23 avril 1873 (vaine pâture).
- Police sanitaire.** V. *Art de guérir; Epizooties.*
- Postes.** L. 2 déc. 1858, art. 2; L. 4 mai 1877; R. 31 août 1877; R. 18 juin 1873 (colis).
- Poudre à tirer.** A. 21 mars 1815.
- Presse.** L. 20 juillet 1869.

**Professions ambulantes.**  
L. 18 juin 1870.

**Rivières et ruisseaux.** Cu-  
rage, O. 10 oct. 1757; A.  
19 juillet 1843.

**Roulage.** L. 9 fév. 1874.  
Plaque, D. 23 juin 1806,  
art. 34; A. 7 sept. 1830.

**Routes de l'Etat.** A. 4 nov.  
1814; L. 13 janv. 1843,  
art. 4, 5, 6.

**Sel** (impôts sur le). A. 26 déc.  
1867.

**Sépultures.** D. 23 prairial  
XII, et D. 18 mai 1806,  
art. 13.

**Tabac** (impôt). A. 13 août  
1879, § 32 s.

**Tabac à priser.** Usage des  
enveloppes en plomb, A.  
15 juin 1866.

**Témoins.** Excuses fausses,  
C. pén. 1810, art. 236;  
Douanes, L. 2 déc. 1866.

**Tenderies.** A. 8 oct. 1845.

**Timbre.** Timbres-poste, L.  
2 déc. 1858, art. 2; Tim-  
bre mobile, L. 12 février  
1867, art. 4. 5. Effets de  
commerce, L. 9 fév. 1874.

**Travail des femmes et des  
enfants.** L. 6 déc. 1876;  
R. 23 août 1876.

**Typhus contagieux.** V.  
*Epizooties.*

**Uebergangsabgabe.** L. 23  
déc. 1854, art. 3.

**Usines et fabriques.** V.  
*Etablissements insalubres*  
*etc.; Moulins.*

**Vagabondage.** L. 4 juillet  
1843, art. 7, 8.

**Vaine pâture.** L. 22 avril  
1873.

**Ventes.** Vente publique de  
meubles, A. 12 fructidor  
IV, art. 2; A. 27 nivose  
V. Vente de grains en  
vert etc, D. 6 messidor  
III; D. 23 messidor III.  
Vente à l'encan de mar-  
chandises neuves, L. 24  
mars 1838; L. 1<sup>er</sup> déc.  
1854.

**Vétérinaires.** R. 8 août  
1863.

**Voirie.** V. *Chemins publics,*  
*Messageries, Routes de*  
*l'Etat, Roulage.*

## TABLE DES MATIÈRES.

Tableau de concordance des articles du code pénal de 1810 et du code Luxembourgeois.....	1
Note préliminaire.....	2

### LIVRE PREMIER.

#### DES INFRACTIONS ET DE LA RÉPRESSION EN GÉNÉRAL.

Chap. I <sup>er</sup> . Des infractions.....	5
Chap. II. Des peines.....	6
— Sect. I <sup>re</sup> . Des diverses espèces de peines.....	6
— Sect. II. Des peines criminelles .....	6
— Sect. III. De l'emprisonnement correc- tionnel.....	14
— Sect. IV. De l'emprisonnement de police Disposition commune aux sec- tions II, III et IV .. .....	14
— Sect V. Des peines communes aux crimes et aux délits.....	16
— Sect. VI. Des peines communes aux trois espèces d'infraction.....	20
Chap. III. Des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes, délits ou contraventions .....	20
Chap. IV. De la tentative de crime ou de délit....	22
Chap. V. De la récidive .....	24
Chap. VI. Du concours de plusieurs infractions...	28
Chap. VII. De la participation de plusieurs per- sonnes au même crime ou délit.....	30
Chap. VIII. Des causes de justification et d'excuse..	32
Chap. IX. Des circonstances atténuantes.....	36
Chap. X. De l'extinction des peines .....	40
Disposition générale.....	44

**LIVRE II.****DES INFRACTIONS ET DE LEUR RÉPRESSION EN PARTICULIER.****TITRE PREMIER.****DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT.**

Chap. I <sup>er</sup> .	Des attentats et des complots contre le Roi Grand-Duc, contre la Famille royale grand-ducale et contre la forme du gouvernement .....	46
Chap. II.	Des crimes et des délits contre la sûreté extérieure de l'État .....	50
Chap. III.	Des crimes contre la sûreté intérieure de l'État .....	54
	Disposition commune au présent titre ..	60

**TITRE II.****DES CRIMES ET DES DÉLITS QUI PORTENT ATTEINTE AUX DROITS GARANTIS PAR LA CONSTITUTION.**

Chap. I <sup>er</sup> .	Des délits relatifs à l'exercice des droits politiques .....	60
Chap. II.	Des délits relatifs au libre exercice des cultes .....	64
Chap. III.	Des atteintes portées par des fonctionnaires publics aux droits garantis par la Constitution .....	66

**TITRE III.****DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE LA FOI PUBLIQUE.**

Chap. I <sup>er</sup> .	De la fausse monnaie .....	72
Chap. II.	De la contrefaçon ou falsification des effets publics, des actions, des obligations, coupons d'intérêts et des billets de banque autorisés par la loi .....	76
Chap. III.	De la contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons, marques, etc. ....	80

	Disposition commune aux trois chapitres précédents .....	86
Chap. IV.	Des faux commis en écritures et dans les dépêches télégraphiques.....	86
—	Sect. I <sup>re</sup> . Des faux en écritures authentiques et publiques, en écritures de commerce ou de banque et en écritures privées .....	86
—	Sect. II. Des faux commis dans les passeports, permis de chasse ou de pêche, livrets, feuilles de route et certificats.....	88
—	Sect. III. Des faux commis dans les dépêches télégraphiques.....	94
	Dispositions communes aux quatre précédents chapitres.....	96
Chap. V.	Du faux témoignage et du faux serment.	96
Chap. VI.	De l'usurpation de fonctions, de titres ou de nom .....	100

#### TITRE IV.

DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC, COMMIS PAR DES FONCTIONNAIRES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS OU PAR DES MINISTRES DES CULTES DANS L'EXERCICE DE LEUR MINISTÈRE.

Chap. I <sup>er</sup> .	De la coalition des fonctionnaires.....	102
Chap. II.	De l'empiétement des autorités administratives et judiciaires.....	104
Chap. III.	Des détournements et des concussions commis par des fonctionnaires publics.	106
	Disposition particulière.....	108
Chap. IV.	De la corruption des fonctionnaires publics.....	110
Chap. V.	Des abus d'autorité.....	114
	Disposition commune aux chapitres précédents .....	116
Chap. VI.	De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.....	118

Chap. VII. De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.....	118
Disposition particulière.....	120
Chap. VIII. Des infractions commises par les ministres des cultes dans l'exercice de leur mi- nistère.....	120

## TITRE V.

DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC, COMMIS  
PAR DES PARTICULIERS.

Chap. I <sup>er</sup> . De la rébellion.....	122
Chap. II. Des outrages et des violences envers les ministres, les membres de la Chambre des députés, les dépositaires de l'au- torité ou de la force publique.....	126
Chap. III. Du bris de scellés.....	130
Chap. IV. Des entraves apportées à l'exécution des travaux publics.....	132
Chap. V. Des crimes et des délits des fournisseurs.	132
Chap. VI. De la publication ou de la distribution d'écrits sans indication du nom et du domicile de l'auteur ou de l'imprimeur.	136
Chap. VII. Des infractions aux lois et règlements sur les loteries, les maisons de jeu et les maisons de prêts sur gage.....	136
Chap. VIII. Des infractions relatives à l'industrie, au commerce et aux enchères publiques.	140
Chap. IX. De quelques autres infractions à l'ordre public.....	144
— Sect. I <sup>re</sup> . Des infractions aux lois sur les inhumations.....	144
— Sect. II. Des infractions aux lois et règle- ments relatifs aux armes prohibées.	144
— Sect. III. Des infractions relatives aux épi- zooties.....	146

## TITRE VI.

## DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Chap. I <sup>er</sup> . De l'association formée dans le but d'at- tenter aux personnes ou aux propriétés	146
---	-----

Chap. II.	Des menaces d'attentat et des offres ou propositions de commettre certains crimes.....	150
Chap. III.	De l'évasion des détenus.....	152
Chap. IV.	De la rupture de ban et de quelques recèlements.....	156
Chap. V.	Des délits contre la sécurité publique, commis par des vagabonds ou des mendiants.....	158

### TITRE VII.

#### DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE L'ORDRE DES FAMILLES ET CONTRE LA MORALITÉ PUBLIQUE.

Chap. I <sup>er</sup> .	De l'avortement.....	160
Chap. II.	De l'exposition et du délaissement d'enfants.....	164
Chap. III.	Des crimes et délits tendant à empêcher ou à détruire la preuve de l'état civil de l'enfant.....	166
	Disposition particulière.....	168
Chap. IV.	De l'enlèvement des mineurs.....	168
Chap. V.	De l'attentat à la pudeur et du viol.....	170
Chap. VI.	De la prostitution ou corruption de la jeunesse.....	174
Chap. VII.	Des outrages publics aux bonnes mœurs	176
Chap. VIII.	De l'adultère et de la bigamie.....	178

### TITRE VIII.

#### DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE LES PERSONNES.

Chap. I <sup>er</sup> .	De l'homicide et des lésions corporelles volontaires.....	180
—	Sect. I <sup>re</sup> . Du meurtre et de ses diverses espèces.....	180
—	Sect. II. De l'homicide volontaire non qualifié meurtre et des lésions corporelles volontaires	182
—	Sect. III. Du meurtre, des blessures et des coups excusables.....	186



Chap. 1 <sup>er</sup> .	Sect. IV. De l'homicide, des blessures et des coups justifiés.....	188
Chap. II.	De l'homicide et des lésions corporelles involontaires.....	190
Chap. III.	Du duel.....	192
Chap. IV.	Des attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers.....	196
Chap. V.	Des atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes.....	200
	Disposition particulière.....	206
Chap. VI.	De quelques autres délits contre les personnes.....	206

## TITRE IX.

## CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

Chap. 1 <sup>er</sup> .	Des vols et des extorsions.....	210
—	Sect. 1 <sup>re</sup> . Des vols commis sans violences ni menaces.....	210
—	Sect. II. Des vols commis à l'aide de violences ou menaces et des extorsions.....	212
—	Sect. III. De la signification des termes employés dans le présent chapitre.....	218
	Disposition particulière.....	222
Chap. II.	Des fraudes.....	222
—	Sect. 1 <sup>re</sup> . De la banqueroute.....	222
—	Sect. II. Des abus de confiance.....	224
—	Sect. III. De l'escroquerie et de la tromperie.....	226
—	Sect. IV. Du recèlement des objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit.....	230
—	Sect. V. De quelques autres fraudes.....	232
Chap. III.	Destructions, dégradations, dommages.....	234
—	Sect. 1 <sup>re</sup> . De l'incendie.....	234
—	Sect. II. De la destruction des cons-	

		tructions, des machines à vapeur et des appareils té- légraphiques .....	240
Chap. III.	Sect. III.	De la destruction ou dégra- dation des tombeaux, mo- numents, objets d'art, titres, documents ou autres papiers.....	242
—	Sect. IV.	De la destruction ou déte- rioration de denrées, mar- chandises ou autres pro- priétés mobilières.....	244
—	Sect. V.	Destructions et dévastations de récoltes, plantes, ar- bres, greffes, grains et four- rages, destruction d'ins- truments d'agriculture....	246
—	Sect. VI.	De la destruction des ani- maux.....	248
—	Sect. VII.	Dispositions communes aux précédentes sections.....	252
—	Sect. VIII.	De la destruction de clô- tures, du déplacement ou de la suppression des bor- nes et pieds corniers.....	252
—	Sect. IX.	Destructions et dommages causés par les inondations	254

## TITRE X.

## DES CONTRAVENTIONS.

Chap. 1 <sup>er</sup> .	Des contraventions de première classe..	254
Chap. II.	Des contraventions de deuxième classe..	260
Chap. III.	Des contraventions de troisième classe..	264
Chap. IV.	Des contraventions de quatrième classe..	270
	Dispositions communes aux quatre cha- pitres précédents .....	272
	Disposition transitoire .....	274
Loi du 18 juin 1879,	portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'appréciation des circons- tances atténuantes.....	274

# TABLE DES MATIÈRES.

LI

Arrêté r. g.-d. du 18 juin 1879, déterminant la mise à exécution du Code pénal révisé et de la loi sur les circonstances atténuantes.....	278
TABLE alphabétique du Code pénal.....	I
TABLE chronologique des dispositions répressives spéciales.....	XXX
TABLE alphabétique des dispositions répressives spéciales.....	XXXVII



*E. G. R.*  
*1/1/12*









